

idées

Le point de vue de...

CLAUDE AUBERT

Vivre plus simplement

Claude Aubert, ingénieur agronome, est conseiller en agriculture biologique.

« Les centrales nucléaires ou le retour à l'âge de pierre. » Telle est en gros l'alternative devant laquelle nous plaçons la plupart des politiciens, qu'ils soient de droite ou de gauche. Les plus modérés nous promettent sinon l'âge de pierre, du moins une diminution drastique de notre niveau de vie si nous refusons l'énergie nucléaire. Dans mon domaine professionnel, l'agriculture, l'alternative est, chaque fois que je parle d'agriculture biologique : « Les pesticides ou la famine. » Autre couplet de la même chanson.

Qu'il s'agisse de l'énergie nucléaire, du pétrole ou des techniques agricoles, c'est finalement la même question qui est posée : pouvons-nous, comme l'affirment à la fois ceux qui nous dirigent et ceux qui pensent bientôt prendre leur place, continuer à tabler sur une augmentation constante, même modérée, de la consommation, et donc de la croissance économique, dans les pays industrialisés ? La réponse est évidemment négative, pour de multiples raisons dont une au moins crée les yeux : la généralisation de notre niveau de vie à l'ensemble de la planète est mathématiquement impossible et le sera probablement toujours. Elle conduirait à un épuisement rapide de nos réserves en matières premières, à la construction de milliers de centrales nucléaires, et parfois à un trou de subsistance d'urgence pour les millions de personnes qui vivent dans la pauvreté et à une pollution telle que la vie deviendrait rapidement impossible.

Préconiser l'augmentation de notre niveau de vie, c'est donc admettre implicitement la continuation de la situation actuelle : quelques pays riches face à une immense majorité de pays pauvres. Cela est contraire à la plus élémentaire justice — que tous les politiciens prétendent cependant promouvoir — et absolument irréaliste. Les pauvres finiront bien un jour par se révolter, et ils auront raison. Notre formidable arsenal militaire les en empêche jusqu'à maintenant, mais certains pays pauvres possèdent déjà l'arme nucléaire et les finiront bien par s'en servir. Signifions à ce propos que le choix de l'arme nucléaire, pour un pays comme la France, est-il directement aux choix économiques : chacun sait que le meilleur moyen pour ne pas être cambriolé est de ne rien posséder qui puisse intéresser les voleurs.

Donc, il faudra bien un jour ou l'autre réduire notre consommation, c'est-à-dire accepter une baisse de notre « niveau de vie ».

Les mots expriment souvent la sagesse d'une civilisation. L'expression « niveau de vie » traduit la folie de la nôtre, qui juxtapose deux mots contradictoires : la vie, ce mystère impossible à comprendre et plus encore à quantifier, et la notion de niveau, donc de mesure, de quantité. C'est la bêtise des peuples en mesure de nos jours au nombre de milliards dont dispose chaque habitant.

Diminuer notre « niveau de vie » est-ce donc un mal nécessaire ? Nécessaire, oui. Un mal, non, bien au contraire. Une pauvreté excessive est évidemment une entrave à notre épanouissement. Mais il faut que l'homme réapprenne qu'il peut être heureux sans tout ce qui aujourd'hui lui paraît une condition de son bonheur : une nourriture trop abondante, trop riche et de plus en plus artificielle, une maison surchauffée, remplie de gadgets inutiles, une voiture puissante et confortable, etc.

Il faudra surtout qu'il réapprenne que toutes ces choses sont des obstacles à sa santé, à son bonheur et à son épanouissement. Pluton disait déjà : « L'homme aient que possible ses besoins si tu veux présenter la liberté. » Pourquoi les religions prêchent-elles la pauvreté — la pauvreté volontaire ? Il n'y a rien à voir avec la misère ou la pauvreté subie, — sinon parce qu'elles savent qu'une vie simple et un certain détachement vis-à-vis des biens matériels sont des conditions indispensables à la pleine réalisation de notre condition d'homme ? Voilà une affirmation qui sera contestée, par bien des penseurs modernes, mais qui jusqu'à présent s'est toujours vérifiée dans les faits.

Quelle que soient nos choix philosophiques, il est certain qu'il nous faudra vivre plus simplement. Un certain nombre d'hommes et de femmes le font déjà, de leur plein gré, quittant des situations brillantes pour vivre à la campagne ou dans des villages beaucoup plus simples. Et ils s'aperçoivent, quelquefois à leur propre étonnement, qu'ils avaient jusqu'alors jugés indispensables, et même qu'ils s'en trouvent libérés, et plus heureux qu'avant.

Cette évolution nécessaire — qui n'a rien à voir avec le retour à l'âge de pierre — ne se fera pas sans mal. C'est pourquoi il faut commencer dès maintenant à la prévoir et à l'organiser, car si nous attendons d'être contraints, il nous faudra non seulement limiter nos besoins, mais aussi perdre notre liberté.

CORRESPONDANCE

Qualité de la vie et indice des prix

Un de nos lecteurs, M. Benoît de Font-Réa, habitant Rouen, nous a fait parvenir la lettre suivante :

« Depuis que l'on parle d'une « nouvelle qualité de vie », on mesure le développement ? Pourtant il est vrai que l'habitat a été pris de l'âge de la santé économique du pays à son taux de croissance du P.N.B., voire de la production industrielle elle-même. Les statistiques ne se résument pas à quantifier globalement la qualité de la vie des Français, à l'heure pas au point de proposer un indice dont l'évolution en retrace les variations. Mais ne serait-il pas possible de moduler l'indice des prix, couramment utilisé pour évaluer les variations de pouvoir d'achat, en y intégrant des évolutions du cadre de vie qui ne se mesurent pas dans le circuit des marchandises, mais qui n'en ont pas moins un coût plus ou moins facilement chiffrable ? »

Prenez un exemple : à l'époque des grandes centrales électriques, éloignées des lieux de consommation et qui nécessitent des lignes à haute tension encombrantes, certains préfèrent ne pas voir se multiplier les lignes aériennes disgracieuses, qui occupent un espace de plus en plus disputé, et voudraient qu'E.D.F. enfouisse ces lignes : technique peut-être possible mais en tout cas fort coûteuse, et qui se traduirait par une augmentation du prix de revient de l'électricité fournie aux consommateurs, donc, à toutes choses égales par ailleurs, de son prix de vente. D'où une conséquence immédiate sur l'indice des prix et, par le jeu des indexations de salaires, sur ceux-ci : à défaut d'augmentation des revenus, on

conclurait à la baisse du pouvoir d'achat de la population dans son ensemble.

Mais supposons que cette population, qui est formée de consommateurs de produits de consommation courante, ne soit pas soumise à un style de vie où l'énergie transportée au moindre coût implique une consommation de nombreux sites, et soit prête à accepter le prix. Ne conviendrait-il pas alors de considérer que, toujours dans notre exemple, l'électricité « transportée disgracieusement » serait en quelque sorte un produit de « meilleure qualité » que l'électricité transportée au prix (jusqu'ici non comptabilisé) de la dégradation des paysages ? A ce titre, et de la même façon que l'INSEE tient compte de l'« effet qualité » lorsqu'il intègre les variations du prix d'un produit dans l'indice des prix, en annulant la partie de hausse de ce prix qui est justifiée par une amélioration du produit, ne serait-il pas possible de calculer un nouvel indice qui n'aboutisse pas à conclure qu'une dépense facultative, volontairement effectuée pour améliorer l'environnement, soit à tout coup inflationniste ? Ce nouvel indice des prix, d'un genre original, évoluerait moins vite à la hausse que l'indice actuel ; la différence entre la production intérieure brute en volume, obtenue en tenant compte, et la PIB calculée à partir du facteur correctif que fournit l'indice actuel, ferait apparaître une augmentation de la production nationale qui intègre des efforts réalisés volontairement pour améliorer le cadre de vie et non pas seulement le fruit de la course à la production d'une « quantité » toujours supérieure de produits.

Les grilles du temps

Un entretien avec Jean-Jacques Salomon

(Suite de la première page.)

« Pourrait-on dire que la philosophie, après la philosophie, qui se dirige vers le nihilisme, la science ne devrait-elle pas offrir une contre-structure intellectuelle à laquelle s'opposer ? Cela n'a pas été le cas. Selon vous, pourquoi ? »

— D'une part, ce qu'on attendait de la science ne s'est pas réalisé : elle ne se substitue pas aux conceptions du monde qu'elle a détruites. Et, d'autre part, ce que la science a apporté est contradictoire et, sous certains aspects, tout à fait redoutable : loin de résoudre tous les problèmes de l'humanité, elle en complique certains, et pas des moindres — par exemple, le problème de la paix et de la guerre, — jusqu'à

les rendre exactement sans solution.

Le siècle des lumières, le dix-huitième siècle, postulait que le progrès technique devait assurer le progrès social, le progrès politique et, pourquoi pas, sur la même lancée, le progrès moral, et dans cette évolution la science jouait le rôle du moteur universel : vision optimiste qui s'est d'autant plus aisément prolongée au dix-neuvième siècle que le progrès technique s'est effectivement accéléré. Mais ce positivisme sommaire — pas nécessairement celui d'Auguste Comte, je précise, mettons celui de M. Horn — et de tous les rationalistes, qui attendaient de la science une réponse à tout — n'a pas résisté aux bouleversements de la première guerre mondiale.

des modèles mathématiques, quels qu'en aient été les progrès, ne rend pas les économistes moins hésitants et partagés devant le chômage, l'inflation ou le désordre économique mondial.

« Mais la science a-t-elle jamais été neutre ? Rappelons-nous avant J.-C. Archimède tint les Romains en échec devant Syracuse en faisant brûler leurs vaisseaux, dit-on, à l'aide de miroirs géants. Le savant était déjà « mobilisé ».

— Non, la science n'a jamais été neutre. Je n'aime pas me citer, mais vous savez que j'ai publié un livre, *Science et Politique*, dans lequel j'ai essayé de montrer, entre autres choses, que cette prétention de neutralité est tout simplement une idéologie, donc une mystification. Pensez à la création des Académies au dix-huitième siècle et au calcul des longitudes, problèmes scientifiques par excellence dont dépendait la maîtrise des mers : ce n'est pas par hasard si la promotion de la science, comme on dit aujourd'hui, a reçu le soutien des monarchies d'Angleterre et de France, et bientôt de tant d'autres.

Bien sûr, le caractère universel du langage scientifique, sa traduction en termes mathématiques, lui donnent les dehors d'un discours qui ignorerait les conflits de valeurs auxquels nous sommes exposés dans la vie sociale et affective. Au dix-septième et au dix-huitième siècle, à l'époque où la science promettait plus qu'elle ne pouvait tenir, cette prétention de neutralité avait encore un sens : elle était une manière de protéger l'autonomie de leur démarche intellectuelle contre l'ingérence des autorités — toutes les autorités : religieuses d'abord, puis politiques et finalement économiques — plutôt qu'à la réalité de leur rôle social. Les « savants de l'an II », après tout, ont été mobilisés durant la Révolution française comme les scientifiques de la deuxième guerre mondiale.

Mais c'est bien à dater de cette guerre, avec le « Projet Manhattan », le programme de recherches qui a débouché sur les premières bombes atomiques — et Hiroshima, que le thème de la neutralité scientifique ne peut plus faire illusion. Désormais, il est impossible de dissocier le discours scientifique des conséquences sociales qu'il entraîne, et les savants ne cessent d'être mobilisés au service des fins que poursuivent les États — même en temps de paix.

Un désenchantement

« C'est autour des années 60 qu'un est passé, semble-t-il, d'une confiance un peu trop optimiste en la science à un désenchantement. Pourquoi à ce moment-là, selon vous ? »

— Vous avez raison de dater ce changement d'avant 68, car 68 n'a fait que le consacrer. Ce qui est passé, je crois, c'est que nous sommes allés au bout de ce processus optimiste par lequel on attendait de la science la réponse à tous les problèmes, en découvrant au contraire que plus on multipliait les produits techniques mis en œuvre — je ne parle pas de résoudre — les vrais problèmes de la société et de l'humanité. Au lendemain de la deuxième guerre mondiale, même après Hiroshima, tout ce qui venait de la science était beau, gentil et merveilleux.

A l'époque, très peu de spécialistes, parmi les « savants atomiques », ont pressenti que l'armement nucléaire conduirait fatalement à l'escalade. Comme tout le jeu stratégique consiste à ne pas être précédé par l'adversaire éventuel, la moindre percée technologique d'un des membres du club atomique déterminait nécessairement des progrès nouveaux de la part des autres. Au contraire, il y avait beaucoup de scientifiques pour proclamer que, grâce au discours neutre, apolitique, « transnational » et « trans-éthologique » de la science, l'atome serait la garantie de la paix universelle. Absurdité, bien sûr, mais il a fallu plus d'un quart de siècle pour prendre conscience de cet échec sans fin, il n'y a pas

et il n'y aura jamais de solution, elle ne relève que de la politique. À la limite je dirai même de l'éthique, car il ne faudrait pas moins, avec la mort de l'humanité, qu'une conversion de la nature humaine.

A partir des années 1966-1967, cette prise de conscience s'est élargie, semble-t-il, à d'autres problèmes que celui de l'armement nucléaire, pour la simple raison que le divorce entre les possibilités ouvertes par la recherche scientifique et les besoins réels de nos sociétés — à plus forte raison ceux des pays sous-développés — est devenu plus éclatant. Peut-être comme un phénomène de saturation ou encore comme la contrepartie des succès mêmes remportés par la science et la technologie, c'est bien à partir de ces années que l'enthousiasme a cessé. Aux États-Unis, en particulier, le décalage entre les exploits technologiques et la pression des problèmes sociaux a été l'une des sources du malaise qui culmina, avec la guerre du Vietnam, dans la révolte étudiante et universitaire. D'où le thème : « Vous investissez tant d'efforts et d'argent pour aller sur la Lune et en rapporter des cailloux, mais vous n'êtes pas capables de résoudre les problèmes de la Terre ! »

Propos recueillis par PIERRE DROUIN.

Prochain article :

CONTROLLER PROMETHÉE

30 000 exemplaires vendus en une semaine

CATHERINE CLESSIS



LA DANGEREUSE ILLUSION

Mars 1978 : LA FRANCE ROUGE

Heure par heure le récit de la Gauche au pouvoir

PLON

La crise de nos sociétés

« Vous voulez dire que la crise de nos sociétés ne date pas d'aujourd'hui ? »

— Bien sûr que non, c'est une vieille histoire. Songez à Spengler, Valéry, Husserl : on n'a pas cessé depuis la première guerre mondiale de penser le monde en termes de crise. Et ce thème, après tout, n'a pas été un mirage : de quel prix n'a-t-il pas fallu payer toutes les perturbations du siècle ? Le sentiment de la crise a commencé au moment où l'Europe a découvert qu'elle n'était plus le centre du monde et s'est ingéniée à régler ses comptes comme si elle l'était encore. Du même coup, comme Valéry l'a bien vu, la civilisation occidentale s'est trouvée contestée dans sa prétention à l'universalité.

En réalité, il y a du nihilisme dans nos philosophies, la science, loin de constituer un barrage, y a aussi contribué. Le vingtième siècle a montré qu'elle n'a pas de valeur ordonnatrice capable de se substituer aux valeurs véhiculées par la mythologie ou les religions. Au contraire de ce que pensait Jacques Monod dans *Le Hasard et la Nécessité*, même si la vérité scientifique peut apparaître comme une valeur, cette valeur ne suffit pas à définir une

régie de vie, à plus forte raison une conception du monde. Comme disait Malraux dans son tout dernier livre : « L'homme ne se prépare pas plus à lui-même par la science qu'à l'amour par la gymnastique. » Cela, c'est le premier point.

Le second, c'est que la science, qui apparaissait comme une corne d'abondance, riche exclusivement de bienfaits, s'est révélée porteur de plus grands dangers qui menacent l'humanité. Déjà, en 1914-1918, l'usage des gaz avait inscrit du négatif à son bilan. Depuis, comme vous savez, on a fait beaucoup mieux ! Sans doute les lendemains de la deuxième guerre mondiale ont-ils fait apparaître les scientifiques comme de véritables thaumaturges, capables de transformer tout les possibles en réels, dans tous les domaines de la recherche. Mais ces succès ont occulté les problèmes peut-être plus importants qui ont été posés en fonction même de ces progrès : entre la machine nucléaire, celle des réacteurs d'une manipulation du capital génétique ou encore l'usage qui est fait de la psychiatrie et des produits chimiques, ou l'intrusion de l'électronique dans la vie privée, la machine est décidément trop belle !

Le regard critique des « sciences de l'homme »

« Tout de même, les « sciences humaines », c'est-à-dire ce milieu de recherches effrayantes où l'on trouve tout bien la sociologie, l'économie et aujourd'hui l'écologie, ont avancé, mettons depuis une génération. Cet effort de réflexion n'aurait-il pas dû démontrer que nous vivons fait fausse route en laissant à la science un champ si grand de pouvoir ? »

La réflexion sur les limites des pouvoirs de la science hante toute analyse sérieuse de nos sociétés. Voyez Raymond Aron ou Michel Foucault. Mais enfin, il y a de tout dans les sciences sociales, et la réflexion qui compte, c'est toujours celle qui ne s'interdit pas d'être philosophique. Certains spécialistes ne se légitiment à leurs propres yeux, et surtout aux yeux de leurs collègues des sciences de la nature, qu'en tant qu'ils s'auto-boutent sur les méthodes quantitatives. Très bien. Mais quand ils cherchent avant tout à faire la preuve de leur « scientificité » — je veux dire la preuve que leurs disciplines ont

un caractère opérationnel sans efficacité que celui des sciences de la nature, ils se trompent et ils trompent leur monde. C'est suspecter chez les « décideurs » une attitude impossible à satisfaire : des sciences sociales capables, de délivrer, comme à la demande, des recettes pratiques, des prescriptions de caractère scientifique, quelque chose comme l'équivalent mathématique du savoir-vivre en société. Encore une illusion du positivisme !

Ce que, à mon sens, les sciences de l'homme ont apporté de plus important, c'est un regard critique sur les comportements sociaux, une perspective, un sens de la relativité des croyances, des passions, des conflits et finalement de l'histoire. Mais cette perspective, dans la mesure même où elle est critique et ne conduit assurément pas à des applications immédiates, est rarement prise en compte par ceux qui pourraient devraient être les premiers à s'en servir : administrateurs, « décideurs », hommes politiques.

La mobilisation des savants

« Il reste que les sciences sociales affirment bien comme des sciences... »

— Sans doute, mais elles ne le sont pas au même titre que les autres. Des quatre plus grandes révolutions scientifiques du vingtième siècle, exemple nucléaire, biologie moléculaire, électronique et psychanalyse, laquelle est la plus importante ? Einstein, von Neuman, Watson, ou Freud ? Question absurde, je vous le dis. Il n'empêche que notre vision de l'homme et du monde n'est plus la même après Freud, et personne ne peut dire que ce changement de perspective n'aura pas été plus décisif pour l'avenir de l'humanité que l'équivalence énergétique, l'information ou le code de l'ADN.

Ce qui me paraît évident, en tout cas, c'est que les sciences

sociales ont un rôle essentiel à jouer non seulement dans l'ordonnance de notre avenir, mais aussi dans la compréhension et par là même la gestion de notre vie individuelle et collective. Mais ce rôle n'est pas celui que veulent leur faire jouer les technocrates à la recherche de formules toutes faites, ou les spécialistes fanatiques de quantifications, de salons matériels et d'analyses de systèmes. L'idée d'une technologie sociale, ce n'est pas sérieux, ou alors c'est trop sérieux ! Les sciences sociales en Europe, inspirées par les progrès accomplis aux États-Unis, ont sans doute un caractère plus empirique que ce n'était le cas avant la deuxième guerre mondiale, elles n'ont pas pour autant une applicabilité plus grande. Voyez l'économie : le raffinement

27/9/77 15h

Le Monde

politique

LES ÉLECTIONS SÉNATORIALES

Nous publions dans les pages qui suivent les résultats des élections sénatoriales qui ont eu lieu, dimanche 25 septembre, dans les vingt-huit départements métropolitains de la série renouvelable (107 sièges) dans trois départements d'outre-mer : la Guadeloupe (2 sièges), la Martinique (2 sièges), Saint-Pierre-et-Miquelon (1 siège), et dans la collectivité territoriale spéciale de Mayotte (1 siège).

Pour chaque département, nous indiquons le nombre de sièges à pourvoir, en tenant compte des sièges de la création de sièges supplémentaires, puis les noms des sénateurs sortants, en précisant ceux d'entre eux qui ne se représentaient pas.

Les noms des élus et des réélus apparaissent toujours en italique.

Nous rappelons les résultats des précédentes élections, qui avaient eu lieu le 22 septembre 1968 dans les départements concernés. Dans quelques cas, des élections partielles sont intervenues entre 1968 et 1977. Nous en rappelons également les résultats.

La mention « isolés » concerne les candidats qui se présentaient à titre individuel. Nous avons tenté chaque fois qu'il était possible de « situer » politiquement des candidats qui se présentaient sur une liste dont l'intitulé vague dissimulait plus ou moins leur appartenance exacte.

Les lettres R.P. qui figurent pour certains départements après le nombre de sièges qui étaient à pourvoir indiquent que dans ces départements, au nombre de neuf, le scrutin s'est déroulé selon le système de la représentation proportionnelle.

Le comportement des « grands électeurs » de gauche

(Suite de la première page.)

Si l'on raisonne sur les pourcentages, ce qui est de bonne méthode puisque le nombre des sièges de la série renouvelable a été porté de 101 à 113, on constate que les élus de la « gauche unie » détiennent 40,88 % des sièges (46 sur 113) au lieu de 30,20 % précédemment (30 sur 99 sortants).

Les douze sénateurs sortants battus, dont on trouve d'autre part la liste, sont 1 R.P.R., 2 P.R., 5 C.D.S., 2 « divers majorité » et 2 « divers gauche », dont M. Amio (Var) récemment exclu du parti socialiste. On relève enfin que les cinq députés qui ne sont pas parvenus à passer d'une assen-

blée à l'autre (dix-sept briguaient un siège sénatorial), appartenant tous à la majorité. Il s'agit de trois R.P.R., MM. Darnis (Vendée), Graziani (Hauts-de-Seine), Nungesser (Val-de-Marne), d'un centriste réformateur, M. Dromas (Sarthe) et d'un P.R., M. Plantas (Haute-Savoie).

Ces déconvenues, auxquelles s'ajoute la vague tentative en Seine-et-Marne de M. Philippe Maland, ancien ministre (C.N. I.P.) sont compensées par le succès de M. Jean Lecanuet, président du C.D.S., de trois autres anciens ministres et par celui des quatre membres du gouvernement qui s'étaient portés candidats. MM. Fournade (P.R., Hauts-de-Seine) et Poncelet (R.P.R., Vosges) ont obtenu pour le Sénat, ce qui doit entraîner la nomination de nouveaux titulaires au ministère de l'Équipement et du secrétariat d'État aux relations avec le Parlement.

M. Monory (C.D.S., Vienne) conservera au contraire la responsabilité de l'Industrie, du Commerce et de l'Artisanat. Quant à M. Pierre-Christian Taittinger (R.P.R., Paris), il semble vouloir se donner le temps de la réflexion, qui est d'un mois, avant de choisir entre le Sénat et le secrétariat d'État aux affaires étrangères.

De même que le dernier renouvellement partiel du Sénat, le 22 septembre 1974, avait confirmé les évolutions constatées lors des « législatives » de mars 1973 et de la « présidentielle » de mai 1974, la consultation de dimanche fait écho, même si cet écho est moins ample que certains ne le prévoyaient, aux « municipales » de mars dernier. Sans rentrer dans le détail des situations départementales, on ne s'étonne pas, par exemple, du succès du P.S. qui enlève l'un des deux sièges de la Savoie dévolu par un P.R. qui ne se représentait pas, six mois après avoir conquis la mairie de Chambéry. Si la discipline a généralement joué à gauche, on note cependant un certain nombre d'exceptions, notamment en Seine-et-Marne, dans la Somme et dans l'Essonne où le second de la liste de la majorité a été élu, et il semble bien que dans le Val-de-Marne, département de M. Marchais, un certain nombre de grands électeurs du P.S. aient « glissé » vers le P.C.

Ce ne sont que de petits indices du désarroi où se trouve aujourd'hui une fraction de l'électorat de gauche, et rien ne prouve que les relations entre le P.C. et le P.S. deviendront moins conflictuelles au lendemain d'un scrutin qui révèle une fois de plus une grande disparité entre la progression des socialistes (+ 9,36 %) et celle des communistes (+ 0,77 %).

RAYMOND BARRILLON.

LE MINISTRE DE L'INTÉRIEUR : la majorité conserve une avance importante.

M. Christian Bonnet, ministre de l'Intérieur, a ainsi commenté dimanche soir le résultat des élections.

« Cette étape marque un renouvellement important des hommes, ne serait-ce que parce que, sur les quatre-vingt-quinze sénateurs sortants de la métropole, quarante-cinq avaient pas sollicité le renouvellement de leur mandat. Douze nouveaux sénateurs viennent de l'Assemblée nationale, sept appartenaient à la majorité et cinq à l'opposition.

La stabilité du corps électoral sénatorial paraît très grande. Elle est plus grande qu'on ne l'imaginait généralement six mois après les élections municipales. Alors qu'on attendait généralement l'opposition d'une progression de quelque vingt sièges, c'est en définitive une progression de dix sièges qu'elle accuse, imputable pour neuf d'entre eux aux douze sièges créés en 1975.

« La majorité s'est d'ailleurs présentée dans l'ensemble plus unie à ce scrutin que ne l'a fait l'opposition et elle en a recueilli les fruits. Abstraction faite des six sièges à pourvoir au titre des départements d'outre-mer, la composition politique de la nouvelle Assemblée se présentera comme suit : opposition, 106 membres contre 96 : majorité, 189 membres contre 187.

« Dans un cas, un gain de dix sièges pour l'opposition, généralement créditée de vingt, je le répète, ces jours derniers. Un gain de deux sièges pour la majorité, qui conserve donc au Sénat une avance importante sur l'opposition ».

Le bilan chiffré de la consultation

Étiquette	Sortants	% des sièges	Battus	Élus	% des sièges	Variations en %
P.C.	15	15,15	—	8	10	+ 0,77
P.S.	18	16,18	—	5	17	+ 9,36
Rad. g.	5	5,05	—	2	4	+ 0,25
Div. g.	4	4,04	2	1	—	— 3,16
M.D.S.F.	—	—	—	1	1	+ 0,88
Rad.	4	4,04	—	2	1	— 1,39
C.D.S.	23	23,23	5	12	10	— 3,77
P.R.	13	13,13	2	3	8	— 3,69
R.P.R.	10	10,10	1	3	12	+ 3,17
C.N.I.P.	6	6,06	—	1	2	— 3,41
Div. maj.	9	9,09	2	3	8	— 0,64
TOTAL	99	—	12	49	72	—

Le tableau ci-dessus concerne les 113 sièges qui étaient à pourvoir (107 en métropole et 6 outre-mer). Un siège était vacant dans la Somme. Celui des Comores avait été supprimé et 12 sièges supplémentaires étaient à pourvoir en métropole, ce qui explique la différence entre le nombre des sortants et celui des élus : 113 = 99 + 2 + 12.

Il n'est pas tenu compte des deux sièges des sénateurs représentant les Français à l'étranger, MM. Paul d'Ornano (P.R.) et Frédéric Wirth (ind.), qui ont été désignés par le Conseil supérieur des Français de l'étranger, le 28 juin, et dont le Sénat ratifiera l'élection le 3 octobre, premier jour de la session d'automne.

En raison de l'augmentation du nombre des sièges, nous avons indiqué pour chaque formation ou tendance le pourcentage des sièges qu'elle détenait avant la consultation et dont elle dispose après le scrutin du 25 septembre.

73 NOUVEAUX SÉNATEURS

Quarante-sept sénateurs sortants ne se représentaient pas, douze ont été battus, il y avait douze sièges nouveaux à pourvoir et deux sièges étaient vacants. Les soixante-trois nouveaux élus sont :

— Quatre membres du gouvernement : MM. Jean-Pierre Fournade, ministre de l'Équipement (P.R., Hauts-de-Seine), René Monory, ministre de l'Industrie, du Commerce et de l'Artisanat (C.D.S., Vienne), Christian Poncelet, secrétaire d'État chargé des relations avec le Parlement (R.P.R., Vosges), Pierre Christian Taittinger, secrétaire d'État aux affaires étrangères (P.R., Paris).

— Quatre anciens ministres sans mandat parlementaire : MM. André Fosset (C.D.S., Hauts-de-Seine), Marc Jacquet (P.R., Seine-et-Marne), Jean Lecanuet (C.D.S., Seine-Maritime), Lionel de Tinguy du Pouët (cent., div. maj., Vendée).

— Douze députés : MM. Michel d'Allières (P.R., Sarthe), André Bettencourt (P.R., Seine-Maritime), Jean Chanut (P.R., Yonne), Jacques Chauront (R.P.R., Sarthe), Henri Duffaut (P.S., Vaucluse), Pierre Gaudin (P.S., Var), Tony Larue (P.S., Seine-Maritime), Max Lajouque (M.D.S.F., Somme), Louis Longuequeue (P.S., Haute-Vienne), Christian de La Malène (R.P.R., Paris), Georges Spénale (P.R., Tarn), Albert Volquin (P.R., Vosges).

— Sept anciens députés : MM. Michel Caldagous (R.P.R., Paris), Michel Crucis (div. maj., Vendée), Georges Dayan (P.S., Paris), Serge Mathieu (P.R., Rhône), Charles Pasqua (R.P.R., Hauts-de-Seine), Paul Serany (C.D.S., Seine-et-Marne), Camille Vallin (P.C., Rhône).

— Quarante-six nouveaux parlementaires : MM. Jean Béranger (rad. g., Yvelines), Raymond Bourguin (C.N.I.P., Paris), Raymond Bouvier (tendance C.D.S., Haute-Savoie), Pierre Cossolli-Pavart (mod. maj., Essonne), Jean Chérioux (R.P.R., Paris), Georges Degonia (P.S., Guadeloupe), Marcel Dargère (P.S., Seine-Saint-Denis), Claude Fuzier (P.S., Seine-Saint-Denis), René Gamboa (P.C., Essonne), Jean Garcia (P.C., Seine-Saint-Denis), Alfred Gérin (C.D.S., Rhône), Michel Giraud (R.P.R., Val-de-Marne), Henri Gotschky (C.D.S., Haut-Rhin), Marceau Hamecher (rad. g., Tarn-et-Garonne), Marcel Henry (maj., Mayotte), Daniel Hostet (ind., Bas-Rhin), Bernard Hugo (P.C., Yvelines), Paul Kauss (R.P.R., Bas-Rhin), Jacques Larché (P.R., Seine-et-Marne), Francis Lechevalier (rad. g., Seine-et-Marne), Charles Lederman (P.C., Val-de-Marne), Charles-Edmond Lenglet (div. maj., Somme), Anicet Le Por's (P.C., Hauts-de-Seine), Roger Lise (div. maj., Martinique), Pierre Louvet (div. maj., Haute-Saône), Roland du Lourt (maj., Sarthe), Mme Hélène Luc

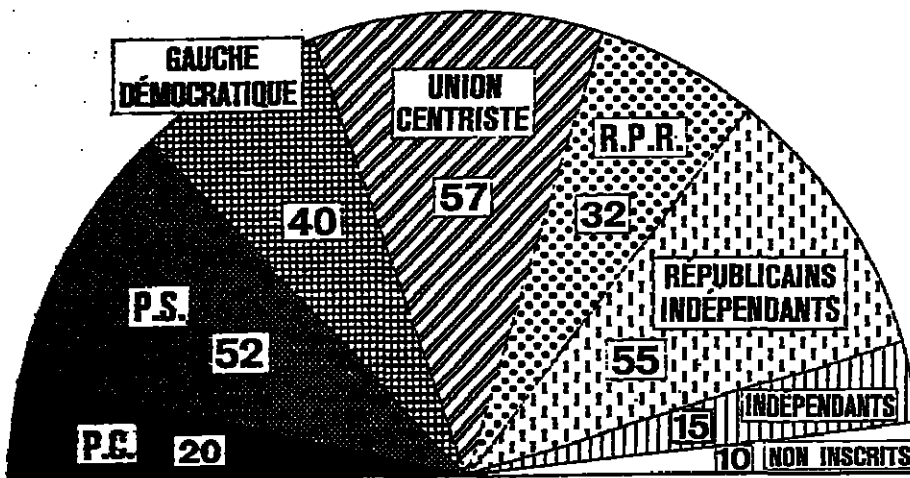
(P.C., Val-de-Marne), MM. Philippe Machefer (P.S., Yvelines), Jean Mercier (rad. g., Rhône), Jacques Mossin (C.D.S., Somme), Pierre Noël (P.S., Essonne), Jean Oghe (P.C., Essonne), Bernard Permentier (P.S., Paris), Bernard Pellarin (P.R., Haute-Savoie), Mme Rotande Perican (P.C., Paris), MM. Louis Perrin (P.S., Val-d'Oise), Jean-Jacques Perron (P.S., Var), Robert Pontillon (P.S., Haute-Savoie), Roger Rinchet (P.S., Savoie), Roger Romani (R.P.R., Paris), Marcel Rosette (P.C., Val-de-Marne), Marcel Rudloff (C.D.S., Bas-Rhin), Pierre Salvi (C.D.S., Val-d'Oise), Franck Serusclat (P.S., Rhône), Georges Treille (rad., Deux-Sèvres), Edmond Valcin (R.P.R., Martinique).

Douze sortants battus

Les douze sénateurs sortants qui ont été battus sont :

MM. Auguste Amic (div. g., ex-P.S., Var), Jean Bac (R.P.R., Yvelines), Paul Caron (C.D.S., Seine-Maritime), Charles Cathala (C.D.S., Seine-Saint-Denis), Hubert Durand (P.R., Vendée), Jean Fonteneau (C.D.S., Hauts-de-Seine), Jacques Maury (C.D.S., Sarthe), Guy Millot (mod. majorité, Sein-et-Marne), Mlle Odette Pegani (P.R., Yonne), MM. Robert Parenty (C.D.S., Hauts-de-Seine), Fernand Poignant (div. g., Sarthe), Joseph Vovani (mod. maj., Seine-et-Marne).

LES GROUPES DU SÉNAT AVANT LE RENOUVELLEMENT



Le total est de 281. Le siège des Comores a été supprimé, et l'un des trois sièges de la Somme est vacant.

Nouveautés Seuil

Les Juifs et le monde moderne

Annie Kriegel
Les Juifs et le monde moderne

Socialisme, mouvement noir, judaïsme : est-ce la révolte des esclaves ? Un pénétrant essai d'anthropologie politique par l'auteur des Communistes français.

256 pages 42 F

Seuil

L'ÉCOLE À PERPÉTUITÉ

H. Dauber
E. Verne
L'école à perpétuité

Autour d'Ivan Illich, une critique radicale de la formation permanente.

Collection 01 Techno-critique dirigée par J.-F. Dupuy
206 pages 37 F

ADRET Travailler deux heures par jour

Une utopie ? Ce n'est pas sûr. Une réflexion sur le sens profond du travail de chacun.

192 pages 35 F

Wilhelm Fliess Les relations entre le nez et les organes génitaux féminins

Publié en 1897 et traduit pour la première fois ici, voici le célèbre livre de celui que Freud appelait "mon autre moi-même".

Coil, La Champ freudien dirigée par J. Lacan, 288 pages 49 F

Noëlle Châtelet Le corps à corps culinaire

Quelle étrange affaire que de manger !

"Il faut saluer ce livre profond, courageux, plein de drôlerie et merveilleusement écrit".
Michel Tournier / Le Monde

192 pages 35 F

Abonnement gratuit

au Bulletin d'Informations des Éditions du Seuil

A retourner aux Éditions du Seuil, 27, rue Jacob - 75261 Paris - Cedex 06

NOM

ADRESSE

PROFESSION

DEPART CODE POSTAL

Je m'intéresse à :

☐ romans ☐ essais et théorie littéraires ☐ histoire

☐ religions ☐ musique ☐ philosophie et sciences humaines

☐ sciences ☐ cinéma ☐ architecture/urbanisme ☐ santé

☐ politique/économie ☐ éducation

صك من الأصل

SAINT-PIERRE-ET-MIQUELON

MAYOTTE

Les réactions

M. ALAIN P.

M. CARO

M. HAMILL

M. BOUEN

M. MATH

M. S. 1977

DE PLUS EN PLUS DÉLAISSÉ

IL PHOTOCOPIE GRAND COMME ÇA.

297 mm

425 mm

IL PHOTOCOPIE PETIT COMME ÇA.

178 mm

210 mm

Le SCM 110 B est alimenté non pas par cassette, mais par rouleau. Avantage pratique : pour changer de format, pas besoin de changer de cassette. Un curseur vous permet de régler la longueur de coupe désirée.

Si vous voulez le format minimum, vous réglez sur la longueur de coupe minimum (178 mm). Avantage financier : vous photocopiez chèques, documents administratifs, fichiers, etc., à leurs formats réels. Autant de photocopies, autant d'économies.

Par contre, si vous voulez le format maximum, vous réglez le curseur sur la longueur de coupe maximum (425 mm), indispensable pour photocopier états comptables, maquettes, plans, feuilles d'ordinateurs. Le curseur vous permet, bien entendu, d'obtenir tous les formats entre 178 mm et 425 mm de long.

LE PHOTOCOPIEUR SCM 110 B. IL FAIT BEAUCOUP DE CHOSES.

Photocopieurs Smith-Corona Marchant.

مكتبة من الأمل

LA CRISE

M. Marchais : le P.S. fait un pas en arrière extraordinaire

M. Georges Marchais, secrétaire général du P.C.F., qui était dimanche 26 septembre l'invité du « Club de la presse » d'Europe 1, a déclaré : « Sur quoi achoppe la négociation ? Elle achoppe, dans le moment présent, sur l'actualisation du programme commun. Elle achoppe sur le maintien du programme commun, pour ce qui concerne les nationalisations, tel que nous l'avons signé en 1972. Si le parti socialiste ne faisait pas le pas en arrière extraordinaire qu'il vient de faire, je pense que nous serions déjà parvenus à un accord. (...) »

« Quel est ce pas en arrière ? En bien, c'est la mise au pas de la fillette. Si n'y a pas de fillette, il n'y a pas de groupe. (...) »

« Grande a été la surprise des communistes d'apprendre que, pour les socialistes, cela ne représentait qu'une certaine « entente » d'ailleurs, je mets ce document à votre disposition. Comme vous pouvez en juger, il avait été établi hâtivement. Regardez, c'est rayé, on en a rajouté à la main, on s'en est retiré, j'indique tout de suite ce document, qui nous a été remis, ne correspond pas à celui qui a été publié la veille par le journal le Monde : il y a des entrées, prises qui figurent dans le document du Monde et qui ne figurent pas dans le document officiel du parti socialiste. (...) Dans l'hypothèse, à laquelle je continue de me référer, à croire, où le parti socialiste romprait l'accord que nous avons ensemble, cela ne changerait absolument rien à ce qui est la politique actuelle du parti communiste. (...) »

« Autrement dit, pour être clair, il n'est au pouvoir de personne, dans ce pays, de modifier d'un pouce la politique définie à notre vingt-deuxième congrès. Personne ne le tente, d'ailleurs. Mais si, par hypothèse, absurde, quelqu'un tentait de le faire, il n'est non plus au pouvoir de personne, à l'extérieur, de nous faire bouger d'un pouce dans la politique, dans la stratégie que nous avons définie à notre vingt-deuxième congrès. (...) Nous voulons l'unité, nous voulons gagner la bataille de 1978, nous voulons aller au pouvoir, nous voulons des ministres communistes et nous voulons construire une société socialiste aux couleurs de la France. (...) »

« Revenant sur le problème des nationalisations, le secrétaire général du P.C.F. a ajouté : « C'est Alain le premier ministre, connaissance, d'autres l'ont fait. (...) »

qui a posé la question : qu'est-ce qui est le mieux ? Prise de participation ou nationalisation ? Nous avons ces documents, nous allons les publier. Ce qui prouve bien qu'il y a eu changement à l'intérieur du parti socialiste. Alors, évidemment, tout cela nous a préoccupés, et c'est la raison pour laquelle nous avons estimé de notre devoir, non pas de faire procès, mais d'expliquer les choses. (...) »

M. Marchais a répondu ensuite à M. Mitterrand, qui, à Brionne, déplorait de voir le P.S. accusé de « tous les péchés du monde ». Il a noté : « Je vous fais observer que dans notre humanité, dans tous les documents officiels du parti, dans les discours des dirigeants du parti, nous ne trouvons pas une seule attaque contre le parti socialiste, ni même de références à des périodes passées. Je vous fais observer que c'est précisément Lionel Jospin, qui, en août, dans un article publié par le journal le Monde (2), a fait référence à 1936, à 1947, à la Libération, à Staline, j'en passe, et des meilleures. (...) »

Pierre Vianisson-Fonté a rappelé alors au secrétaire général du P.C.F. que M. Roland Leroy a porté des attaques à l'encontre du parti socialiste, dans un article publié par le Monde (3).

M. MARCHAIS. — Roland Leroy n'a pas parlé, dans l'humanité, de ces périodes-là !

P. VIANISSON-FONTÉ. — Dans le Monde.

M. MARCHAIS. — Premièrement, ce n'est pas vrai. Ce n'est pas notre ligne. Deuxièmement, ce n'est pas vrai. (...) »

JEAN DANIEL. — C'est un démenti ?

M. MARCHAIS. — Si, dans cet article Roland Leroy a eu en vue de rappeler que nous voulons faire plus et mieux qu'en 36, que dans le gouvernement de la Libération, si Roland Leroy a dit qu'il faut aller le retour de 1947, où l'on a chassé les ministres communistes, c'est cela, il est juste de le dire, car, comprenez-vous bien : la crise est si profonde ! (...) »

« Un journaliste a écrit, dans le Monde, un long article qui est ignoble, car il distingue, parmi les dirigeants de notre parti, les faux des non-faux. Le journaliste qui a écrit cela [Mouvements divers de protestation]. (...) »

ALAIN DUHAMEL. — Georges Marchais, je suis désolé, mais ce n'est pas le journaliste qui en est l'auteur. Il a attribué ces propos à un tiers. On n'a pas le droit de dire que c'est un journaliste qui l'a écrit. (...) »

M. Georges Marchais a ensuite évoqué l'article d'André Fontaine, intitulé : « La main de Moscou ? » (le Monde daté 25-26 septembre). Il a déclaré : « Je réponds : il n'y a pas de main de Moscou ; parce que le parti communiste français est autonome et politique en toute indépendance. (...) »

M. MARCHAIS. — Je ne peux y croire, mais, j'ai vu tout un parti communiste d'aller au pouvoir en alliance avec les socialistes et les radicaux pour mettre en œuvre une politique nouvelle, je dis solennellement, au nom du comité central du parti, que ce serait la rupture immédiate avec ce parti. La question ne se pose pas pour le moment, mais nous n'accepterons jamais, ni de l'extérieur ni de l'intérieur, quelque pression que ce soit dans ce domaine. (...) »

C'est pourquoi les Français et les Français peuvent être convaincus : oui, nous voulons l'union ; oui, nous voulons le programme commun bien actualisé ; oui, nous voulons la victoire ; oui, nous voulons aller au gouvernement ; oui, nous voulons des ministres communistes. Nous voulons tout cela pour une politique nouvelle qui soit à la hauteur du grand pays qu'est la France. Mais, aujourd'hui, cette politique-là ne dépend pas que de nous. Elle dépend aussi tout du parti socialiste. François Mitterrand va-t-il, oui ou non, répondre positivement à la proposition que nous venons de lui faire ?

PIERRE VIANISSON-FONTÉ. — Si M. Marchais lit le programme commun comme il lit les journaux, il n'est pas étonnant qu'on en soit là !

(1) N.D.L.R. — La liste des entreprises concernées, en principe, par les propositions de nationalisation du P.S. et publiées dans le Monde du 21 septembre avait été établie par le service économique du Monde à partir des critères de nationalisation retenus par le comité directeur du P.S. Il ne s'agissait donc pas d'un document du parti socialiste, comme semblent le croire les responsables du P.C.F.

(2) Le Monde du 18 août.

(3) André Fontaine écrivait : « Il est vrai aussi que les membres de la section internationale du comité central sont là pour « garder le contact », comme on dit. Longtemps on a pensé que telle était notamment la tâche de M. Kanapa et de Jacques Dreyfus, l'un et l'autre proches de M. Marchais. Mais lorsque l'on voit le premier nommé faire publiquement, le 17.9.77, lorsque l'on entend des socialistes dire qu'il y a évidemment beaucoup de juifs à la direction du P.C.F., on ne sait plus que penser. (...) »

M. Mitterrand : je ne suis ni pessimiste ni accablé

M. François Mitterrand, premier secrétaire du parti socialiste, qui prenait la parole dimanche 26 septembre à Brionne, a notamment déclaré : « Il ne faut pas que le tohu-bohu installé dans les rangs de la gauche recouvre les réalités et les vrais combats. Il faut, au contraire, concentrer toutes nos forces contre le pouvoir en place. (...) »

Après avoir critiqué le « pouvoir actuel de type napoléonien, centralisé et autoritaire », et souligné que M. Raymond Barre a « encore à démontrer qu'il est le premier économiste de France », M. Mitterrand a évoqué les difficultés de la gauche.

« Des problèmes se posent effectivement, qui vous font, sans doute, éprouver un sentiment de gravité et d'angoisse, a-t-il noté. Sachez que, quant à moi, je ne suis ni pessimiste ni accablé. (...) »

Il se compte sur la pression de la volonté populaire pour faire aboutir le mouvement unitaire. Le programme commun a permis à la gauche d'aborder avec les grandes élections nationales et d'en gagner deux. (...) »

Appelant ses auditeurs à relire le programme commun, le premier secrétaire du P.S. a indiqué : « C'est lui qui tranchera finalement, et je vous garantis que vous n'y trouverez que les nationalisations de nos groupes industriels, et le mot de fillette y est aussi absent. (...) »

« Et, sous bénéfice d'inventaire, je vous garantis qu'il n'y a pas la reconnaissance de la bombe atomique. (...) Il n'y est pas non plus question de ramener l'éventail des salaires d'un à cinq. Ce pourcentage n'a été atteint encore dans aucun pays, même pas en U.R.S.S., après soixante ans de communisme. Alors même que le premier accord n'a pas été appliqué, pourquoi en faire un second ? (...) »

« Que se passe-t-il au parti communiste, qu'est-ce qui ne va pas ? N'est-ce pas parce que le parti socialiste est devenu le premier parti de France, de la gauche, que nous avons remporté tant de victoires ? Nos partisans, eux, sont restés au niveau où ils se trouvaient. Le parti communiste n'accepterait-il donc de briser quinze ans de socialisme ? Cela le gênerait-il que l'espérance populaire se porte désormais vers nous, vers nous, et l'avenir que nous dessinons ? (...) »

« La ligne Chuvral a peut-être produit la ligne Soares. La ligne Marchais ne fera pas changer les socialistes, qui ne feront pas autre chose que maintenir la direction dans l'axe que nous avons fixé en 1972. Nous n'attaquerons pas, nous, nos partenaires. Cela ne nous intéresse pas. Nous ne voulons pas nuire à la gauche. Nous ne passerons pas notre temps à explorer leurs défauts, même s'ils en ont. (...) »

« Quand on pose obstinément des questions stériles, cela devient suspect. Lorsque j'entends demander, ici ou là, si le P.S. est prêt à gouverner avec les communistes et les radicaux de gauche, la réponse a déjà été apportée en 1972. Pourquoi découvrir aujourd'hui des problèmes qui ne sont pas nouveaux, et comment se fait-il que, voilà des mois et des mois que le parti socialiste est attaqué, qu'il est chargé de tous les péchés du monde, j'en suis sûr, le jour où l'on nous retrouvera rassemblés, réunis pour affronter l'heure décisive des élections législatives. (...) »

leurs partenaires de la gauche que ne le sont MM. Berlinguer et Curcio, avec les représentants de la droite de leur pays. (...) »

Le premier secrétaire du parti socialiste s'est ensuite insurgé contre « ceux dont c'est devenu comme le second métier d'attaquer le parti socialiste ». « S'ils voulaient obtenir des temps d'antenne à la radio et à la télévision, ils en ont trouvé le moyen », a-t-il ajouté.

Affirmant que « si aujourd'hui il n'y a pas de Mitterrand », M. François Mitterrand a lancé un appel aux Français : « Rassemblez vos forces pour que la majorité de gauche l'emporte, quoi qu'il advienne, a-t-il déclaré. Arrivons, j'en suis sûr, le jour où l'on nous retrouvera rassemblés, réunis pour affronter l'heure décisive des élections législatives. (...) »

Libres opinions

Les témoins consternés

par GUY CARCASSONNE et CLAUDE ROTHSCHILD (*)

CINQ ans. Voilà cinq ans que nous travaillons, que nous combattons, que nous militons. Les tâches les plus ingrates sont notre lot commun, et nul ne songe à s'en plaindre, grâce à l'espoir du futur, à l'exaltation des élections qui récompensent le travail de la veille, stimule celui du lendemain. Cinq ans de coude à coude, ce qui réchauffe, mais ce qui, parfois, heurte. Cinq ans qui ont estompé le souvenir pénible des cinq décennies qui les ont précédées. Cinq ans de doute et de questions, de polémiques, de discussions, mais sans hésitation. Nous étions sur la bonne voie, celle de l'unité retrouvée, même si, nécessairement et forcément, elle était conflictuelle. Les communistes hors du ghetto, les socialistes loin de la « troisième voie », les radicaux à gauche, et les Français sortis de la désespérance, et tout cela serait remis en cause ?

Chaque militant, adhérent, électeur, n'est plus comblé par une formation, mais par telle ou telle coloration de l'union. C'est l'union qui recroûte et c'est elle qui nourrit. Les dirigeants discutent, ils ont raison, ils le font au grand jour : c'est plus difficile, mais c'est mieux. S'agit-il pour autant d'un débat démocratique ? Plus démocratique que les querelles souterraines des états-majors de la droite, cela ne fait aucun doute. Mais est-il suffisamment démocratique, le débat du « sommet » ? La base, les électeurs, en sont les témoins consternés, souvent réagissant, mais les acteurs, jamais.

Les trois dirigeants ont signé le programme commun, ils peuvent légitimement — et ce doit être leur fierté — en revendiquer la paternité, pas l'exclusivité. Il est devenu l'espoir d'une majorité de Français, il a cessé d'être la chose de ses initiateurs, qui pourraient à loisir décider de la rompre ou de la conserver. Il n'en est pas à leur dévotion, il leur échappe. C'est la loi de la vie politique, le contrat est entré tout entier dans la sphère de la gauche et de la France. Et au-delà de ces frontières, que dire d'autres pays, l'Italie ou l'Espagne, par exemple, qui ont les yeux tournés vers nous ? Qui prendrait la formidable responsabilité historique de sacrifier autant d'espérances ?

Nous ne prétendons pas être les interprètes autorisés des obscurs. Mais nous en sommes, et avons la certitude que beaucoup éprouvent ce que nous ressentons. Nous ne pouvons accepter l'idée que tout ce qui a été fait l'aurait été en vain. Nous voyons la droite, humiliée, affolée, en train de relever la tête. L'union de la gauche, qui l'a tant inquiétée, va la servir et elle se rompt, car elle lui offrira de nombreuses années d'exploitation tranquille, avant d'être en danger de nouveau. Que les partis du programme commun perdent les élections parce qu'ils n'auront pas assez convaincu, soit. Qu'ils les perdent parce qu'il n'y aurait plus de programme commun, non, car ce serait irréparable. Mieux vaut un échec de la gauche unie (il ne serait que provisoire) que la désunion de la gauche.

Irresponsables, dirait-on, ces militants qui veulent l'union à tout prix, occultant les divergences. Les nationalisations, la défense, nous disaient. Certes, mais faut-il oublier ? Chacun, sur les divergences, sur les torts respectifs, peut avoir ses opinions. Le problème n'est plus là. L'enjeu vaut un effort d'imagination sans précédent. Les solutions, à nos yeux, doivent élargir. Nous sommes socialistes et communistes, mais avant tout de gauche. Est-ce aux militants de base de rappeler les évidences de base ? Le fossé de la droite à la gauche est infiniment plus profond que celui qui existe entre nos organisations.

Si les dirigeants oublient tout cela, ou n'en tiennent pas assez compte, ce sera à nous de les rappeler à plus de raison. Les distances qui nous séparent sont grandes. Elles l'étaient plus encore entre la S.F.I.O. et le P.C. lorsque, en 1934, les travailleurs les ont contraintes à trouver une entente, au cri de « Unité populaire ! ». S'il faut le scander de nouveau, nombreux, sans doute, sont ceux qui y sont prêts. L'union n'est pas un mythe, elle a la réalité de ceux qui la soutiennent.

* M. Guy Carcassonne est militant du P.S. et M. Claude Rothschild militant du P.C.

LE P.C.F. INVITE SES MILITANTS A NE PAS SE RENDRE AU SIÈGE DU P.S.

Diverses « délégations de travailleurs » se sont rendues vendredi 23 septembre au siège du P.S. pour demander aux dirigeants socialistes d'accepter les demandes du P.C.F. en matière d'actualisation du programme commun (le Monde daté 25-26 septembre). A la suite de ces démarches, M. Gaston Delfière a déclaré samedi 24 septembre au micro de Radio-Monte-Carlo : « Le P.C. veut-il la démocratie ou une démocratie populaire ? (...) »

Après la déclaration du maire de Marseille, le secrétaire du P.C.F. a publié une déclaration dans laquelle il « appelle les communistes à ne prendre part à aucune délégation se rendant dans les sièges du parti socialiste ou auprès de ses représentants pour faire connaître son point de vue sur la situation actuelle de l'union. Cela afin de ne donner aucun prétexte à des provocations du genre de celle à laquelle vient de se livrer Gaston Delfière », ajoute-t-il.

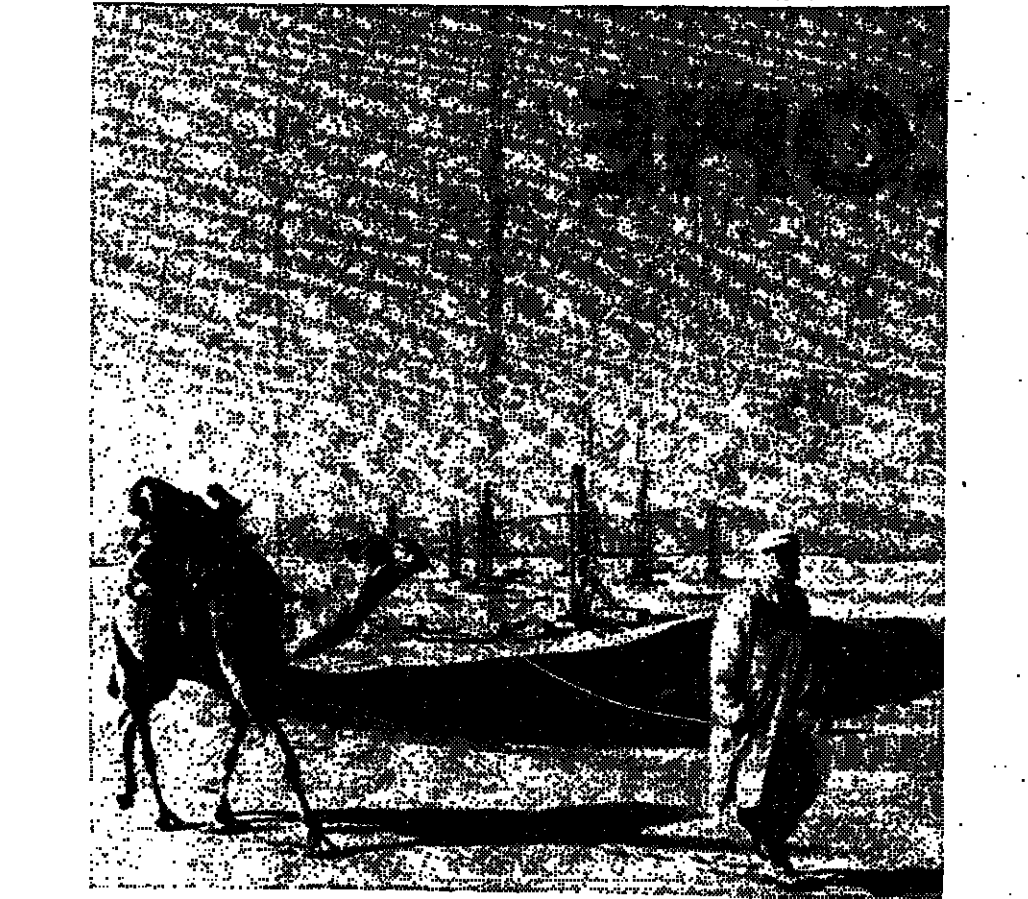
« Par contre, le secrétariat du P.C.F. invite toutes les organisations à tenir leurs sièges ouverts à tous ceux qui veulent venir nous voir, nous interroger, nous faire connaître leurs sentiments. (...) »

UNE DÉLÉGATION DU F.L.N. S'EST ENTRETIENUE AVEC DES RESPONSABLES DU P.C.F.

Une délégation du F.L.N. algérien s'est entretenue vendredi 23 et samedi 24 septembre, à Paris, avec des responsables économiques du P.C.F. Le communiqué commun publié à cette occasion précise : « Cette rencontre fait suite aux entretiens de même nature qui se sont déroulés en février à Alger, dans le cadre des accords de coopération entre les deux partis. Les deux délégations étaient dirigées respectivement par Nabil Belkacem, conseiller à la présidence et membre de la commission économique du Parti du Front de libération nationale, et Abdel Le Pors, responsable du département nationalisations et politique industrielle de la section économique du comité central du P.C.F. (...) »

« Les deux délégations ont examiné la situation et les perspectives de coopération économique dans différents secteurs, dans l'intérêt commun des peuples algérien et français. (...) »

Lufthansa vous ouvre la route de l'or noir.



Toutes les routes du Moyen-Orient sont dans notre Petit Livre jaune. Abu Dhabi, Amman, Bagdad, Beyrouth, Le Caire, Damas, Dhahran, Dubaï, Jeddah, Koweït et Thérhan : la route du pétrole est à vous. Lufthansa vous propose 36 correspondances par semaine (via Francfort ou Munich) au départ d'Orly Ouest vers l'un de ces 11 royaumes de l'or noir. Départ d'Orly Ouest. Limite d'enregistrement : 15 minutes.



Lufthansa

ANCIENS COMBATTANTS

A Alès, le 2 octobre

INAUGURATION D'UNE STÈLE A LA MÉMOIRE DU GÉNÉRAL DE LARMINAT

Une stèle élevée à la mémoire du général de Larminat sera inaugurée le 2 octobre à Alès (Gard).

C'est dans cette ville, en effet, que naquit, le 28 novembre 1885, René Marie, Edgard de Larminat, futur soldat-cyrien, promu capitaine en 1917, chef d'état-major du général Weygand (armée du Levant) en 1940 et l'un des premiers à rallier de Gaule, dont il sera ensuite le chef d'état-major en 1943. Commandant des Forces françaises libres en Libye, puis du 2^e corps d'armée (campagne d'Italie et débarquement en Provence), le général de Larminat dirigea le détachement d'armée de l'Atlantique qui participa à la libération du territoire français.

Après avoir occupé de très hautes fonctions, il est désigné par le général de Gaule, en juin 1964, pour présider la Cour militaire de justice, juridiction d'exception remplaçant le Haut Tribunal militaire, ayant pour mission de statuer sur les cas des auteurs et complices de crimes et délits commis en relation avec les événements d'Algérie.

Le 30 juin, alors qu'il serait d'une courte hospitalisation au Val-de-Grâce et à la veille de l'entrée en fonctions de la cours militaire, le général de Larminat se donnait la mort. Il expliquait son geste dans une lettre au général de Gaule en ces termes : « Je n'ai pas pu, physiquement et mentalement, accomplir le devoir qui m'était tracé. Je m'en infirmité la peine, mais je tiens à ce qu'il soit su que c'est ma faiblesse, et non votre force et votre lucidité, qui en est la cause. (...) »

Le général de Larminat était grand-croix de la Légion d'honneur, compagnon de la Libération, commandeur de la Légion d'honneur, MM. Yvon Bourges, ministre de la défense, André Bord, secrétaire d'Etat aux anciens combattants, et le vice-amiral d'escadre Philippe de Gaulle figurent notamment dans le comité d'honneur d'érection du monument.

50 من الأول

DE L'UNION DE LA GAUCHE

ENTRE 1972 ET 1977

La pensée économique du P.S. a évolué mais le P.C. l'aurait entérinée en 1974

Intervenant l'un et l'autre, dimanche 25 septembre, M. Mitterrand à Belfort et M. Marchais au micro d'Europe 1, les deux principaux responsables de la gauche sont restés sur leurs positions, tout en affirmant leur détermination de maintenir et de préserver l'alliance qui les unit. Le secrétaire général du P.C.F. a voulu faire un geste de bonne volonté en demandant, samedi en fin d'après-

la direction du P.C.F. et a estimé qu'aucune action unitaire ne peut être menée en profondeur avec les socialistes. Le débat entre communistes et socialistes tourne toujours autour de la nationalisation des filiales des neuf groupes industriels qui figurent dans la version 1972 du programme commun. Ce point avait été traité lors des négociations menées à l'épo-

P.C.F. notamment à propos des nationalisations. Les négociateurs du P.C.F. pouvaient donc avoir le sentiment d'être intellectuellement en accord avec leurs partenaires. Depuis lors, la situation au sein du P.S. a évolué. M. Mitterrand s'est progressivement séparé du CERES, qui est devenu, depuis le congrès de Pau en février 1975, la minorité du parti. De nouvelles équipes d'écono-

Nièvre a d'ailleurs placé leurs propositions au centre de sa campagne présidentielle de 1974. Or, à l'époque, même si les dirigeants du P.C.F. ont parfois fait quelques remarques à M. Mitterrand sur le ton de sa campagne, ils ne l'ont pas désavoué. Bien plus, à l'issue du scrutin, ils ont officiellement félicité le député de la Nièvre. Les dirigeants du P.S. et, en particulier, le premier d'entre eux, pouvaient donc, en toute bonne foi, penser que le P.C.F. acceptait leur analyse et les propositions qu'ils avaient avancées.

D'autant qu'à la même époque le P.C.F. avait commencé la préparation de son vingt et unième congrès en mettant en avant le mot d'ordre d'« union du peuple de France » et en n'écarter de cette union qu'une « poignée » de capitalistes. Mais, en septembre 1974, le P.C.F. a modifié brutalement son analyse de la campagne présidentielle. Elle ne lui apparaissait plus aussi profitable, notamment en ce qui concerne le rapport des forces électorales entre le P.C.F. et le P.S. La notion d'« union du peuple de France » s'affaiblissait et ne regroupait plus nécessairement tous les Français moins quelques centaines de capitalistes. Chacun des deux partenaires peut donc être sincère en défendant sa position sur la nationalisation des filiales. Ce n'est pas là la moindre des raisons du blocage actuel.

THIERRY PFISTER.

M. MAUROY : le P.C. s'interroge sur sa propre identité.

M. Pierre Mauroy, membre du secrétariat du parti socialiste, a déclaré samedi 24 septembre à Nantes :

« Le P.C. avait décidé d'interrompre les négociations. Sa décision de rompre était prise. Est-ce la volonté de ne pas partager la victoire avec le P.S. et le M.R.G. ? Est-ce la volonté de ne pas gouverner ce pays avec nous ? Est-ce que le P.C., estimant que le P.S. est devenu le premier parti de France, a trouvé sa situation inconfortable, intolérable ? nous posons.

» Oui ou non, le P.C. veut-il que l'union de la gauche gagne les élections législatives, comme le souhaitent des millions de Français ? C'est la question que nous posons.

» Rien, quant à nous, ne nous fera changer de route, prendre un autre cap que celui que nous avons défini à notre congrès d'Épinay. Si nous n'arrivons pas à terminer l'actualisation du programme commun, ce que nous ne souhaitons pas, c'est le peuple qui aura deux tours pour faire son choix. Sachant cela, j'espère que tout sera mis en œuvre pour reprendre la négociation et la mener à bien. Nous sommes prêts, quant à nous, à reprendre les négociations, et à notre siège : c'est notre tour.

» Finalement, j'en suis persuadé, le P.C. est aux prises avec une interrogation sur lui-même, sur ses propres difficultés, sa propre identité, sa propre identité. Il trouve mal sa place avec une idéologie de pays en vote de développement dans un pays comme la France.

» Si l'accord n'intervenait pas, le programme commun de 1972 serait la base d'un programme gouvernemental.

M. CHEVÈNEMENT : reprendre la négociation sur des bases nouvelles.

M. Jean-Pierre Chevènement, député de Belfort, chef de file de la minorité du parti socialiste (le CERES), a déclaré samedi 24 septembre à Belfort : « L'échec que vient de subir l'union de la gauche n'est pas définitif. Qui pourrait croire que la divergence d'interprétation apparue récemment sur la notion de groupes à nationaliser soit insurmontable ? Cette divergence peut, de toute évidence, être surmontée si, de part et d'autre, on existe la volonté. La vérité est que, depuis trois ans, un cercle vicieux de méfiance s'est progressivement substitué à la dynamique unitaire qui reposait sur la confiance mutuelle et le dépassement des vieux démons du passé.

» Il faut reprendre la négociation sur des bases nouvelles et, en attendant, éviter de dresser les militants de gauche les uns contre les autres. Tout peut encore être sauvé. Il n'y a pas d'autre issue à la crise actuelle que l'union de la gauche. L'idée que le parti communiste pourrait, à la faveur d'un succès électoral, appliquer seul sa version du programme commun est une dangereuse illusion. La crise actuelle est une crise de longue durée. Seule une mobilisation profonde de notre peuple, sur une base unitaire, peut permettre d'en sortir.

» M. Georges Sarre, membre du bureau exécutif du P.S. et animateur du CERES, a déclaré dimanche 25 septembre : « La minorité du P.S. fera des propositions, dès le prochain bureau exécutif socialiste, en vue de relancer les négociations des trois partis signataires du programme commun. »



(Dessin de KONE.)

midi, à ses militants de ne plus se rendre en délégation au siège du P.S. Un appel parvenu sans doute trop tard à M. Robert Montargent, député du Val-d'Oise, membre du comité central du P.C.F., qui s'était présenté, samedi vers 18 heures, 7 bis, place du Palais-Bourbon, à la tête d'une des « délégations de travailleurs ».

La campagne d'explication du parti communiste a pris toute son ampleur lundi 26 septembre, avec la diffusion, à six millions d'exemplaires, d'une page spéciale de l'Humanité. Un « meeting géant » est, d'autre part, prévu à Paris, porte de Pantin, mercredi 28 septembre à 20 h. 30. C'est M. Georges Marchais qui prononcera le discours.

Les nationalisations

Toujours dans le cadre de sa campagne d'explication, le P.C.F. a publié, lundi, le compte rendu intégral de la dernière séance du « sommet » de la gauche. Ce document, qui figure dans l'Humanité, et qui est présenté par M. Juquin, est plus complet que de simples notes manuscrites ; aussi, les négociateurs socialistes et radicaux de gauche soupçonnent-ils leurs alliés d'avoir enroulé, à leur insu, les débats (1). Cette attitude du P.C.F. les conforte dans l'idée que les dirigeants communistes avaient décidé d'interrompre les négociations dès avant la reprise des discussions, jeudi 22 septembre, en séance de nuit.

Il semble qu'en sein des assemblées de militants, réunies par le P.C.F. samedi, le ton soit resté, dans l'ensemble, assez unitaire. Une majorité de militants communistes paraît avoir témoigné essentiellement de son inquiétude. Une minorité a toutefois profité de l'occasion pour critiquer la politique suivie par

(1) Un problème de micro s'était déjà posé lors de la première réunion du « groupe des cultures » en juillet. M. Kaspas était venu avec un magnétophone afin d'enregistrer les débats. Devant les protestations des socialistes et des radicaux de gauche, il avait expliqué que l'Humanité devait pouvoir bénéficier d'un compte rendu puisque certains quotidiens profitent d'indiscrétions. Il s'est dit que le « sommet » du 17 mai, les radicaux de gauche avaient distillé des micro dans la salle des séances.

que par les deux partis. Puisque l'on en est à publier le compte rendu intégral des débats, pourquoi ne pas rendre public ce qui s'était dit en 1972 sur ce sujet ? Les négociateurs socialistes et radicaux ont insisté sur l'importance de rassembler leurs notes pour reconstruire cette discussion.

Quant à M. Caillavet, sénateur de Lot-et-Garonne, qui était à l'époque vice-président du Mouvement des radicaux de gauche, il a affirmé dimanche 25 septembre sur Antenne 2 que, lorsque le M.R.G. a négocié, en juillet 1972, son annexe au programme commun, le problème des filiales a été posé. A l'en croire, M. Lorry aurait précisé que les filiales concernées étaient celles détenues à 51 %, et M. Gaston Defferre aurait approuvé. On peut ajouter que le M.R.G. aurait donc, lui aussi, entériné cette règle puisqu'il a, alors, signé le programme commun.

En fait, ce problème doit être résolu dans le temps. Lorsque le P.S. s'est reconstitué, en 1971, il a éprouvé le besoin de se marquer nettement à gauche. Son programme, adopté en mars 1972 par une convention nationale extraordinaire, en est l'illustration. Il manifeste un certain marxisme. A l'époque, M. Mitterrand ne disposait d'une majorité au sein du P.S. que grâce à son alliance avec le CERES de M. Jean-Pierre Chevènement. Ce dernier siègeait au secrétariat national du P.S. et avait la responsabilité des études, c'est-à-dire du programme, et, en particulier, du programme économique.

MM. Mitterrand et Mauroy luttaient pour limiter le plus possible les initiatives de M. Chevènement. Ils firent même imprimer le projet de programme à Lille pour pouvoir contrôler de plus près son libellé. Ces transactions donnèrent naissance à un document qui ne satisfait que partiellement la direction réelle du P.S. Elle n'avait pu éviter les débordements. Elle avait même dû accepter la « petite phrase » permettant aux salariés de demander la nationalisation de leurs entreprises, après avoir été mise en minorité par une alliance entre le CERES et les amis de Guy Mollet.

Lors des négociations du programme commun, l'influence de M. Chevènement a continué de s'exercer directement. Or, en matière économique, l'analyse du CERES est proche de celle du

mistes assistent à présent le premier secrétaire. Elles sont animées par M. Attali, mais aussi par MM. Rocard et Fabius. Elles ont élaboré une politique économique plus conforme aux souhaits de M. François Mitterrand. Le député de la

M. GERMAIN-THOMAS DIRECTEUR DE LA REVUE GAULLISTE « L'APPEL » DONNE SA DÉMISSION

M. Olivier Germain-Thomas, fondateur et directeur de la revue gaulliste l'Appel, annonce qu'il démissionne de ses responsabilités pour des raisons de convenance personnelle. Il semble qu'un désaccord se soit fait jour au sein de l'équipe dirigeante de la revue entre ceux qui souhaitent qu'elle s'engage plus activement dans le combat politique de 1978 et ceux qui estiment qu'elle ne doit pas y prendre part. M. Germain-Thomas figure parmi ces derniers. Dans le numéro de septembre-octobre de la revue, il écrit notamment : « Le gaullisme n'appartient à aucun parti, à aucune formation, il est devenu le bien commun de tous les Français. Lui seul aura, un jour, la capacité de restaurer l'État dont la décadence actuelle a redonné la pensée aux partis et, par là, à celui de l'argent. Un État fort et indépendant est le seul garant de la liberté et de l'épanouissement de chaque citoyen. »

« M. GUY BESSIE, membre du bureau politique du P.C.F., a déclaré samedi 24 septembre à Bordeaux : « Il n'est pas évident que le parti communiste ait intérêt à un changement de stratégie. Le P.S. a ramené la pente depuis sa politique d'union avec le parti communiste. Si, demain, il se détachait d'une telle politique, il pourrait lui arriver que, loin de se renforcer, il décroisse dans le monde du travail ceux qui ont cru en lui. »

« M. Pierre Ponsjard, président de l'Union de défense des consommateurs et artisans, a déclaré, samedi 24 septembre, au micro de Radio-Monte-Carlo, qu'il soutiendra l'action de M. Gérard Furon, fondateur de l'Union des Français de bon sens (Le Monde du 22 septembre). « Tous les possédables voient avec beaucoup de sympathie l'action de M. Furon », dit-il, « car elle détermine les modalités du combat qu'il entend mener, et lorsque nous les connaîtrons, il est probable que nous le soutiendrons activement », a-t-il notamment indiqué.



Entreprise générale Gerssen. 8 rue du Pont 75008 Paris. Tél. : 544.51.41

IL PHOTOCOPIE SUR VOTRE PAPIER A EN-TÊTE.

Avec le SCM 110 B, vous pouvez vous servir de votre propre papier à lettre pour y photocopier des circulaires en feuille à feuille.

LE PHOTOCOPIEUR SCM 110 B. IL FAIT BEAUCOUP DE CHOSES.

Photocopieurs Smith-Corona Marchant

هكزامين الأمل

LE PHOTOCOPIEUR SCM 110 B. IL FAIT BEAUCOUP DE CHOSES.

IL PHOTOCOPIE RECTO.

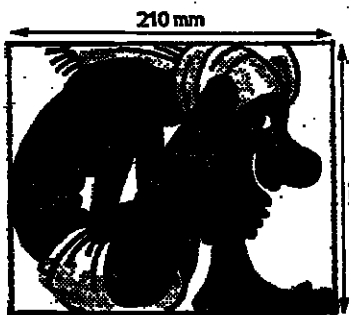
Le photocopieur SCM 110 B est un nouveau photocopieur de la gamme Smith-Corona Marchant. Sa nouveauté n'est évidemment pas qu'il photocopie recto. Comme vous pouvez le voir dans cette page, il fait bien d'autres choses.

IL PHOTOCOPIE VERSO.

Le SCM 110 B peut photocopier sur le recto et le verso de la même feuille, ce qui représente une appréciable économie de papier.

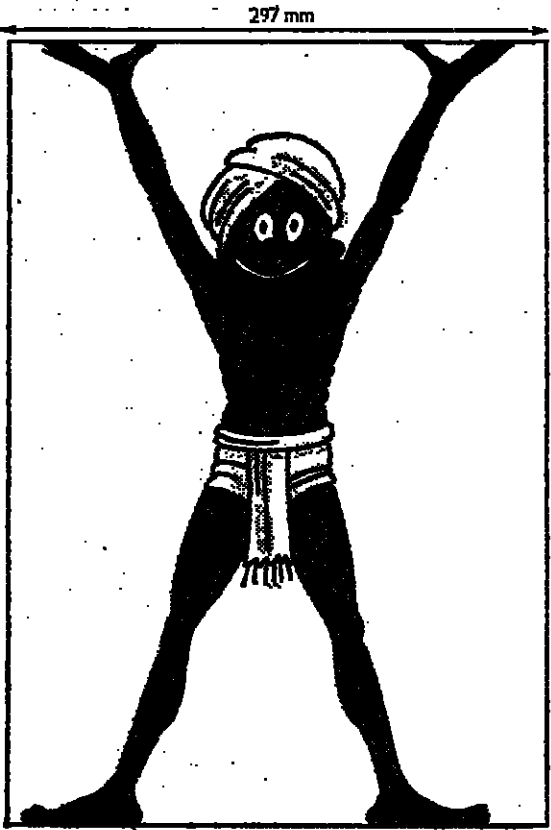
IL PHOTOCOPIE SUR PAPIER COULEUR.

Le SCM 110 B peut photocopier sur n'importe quel papier. Il peut donc photocopier sur du papier de couleur. Utilisez-le : cartes, notes de service, publicité directe...



IL PHOTOCOPIE PETIT COMME ÇA.

Le SCM 110 B est alimenté non pas par cassette, mais par rouleau. Avantage pratique : pour changer de format, pas besoin de changer de cassette. Un curseur vous permet de régler la longueur de coupe désirée. Si vous voulez le format minimum, vous réglez sur la longueur de coupe minimum (178 mm). Avantage financier : vous photocopiez chèques, documents administratifs, fichiers, etc., à leurs formats réels. Autant de photocopies, autant d'économies.



IL PHOTOCOPIE GRAND COMME ÇA.

Par contre, si vous voulez le format maximum, vous réglez le curseur sur la longueur de coupe maximum (425 mm), indispensable pour photocopier états comptables, maquettes, plans, feuilles d'ordinateurs. Le curseur vous permet, bien entendu, d'obtenir tous les formats entre 178 mm et 425 mm de long.

IL PHOTOCOPIE SUR PLAQUES OFFSET.

Si vous avez une machine offset, vous pouvez utiliser le 110 B pour photocopier sur plaques offset les documents à tirer en plusieurs centaines d'exemplaires.

IL PHOTOCOPIE SUR ETIQUETTES ADHESIVES.

Il suffit de taper les adresses sur un original. Le SCM 110 B les photocopie sur une feuille ou un rouleau auto-adhésif et pré-découpé. Vous obtenez ainsi 24 étiquettes par feuille A4 (21x29,7 cm).

IL PHOTOCOPIE SUR VOTRE PAPIER A EN-TÊTE.

Avec le SCM 110 B, vous pouvez vous servir de votre propre papier à lettre, pour y photocopier des circulaires en feuille à feuille.

IL PHOTOCOPIE SUR D'AUTRES CHOSES.

• Le SCM 110 B peut photocopier sur papier calque pour tirages de plans en diapositive.
• Avec le SCM 110 B, vous pouvez obtenir des copies sur transparents pour votre rétro-projecteur.

ET VOUS, PAS GRAND CHOSE.



Autant les performances du SCM 110 B sont nombreuses, autant son fonctionnement est simple. Deux boutons : un pour le nombre de photocopies, un pour la mise en route. Vous réglez le curseur sur la longueur de coupe désirée et c'est parti pour 600 copies sans problème.

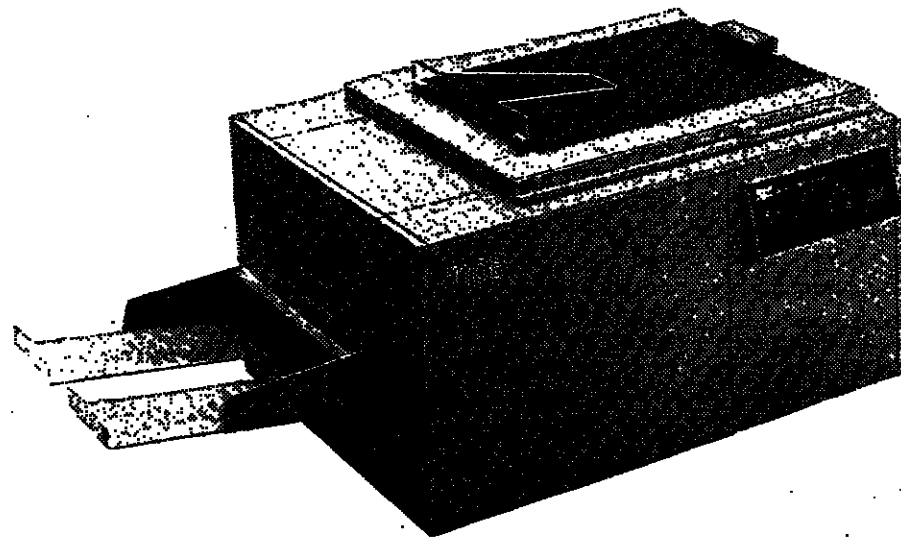
Sans problème, puisque le SCM 110 B est alimenté par rouleau. Il ne risque donc pas d'y avoir de bourrage dû à des feuilles mal déramées ou humides, qui viennent stopper la machine, exigent la venue d'un dépanneur, et rendent la machine indisponible juste au moment où l'on en a besoin.

Le photocopieur SCM 110 B fait ce que font plusieurs photocopieurs réunis mais rassurez-vous, il vaudrait plutôt moins cher que ses concurrents : 29.365 F T.T.C. A ce prix, cela vaut la peine de se renseigner. D'autant plus qu'il fait partie de toute une

gamme de photocopieurs disponibles en vente ou location. Il y a donc sûrement un photocopieur Smith-Corona Marchant, qui correspond à vos besoins.

PHOTOCOPIEUR SMITH-CORONA MARCHANT 110 B.

Ne laissez pas votre entreprise prendre du retard dans le domaine du matériel de bureau. Découpez ce bon.



Monsieur _____
Société _____
Fonction _____
Adresse _____
Tél. _____

Désirez-vous en savoir plus sur le photocopieur SCM 110 B.

Renvoyez ce bon à : Division SFR Photocopieurs Smith-Corona Marchant
B.P. 93.2 et 4 avenue de l'Europe 78140 Velizy. Tél. 946.96.38

SMO SFR SAM

Premier groupe français de matériel de gestion et de communication.



© Photocopieurs Smith-Corona Marchant

صكزا من الأصل

LA CRISE DE L'UNION DE LA GAUCHE

Le parti communiste publie le compte rendu de la dernière séance du «sommet»

L'Humanité du 26 septembre publie le sténogramme de la dernière séance de la réunion «au sommet» des dirigeants de l'union de la gauche jeudi 22 septembre. Après que la délégation socialiste eut remis le texte de ses propositions, M. Philippe Harog, membre du comité central du P.C.F., déclara notamment :

« Vous dites que la nationalisation complète des filiales où les maisons mères détiennent plus de 50 % des actions, mais pas la totalité, toucherait des actionnaires extérieurs aux groupes. On ne peut donc pas leur enlever leur argent. C'est un argument qui vous avez déjà donné à la télévision. Vous avez vraiment le plus grand souci des actionnaires. On pourrait vous parler du souci des travailleurs. Mais nous avons vérifié. En ce qui concerne les actionnaires minoritaires, en règle générale, on retrouve les grands groupes capitalistes, et souvent les mêmes groupes. Par exemple, vous avez parlé hier de la Cellulose du Pin, groupe dans lequel Saint-Gobain détient 58 % des actions, et vous avez demandé : « Qui sont les autres actionnaires ? Il ne faut pas les léser. » Eh bien, les autres actionnaires, c'est le groupe Pirelli, c'est-à-dire Renault-Gillet, Antoine Raboud, etc. Bref, c'est le grand capital. Ces gens sont les mêmes. Il ne s'agit pas d'avoir peur d'expropriation ces gens-là, ce sont eux qui tiennent le manche. »

M. MARCHAIS : la divergence reste

M. MARCHAIS : « Il faut revenir à ce qui fut, quand nous avons signé le programme commun, une définition que nous avons établie ensemble : à savoir la nationalisation de neuf grands groupes industriels comprenant leurs filiales. Vous l'avez dit pendant des années vous-mêmes, dans des documents officiels. Nous n'avons pas la même lecture du programme commun, dites-vous ? Mais ce programme nous l'avons écrit ensemble, d'une même plume. Vous l'avez écrit avec nous. »

« Que s'est-il passé ce soir ? Il y avait tellement d'incohérences dans le document d'hier matin, que vous avez rédigé à la hâte, c'était tellement grossier et insupportable que vous avez procédé à

trez des groupes démantelés, dont des pans entiers ne sont pas nationalisés ; vous promettez la nationalisation de filiales stratégiques sans les désigner. »

« En troisième lieu, on pourrait penser que vous proposez un petit élément nouveau au sujet de la sidérurgie. Mais c'est moins que timide. On prendrait 51 % dans les holdings des grands trusts de la sidérurgie. Or, derrière ces holdings, il y a les gros ensembles industriels : Usinor, Vallourec, Sacilor, Creusot-Loire. Si on se contentait d'une participation financière, cela ne correspondrait à rien de solide et d'efficace ; ces gros ensembles échapperaient totalement à la nationalisation. Donc, il n'y a pas dans votre proposition l'amorce de la nationalisation de la sidérurgie. »

M. MITTERRAND : « Sur un plan limité, pour tout ce qui touche à l'application stricte du programme de 1972, nous sommes d'une extrême précision. Nous ne disons pas un certain nombre de choses dans le cas qui prévoit l'extension du programme commun, c'est-à-dire quelques filiales stratégiques. Nous sommes disposés à en discuter, la notion de stratégie industrielle étant à la fois précise et vague. Cela veut dire que nous sommes prêts à en discuter sans créer la moindre rubrique qui bousculerait les équilibres. S'il n'y a pas de liste de ces quelques entreprises, c'est que nous ne voulons pas nous enfermer dans un chiffre de quatre ou cinq, la discussion est ouverte. »

M. ROCARD : Marchais a parlé d'un fossé. Or, dans la délégation socialiste, nous ne comprenons pas la différence que vous faites entre une société où la puissance publique fait ce qu'elle veut, c'est-à-dire une société nationale où elle est seule maîtresse de toute la propriété, et une deuxième société où la puissance publique fait tout sauf ce qu'elle veut, mais qui reste une société de droit privé. En gros, quelle différence faites-vous entre E.D.F. et S.N.C.F. ? »

M. MITTERRAND : Rocard dit : « Voyez la S.N.C.F. ». Mais la S.N.C.F. est une société nationale. Toutes les actions des anciennes sociétés ont été échangées contre des actions nouvelles, amortissables, de la société nationale. Toutes les anciennes sociétés ont été remplacées par cette société nationale unique. Vous faites donc un parallèle abusif. »

M. MITTERRAND : Fiterman n'a pas tort de faire la distinction entre société nationale et société d'économie mixte. Il est étonné qu'on établisse cette différence, mais, je le redis, nous ne nationalisons pas le capital privé que le programme commun n'avait pas prévu. »

« Je dis : nous n'entendons pas pour l'instant... car nous avons une vue progressive des nationalisations... nous ne voulons pas, nous, tout faire les premières années. Je dis : nous ne nationalisons pas le capital privé, et pas le reste. Le reste nous l'ignorons, ça reste secteur privé, dominié, maîtrisé, dans la plupart des cas, par la puissance publique. »

M. MITTERRAND cite, au cours du débat, une proposition de loi socialiste du 7 novembre 1974 portant nationalisation du groupe Dassault. Dans ce document, le P.S. indique que « des décrets pourront transférer à l'une des sociétés nationales... les biens, droits et obligations d'entreprises qui peuvent être considérées comme les filiales des sociétés énumérées à l'article premier, toute entreprise dont la société mère possède 25 % du capital étant regardée comme filiale... »

M. MARCHAIS, quant à lui, rappelle à M. Robert Fabre les propos qu'il tenait le 17 décembre 1976 à la tribune de l'Assemblée nationale : « Il reste que le programme commun a une raison, en particulier, sur la né-

cessaire contrôle du crédit « au sommet » et sur celui de certains grands moyens de production. Peut-être même nous sommes-nous montrés trop timides. Les exemples du pétrole et de Citroën le prouvent bien. » Le Journal officiel est cruel, impardonnable, note en conclusion le secrétaire général du P.C.F. M. HERZOG cite, lui, un

M. MITTERRAND : « Vous avez une conception générale qui n'est pas la nôtre. Nous, nous ne voulons pas, dans une première phase, exagérer le poids des nationalisations, et nous n'avons pas la tentation de généraliser la nationalisation. Toute votre argumentation s'inscrit dans une façon de penser selon laquelle, partant de il y a du capital privé, c'est de trop. C'est votre conception de la société et de la vie, elle est légitime, il est légitime que vous ayez un dogme. Mais si on s'enferme dans des positions dogmatiques, on n'arrive pas à se rejoindre. Nous souhaitons que ces familles politiques différentes auxquelles nous appartenons se rapprochent. »

« Un compromis consiste à mettre un peu de côté le dogme auquel on se rattache. C'était le cas en 1972. Nous aurions souhaité de votre part le même esprit en 1977. »

« Il s'est établi, dans la vie politique française, une mode heureuse ; elle a été lancée par Pierre Mendès France. C'est la notion des calendriers. C'est entré dans nos mœurs, on prend le temps du peuple. Mais de là à vouloir tout écrire de sorte que tout soit prévu, que l'événement ne compte plus, c'est avoir peu confiance en soi-même. On avancera peu à peu, il y aura un mouvement dialectique, thèse, antithèse. C'est ça l'action. C'est assez pour gouverner ensemble. Si vous pouvez, vous étendrez votre pouvoir à beaucoup d'autres secteurs. Mais vous ne le pouvez pas parce que nous sommes là. On ne peut systématiquement collectiviser. Votre langage s'est, il est vrai, rétréci. Vous ne parlez que de « grands » moyens de production. Il est donc produit chez vous une

adaptation lente. Mais le fond reste là et on brule là-dessus. »

« Nous disons cela sans rancœur, simplement un peu lassés et peinés de devoir expliquer trente-trois fois les choses, un peu lassés de notre jamais entendus. A la radio, à la télévision, dans la propagande, je vous écoute. Ces jours de discussions n'ont pas produit d'effets sur vous, et vous répétez les mêmes choses. C'est bloqué. Nous n'espérons pas de colère, nous ne prenons pas de dispositions de combat, nous restons disponibles mais nous saurons réagir à une situation créée par d'autres. »

M. MARCHAIS : « Le problème posé n'est pas un choix de société : passer du capitalisme au socialisme ou instaurer le communisme, ce n'est pas à l'ordre du jour, je l'ai déjà dit. Il faut donc revenir à ce qui constitue la base de la réunion d'aujourd'hui : actualiser le programme commun de la gauche, et l'actualiser sans reculer en arrière, mais pour répondre aux besoins qui découlent des changements survenus depuis cinq ans. »

« Pour les nationalisations, nous n'avons fait que reprendre la position officielle et publique de nos deux partis. Comme nous, vous avez demandé la nationalisation de la sidérurgie. Comme nous, vous avez demandé la nationalisation de Peugeot-Citroën. Comme nous, vous avez demandé la nationalisation du pétrole. Ce sont les trois seules propositions supplémentaires que nous avons faites. Pas une de plus. »

« Si c'est ça, le collectivisme ! (...) Il y a cinq ans, nous avons fait un compromis et quel compromis ! Nous demandions publiquement la nationalisation de vingt-cinq groupes. Nous avons

conclu un accord à neuf groupes. Comment pouvez-vous penser que nous puissions aujourd'hui devant notre parti, devant nos électeurs, venir dire : « Vous avez beaucoup moins encore qu'il y a cinq ans ? » Nous ne le ferons pas, parce que cela nous conduirait à la catastrophe, parce que ce serait signer un contrat d'échec. »

M. MITTERRAND : « Si on dépeçait le programme commun 1977 au-delà des limites de 1972, on tomberait dans la bureaucratie, l'immobilisme, le blocage. Nous, nous comptons sur le temps, les choses, la vie. »

« Les uns et les autres, je le crois, nous avons choisi une stratégie qui n'a pas de rechange possible. Ou bien, nous ne gouvernerons ni les uns ni les autres, ou bien nous gouvernerons ensemble. »

Le numéro de l'Humanité contient en outre la liste des entreprises dont le P.C.F. souhaite la nationalisation (liste qui a paru dans le Monde daté 25-26 septembre) et une double page tirée exceptionnellement à dix millions d'exemplaires et qui va être diffusée dans tout le pays. Sur ces deux pages titrées : « Aidez-nous pour aboutir à un bon accord », sont rassemblés les arguments du P.C.F. Dans un article, M. Roland Leroy note : « Le fil ininterrompu de son histoire prouve que l'existence d'un puissant parti communiste, actif, profondément implanté, est la grande chance historique du peuple de France. C'est aujourd'hui plus vrai que jamais. »

● LE BUREAU POLITIQUE DE LA LIGUE COMMUNISTE REVOLUTIONNAIRE (trotskiste) a publié lundi 26 septembre une déclaration dans laquelle on lit notamment : « A écouter le P.C.F., la cause de la rupture serait le nombre de nationalisations (...). Force est de constater que la divergence sur cette question n'est qu'un des aspects de divergences enjeux sont ailleurs (...). En fait, le P.S. et le P.C.F. ne se disputent pas pour défendre au mieux les intérêts des travailleurs. Ils se disputent pour savoir lequel sera le plus fort, lequel aura la plus grosse part du gâteau électoral et gouvernemental. »

LES INTERNATIONAUX DE BORDAS

1er EN ANGLAIS.



Depuis de nombreuses années, Bordas édite des manuels scolaires, des encyclopédies, des atlas et ainsi... le célèbre Harapp's Shorter. Dans le domaine particulier de l'étude, Bordas connaît mieux que quiconque les attentes du public et les moyens de les satisfaire.

C'est dire que les dictionnaires bilingues qui constituent aujourd'hui la collection des Internationaux de Bordas sont le fruit d'une longue expérience.

Conçus par des auteurs étrangers.

Bordas a choisi pour tous ses dictionnaires des ouvrages conçus par des auteurs de la langue étrangère concernée. C'est une des garanties de leur valeur et de leur richesse. Les Internationaux aident à mieux saisir les nuances souvent subtiles qui font le génie d'une langue. Ils rendent compte des expressions courantes qui lui sont spécifiques. A l'aide d'exemples concrets ils illustrent l'emploi des mots régis par une syntaxe différente de la nôtre. Enfin ils établissent les frontières entre langage écrit et langage parlé.

Toutes ces qualités sont illustrées de façon exemplaire dans les dictionnaires Harapp que Bordas a choisis pour l'anglais. La richesse du vocabulaire qu'ils proposent est inégalée. Langue courante, langue technique, américanimes et même canadiannismes, expressions et idiotismes, les Harapp donnent une idée juste, précise et claire de la langue anglaise.

Adaptés aux besoins du public français.

A partir d'ouvrages conçus par des auteurs étrangers Bordas s'est appuyé sur l'expérience de linguistes, de sémanticiens, de professeurs de français pour en faire des outils de travail de grande précision, sans cesse actualisés.

Connaissant parfaitement les nuances de notre langue et les difficultés que peuvent constituer pour des Français telle tournure ou telle prononciation, ils ont enrichi et adapté chaque dictionnaire aux besoins de leurs utilisateurs.

Une collection de dictionnaires bilingues. Anglais, Espagnol, Allemand, Italien, il existe pour chacune de ces langues un ou plusieurs dictionnaires Bordas. Du plus complet en plusieurs volumes au plus simple qui tient dans la poche, chacun répond à un usage particulier.

Qu'il s'agisse de vérifier le sens d'un mot dans un article de presse étrangère, de comprendre un traité d'économie, ou de traduire un ouvrage scientifique, Bordas permet aujourd'hui à chacun de franchir les obstacles que pourrait représenter l'usage d'une langue étrangère.

Pour l'anglais, Bordas a choisi Harapp

(fr.-angl. / angl.-fr.) en 1 ou 2 vol. Un dictionnaire d'une richesse exceptionnelle. La nouvelle édition spécialement adaptée pour les usagers français permet d'éviter bien des difficultés de grammaire, déclinaisons, conjugaisons, pluriels, syntaxe...

Pour l'espagnol, Bordas a choisi chez Bibliograf le Manual.

Manual (fr.-esp. / esp.-fr.). Un nouveau dictionnaire extrêmement riche en exemples, en explications de sens, en indications grammaticales. Bordas diffuse aussi deux dictionnaires monolingues. El Diccionario Escolar de la Lengua Española et el Diccionario General Ilustrado de la Lengua Española.

Pour l'italien, Bordas a choisi Garzanti.

Garzanti (fr.-ital. / ital.-fr.). Un dictionnaire riche en références classiques mais où les termes techniques occupent aussi une large place.

Pour l'allemand, Bordas a choisi chez Klett le Weiss-Mattulat.

Neues Weiss-Mattulat (fr.-angl. / angl.-fr.) en 1 ou 2 vol. C'est le plus connu car il convient au plus grand nombre. Plus d'un million d'exemplaires en ont été vendus dans le monde entier.

Harapp's New Pocket (fr.-angl. / angl.-fr.). Un petit dictionnaire, mais cependant très complet.

Harapp's Mini (fr.-angl. / angl.-fr.). Un compagnon de voyage idéal. Tout petit, mais même à ce format on retrouve la grande qualité des Harapp.

Bordas diffuse également un dictionnaire monolingue : le Collins English Learner's Dictionary.

Pour l'espagnol, Bordas a choisi chez Piccolo Garzanti (fr.-ital. / ital.-fr.). Un petit dictionnaire pour les grands voyageurs.

Langage et technique chez Dunod.

Pour les traducteurs d'ouvrages spécialisés et pour les chercheurs, Dunod propose une collection complète de dictionnaires bilingues ou trilingues spécialisés. Quelle que soit votre spécialité, chimie ou électronique, informatique ou machines-outils, vous trouverez sûrement dans le catalogue Dunod le dictionnaire spécialisé dont vous avez besoin. Renseignez-vous auprès de votre libraire.

Le dernier-né de cette collection est le Dictionnaire Technique Général (anglais-français) de J. Gerald Belle Isle. Instrument de travail indispensable, il contient plus de 49.000 noms de langue anglaise appartenant à une trentaine de techniques industrielles et commerciales modernes, traduits par près de 126.000 équivalents de langue française. Un dictionnaire technique de référence édité par Dunod.

dunod

UNE GRANDE COLLECTION DE DICTIONNAIRES BILINGUES "LES INTERNATIONAUX DE BORDAS".

Bordas

TEXTE

et Christian Fau...
qu'il s'est déma...
Revel écrit : « Sans... »

et Jérôme Dun...
l'énergie qui inq...

à travers le ciném...
Occident.

et Aron, Olivier I...
Robert Kanitzers.

Dans le numéro en vente cette semaine

L'EXPRESS

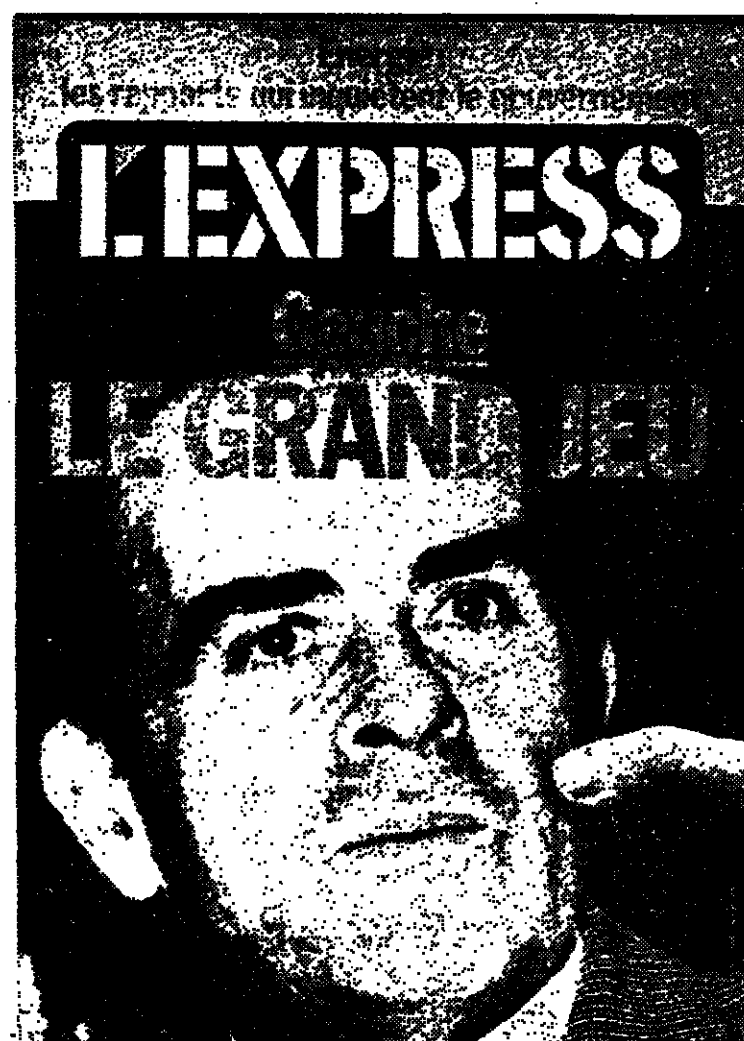
Robert Schneider et Christian Fauvet racontent le grand jeu de la gauche tel qu'il s'est déroulé sur scène et dans les coulisses. Jean-François Revel écrit : « Sans confusion, pas d'accord possible ! »

Jacqueline Giraud et Jérôme Dumoulin ont fait la synthèse des rapports sur l'énergie qui inquiètent les gouvernements.

Michel Ciment, à travers le cinéma soviétique, révèle une Russie inconnue de l'Occident.

Et aussi Raymond Aron, Olivier Todd, Tim, Yves Cuau, Matthieu Galey, Robert Kanters, Paul Katz, etc.

Dans
le numéro
en vente
cette semaine



مكتبة من الأمل

LA CRISE DE L'UNION DE LA GAUCHE

M. MONOD : le R.P.R. est l'alternative.

M. Jérôme Monod, secrétaire général du R.P.R., a déclaré, à Angers, samedi 24 septembre, à l'occasion de la « Fête de l'Unité » organisée par la fédération R.P.R. de Maine-et-Loire : « Face à nous, la coalition du programme commun est engluée dans ses contradictions. Le parti communiste, fort, organisé, ne peut accepter d'être le second en nombre dans l'union de la gauche. Il recherche non pas le pouvoir à tout prix, mais le pouvoir avec les moyens de l'exercer, car il est par nature différent de tous les autres partis et foncièrement hégémonique. »

« Le parti socialiste est ambigu et en nette expansion depuis quelques années. Divisé par des tendances fractionnelles inconciliables, il est donc fragile et redoute les pressions permanentes du P.C. C'est un parti condamné à l'écarter de la scène politique et à la brutalité de son parti communiste. »

« Enfin, le mouvement des radicaux de gauche est totalement allégué à la société collectiviste vers laquelle Georges Marchais veut précipiter la France, mais il est électoralement à ses côtés, qui ont tenté de récupérer les aspirations naturelles de la jeunesse en

M. SERVAN-SCHREIBER : les points communs entre socialistes et radicaux sont nombreux.

M. Jean-Jacques Servan-Schreiber, président du parti radical, a déclaré, samedi 24 septembre, au micro de R.T.L. : « Il ne s'agit pas d'un parti et le P.S. d'arriver à un compromis mais à des propositions précises et communes, éventuellement. » Le député de Meurthe-et-Moselle a précisé que l'éventualité d'un accord entre les deux partis n'est pas envisageable dans les semaines qui viennent. « Mais, a-t-il ajouté, je suis sûr qu'à partir du moment où les communistes ont agi comme ils l'ont fait, les socialistes sont devant un problème de conscience par rapport au pays. »

Pour M. Servan-Schreiber, les points communs entre socialistes et radicaux sont nombreux. Il a noté : « Les mesures de responsabilité régionale, l'équité fiscale, la solidarité et l'urgence devant le chômage... Tout cela nous le ressentons de la même manière et nous le proposons de la même manière. Mais il y a aussi ce qui nous sépare et dont il faudra éventuellement parler. »

« M. GÉRARD KUSTER, député national à la jeunesse du R.P.R., a déclaré, samedi 24 septembre, à La Grande-Motte (Hérault) : « Les partis de gauche, qui ont tenté de récupérer les aspirations naturelles de la jeunesse en

M. CAILLAVET : je suis prêt...

M. Henri Caillaud (qui avait quitté le M.R.G. en 1976 parce qu'il jugeait cette formation en état d'infirmité face au P.S.) a déclaré, samedi 24 septembre : « Un gouvernement d'union avec le parti communiste se révèle impossible. Toutefois, la majorité et l'opposition doivent demain penser à la gestion du pays. C'est bien une majorité nouvelle qu'il nous faut. Pour ma part, je suis prêt avec mes amis à entendre avec Robert Fabre et les radicaux valaisiens pour construire, avec les nouveaux républicains de gauche, une coalition d'inspiration marxiste-léniniste et les conservateurs égaux, la social-démocratie dont la France a un urgent besoin. »

« M. JEAN LECANUET, président du C.D.S., déclare dans une interview publiée lundi 26 septembre par l'hebdomadaire le Point : « Il y a maintenant une chance plus forte que la France radicale et que des socialistes viennent rompre la majorité. Au plus tard après les élections. On pourra dire alors : M. Mitterrand, ça suffit. Au lieu de nous promettre la révolution, faites donc avec nous l'évolution. »

« M. PIERRE MEESMER, ancien premier ministre, a déclaré à R.T.L. samedi 24 septembre : « Je vois ce qui se passe mais je refuse de faire des promesses, car rien ne serait plus imprudent. Les batailles électorales comme les batailles politiques, comme les batailles militaires, ne sont jamais gagnées ou perdues avant d'avoir été livrées. »

A LA COMMUNAUTÉ URBAINE DE LILLE

Le P.C. proteste contre la décision de M. Notebart (P.S.) de retirer leur délégation aux trois vice-présidents communistes

Lille. — Un incident a marqué la réunion de la communauté urbaine de Lille-Roubaix-Tourcoing, tenue vendredi 23 septembre. A l'issue d'un débat sur un programme de voirie, le président M. Arthur Notebart (P.S.), a retiré leur délégation aux trois vice-présidents communistes, MM. André Collin, de Lille, Jacques Coru de Tourcoing, et Emile Dubamel, de Roubaix.

Alors que les dossiers présentés avaient été adoptés par le bureau, M. Jacques Coru, au nom du parti communiste, annonçait son intention de s'abstenir et demandait que soit mise à l'ordre du jour la révision du schéma directeur de la métropole. C'est alors que M. Notebart intervint vivement : « Ces rapports ont été votés à l'unanimité en bureau et en commission. Pour des raisons d'opportunité, nous devons maintenant de vous abstenir. S'abstenir, ce n'est pas se retirer d'un air parisien ? Je ne laisserai pas transformer cette maison en cinéma, même organisé. Je me pose la question de savoir si le président doit laisser leur délégation à des hommes en qui il ne peut avoir confiance. » Après une interruption de séance, M. Notebart a confirmé qu'il suspendait leur délégation aux vice-présidents communistes.

Peu après, M. Notebart déclarait : « J'ai simplement appliqué la loi qui dit : le président peut

De notre correspondant

sous sa responsabilité déléguer une partie de ses fonctions à un ou plusieurs vice-présidents. Je ne peux donc permettre à quelqu'un de signer en mon nom s'il n'est pas loyal vis-à-vis des engagements pris, ce qui est le cas. Personnellement je le regrette. »

Dans sa protestation à propos de la décision de M. Notebart, le P.C. ne répond pas à l'accusation sur le manque de solidarité dans la gestion et le changement d'attitude des communistes entre leur vote au bureau et en assemblée plénière. Dans un communiqué, le P.C. déclare : « Un pas de plus vient d'être franchi dans le fonctionnement antidémocratique de la communauté urbaine de Lille. Il s'agit là d'une décision inadmissible de la part d'un élu du parti socialiste qui, il faut le souligner, ne s'est jamais comporté de la sorte avec la droite dans les années précédentes. »

Par ailleurs, M. Alain Bocquet, secrétaire fédéral du P.C., laisse entendre que l'attitude de M. Notebart « n'a pu être prise qu'en accord avec la direction fédérale du parti socialiste », et il repro-

che au P.S. d'avoir collaboré à la communauté urbaine avec des élus de droite. M. Bocquet demande donc, habilement, une rencontre avec M. Pierre Mauroy, secrétaire de la fédération socialiste du Nord, afin d'obtenir que le président de la communauté revienne sur sa décision. — G. S.

DOROGNE : un responsable radical de gauche adhère au P.S.

(De notre correspondant.) Périgueux. — M. Bernard Casseau, maire de Ribérac (Dordogne), conseiller général, conseiller régional, membre du comité directeur du Mouvement des radicaux de gauche, a annoncé vendredi 23 septembre qu'il avait donné son adhésion au parti socialiste « en raison de son désaccord avec l'attitude de plus en plus électorale du M.R.G., qui n'ayant su établir une doctrine et un programme original, essai de sauver par tous les moyens, y compris la fausse sortie des derniers jours, quelques sièges de député. »

L'adhésion de M. Casseau a été acceptée par le P.S. Ribérac se trouve dans la circonscription de Nontron, dont le député est M. Alain Bonnet (M.R.G.).



RESPONSABLE DÉPARTEMENT DES MARQUES

Paris

Un groupe industriel français, exploitant des produits chimiques et pharmaceutiques au plan international, recherche le Responsable de son Département des Marques. Sa mission est d'élaborer et de mettre en œuvre la politique du groupe en matière de Marques, tant en France qu'à l'étranger et d'assurer la gestion et la protection du portefeuille dans les secteurs de la Santé, de l'Agriculture et de la Parfumerie. Le poste requiert un esprit créatif, le sens de la négociation et des qualités de gestionnaire. La formation souhaitée, de niveau supérieur, est essentiellement commerciale, complétée par des études juridiques. Agé d'au moins 40 ans, le titulaire devra justifier d'une expérience de plusieurs années dans la spécialité, acquise de préférence dans une société pharmaceutique. La pratique courante de l'anglais est indispensable, des connaissances en allemand ou en espagnol souhaitées. La rémunération, élevée, sera fonction de l'expérience. Ecrire à P. POUJNET à Paris. Réf. A/25620M

ARCHITECTE AGRÉÉ

160.000 F

Une jeune société de construction de maisons individuelles (100 à 120 maisons, effectif : 60 personnes) située au Sud de la région parisienne, recherche un Architecte. En collaboration étroite avec le Président-Directeur Général dont il sera l'adjoint direct, il conduira et supervisera les différentes opérations et travaux afférents à la construction et la vente de maisons individuelles. Outre les quelques mises à jour et les transformations ponctuelles à apporter aux modèles déjà conçus, il aura, pour chaque affaire, la responsabilité de l'établissement du permis de construire, la réalisation du dossier technique, la surveillance des travaux, la réception de la maison par le client et l'après-vente. Pour cela, il coordonnera les différents services, animera les réunions techniques et assurera le suivi des réalisations avec les chefs de chantier et les sous-traitants. Ce poste conviendrait à un architecte âgé d'au moins 30 ans, diplômé et agréé, ayant acquis une large expérience en entreprise ou dans la surveillance de chantiers et désireux de participer activement à la bonne marche d'une PME. La rémunération annuelle de départ, composée d'un fixe et d'un intéressement au chiffre d'affaires de la société, sera de l'ordre de 160.000 francs et directement liée à l'expérience et à la personnalité du candidat. Ecrire à P. POUJNET à Paris. Réf. A/2566M

DIRECTEUR DES VENTES

Paris

PARKER PEN FRANCE (chiffre d'affaires : 80 millions de francs, 300 personnes, une usine), filiale du premier groupe mondial d'instruments à écrire, crée pour poursuivre un développement important, le poste de Directeur des Ventes. Basé à Paris, et sous l'autorité du Directeur Commercial, il sera responsable de la réalisation des objectifs commerciaux. Assisté par trois Chefs des Ventes, il sera chargé de l'animation et du contrôle d'une force de vente d'environ quinze personnes en contact avec les canaux de distribution (détaillants traditionnels, magasins cadeaux, grossistes, grands magasins...). Il négociera lui-même avec les clients importants. Ce poste conviendrait à un candidat âgé d'au moins 32 ans, diplômé d'enseignement supérieur, possédant l'expérience de l'animation d'une équipe de vente et la connaissance des réseaux de distribution dans le domaine des biens de consommation (articles cadeaux, parfums, électroménager, etc.). La pratique de l'anglais est nécessaire. Homme d'action et réaliste, il sera disponible pour les déplacements. La rémunération annuelle tiendra compte de l'expérience acquise. Ecrire à J. MOU- NIER à Paris. Réf. A/2578M

RECRUTEMENT - GESTION PERSONNEL

100.000 F

Nantes - P.A. CONSEILLER DE DIRECTION S.A., filiale de P.A. INTERNATIONAL MANAGEMENT CONSULTANTS (1.000 consultants dans le monde) poursuit son implantation régionale : après la création des bureaux de Lyon et Lille, il y a six ans, le bureau nantais vient de s'ouvrir avec deux consultants spécialisés dans le recrutement des cadres et la gestion des ressources humaines. Cette petite équipe, jeune et dynamique, est déjà prête à accueillir un troisième consultant. Agé de 28 ans minimum et diplômé d'enseignement supérieur (Psychologie, Droit, Lettres, etc.) il aura acquis en entreprise une expérience approfondie en gestion du personnel (cadres, maîtrise et ouvriers) qui lui permettra de s'adapter rapidement au métier de Conseil d'entreprises. Une formation théorique et pratique de longue durée lui sera apportée. La rémunération annuelle de départ, de l'ordre de 100.000 francs, sera liée au niveau d'expérience atteint. Ecrire à J.-B. FOURNIER à Nantes. Réf. A/1062NM

Adresser C.V. détaillé en rappelant la référence sur l'enveloppe. Pour les réf. A), aucun renseignement ne sera transmis sans l'accord préalable des candidats. Pour la réf. B), les réponses seront transmises à notre client sans être ouvertes à moins qu'elles ne soient adressées à notre "Service du Contrôle" indiquant les noms des sociétés auxquelles elles ne doivent pas être communiquées.

P.A. Conseiller de Direction S.A.

8, rue Bellini, 75782 PARIS - Cedex 16 - Tél. 727-35-79

1, allée Jean-Bart - Cours des 50 Otages, 44006 NANTES Cedex - Tél. (40) 47-49-33

9, rue Jacques-Moyron, 69006 LYON - Tél. (78) 52-90-63

19, Résidence Flandre, 59170 CROIX - Tél. (20) 72-52-25

Amsterdam - Barcelone - Bruxelles - Copenhague - Düsseldorf - Francfort - Hambourg - Lille - Londres - Lyon - Madrid - Milan - New York - Oslo - Rome - Stockholm - Stuttgart - Turin - Zurich

LES EXTREMISTES DE GAUCHE

Le P.C. proteste contre la décision de M. Notebart (P.S.) de retirer leur délégation aux trois vice-présidents communistes

De notre correspondant

che au P.S. d'avoir collaboré à la communauté urbaine avec des élus de droite. M. Bocquet demande donc, habilement, une rencontre avec M. Pierre Mauroy, secrétaire de la fédération socialiste du Nord, afin d'obtenir que le président de la communauté revienne sur sa décision. — G. S.

DOROGNE : un responsable radical de gauche adhère au P.S.

(De notre correspondant.) Périgueux. — M. Bernard Casseau, maire de Ribérac (Dordogne), conseiller général, conseiller régional, membre du comité directeur du Mouvement des radicaux de gauche, a annoncé vendredi 23 septembre qu'il avait donné son adhésion au parti socialiste « en raison de son désaccord avec l'attitude de plus en plus électorale du M.R.G., qui n'ayant su établir une doctrine et un programme original, essai de sauver par tous les moyens, y compris la fausse sortie des derniers jours, quelques sièges de député. »

L'adhésion de M. Casseau a été acceptée par le P.S. Ribérac se trouve dans la circonscription de Nontron, dont le député est M. Alain Bonnet (M.R.G.).

Le P.C. proteste contre la décision de M. Notebart (P.S.) de retirer leur délégation aux trois vice-présidents communistes

De notre correspondant

Le Monde

étranger

LES EXTRÉMISTES DE GAUCHE EN EUROPE OCCIDENTALE

Une nouvelle «nouvelle gauche» est née à Bologne du «colloque sur la répression»

Il n'y a pas eu d'incidents notables

Bologne. — Finalement, tout s'est bien passé. Aucun affrontement avec les forces de l'ordre n'a entaché le colloque sur la répression, réuni à Bologne du 22 au 25 septembre. Seuls quelques incidents mineurs, déplorables par la grande majorité des participants, devaient être signalés.

Cette issue pacifique est un succès pour l'extrême gauche, qui avait fait un pari audacieux en convoquant tous les révoltés d'Italie dans le principal fief du parti communiste. Le mouvement a su ainsi isoler ses violents et donner de lui-même une image plus responsable.

C'est aussi un bon point pour le P.C. Bien que très humilié par le choix de Bologne, qui le visait directement, il a su jouer la carte de la tolérance pour que «sa» ville ne ressemble pas à un champ de bataille comme en mars dernier.

Place nette pour la profession

Dimanche après-midi, les contestataires ont leur assemblée par un défilé dans le centre. Ils étaient alors plus de trente mille, soit deux fois plus qu'à l'ouverture des débats. Or la place Maggiore avait été «nettoyée» depuis longtemps par l'archevêque qui, devant la basilique, voulait célébrer la fin du congrès eucharistique diocésain. Il fut donc décidé que le cortège contestataire éviterait la place principale mais traiterait ses slogans sous les fenêtres de la prison.

A 14 heures, près de la basilique, plusieurs centaines de policiers et de carabinieri en tenue de combat firent leur première apparition. Ils étaient montrés discrets depuis le début du colloque pour éviter toute provocation. Rapidement, mais sans violence, la place fut évacuée.

Des véhicules de la voirie municipale entrèrent aussitôt en action, nettoyant à grande eau les pavés souillés de traces, de boîtes de conserve vides et de papiers gras. Les inscriptions ironiques — «Berlinguer, tu es comme les pommiers, rouges dehors mais blancs dedans» — disparaurent des murs de l'église. On dressa sur le parvis un tapis rouge et une sorte d'autel. Bref, la municipalité communiste purifia la place pour la livrer au cardinal-archevêque. Ce ballet parfaitement exécuté, permit à la procession de commencer à l'heure dite, malgré les grognements de vieux électeurs communistes qui s'étonnaient à voir haute d'un tel défilé.

Pendant ce temps, une armée de contestataires en bleu jeans s'engouffrait dans les petites rues bordées d'arcades en scandant : «Ce n'est qu'un début, continuons le combat !» Des «Indiens» masqués, à l'éclat du visage et portant un gros dragon chinois. Leurs danses et leurs cris non conformes — du genre «Fidèle ! Idiote !» — sont désormais adoptés par une grande partie du mouvement. Mais on notait surtout des slogans plus classiques, comme «Libérez les camarades !» ou «Pouvoir ouvrier !». Chaque fois qu'il paraissait épuisé, un cortège d'habitants de la police était accueilli par des sifflets et des poings tendus. Après un parcours sinueux, évitant tout contact avec les forces de l'ordre, les manifestants débouchèrent sur une grande place pour assister à un spectacle de Dario Fo.

Organisateurs, édiles municipaux, commandants de police et de carabinieri s'épouvaient le front. C'était gagné pour tout le monde, hormis une frange violente qui aurait bien voulu entraîner toute cette troupe dans un exercice de «lutte armée».

L'absence des intellectuels

Le bilan du colloque sur la répression est difficile à établir dans la mesure où ce ne fut pas vraiment un colloque, et à la répression elle-même n'a pas toujours été au centre des débats. On a assisté plutôt aux premières assises de l'extrême gauche italienne, à un rassemblement inédit de tous ceux qui refusent la société actuelle, ne se reconnaissent pas dans le parti communiste et s'assimilent à des marginaux.

Trois catégories de contestataires — tous âgés de quinze à trente-cinq ans — étaient présentes à Bologne. D'abord les membres des mouvements traditionnels d'extrême gauche, Lotta continua, largement majoritaire, à qui l'on doit l'organisation de ce colloque ; les groupes «auto-

nomes», partisans d'un affrontement très dur avec les ennemis du «front social anticapitaliste» ; enfin, toute une série d'organisations marxistes qui ont tendance à s'excommunier les unes les autres. Un absent de marque : le Parti d'unité prolétarienne (P.U.P.), qui refuse, dit-il, «de considérer le P.C. comme l'ennemi numéro un».

Une deuxième catégorie était constituée de groupes nouveaux, très récents au catéchisme marxiste-léniniste, et qui le traitent souvent avec dérision. Par ordre d'importance, les féministes, les homosexuels et les «radicaux métropolitains» ou assimilés. Enfin, on a vu à Bologne toute une série de jeunes qui ne se réclament d'aucune étiquette. Venu à titre individuel, ils attendaient beaucoup de ce colloque et n'en seront que plus déçus s'il ne débouche pas sur quelque chose de concret.

Les intellectuels auront été les grands absents du débat. Mils à part M. Félix Guattari et Mme Maria Antonietta Masocco — très actifs mais vite emportés par le flot verbal de la «base», — on remarquait M. Bernard-Henri Lévy, interrogatif et silencieux ainsi que quelques visages moins connus.

De notre envoyé spécial

Mais le monde intellectuel italien avait préféré s'abstenir.

Cette première confrontation entre contestataires a dégagé des accents communs. Tous se déclarent persuadés de vivre dans une société répressive. A preuve «les camarades arrêtés» — à Bologne, une douzaine sont encore en prison — et dont on réclame inlassablement la libération. Ces contestataires se sentent réprimés par les forces de l'ordre, par la «presse bourgeoise» (qui leur a pourtant fait une publicité extraordinaire) et surtout par l'absence

Confronter les expériences au lieu de dogmatiser

Le colloque de Bologne a montré une fois de plus le danger de politisation d'une partie significative de la jeunesse italienne. Elle ne s'est pas encore débarrassée des vieux schémas léninistes qui ont conduit à des heures entières de débats stériles au Palais des sports. Cette «vieille nouvelle gauche» est peu à peu grignotée par une vague vraiment

de perspectives professionnelles. Ils sont nombreux ou se considèrent comme tels.

Et dans tout cela, le parti communiste joue, selon eux, un rôle déterminant. N'a-t-il pas «abandonné» les marginaux pour réaliser son fameux compromis historique avec la démocratie chrétienne ? Un document significatif des «autonomes» s'intitule le Révisionisme comme répression. D'intéressantes discussions par petits groupes sur le Piazza Maggiore entre membres du P.C. et congressistes n'ont pas fait changer d'opinion à ces derniers.

Le maire a ajouté : «Nous avons en une fois plus exacte des données qui agitent ce secteur du monde étudiant, de ses profondes différences, de ses divisions et de ses problèmes. Nous avons eu la confirmation qu'il y a, au fond de tout cela, un malaise, une inquiétude qui naît de la grave crise que traverse la société italienne.»

Sur quel point déboucher le colloque de Bologne, qui a pris par moment l'aspect d'une grande fête politique ? A court terme, beaucoup dépendra de la situation de l'emploi en Italie qui s'est encore dégradée. Chômeurs, les congressistes de Bologne risquent d'être à nouveau sensibles aux slogans des «durs», qu'ils ont réussi, pour le moment, à isoler.

Une grande partie de la presse italienne parle de hmd de «épilogue de la démocratie». C'est sur ce thème qu'insiste le maire com-

muniste de Bologne, M. Renato Zangheri, dans un communiqué qui mêle la satisfaction à l'ironie : «On voulait démontrer que Bologne est la capitale de la répression. Elle a donné, au contraire, encore une fois, la preuve d'être une ville tolérante, si confiante en elle-même qu'elle invite à la confrontation ses critiques les plus dures et même les plus vives de leur organisation.»

Le maire a ajouté : «Nous avons en une fois plus exacte des données qui agitent ce secteur du monde étudiant, de ses profondes différences, de ses divisions et de ses problèmes. Nous avons eu la confirmation qu'il y a, au fond de tout cela, un malaise, une inquiétude qui naît de la grave crise que traverse la société italienne.»

Sur quel point déboucher le colloque de Bologne, qui a pris par moment l'aspect d'une grande fête politique ? A court terme, beaucoup dépendra de la situation de l'emploi en Italie qui s'est encore dégradée. Chômeurs, les congressistes de Bologne risquent d'être à nouveau sensibles aux slogans des «durs», qu'ils ont réussi, pour le moment, à isoler.

ROBERT SOLÉ

Trois semaines après son enlèvement M. Hanns-Martin Schleyer serait toujours vivant

L'état-major de crise, constitué autour de M. Helmut Schmidt pour faire face à la situation créée par l'enlèvement de M. Hanns-Martin Schleyer le 5 septembre dernier, s'est réuni à nouveau dimanche 26 septembre dans la capitale fédérale durant une heure et demie. Aucune indication n'a été donnée sur le résultat de ses délibérations, mais il a été précisé par l'Office criminel fédéral que les ravisseurs du président du patronat ouest-allemand avaient donné aux autorités une nouvelle preuve que leur prisonnier était toujours en vie, trois semaines après l'attentat de Cologne.

Aux Pays-Bas, le terroriste ouest-allemand Klaus Folkerts, arrêté jeudi à la suite du meurtre d'un policier néerlandais à Utrecht (nos dernières éditions datées du 24 septembre), continue d'être interrogé par la police. M. Joop Den Uyl, premier ministre néerlandais et «formateur» d'un nouveau gouvernement, a indiqué que Klaus Folkerts devrait être traduit en justice aux Pays-Bas, même si cela risquait d'avoir pour conséquence de nouveaux attentats commis en Hollande.

Le ministre néerlandais de la Justice, d'autre part, a démenti catégoriquement une information publiée dimanche par l'hebdomadaire à grand tirage de R.F.A. *Bild am Sonntag*, et selon laquelle le terroriste aurait projeté d'enlever le prince Claus des Pays-Bas. Mais il a précisé que la police recherchait, outre le militant extrémiste ouest-allemand Brigitte Mohaupt, accusée d'avoir participé à l'attentat d'Utrecht, deux autres complices présumés de Klaus Folkerts : Angelika Speitel et Sigrid Sternbeck.

La première a été collaboratrice de M. Klaus Croissant, l'avocat d'extrême gauche, qui a cherché refuge en France en juillet dernier et fait l'objet d'un mandat d'arrêt de la justice de R.F.A. pour «appartenance à une association criminelle». Toutes deux étaient recherchées en Allemagne de l'Ouest à l'occasion de l'enquête sur l'assassinat de Jürgen Ponto, alors directeur de la Dresdner Bank le 30 juillet dernier. — (A.F.P.)

M. Franz Josef Strauss a été réélu, samedi 24 septembre, à une très forte majorité, président de la C.S.U. (chrétiens sociaux bavarois). Le ministre-président de Bavière, M. Alfons Goppel, annoncé au cours de la même réunion de la C.S.U. à Munich, qu'il ne se représenterait pas en 1978 et il a confirmé (Le Monde du 15 septembre) que M. Strauss briguerait sa succession. — (A.F.P.)

Le C.D.U. (chrétiens-démocrates) a préparé, au cours d'un forum qui a réuni six cents délégués du 22 au 26 septembre, à Berlin-Ouest, le programme qui sera soumis à son congrès de 1978. Ce texte repose sur trois idées directrices : la liberté au service de l'individu, une solidarité allant au-delà des intérêts de groupe, et une justice sociale qui écarte toute idée de «nouveau monde». De nombreuses critiques ont été formulées par les délégués au cours de ces trois journées. — (A.F.P.)



Jean de Bonnot, Editeur de Livres Rares, présente pour le Centenaire de la mort de Jules Michelet :

L'HISTOIRE DE LA REVOLUTION FRANÇAISE

Avec les 128 tableaux historiques, gravés au burin et à l'eau forte, imprimés en l'an XIII^e de la République[*]

Jules Michelet a eu le courage d'exhumer l'énorme dossier de la « Révolution Française » quelques semaines seulement après l'exécution de Robespierre. Nul, avant lui, n'avait interrogé avec cette conscience exemplaire les pièces à conviction et les dossiers de la grande tourmente ; nul n'avait eu la conviction, ou simplement l'idée, de questionner avec méthode, les rares survivants notables ; nul n'avait eu la lucidité, l'énergie et le talent de faire revivre, dans leur authenticité, les artisans décrits ou méconnus de notre époque révolutionnaire.

Jules Michelet ne se contenta pas de vérité et d'émotion, le procès et la mort de Louis XVI, les royautes de Carrier à Nantes et l'extermination des Girondins, l'assassinat de Marat et le procès de Charlotte Corday, l'exécution de Marie-Antoinette et la fin de Danton et de Robespierre, de Saint-Just et de Robespierre d'autres. Jamais le passé ne fut plus vivant, plus présent, jamais les acteurs de ce drame ne furent décrits avec autant d'objectivité dans leur petitesse et leur grandeur.

L'Histoire de la Révolution Française de Jules Michelet brigue le double suffrage des amateurs d'Histoire et des fervents de grande littérature. Cette double réussite est presque unique et le miracle de l'écriture, sans aujourd'hui plus que jamais, l'un et l'autre d'actualité. Les ans n'ont fait que raffermir cette œuvre exceptionnelle.

Il y a bien longtemps déjà que je rêvais d'écrire ce maître ouvrage avec les soins qui conviennent aux chefs-d'œuvre. Le préface m'en est donné aujourd'hui. Jules Michelet s'en est efforcé le 9 Février 1874 à Hyères, sa ville natale. Cent ans se sont écoulés

depuis la mort de notre grand historien. Je considère comme un devoir de marquer ce centenaire en vous restituant aujourd'hui l'Histoire de la Révolution Française, dans une édition dignes de l'événement et de la grandeur du personnage, illustrée exclusivement avec des gravures de l'époque.

Tout l'ouvrage est réuni en sept volumes in octavo (14x21 cm), parfaitement reliés à l'ancienne : chaque reliure taillée d'une seule pièce dans une pleine peau de mouton, sans défilé, est décorée de fers originaux d'époque révolutionnaire dans les motifs d'écriture à l'or fin 22 carats sur fond jadis antique. Le texte intégral soigneusement revu d'après l'édition originale est imprimé avec un soin extrême sur un très beau vergé riche en chiffon et teinté dans le marbre, dont les amateurs qui me sont fidèles savent qu'il est spécialement fabriqué sur mes indications.

Chaque volume est « truffé » d'illustrations rares de l'époque révolutionnaire. Au total 128 tableaux historiques de l'an XIII de la Révolution. Je ne dérogerai pas à mes principes habituels en vous proposant de livrer gratuitement, à votre examen, pour 8 jours, le premier volume. Il vous suffit de me le demander en communication en remplissant le bon à découper, ci-dessous. S'il ne vous plaît pas, vous me le renvoyez, à mes frais, sous 8 jours et vous ne me devez rien. Par contre, si vous désirez garder ce premier tome, vous m'en réglez le montant, soit 61 F (+ 5,50 F de participation au frais de port). Vous recevrez ensuite les six autres volumes à la cadence d'un par mois et au même prix, formellement garanti par votre souscription, quelles que soient les hausses en cours.

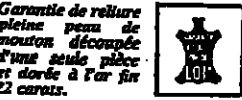
BON D'EXAMEN GRATUIT

(vous réserve d'épuisement du tirage)

Je suis curieux de voir, sans engagement de ma part, le premier volume de la « Révolution Française » de Jules Michelet. J'examine la qualité de cet ouvrage et, si je ne suis pas entièrement convaincu de sa valeur et de son intérêt exceptionnel, je vous le retournerai dans son emballage d'origine, sans rien vous devoir. Si, par contre, il me plaît, je vous en régle le montant au prix spécial de 61 F (+ 5,50 F de participation aux frais de port). Les 6 volumes suivants me parviendront à la cadence d'un par mois.

Nom Prénom
Adresse Ville
Code postal
Signature

(Signature des parents ou du tuteur pour les mineurs.)



Vente exclusive par courrier chez le seul :
JEAN DE BONNOT
Editeur de livres rares et précieux.
7, Fa-Saint-Vincent - 75392 Paris - Cédex 08.

GARANTIE

Il vous est offert sans aucune charge le premier volume de l'ouvrage. Si, après l'avoir examiné, vous n'êtes pas satisfait, vous pouvez le retourner, sans aucune charge, dans son emballage d'origine, sans rien nous devoir. Si, par contre, il vous plaît, vous en réglez le montant au prix spécial de 61 F (+ 5,50 F de participation aux frais de port). Les 6 volumes suivants me parviendront à la cadence d'un par mois.

[*] Non garantis par nos illustrations sont tirées d'ouvrages sur les archives.

Le Monde

Service des Abonnements
11, rue de Valenciennes
75001 PARIS - CÉDEX 03

ABONNEMENTS
3 mois 8 mois 12 mois

FRANCE - DOM. - TOM.	
125 F 185 F 235 F	

POUR PAYS ÉTRANGERS
PAR VOIE NORMALE

155 F 215 F 265 F	
-------------------	--

EXPÉDITION
(par messagerie)
1 - BELGIQUE-LUXEMBOURG
PAYS-BAS - SUISSE

135 F 205 F 255 F	
-------------------	--

2 - TURQUIE

135 F 205 F 255 F	
-------------------	--

Par voie aérienne
Taux sur demande.

Les abonnés qui paient par
chèque postal (ou par virement)
doivent bien joindre au chèque
leur demande.

Changements d'adresse d'ar-
rêtés ou prolongés (d'où
souvent des erreurs) sont
soumis à l'avis de l'abonné
avant leur départ.

Quotité 24 heures : haché
d'envoi à toute correspondance.

Veuillez adresser l'adresse de
votre domicile aux lettres postales
en indiquant le numéro de
votre abonnement.

27/9/77

EUROPE

Deux militants de la Charte 77 sont jugés pour « subversion »

Vienne. — Ce lundi 26 septembre, s'ouvre à Opatowitz, dans la région de Prague, le procès contre l'agronome Alois Machacek, trente ans, et l'ingénieur physicien Vladimir Lastuvka, trente-cinq ans. Pour avoir diffusé la Charte 77, ils sont accusés du délit de « subversion » (article 98 du code pénal) et risquent une peine de un à cinq ans de prison. Le 21 septembre, un ouvrier de vingt-neuf ans, M. Jan Primo, a été condamné à trois mois de prison. Il avait été appréhendé le 9 août pour avoir organisé dans son appartement une réunion d'adieu en l'honneur d'un citoyen canadien, M. Wilson, pris par les autorités tchécoslovaques de quitter le pays. A la demande d'Amnesty International, et grâce au concours de la Commission internationale des juristes, un avocat suisse a obtenu un visa d'entrée en tchécoslovaquie pour assister comme observateur au procès d'Opatowitz.

De notre correspondant en Europe orientale

qu'à l'instar de M. Gierak, le dirigeant polonais. M. Husak s'engage sur la voie de la modération et du pardon. La leçon d'intelligence politique donnée par le premier secrétaire du parti polonais (l'Union nationale) a été saluée par l'opinion internationale. Les dirigeants tchécoslovaques seraient-ils complètement indifférents à l'image de leur pays à l'étranger ? Ou bien seraient-ils découragés à l'avance par l'ampleur de la tâche à accomplir ? En tout cas, les brigades et les troupes contre les signataires de la Charte 77 ne se sont pas arrêtées cet été, tandis que la campagne idéologique du régime prenait une ampleur nouvelle. L'une des dernières mesures prises contre les « chartistes » a été de leur retirer leur permis permanent de sortie grâce auquel les citoyens tchécoslovaques peuvent se rendre munis de leur seule carte d'identité, dans les autres pays de l'Est.

D'autre part, M. Vladimir Skutina, ancien journaliste et signataire de la Charte 77, a été arrêté le 19 août, après avoir été victime d'une violente agression. Retrouvé inanimé derrière la porte d'un immeuble dans le quartier pragoise de Smichov, il s'est réveillé à l'hôpital, blessé à la tête. Il ignore tout de l'agression qu'il a subie et ne rappelle pas s'être rendu, ce jour-là, dans un quartier où il a été ensuite découvert.

Sur le plan de la propagande, l'ambassade de Tchécoslovaquie à Vienne, dont le chef de mission, M. Komarek, va être prochainement remplacé par M. Milan Kadnar, jusqu'à présent chef du service de presse du ministère des affaires étrangères à Prague, vient de diffuser un document destiné à fournir, est-il dit, une « argumentation contre le complot anti-tchécoslovaque de la Charte 77 ». Entre autres « arguments », ce texte « révèle » que la charte a été élaborée « à la demande des dirigeants locaux et des naufragés politiques ».

Selon cette « étude », la plupart des partisans de la Charte seraient d'anciens membres du Club des sans-parti, un parti qui regroupait les opposants politiques (organisations créées pendant la « printemps de Prague » et qui, après la révolution, ont été réintégrés dans le régime des socialistes et d'anciens

politiciens faillis. Le texte attaque vivement certains personnalités, parmi lesquelles M. Klapálek, ancien président du Front national de 1968, qualifié d'« agent » et d'« ennemi politique ». Ces critiques sont amplifiées encore dans un ouvrage publié cet été, mais cette fois à Prague, contre la Charte. L'article concernant M. Klapálek reprend un commentaire diffusé à la radio tchécoslovaque le 2 mars dernier, épuré toutefois du passage insistant en cause un ancien dirigeant du P.C., Ota Silng, pendu en même temps que Rudolf Slansky en 1952, mais réhabilité en 1963. Cette évocation d'un passé que l'on croyait révolu avait, il est vrai, créé quelques remous et cette son poste à l'un des responsables de Radio Prague. M. Josef Sikala, ainsi qu'un plusieurs de ses collaborateurs.

MANUEL LUCBERT.

Deux nouveaux porte-parole sont désignés par le mouvement

Vienne. — Dans une lettre adressée à tous les signataires de la Charte 77 — actuellement au nombre d'environ sept cent cinquante — M. Jiri Hajek a annoncé, le 26 septembre, la désignation de deux nouveaux porte-parole du mouvement. Il s'agit de M. Ladislav Hejdanek, professeur de philosophie, et de Mme Marta Kubisova. Au moment de sa publication, au mois de janvier dernier, la Charte 77 avait trois porte-parole. Mais depuis la mort, au mois de mars, de M. Patocka et le renoncement au poste de porte-parole de M. Václav Havel, ex-secrétaire des fonctions, seul M. Jiri Hajek, l'ancien ministre des affaires étrangères, restait en place. M. Hejdanek, qui est âgé de cinquante ans, est de confession catholique, et a été enseignant dans les premières années du régime. Il fut membre du « printemps de Prague » et, en 1968, il fut exclu du parti par les autorités. M. Hejdanek est philosophe de l'Académie des sciences, mais en fut chassé le 1^{er} janvier 1971. Il a exercé depuis divers métiers, dont celui de portier et de préposé au chauffage. En 1972, il fut condamné à un an de prison. Mme Kubisova, née en 1945, est membre du Club des sans-parti, un parti qui regroupait les opposants politiques (organisations créées pendant la « printemps de Prague » et qui, après la révolution, ont été réintégrés dans le régime des socialistes et d'anciens

AFRIQUE

République Sud-Africaine

En présence de délégués de pays occidentaux.

Quinze mille personnes ont assisté aux obsèques du dirigeant noir Steve Biko

Deux policiers noirs sont morts, dimanche 25 septembre, lapidés par des manifestants qui avaient assisté quelques heures auparavant aux obsèques du dirigeant nationaliste Steve Biko. Les funérailles avaient eu lieu sans incident, près de King-William's-Town, dans la province du Cap. La République fédérale d'Allemagne, l'Australie, la Belgique, le Brésil, le Canada, les Etats-Unis, la Finlande, la France, la Grande-Bretagne, l'Italie, les Pays-Bas et la Suède s'étaient fait représenter, souvent par des diplomates de haut rang. M. Bowdler, ambassadeur des Etats-Unis à Pretoria, assistait au service funéraire.

King-William's-Town. — Emue et muette, la foule regardait venir les enfants de chœur portant l'encensoir et la croix. Arrivent ensuite les membres du clergé, le tour est alors porté par des jeunes gens revêtus de tuniques aux couleurs or et noir de la « Black Peoples Convention », que dirigeait le défunt, pénétrant enfin dans le stade. Aussitôt retentit l'hymne de l'Afrique, Nkosi Sikelele Afrika (Dieu bénisse l'Afrique).

Steve Biko, le « père » de la conscience noire en Afrique du Sud, mort en prison le 12 septembre dernier, a eu dimanche 25 septembre un enterrement sobre, mais digne.

C'est dans un stade impersonnel d'une petite ville de province, située entre la cité blanche de King-William's-Town et la « township » noir de Ginsberg où il était contraint de vivre, que s'est déroulée la cérémonie. Une scène recouverte d'une bâche verte sur laquelle se seraient la famille, des délégués des principales Eglises (à l'exception de l'Eglise réformée hollandaise), des représentants de plusieurs pays étrangers, dont la France, des députés du Progressive-Federal Party (opposition blanche) et M. Sonny Leon du « Labour Party ».

Un sermon pathétique

Tôt le matin, les amis de Steve Biko commencent cependant à envahir les rues de la ville blanche désertée de ses habitants. Des centaines d'entre eux se rendirent au « township » de Ginsberg où ils défilèrent devant le cercueil dans lequel on pouvait voir le corps du jeune leader reposant sur un drap or brodé de noir. La famille avait tenté vainement de cacher les diatribes de l'autopsie sur son corps. Des couronnes de fleurs et des couronnes de feuilles rappelaient à tous les accusations formulées par la presse africaine et reprises dimanche par un hebdomadaire sud-africain, selon lequel Steve Biko aurait bien été mort des suites de dommages causés au cerveau.

Commencée à 9 h. 30, la cérémonie s'achève vers une heure et demie l'après-midi. Quatre heures de prières accompagnées de chants religieux ou patriotiques, de slogans et de discours. Les interventions comportaient beaucoup de messages de paix et d'espoir, mais aussi des mises en garde au gouvernement et à tous les Indiens, Métis et Noirs qui choisissent de travailler pour Pretoria.

Dans un sermon pathétique, au cours duquel beaucoup d'Africains ne purent retenir leurs larmes, le révérend Desmond Tutu, évêque anglican de Lesotho, ancien doyen de la cathédrale de Johannesburg, appela

à la réconciliation rapide. « La crédibilité des partisans d'un changement pacifique s'érode face à la violence légale qui sépare les familles, permet les détentions sans procès, les banissements et la mort en prison... Il y a des limites à ce qu'un peuple peut supporter. Quand les gens sont désespérés, ils adoptent les moyens du désespoir, rien ne peut arrêter un peuple qui a décidé d'obtenir sa liberté ».

Le discours, hâché, hémé, de M. Faith Mafupane, président du Mouvement étudiants noirs (le Saso), laissa pressentir ce désespoir. C'est sans détour qu'il condamna les pays occidentaux : « Les soi-disant pays amis continuent à collaborer avec l'apartheid. Nous demandons à leurs représentants de faire connaître notre horreur devant cet état de fait ».

Les Africains, métis et Indiens acceptant des responsabilités dans les structures mises en place par Pretoria, qu'ils se disent hostiles à l'apartheid ou non, furent également interpellés et condamnés par le représentant de la Saso.

Il était 14 heures quand la foule emporta Steve Biko dans sa dernière demeure, un cimetière isolé entre une colline et un chemin de fer. Des monticules de terre, des croix blanches, quelques fleurs : les lieux étaient aussi lugubres que les townships, où des millions d'Africains sont contraints de vivre. On ne peut s'empêcher de songer à cette réflexion d'un prêtre étranger en visite en Afrique du Sud : « Comment les Africains, ici, peuvent-ils continuer à vivre ? »

CHRISTIANE CHOMBEAU.

Les écoles de Soweto, ville noire de la banlieue de Johannesburg, sont en crise. Des milliers d'élèves refusent toujours de s'inscrire malgré les directives gouvernementales. Les professeurs, quant à eux, se sont réunis et pourraient présenter leur démission. Le refus d'inscription des élèves fait suite à la prise en charge, le mois dernier, de quarante écoles secondaires de Soweto par le département de l'éducation bantoue (noire). — (A.F.P.)

Un accord de cessez-le-feu est entré en vigueur au Sud-Liban, a annoncé officiellement Jérusalem, ce lundi 26 septembre. Il aurait été conclu entre les autorités israéliennes et libanaises grâce à la médiation des ambassades américaines à Tel-Aviv et à Beyrouth. La radio libanaise, faisant état de ce cessez-le-feu, a indiqué que M. Youssef Aradit, président de F.O.L.P., avait donné son accord. Dimanche, un porte-parole palestinien avait déclaré que des négociations étaient en cours et que ces efforts allaient dans le sens de l'accord de Chéchara de juillet dernier entre Beyrouth, Damas et les Palestiniens.

Un accord de cessez-le-feu est entré en vigueur au Sud-Liban, a annoncé officiellement Jérusalem, ce lundi 26 septembre. Il aurait été conclu entre les autorités israéliennes et libanaises grâce à la médiation des ambassades américaines à Tel-Aviv et à Beyrouth. La radio libanaise, faisant état de ce cessez-le-feu, a indiqué que M. Youssef Aradit, président de F.O.L.P., avait donné son accord. Dimanche, un porte-parole palestinien avait déclaré que des négociations étaient en cours et que ces efforts allaient dans le sens de l'accord de Chéchara de juillet dernier entre Beyrouth, Damas et les Palestiniens.

Un accord de cessez-le-feu est entré en vigueur au Sud-Liban, a annoncé officiellement Jérusalem, ce lundi 26 septembre. Il aurait été conclu entre les autorités israéliennes et libanaises grâce à la médiation des ambassades américaines à Tel-Aviv et à Beyrouth. La radio libanaise, faisant état de ce cessez-le-feu, a indiqué que M. Youssef Aradit, président de F.O.L.P., avait donné son accord. Dimanche, un porte-parole palestinien avait déclaré que des négociations étaient en cours et que ces efforts allaient dans le sens de l'accord de Chéchara de juillet dernier entre Beyrouth, Damas et les Palestiniens.

Un accord de cessez-le-feu est entré en vigueur au Sud-Liban, a annoncé officiellement Jérusalem, ce lundi 26 septembre. Il aurait été conclu entre les autorités israéliennes et libanaises grâce à la médiation des ambassades américaines à Tel-Aviv et à Beyrouth. La radio libanaise, faisant état de ce cessez-le-feu, a indiqué que M. Youssef Aradit, président de F.O.L.P., avait donné son accord. Dimanche, un porte-parole palestinien avait déclaré que des négociations étaient en cours et que ces efforts allaient dans le sens de l'accord de Chéchara de juillet dernier entre Beyrouth, Damas et les Palestiniens.

Un accord de cessez-le-feu est entré en vigueur au Sud-Liban, a annoncé officiellement Jérusalem, ce lundi 26 septembre. Il aurait été conclu entre les autorités israéliennes et libanaises grâce à la médiation des ambassades américaines à Tel-Aviv et à Beyrouth. La radio libanaise, faisant état de ce cessez-le-feu, a indiqué que M. Youssef Aradit, président de F.O.L.P., avait donné son accord. Dimanche, un porte-parole palestinien avait déclaré que des négociations étaient en cours et que ces efforts allaient dans le sens de l'accord de Chéchara de juillet dernier entre Beyrouth, Damas et les Palestiniens.

Un accord de cessez-le-feu est entré en vigueur au Sud-Liban, a annoncé officiellement Jérusalem, ce lundi 26 septembre. Il aurait été conclu entre les autorités israéliennes et libanaises grâce à la médiation des ambassades américaines à Tel-Aviv et à Beyrouth. La radio libanaise, faisant état de ce cessez-le-feu, a indiqué que M. Youssef Aradit, président de F.O.L.P., avait donné son accord. Dimanche, un porte-parole palestinien avait déclaré que des négociations étaient en cours et que ces efforts allaient dans le sens de l'accord de Chéchara de juillet dernier entre Beyrouth, Damas et les Palestiniens.

Un accord de cessez-le-feu est entré en vigueur au Sud-Liban, a annoncé officiellement Jérusalem, ce lundi 26 septembre. Il aurait été conclu entre les autorités israéliennes et libanaises grâce à la médiation des ambassades américaines à Tel-Aviv et à Beyrouth. La radio libanaise, faisant état de ce cessez-le-feu, a indiqué que M. Youssef Aradit, président de F.O.L.P., avait donné son accord. Dimanche, un porte-parole palestinien avait déclaré que des négociations étaient en cours et que ces efforts allaient dans le sens de l'accord de Chéchara de juillet dernier entre Beyrouth, Damas et les Palestiniens.

Un accord de cessez-le-feu est entré en vigueur au Sud-Liban, a annoncé officiellement Jérusalem, ce lundi 26 septembre. Il aurait été conclu entre les autorités israéliennes et libanaises grâce à la médiation des ambassades américaines à Tel-Aviv et à Beyrouth. La radio libanaise, faisant état de ce cessez-le-feu, a indiqué que M. Youssef Aradit, président de F.O.L.P., avait donné son accord. Dimanche, un porte-parole palestinien avait déclaré que des négociations étaient en cours et que ces efforts allaient dans le sens de l'accord de Chéchara de juillet dernier entre Beyrouth, Damas et les Palestiniens.

Un accord de cessez-le-feu est entré en vigueur au Sud-Liban, a annoncé officiellement Jérusalem, ce lundi 26 septembre. Il aurait été conclu entre les autorités israéliennes et libanaises grâce à la médiation des ambassades américaines à Tel-Aviv et à Beyrouth. La radio libanaise, faisant état de ce cessez-le-feu, a indiqué que M. Youssef Aradit, président de F.O.L.P., avait donné son accord. Dimanche, un porte-parole palestinien avait déclaré que des négociations étaient en cours et que ces efforts allaient dans le sens de l'accord de Chéchara de juillet dernier entre Beyrouth, Damas et les Palestiniens.

Un accord de cessez-le-feu est entré en vigueur au Sud-Liban, a annoncé officiellement Jérusalem, ce lundi 26 septembre. Il aurait été conclu entre les autorités israéliennes et libanaises grâce à la médiation des ambassades américaines à Tel-Aviv et à Beyrouth. La radio libanaise, faisant état de ce cessez-le-feu, a indiqué que M. Youssef Aradit, président de F.O.L.P., avait donné son accord. Dimanche, un porte-parole palestinien avait déclaré que des négociations étaient en cours et que ces efforts allaient dans le sens de l'accord de Chéchara de juillet dernier entre Beyrouth, Damas et les Palestiniens.

Un accord de cessez-le-feu est entré en vigueur au Sud-Liban, a annoncé officiellement Jérusalem, ce lundi 26 septembre. Il aurait été conclu entre les autorités israéliennes et libanaises grâce à la médiation des ambassades américaines à Tel-Aviv et à Beyrouth. La radio libanaise, faisant état de ce cessez-le-feu, a indiqué que M. Youssef Aradit, président de F.O.L.P., avait donné son accord. Dimanche, un porte-parole palestinien avait déclaré que des négociations étaient en cours et que ces efforts allaient dans le sens de l'accord de Chéchara de juillet dernier entre Beyrouth, Damas et les Palestiniens.

Un accord de cessez-le-feu est entré en vigueur au Sud-Liban, a annoncé officiellement Jérusalem, ce lundi 26 septembre. Il aurait été conclu entre les autorités israéliennes et libanaises grâce à la médiation des ambassades américaines à Tel-Aviv et à Beyrouth. La radio libanaise, faisant état de ce cessez-le-feu, a indiqué que M. Youssef Aradit, président de F.O.L.P., avait donné son accord. Dimanche, un porte-parole palestinien avait déclaré que des négociations étaient en cours et que ces efforts allaient dans le sens de l'accord de Chéchara de juillet dernier entre Beyrouth, Damas et les Palestiniens.

Un accord de cessez-le-feu est entré en vigueur au Sud-Liban, a annoncé officiellement Jérusalem, ce lundi 26 septembre. Il aurait été conclu entre les autorités israéliennes et libanaises grâce à la médiation des ambassades américaines à Tel-Aviv et à Beyrouth. La radio libanaise, faisant état de ce cessez-le-feu, a indiqué que M. Youssef Aradit, président de F.O.L.P., avait donné son accord. Dimanche, un porte-parole palestinien avait déclaré que des négociations étaient en cours et que ces efforts allaient dans le sens de l'accord de Chéchara de juillet dernier entre Beyrouth, Damas et les Palestiniens.

Un accord de cessez-le-feu est entré en vigueur au Sud-Liban, a annoncé officiellement Jérusalem, ce lundi 26 septembre. Il aurait été conclu entre les autorités israéliennes et libanaises grâce à la médiation des ambassades américaines à Tel-Aviv et à Beyrouth. La radio libanaise, faisant état de ce cessez-le-feu, a indiqué que M. Youssef Aradit, président de F.O.L.P., avait donné son accord. Dimanche, un porte-parole palestinien avait déclaré que des négociations étaient en cours et que ces efforts allaient dans le sens de l'accord de Chéchara de juillet dernier entre Beyrouth, Damas et les Palestiniens.

Un accord de cessez-le-feu est entré en vigueur au Sud-Liban, a annoncé officiellement Jérusalem, ce lundi 26 septembre. Il aurait été conclu entre les autorités israéliennes et libanaises grâce à la médiation des ambassades américaines à Tel-Aviv et à Beyrouth. La radio libanaise, faisant état de ce cessez-le-feu, a indiqué que M. Youssef Aradit, président de F.O.L.P., avait donné son accord. Dimanche, un porte-parole palestinien avait déclaré que des négociations étaient en cours et que ces efforts allaient dans le sens de l'accord de Chéchara de juillet dernier entre Beyrouth, Damas et les Palestiniens.

Un accord de cessez-le-feu est entré en vigueur au Sud-Liban, a annoncé officiellement Jérusalem, ce lundi 26 septembre. Il aurait été conclu entre les autorités israéliennes et libanaises grâce à la médiation des ambassades américaines à Tel-Aviv et à Beyrouth. La radio libanaise, faisant état de ce cessez-le-feu, a indiqué que M. Youssef Aradit, président de F.O.L.P., avait donné son accord. Dimanche, un porte-parole palestinien avait déclaré que des négociations étaient en cours et que ces efforts allaient dans le sens de l'accord de Chéchara de juillet dernier entre Beyrouth, Damas et les Palestiniens.

Un accord de cessez-le-feu est entré en vigueur au Sud-Liban, a annoncé officiellement Jérusalem, ce lundi 26 septembre. Il aurait été conclu entre les autorités israéliennes et libanaises grâce à la médiation des ambassades américaines à Tel-Aviv et à Beyrouth. La radio libanaise, faisant état de ce cessez-le-feu, a indiqué que M. Youssef Aradit, président de F.O.L.P., avait donné son accord. Dimanche, un porte-parole palestinien avait déclaré que des négociations étaient en cours et que ces efforts allaient dans le sens de l'accord de Chéchara de juillet dernier entre Beyrouth, Damas et les Palestiniens.

Un accord de cessez-le-feu est entré en vigueur au Sud-Liban, a annoncé officiellement Jérusalem, ce lundi 26 septembre. Il aurait été conclu entre les autorités israéliennes et libanaises grâce à la médiation des ambassades américaines à Tel-Aviv et à Beyrouth. La radio libanaise, faisant état de ce cessez-le-feu, a indiqué que M. Youssef Aradit, président de F.O.L.P., avait donné son accord. Dimanche, un porte-parole palestinien avait déclaré que des négociations étaient en cours et que ces efforts allaient dans le sens de l'accord de Chéchara de juillet dernier entre Beyrouth, Damas et les Palestiniens.

Un accord de cessez-le-feu est entré en vigueur au Sud-Liban, a annoncé officiellement Jérusalem, ce lundi 26 septembre. Il aurait été conclu entre les autorités israéliennes et libanaises grâce à la médiation des ambassades américaines à Tel-Aviv et à Beyrouth. La radio libanaise, faisant état de ce cessez-le-feu, a indiqué que M. Youssef Aradit, président de F.O.L.P., avait donné son accord. Dimanche, un porte-parole palestinien avait déclaré que des négociations étaient en cours et que ces efforts allaient dans le sens de l'accord de Chéchara de juillet dernier entre Beyrouth, Damas et les Palestiniens.

Un accord de cessez-le-feu est entré en vigueur au Sud-Liban, a annoncé officiellement Jérusalem, ce lundi 26 septembre. Il aurait été conclu entre les autorités israéliennes et libanaises grâce à la médiation des ambassades américaines à Tel-Aviv et à Beyrouth. La radio libanaise, faisant état de ce cessez-le-feu, a indiqué que M. Youssef Aradit, président de F.O.L.P., avait donné son accord. Dimanche, un porte-parole palestinien avait déclaré que des négociations étaient en cours et que ces efforts allaient dans le sens de l'accord de Chéchara de juillet dernier entre Beyrouth, Damas et les Palestiniens.

Un accord de cessez-le-feu est entré en vigueur au Sud-Liban, a annoncé officiellement Jérusalem, ce lundi 26 septembre. Il aurait été conclu entre les autorités israéliennes et libanaises grâce à la médiation des ambassades américaines à Tel-Aviv et à Beyrouth. La radio libanaise, faisant état de ce cessez-le-feu, a indiqué que M. Youssef Aradit, président de F.O.L.P., avait donné son accord. Dimanche, un porte-parole palestinien avait déclaré que des négociations étaient en cours et que ces efforts allaient dans le sens de l'accord de Chéchara de juillet dernier entre Beyrouth, Damas et les Palestiniens.

Un accord de cessez-le-feu est entré en vigueur au Sud-Liban, a annoncé officiellement Jérusalem, ce lundi 26 septembre. Il aurait été conclu entre les autorités israéliennes et libanaises grâce à la médiation des ambassades américaines à Tel-Aviv et à Beyrouth. La radio libanaise, faisant état de ce cessez-le-feu, a indiqué que M. Youssef Aradit, président de F.O.L.P., avait donné son accord. Dimanche, un porte-parole palestinien avait déclaré que des négociations étaient en cours et que ces efforts allaient dans le sens de l'accord de Chéchara de juillet dernier entre Beyrouth, Damas et les Palestiniens.

Un accord de cessez-le-feu est entré en vigueur au Sud-Liban, a annoncé officiellement Jérusalem, ce lundi 26 septembre. Il aurait été conclu entre les autorités israéliennes et libanaises grâce à la médiation des ambassades américaines à Tel-Aviv et à Beyrouth. La radio libanaise, faisant état de ce cessez-le-feu, a indiqué que M. Youssef Aradit, président de F.O.L.P., avait donné son accord. Dimanche, un porte-parole palestinien avait déclaré que des négociations étaient en cours et que ces efforts allaient dans le sens de l'accord de Chéchara de juillet dernier entre Beyrouth, Damas et les Palestiniens.

Un accord de cessez-le-feu est entré en vigueur au Sud-Liban, a annoncé officiellement Jérusalem, ce lundi 26 septembre. Il aurait été conclu entre les autorités israéliennes et libanaises grâce à la médiation des ambassades américaines à Tel-Aviv et à Beyrouth. La radio libanaise, faisant état de ce cessez-le-feu, a indiqué que M. Youssef Aradit, président de F.O.L.P., avait donné son accord. Dimanche, un porte-parole palestinien avait déclaré que des négociations étaient en cours et que ces efforts allaient dans le sens de l'accord de Chéchara de juillet dernier entre Beyrouth, Damas et les Palestiniens.

Un accord de cessez-le-feu est entré en vigueur au Sud-Liban, a annoncé officiellement Jérusalem, ce lundi 26 septembre. Il aurait été conclu entre les autorités israéliennes et libanaises grâce à la médiation des ambassades américaines à Tel-Aviv et à Beyrouth. La radio libanaise, faisant état de ce cessez-le-feu, a indiqué que M. Youssef Aradit, président de F.O.L.P., avait donné son accord. Dimanche, un porte-parole palestinien avait déclaré que des négociations étaient en cours et que ces efforts allaient dans le sens de l'accord de Chéchara de juillet dernier entre Beyrouth, Damas et les Palestiniens.

Un accord de cessez-le-feu est entré en vigueur au Sud-Liban, a annoncé officiellement Jérusalem, ce lundi 26 septembre. Il aurait été conclu entre les autorités israéliennes et libanaises grâce à la médiation des ambassades américaines à Tel-Aviv et à Beyrouth. La radio libanaise, faisant état de ce cessez-le-feu, a indiqué que M. Youssef Aradit, président de F.O.L.P., avait donné son accord. Dimanche, un porte-parole palestinien avait déclaré que des négociations étaient en cours et que ces efforts allaient dans le sens de l'accord de Chéchara de juillet dernier entre Beyrouth, Damas et les Palestiniens.

Un accord de cessez-le-feu est entré en vigueur au Sud-Liban, a annoncé officiellement Jérusalem, ce lundi 26 septembre. Il aurait été conclu entre les autorités israéliennes et libanaises grâce à la médiation des ambassades américaines à Tel-Aviv et à Beyrouth. La radio libanaise, faisant état de ce cessez-le-feu, a indiqué que M. Youssef Aradit, président de F.O.L.P., avait donné son accord. Dimanche, un porte-parole palestinien avait déclaré que des négociations étaient en cours et que ces efforts allaient dans le sens de l'accord de Chéchara de juillet dernier entre Beyrouth, Damas et les Palestiniens.

Un accord de cessez-le-feu est entré en vigueur au Sud-Liban, a annoncé officiellement Jérusalem, ce lundi 26 septembre. Il aurait été conclu entre les autorités israéliennes et libanaises grâce à la médiation des ambassades américaines à Tel-Aviv et à Beyrouth. La radio libanaise, faisant état de ce cessez-le-feu, a indiqué que M. Youssef Aradit, président de F.O.L.P., avait donné son accord. Dimanche, un porte-parole palestinien avait déclaré que des négociations étaient en cours et que ces efforts allaient dans le sens de l'accord de Chéchara de juillet dernier entre Beyrouth, Damas et les Palestiniens.

Un accord de cessez-le-feu est entré en vigueur au Sud-Liban, a annoncé officiellement Jérusalem, ce lundi 26 septembre. Il aurait été conclu entre les autorités israéliennes et libanaises grâce à la médiation des ambassades américaines à Tel-Aviv et à Beyrouth. La radio libanaise, faisant état de ce cessez-le-feu, a indiqué que M. Youssef Aradit, président de F.O.L.P., avait donné son accord. Dimanche, un porte-parole palestinien avait déclaré que des négociations étaient en cours et que ces efforts allaient dans le sens de l'accord de Chéchara de juillet dernier entre Beyrouth, Damas et les Palestiniens.

Un accord de cessez-le-feu est entré en vigueur au Sud-Liban, a annoncé officiellement Jérusalem, ce lundi 26 septembre. Il aurait été conclu entre les autorités israéliennes et libanaises grâce à la médiation des ambassades américaines à Tel-Aviv et à Beyrouth. La radio libanaise, faisant état de ce cessez-le-feu, a indiqué que M. Youssef Aradit, président de F.O.L.P., avait donné son accord. Dimanche, un porte-parole palestinien avait déclaré que des négociations étaient en cours et que ces efforts allaient dans le sens de l'accord de Chéchara de juillet dernier entre Beyrouth, Damas et les Palestiniens.

Un accord de cessez-le-feu est entré en vigueur au Sud-Liban, a annoncé officiellement Jérusalem, ce lundi 26 septembre. Il aurait été conclu entre les autorités israéliennes et libanaises grâce à la médiation des ambassades américaines à Tel-Aviv et à Beyrouth. La radio libanaise, faisant état de ce cessez-le-feu, a indiqué que M. Youssef Aradit, président de F.O.L.P., avait donné son accord. Dimanche, un porte-parole palestinien avait déclaré que des négociations étaient en cours et que ces efforts allaient dans le sens de l'accord de Chéchara de juillet dernier entre Beyrouth, Damas et les Palestiniens.

Un accord de cessez-le-feu est entré en vigueur au Sud-Liban, a annoncé officiellement Jérusalem, ce lundi 26 septembre. Il aurait été conclu entre les autorités israéliennes et libanaises grâce à la médiation des ambassades américaines à Tel-Aviv et à Beyrouth. La radio libanaise, faisant état de ce cessez-le-feu, a indiqué que M. Youssef Aradit, président de F.O.L.P., avait donné son accord. Dimanche, un porte-parole palestinien avait déclaré que des négociations étaient en cours et que ces efforts allaient dans le sens de l'accord de Chéchara de juillet dernier entre Beyrouth, Damas et les Palestiniens.

Un accord de cessez-le-feu est entré en vigueur au Sud-Liban, a annoncé officiellement Jérusalem, ce lundi 26 septembre. Il aurait été conclu entre les autorités israéliennes et libanaises grâce à la médiation des ambassades américaines à Tel-Aviv et à Beyrouth. La radio libanaise, faisant état de ce cessez-le-feu, a indiqué que M. Youssef Aradit, président de F.O.L.P., avait donné son accord. Dimanche, un porte-parole palestinien avait déclaré que des négociations étaient en cours et que ces efforts allaient dans le sens de l'accord de Chéchara de juillet dernier entre Beyrouth, Damas et les Palestiniens.

Un accord de cessez-le-feu est entré en vigueur au Sud-Liban, a annoncé officiellement Jérusalem, ce lundi 26 septembre. Il aurait été conclu entre les autorités israéliennes et libanaises grâce à la médiation des ambassades américaines à Tel-Aviv et à Beyrouth. La radio libanaise, faisant état de ce cessez-le-feu, a indiqué que M. Youssef Aradit, président de F.O.L.P., avait donné son accord. Dimanche, un porte-parole palestinien avait déclaré que des négociations étaient en cours et que ces efforts allaient dans le sens de l'accord de Chéchara de juillet dernier entre Beyrouth, Damas et les Palestiniens.

Un accord de cessez-le-feu est entré en vigueur au Sud-Liban, a annoncé officiellement Jérusalem, ce lundi 26 septembre. Il aurait été conclu entre les autorités israéliennes et libanaises grâce à la médiation des ambassades américaines à Tel-Aviv et à Beyrouth. La radio libanaise, faisant état de ce cessez-le-feu, a indiqué que M. Youssef Aradit, président de F.O.L.P., avait donné son accord. Dimanche, un porte-parole palestinien avait déclaré que des négociations étaient en cours et que ces efforts allaient dans le sens de l'accord de Chéchara de juillet dernier entre Beyrouth, Damas et les Palestiniens.

Un accord de cessez-le-feu est entré en vigueur au Sud-Liban, a annoncé officiellement Jérusalem, ce lundi 26 septembre. Il aurait été conclu entre les autorités israéliennes et libanaises grâce à la médiation des ambassades américaines à Tel-Aviv et à Beyrouth. La radio libanaise, faisant état de ce cessez-le-feu, a indiqué que M. Youssef Aradit, président de F.O.L.P., avait donné son accord. Dimanche, un porte-parole palestinien avait déclaré que des négociations étaient en cours et que ces efforts allaient dans le sens de l'accord de Chéchara de juillet dernier entre Beyrouth, Damas et les Palestiniens.

Un accord de cessez-le-feu est entré en vigueur au Sud-Liban, a annoncé officiellement Jérusalem, ce lundi 26 septembre. Il aurait été conclu entre les autorités israéliennes et libanaises grâce à la médiation des ambassades américaines à Tel-Aviv et à Beyrouth. La radio libanaise, faisant état de ce cessez-le-feu, a indiqué que M. Youssef Aradit, président de F.O.L.P., avait donné son accord. Dimanche, un porte-parole palestinien avait déclaré que des négociations étaient en cours et que ces efforts allaient dans le sens de l'accord de Chéchara de juillet dernier entre Beyrouth, Damas et les Palestiniens.

Un accord de cessez-le-feu est entré en vigueur au Sud-Liban, a annoncé officiellement Jérusalem, ce lundi 26 septembre. Il aurait été conclu entre les autorités israéliennes et libanaises grâce à la médiation des ambassades américaines à Tel-Aviv et à Beyrouth. La radio libanaise, faisant état de ce cessez-le-feu, a indiqué que M. Youssef Aradit, président de F.O.L.P., avait donné son accord. Dimanche, un porte-parole palestinien avait déclaré que des négociations étaient en cours et que ces efforts allaient dans le sens de l'accord de Chéchara de juillet dernier entre Beyrouth, Damas et les Palestiniens.

Un accord de cessez-le-feu est entré en vigueur au Sud-Liban, a annoncé officiellement Jérusalem, ce lundi 26 septembre. Il aurait été conclu entre les autorités israéliennes et libanaises grâce à la médiation des ambassades américaines à Tel-Aviv et à Beyrouth. La radio libanaise, faisant état de ce cessez-le-feu, a indiqué que M. Youssef Aradit, président de F.O.L.P., avait donné son accord. Dimanche, un porte-parole palestinien avait déclaré que des négociations étaient en cours et que ces efforts allaient dans le sens de l'accord de Chéchara de juillet dernier entre Beyrouth, Damas et les Palestiniens.

Un accord de cessez-le-feu est entré en vigueur au Sud-Liban, a annoncé officiellement Jérusalem, ce lundi 26 septembre. Il aurait été conclu entre les autorités israéliennes et libanaises grâce à la médiation des ambassades américaines à Tel-Aviv et à Beyrouth. La radio libanaise, faisant état de ce cessez-le-feu, a indiqué que M. Youssef Aradit, président de F.O.L.P., avait donné son accord. Dimanche, un porte-parole palestinien avait déclaré que des négociations étaient en cours et que ces efforts allaient dans le sens de l'accord de Chéchara de juillet dernier entre Beyrouth, Damas et les Palestiniens.

Un accord de cessez-le-feu est entré en vigueur au Sud-Liban, a annoncé officiellement Jérusalem, ce lundi 26 septembre. Il aurait été conclu entre les autorités israéliennes et libanaises grâce à la médiation des ambassades américaines à Tel-Aviv et à Beyrouth. La radio libanaise, faisant état de ce cessez-le-feu, a indiqué que M. Youssef Aradit, président de F.O.L.P., avait donné son accord. Dimanche, un porte-parole palestinien avait déclaré que des négociations étaient en cours et que ces efforts allaient dans le sens de l'accord de Chéchara de juillet dernier entre Beyrouth, Damas et les Palestiniens.

Un accord de cessez-le-feu est entré en vigueur au Sud-Liban, a annoncé officiellement Jérusalem, ce lundi 26 septembre. Il aurait été conclu entre les autorités israéliennes et libanaises grâce à la médiation des ambassades américaines à Tel-Aviv et à Beyrouth. La radio libanaise, faisant état de ce cessez-le-feu, a indiqué que M. Youssef Aradit, président de F.O.L.P., avait donné son accord. Dimanche, un porte-parole palestinien avait déclaré que des négociations étaient en cours et que ces efforts allaient dans le sens de l'accord de Chéchara de juillet dernier entre Beyrouth, Damas et les Palestiniens.

Un accord de cessez-le-feu est entré en vigueur au Sud-Liban, a annoncé officiellement Jérusalem, ce lundi 26 septembre. Il aurait été conclu entre les autorités israéliennes et libanaises grâce à la médiation des ambassades américaines à Tel-Aviv et à Beyrouth. La radio libanaise, faisant état de ce cessez-le-feu, a indiqué que M. Youssef Aradit, président de F.O.L.P., avait donné son accord. Dimanche, un porte-parole palestinien avait déclaré que des négociations étaient en cours et que ces efforts allaient dans le sens de l'accord de Chéchara de juillet dernier entre Beyrouth, Damas et les Palestiniens.

Un accord de cessez-le-feu est entré en vigueur au Sud-Liban, a annoncé officiellement Jérusalem, ce lundi 26 septembre. Il aurait été conclu entre les autorités israéliennes et libanaises grâce à la médiation des ambassades américaines à Tel-Aviv et à Beyrouth. La radio libanaise, faisant état de ce cessez-le-feu, a indiqué que M. Youssef Aradit, président de F.O.L.P., avait donné son accord. Dimanche, un porte-parole palestinien avait déclaré que des négociations étaient en cours et que ces efforts allaient dans le sens de l'accord de Chéchara de juillet dernier entre Beyrouth, Damas et les Palestiniens.

AFRIQUE

Algérie

Le président Boumediène annonce d'importantes hausses de salaires

De notre correspondant

Alger. — Le président Boumediène a annoncé, samedi 24 septembre, d'importantes hausses de salaires qui prendront effet au 1^{er} janvier 1978 : seuls les enseignants en bénéficieront immédiatement. Ces mesures, qui coûteront à l'Etat 3 milliards de dinars (1 dinar = 120 francs), ont plusieurs objectifs : améliorer le climat social, qui s'était dégradé au cours de l'été ; réduire les disparités entre le secteur industriel productif et l'administration ; freiner la « fuite des cerveaux » et des cadres à l'étranger — et surtout l'exode des fonctionnaires vers les sociétés nationales, qui paient mieux. — relever les faibles revenus pour leur permettre de faire face à l'importante hausse du coût de la vie depuis deux ans.

Parmi les principales mesures figure le relèvement de 30 % du salaire minimum agricole, qui est de l'ordre de 500 dinars par mois, et celui du salaire minimum du secteur industriel, qui passe de 500 à 600 dinars et pourrait atteindre 700 dinars fin 1978 si un effort réel est consenti pour la production et la gestion. Les autres augmentations du secteur industriel sont dégressives

et vont de 20 % pour les salaires de 500 à 600 dinars et de 10 % pour ceux de 600 à 700 dinars, à 5 % pour ceux qui dépassent 2 000 dinars.

Un effort particulier est consenti en faveur des secteurs jugés prioritaires, comme l'enseignement et la médecine. La valorisation, pour l'ensemble des fonctionnaires (qui avaient déjà eu 20 % le 1^{er} novembre 1974), est de 10 %, mais elle atteint 30 % pour certains hauts fonctionnaires, le personnel de la santé publique, les grands invalides et les secteurs relevant de la sécurité (armées, police, gendarmerie).

Le chef de l'Etat, qui s'adresse à la commission exécutive de l'Union générale des travailleurs algériens (U.G.T.A.), s'est montré fort critique à l'égard de nombreux secteurs et a dénoncé plusieurs fléaux. Parlant avec franchise des grèves qui se sont produites cet été, il a implicitement critiqué les dirigeants syndicaux, précisant que, dès le printemps, il avait tiré la sonnette d'alarme, mais qu'ils l'avaient assuré que tout allait bien.

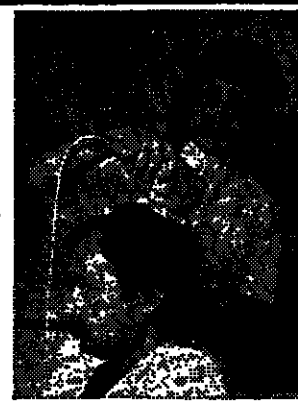
Il a rappelé que le congrès du parti, prévu pour le début de 1978, sera préparé par les congrès des organisations de masses, et que ces derniers doivent être placés sous le signe de la « clarté idéologique ».

Il ne s'est pas limité à la critique des « ennemis » de l'Algérie, qui utilisent « la bourgeoisie et la réaction », mais a aussi dénoncé « l'apparition de certains éléments parasitaires à la recherche du profit et du gain facile, qui n'hésitent pas à recourir à l'escroquerie ». Il s'est élevé contre le « laisser-aller et l'indifférence » que l'on constate à presque tous les niveaux et qui « constituent un danger véritable ». Il a fustigé « la tendance à répandre des rumeurs » qui est « en vogue dans la capitale ».

Le chef de l'Etat a rappelé tout ce que l'Algérie a réalisé depuis qu'elle doit maintenant « gagner la bataille

de la production et de la gestion ». « Nous ne pouvons gagner cette bataille », a-t-il dit, « si elle ne concerne pas l'ensemble des citoyens, le fonctionnaire au bureau, le travailleur devant sa machine, le fellah derrière sa charrue, l'agent de l'ordre veillant à la sécurité et au repos de la population, le citoyen soucieux de la propreté de sa ville. »

PAUL BALTA.



La chute des cheveux c'est un fait. La volonté de l'endiguer c'est une décision.

Vos cheveux subissent une agression de tous les instants. Votre cuir chevelu est littéralement asphyxié par les poussières et impuretés qui viennent se mélanger à des sécrétions anormales. Le crâne vous dérange. Vos cheveux sont secs, cassants. Les pellicules de plus en plus nombreuses. Prenez aujourd'hui la décision de réagir.

EUROCAP joue cartes sur table avec ses clients. C'est notre franchise qui a fait notre réputation. Si nos spécialistes ne peuvent rien pour vous, ils vous le diront sans hésiter. S'ils s'occupent de la santé de vos cheveux, vous comprendrez alors rapidement que le succès des méthodes de L'INSTITUT CAPILLAIRE EUROCAP est basé sur le sérieux et l'efficacité. Ecrivez, téléphonez ou présentez-vous pour prendre rendez-vous (l'Institut est ouvert sans interruption, du lundi au vendredi de 11 h à 20 h et le samedi de 10 h à 17 h).

EUROCAP INSTITUTS CAPILLAIRES
4, rue de Castiglione 75001 Paris - Tél. : 260.38.84
LILLE : 16, rue Faidherbe - Tél. : 51.24.19
BORDEAUX : 34, place Gambetta - Tél. : 48.06.34
TOULOUSE : 42, rue de la Pomme - Tél. : 23.29.84
METZ : 2-4, En Chapelle - Tél. : 75.00.11

en conseil

ASIE

Chine

AMI DE M. TENG HSIAO-PING M. Wei Kuo-ching a été nommé directeur du département politique de l'armée

De notre correspondant

Pékin. — Le *Quotidien du peuple* a révélé, dimanche 25 septembre — en publiant une dépêche sur une manifestation artistique en l'honneur du quarantième anniversaire de l'armée chinoise, — que M. Wei Kuo-ching, membre du bureau politique et premier secrétaire du comité du

parti pour la province du Kwantung, occupait désormais les fonctions de directeur du département politique général de l'armée populaire de libération (A.P.L.). Ainsi se trouve pourvu l'un des derniers postes laissés vacants par les bouleversements politiques de 1975.

C'est en effet M. Chang Chun-chiao, l'un des membres de la « bande des quatre », qui avait dirigé de janvier 1975 jusqu'à sa chute, il y a près d'un an, le département politique de l'armée.

M. Wei Kuo-ching est un des très rares personnages n'étant pas d'origine han qui soient parvenus à des postes de responsabilité nationale — les Chuang. — Il s'est imposé dans les sphères les plus élevées du régime. Né, croit-on, en 1905, il s'est très tôt engagé dans l'Armée rouge. C'est là que, dès 1929, il est pour la première fois l'occasion de servir sous les ordres de M. Teng Hsiao-ping, dont il est resté depuis l'un des plus fidèles amis.

A la fois militant et administrateur, il est commissaire politique de diverses unités pendant la guerre et se retrouve, à la libération, maire de Foochow, dans la province du Fukien, qui fait face à Taiwan. En 1953, il regagne « la région autonome » natale du Kwangsi-Chuang, où il s'élève progressivement dans la hiérarchie locale du parti.

La révolution culturelle agit profondément le Kwangsi, et de manière plus inopportune qu'ailleurs car c'est par là que passe la majeure partie de l'aide militaire au Vietnam du Nord. M. Wei Kuo-ching est, à l'époque, critiqué par diverses factions, mais conserve ses fonctions de premier secrétaire du parti dans la province. Il avance simultanément dans la hiérarchie des organes centraux.

Membre suppléant du comité central à l'issue du huitième congrès

en 1956, il est depuis la neuvième congrès (1959) membre de plein droit de cet organisme. Le dixième congrès, enfin, l'a fait entrer au bureau politique.

En 1974, il quitte le Kwangsi pour devenir premier secrétaire de la province voisine du Kwantung. C'est à ce poste qu'il se pose en adversaire résolu de Mme Chiang Ching et du « groupe de Changhaï ». Ne dit-on pas que c'est à Canton, c'est-à-dire sous sa protection, que M. Teng Hsiao-ping trouve refuge après sa destitution, en avril 1976 ? Les liens qu'il a d'autre part établis avec le général Hsu Chih-yu, commandant de la région militaire cantonnaise, l'ont également fait classer parmi les membres d'un groupe puissant avec lequel M. Hua Kuo-feng a dû négocier pour faire admettre son autorité.

M. Wei Kuo-ching n'a jamais tout à fait perdu le contact avec l'armée depuis la libération et il a été premier commissaire politique de la région militaire de Canton. Il a naturellement conservé de soi, loin d'être passé de vieilles amitiés auprès des militaires chez qui, à la différence de son prédécesseur, M. Chang Chun-chiao, il peut se prévaloir d'une participation personnelle à la guerre civile et à la résistance contre le Japon.

Des articles de presse ont fait allusion aux graves problèmes dont souffre l'armée aussi bien que le reste du pays depuis la crise d'octobre 1976. La tâche de reprise en main, qui incombe au nouveau patron politique de l'A.P.L., est extrêmement lourde. Elle peut lui permettre de confirmer un « destin national ».

ALAIN JACOB.

● M. Teng Hsiao-ping a affirmé que le président Mao était personnellement occupé de sa sécurité pendant sa disgrâce de 1976 pour éviter que la « bande des quatre » ne le tue. — (A.F.P.)

Maroc LE ROI HASSAN II ENTREPREND SES CONSULTATIONS POUR FORMER LE NOUVEAU GOUVERNEMENT

Rabat (A.F.P.). — Le nouveau gouvernement marocain sera formé dans les premiers jours d'octobre, a-t-on indiqué samedi 24 septembre à Rabat de source autorisée. Le roi Hassan II a entrepris vendredi à Ifrane, dans le Moyen-Atlas, où il se trouve actuellement, de consulter les principaux chefs des partis politiques.

Le premier ministre, M. Ahmed Oumal, a les plus grandes chances de rester à la tête du gouvernement.



Il serait ingénieur s'il n'avait pas perdu son père.

L'avenir de vos enfants, vous y pensez souvent.

Vous espérez que tout se passera bien, qu'ils pourront poursuivre leurs études dans de bonnes conditions. Malgré tout, un risque subsiste : que deviendraient vos enfants si vous disparaissiez ?

Rente Éducation : le relais du chef de famille.

Rente Éducation est une rente versée chaque année à votre enfant si vous décédez ou si vous êtes atteint d'une invalidité permanente totale.

Un contrat sur mesure, protégé contre l'inflation.

Vous fixez vous-même le montant de la rente destinée à votre enfant.

Vous décidez également l'âge jusqu'auquel vous souhaitez qu'il en bénéficie. Le contrat est revalorisé chaque année, par exemple, 9,97 % au 1^{er} juillet 1977.

Un exemple.

Un père de famille de 32 ans garantit son enfant de 7 ans jusqu'à ses 20 ans, pour une rente annuelle de 10.000 F.

La cotisation, payable pendant 7 ans seulement, représente un coût de 57 F par mois.

Le Groupe Ancienne Mutuelle est l'un des grands groupes français d'assurances, à forme mutuelle. Il compte près d'un million de Sociétaires. En souscrivant Rente Éducation, vous devenez Sociétaire du Groupe Ancienne Mutuelle.

Pour obtenir gratuitement et rapidement une documentation complète sur Rente Éducation, complétez et renvoyez le bon ci-dessous.

BON POUR UNE DOCUMENTATION GRATUITE.

Sur l'assurance RENTE ÉDUCATION à remplir et retourner au GROUPE ANCIENNE MUTUELLE - RENTE ÉDUCATION - 14, rue de Londres - 75440 PARIS CEDEX 09.

Je désire recevoir gratuitement et sans engagement de ma part une documentation complète sur RENTE ÉDUCATION.

Nom _____
Prénom _____
N° _____ Rue _____
Code postal _____
Ville _____

 ASSURANCE
RENTE ÉDUCATION
GROUPE ANCIENNE MUTUELLE
Société d'Assurance à Service mutuel
Souscrptions régies par la Loi des Assurances.

صك من الأهل

ÉDUCATION

DANS LE SECONDAIRE

Les sciences naturelles sont en danger estime l'Association des professeurs spécialisés

« L'Association s'élève contre certaines modifications du baccalauréat 1978. Après la diminution de l'horaire de sciences naturelles en sixième, dès la rentrée, et la disparition des groupes de travaux pratiques, en application de la réforme Haby, voilà que la plupart des élèves de section « C » s'inscrivent plus d'épreuves de biologie au baccalauréat. Or, actuellement, nombreux sont en « C » les élèves qui se destinent soit aux grandes écoles biologiques

ou géologiques, soit à la médecine ou à la pharmacie. L'organisation prévue en 1978, accordant le baccalauréat aux candidats ayant obtenu 10 à l'écrit et l'absence d'épreuve obligatoire de biologie à l'oral, aboutirait donc, pour certains, à la disparition de tout contrôle de formation et de connaissances dans le domaine des sciences de la nature. L'A.P.S.C. demande à nouveau que des dispositions soient prévues pour qu'une épreuve de biologie se déroule en section « C » dans le premier groupe d'épreuves obligatoires.

« Sinon, que penser alors des projets de réforme de l'enseignement dans les lycées qui annoncent que les sciences naturelles auront, pour la première fois, leur place comme discipline de base dans le tronc commun en seconde et en première ? Ce sont de telles divergences entre les projets et les circulaires d'application qui aboutissent à un grave recul de l'enseignement des sciences de la vie et de la terre. Et pourtant, si l'on restreint le temps d'enseignement et les conditions de formation nécessaires à la sensibilisation, progressive des jeunes et des adolescents en face des grands problèmes de l'environnement et de l'éducation sanitaire, comment les adultes deviendront-ils conscients de ces questions fondamentales pour l'avenir de l'homme ? »

Centre ISTH Centre
AUTEUIL - TOLBIAC
Institut privé des Sciences et
Techniques humaines
EXPERIENCE PEDAGOGIQUE
CONFIRMÉE DEPUIS 1953
préparation au diplôme
d'état de
L'EXPERTISE
COMPTABLE
- Examen PROBATOIRE
(Octobre à Avril)
- DES + trois certificats
(Novembre à Juin)
AUTEUIL 5, Av. Jean-Henry
75016 Paris - Tél. 224.10.72
TOLBIAC 63, Av. d'Italie
75013 Paris - Tél. 588.63.91

LES EFFETS DE LA « DÉSÉCTORISATION »

De nombreux étudiants parisiens n'ont pu s'inscrire dans l'université de leur choix

Les inscriptions en première année dans les treize universités parisiennes se sont déroulées tout au long de l'été dans la confusion. Il est encore impossible d'établir un bilan précis de l'accueil des bacheliers : on ignore en particulier le nombre de ceux qui n'ont pas réussi à la mi-septembre à s'inscrire dans un établissement.

Les choses rentrent-elles dans l'ordre ? Les effets de la « déséctorisation » des universités parisiennes sur les inscriptions des nouveaux bacheliers sont-ils moins importants que ne l'avaient prévu les esprits alarmistes ? Le recteur et les présidents semblent s'accorder à ne trouver qu'une faille dans l'accueil des nouveaux étudiants : depuis la suppression des critères géographiques de répartition, quelques centaines d'étudiants n'ont pas réussi à s'inscrire dans la filière des sciences de la nature et de la vie (S.N.V.). On trouvera probablement une solution à ce problème. M. Robert Mallet a persuadé les universités concernées de se répartir ce « trop-plein ». Il n'en coûtera qu'une entorse à la règle qu'il avait lui-même fixée aux présidents, sur l'ordre du secrétariat d'Etat : les universités étaient prévenues qu'en cas de dépassement de leurs effectifs de l'an dernier, elles ne toucheraient

aucune subvention supplémentaire. Il est délicat, explique-t-on également, de rendre l'administration seule responsable de l'étranglement des sciences de la nature et de la vie. Cette filière bénéficie d'un engouement certain car, si les étudiants ignorent parfois quelles disciplines elle recouvre, ils savent qu'elle est liée à l'écologie. Elle accueille également les exilés de médecine qui, après un échec, optent pour cette orientation en pensant pouvoir y utiliser leurs connaissances antérieures. Enfin, se dirigent vers les S.N.V. les bacheliers scientifiques qui reculent devant la sélection en médecine ou se sentent insuffisamment armés pour des études scientifiques traditionnelles.

« Tous casés »

Pour les autres disciplines, la satisfaction des autorités universitaires masque une situation encore confuse. Les assurances de la chancellerie concernant la pos-

sibilité, pour les étudiants non encore inscrits, de trouver une université, demeurent peu explicites. Elles ne font même que reprendre une évidence, formulée dès le 19 août par Mme Alice Saunier-Seïté : « Tous les étudiants seront casés », avait déclaré le secrétaire d'Etat. On pouvait, en effet, prévoir avec certitude, dès la publication, en mai, de l'arrêté de « déséctorisation », que pour un flux d'étudiants égal voire légèrement inférieur à celui de l'an dernier, les capacités globales d'accueil seraient suffisantes. Mais le secrétaire d'Etat ne garantissait pas à chaque étudiant le choix de son université, alors que le libre choix était présenté comme l'un des arguments en faveur de la déséctorisation.

Pour garder une chance d'entrer en première année, les étudiants doivent désormais se rendre à Paris-III (langues), Paris-VI (sciences structurales et de matière), Paris-VIII (lettres et sciences humaines), Paris-X (sciences économiques), Paris-XII (droit) et Paris-XIII (droit, sciences économiques, administration économique et sociale).

L'administration n'a pas prévu non plus, semble-t-il, une nouvelle répartition des inscrits entre les disciplines. Les nouveaux étudiants se sont dirigés plus nombreux vers le droit et les sciences économiques et moins vers les lettres, plus en langues qu'en philosophie ou en sciences sociales ; les scientifiques délaissent les disciplines traditionnelles pour la biologie.

Ces variations ont contribué à compliquer les prévisions trop simples du secrétariat d'Etat aux universités. Autre « glissement » notable : les bacheliers semblent avoir été moins nombreux qu'en 1976 à se présenter à l'université Paris-VIII (Vincennes). L'an dernier, en septembre, Vincennes comptait près de cinq mille inscriptions, et plus que cette année. Les problèmes que cet établissement surpeuplé a connus au printemps, après la découverte d'un trafic de drogue — et la punition qui a suivi — ne sont sans doute pas étrangers à cette baisse.

En revanche, n'avoir pas prévu un rassemblement à prévoir — que la « déséctorisation » risquait de bouleverser l'équilibre entre les établissements situés dans la capitale et ceux de la périphérie peut paraître plus surprenant. Depuis le début de l'été une hiérarchie de fait entre les universités s'est opérée, celles qui fermaient le plus tôt les inscriptions étant cataloguées comme les meilleures puisque les étudiants s'y pressaient en masse. En réalité cette hiérarchie peut avoir une cause plus simple : les étudiants ont plébiscité les universités du centre. Le critère, on l'admettra, ne s'est pas tenu à la compétition entre les universités « en centre » sur le seul terrain de la qualité de l'enseignement.

de 1978 (« le Monde » du 17 septembre). Toutefois, il n'a pas été en mesure de déterminer les effets définitifs de la « déséctorisation » décidée en mai par le secrétariat d'Etat aux universités. Il apparaît plus clairement, cependant, que cette mesure a fait naître une nouvelle hiérarchie entre les établissements parisiens et a provoqué parmi les présidents des réactions diverses.

Actuellement, seule Paris-XIII semble avoir conservé sa population « géographique » des années précédentes, ce qui l'apparente, de ce point de vue, à une université de province. Parmi les bacheliers qui ont refusé de s'inscrire de Paris « intra-muros », a principalement à cause des difficultés de transport, — un nombre non négligeable pourraient avoir changé d'orientation. On cite le cas d'étudiants qui se sont « rabattus » sur l'anglais après avoir trouvé porte close à Paris-IX et à Paris-I pour la gestion, et à Paris-II pour le droit.

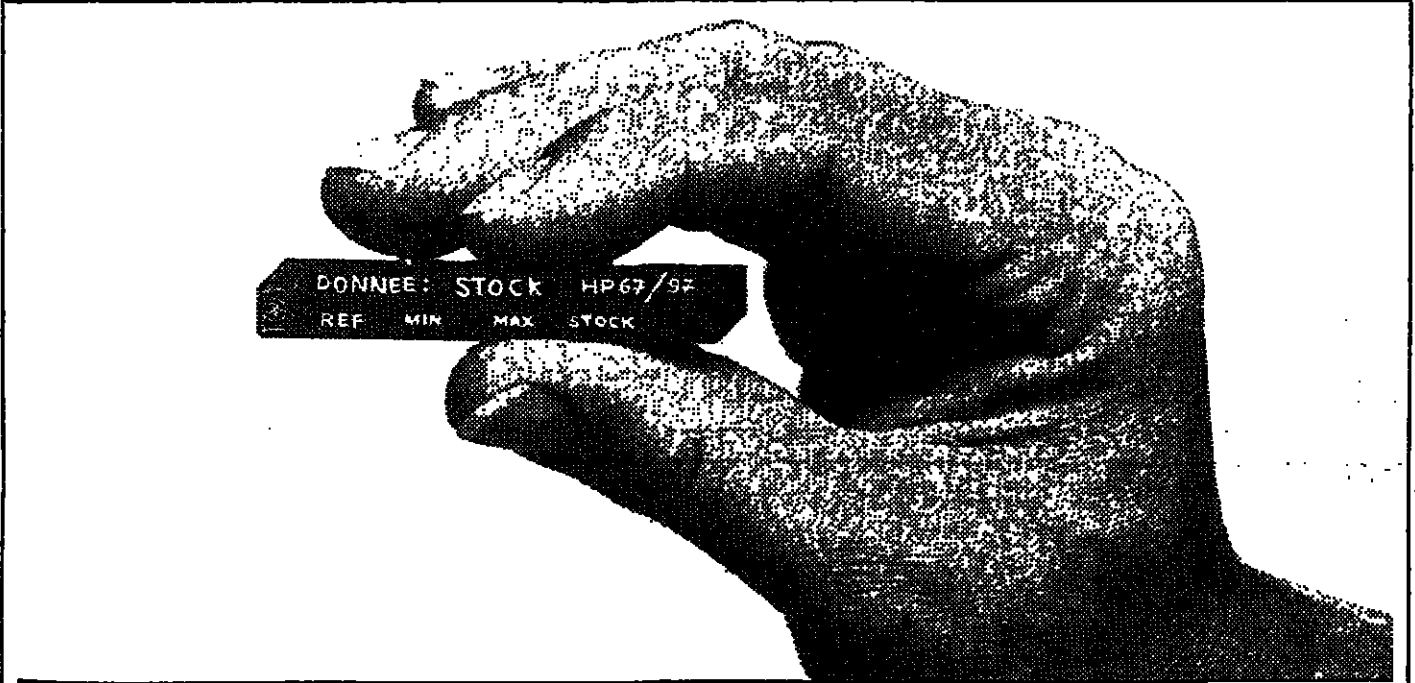
La discrétion des présidents

La réunion du 16 septembre a apporté peu de précisions sur ces mécanismes. Selon un participant, certains présidents se sont montrés discrets sur l'état de leurs effectifs, assurant simplement qu'ils avaient atteint leurs chiffres de 1976. D'autres, qui avaient annoncé, avant le 31 juillet, la clôture des inscriptions, ont reconnu avoir trouvé par la suite quelques places disponibles. Des exemples montrent que, au hasard de leurs recherches, certains étudiants sont parvenus à se faire accepter dans des unités d'enseignement et de recherche officiellement complètes. En juillet, il a également suffi à quelques chanceux de se présenter dans un centre d'inscription pour obtenir facilement la place qu'ils cherchaient : des dizaines d'étudiants durent enregistrés sur des listes d'attente.

Jamais, semble-t-il, les inscriptions n'ont été entourées d'une telle discrétion après une telle coupe. Comme si, troublés par le succès — « au sprint » — des premières universités « closes », certains présidents avaient hésité à faire savoir qu'ils avaient encore des places. D'autres universités ont utilisé leur liberté nouvelle pour tester un éventuel recours à la sélection. Puisqu'un établissement peut désormais attirer à lui les étudiants de tous les coins de l'Ile-de-France, pourquoi ne pas chercher en effet à ne garder du même coup que les meilleurs ? Des universités auraient ainsi opéré une véritable « présélection » en organisant le recrutement dans les lycées avec la complicité de certains professeurs invités à conseiller cette orientation pour leurs meilleurs élèves, et ce avant l'ouverture des inscriptions. Bien que dans une situation délicate, M. Pierre Merlin, président de Paris-VIII, a, de son côté, imposé un contrôle plus rigoureux des inscriptions des non-bacheliers et des étudiants étrangers. Plusieurs centaines de candidatures ont été ainsi refusées.

PHILIPPE BOGGIO.

(1) Rappelons que la déséctorisation n'a pas touché les U.E.R. de médecine et de pharmacie.



Une exclusivité Hewlett-Packard : vos données, vos programmes, sur une carte !

Des calculateurs de poche qui vous permettent d'enregistrer vos programmes, il en existait déjà quelques-uns. Mais maintenant, si dans votre activité vous utilisez souvent les mêmes données numériques, vous pourrez aussi les enregistrer, une fois pour toutes, sur carte magnétique.

Cette carte, le HP-67 ou le HP-97 pourront l'utiliser, l'interpréter, quelle que soit l'importance de vos données ou de vos programmes : ces deux calculateurs ont une mémoire de 224 « lignes » pour les programmes et de 31 registres pour les données.

Vous gagnerez ainsi du temps. Et vous éliminerez tout risque d'erreur, puisque les chiffres sont inscrits définitivement. Et bien inscrits : un écran de contrôle (ou une imprimante, sur le HP-97) permet de les vérifier.

Une utilisation très souple
Outre ces lignes et ces registres, vous aurez aussi à votre disposition trois niveaux de sous-programmes, dix fonctions à définir, dix instructions de décision conditionnelle, quatre indicateurs (flags) et trois types d'adressage : symbolique, absolu et indirect. Jamais

des calculateurs portatifs n'avaient réuni une telle puissance et une telle souplesse d'utilisation.

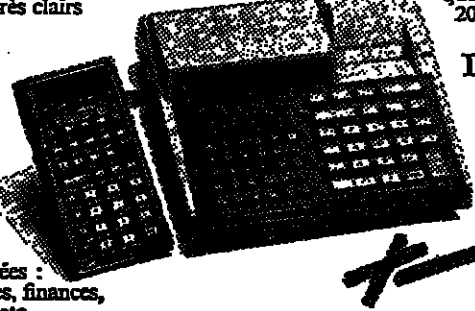
Une utilisation très simple
Le HP-67 et le HP-97 sont livrés avec des manuels d'utilisation très clairs qui vous permettent d'exploiter rapidement toutes les possibilités de ces étonnants calculateurs.

Hewlett-Packard vous remettra aussi une bibliothèque de programmes types et une carte d'adhésion au Club des Utilisateurs.

Sur option, vous pouvez vous procurer des bibliothèques spécialisées : mathématiques, statistiques, finances, topographie, béton armé, etc.

HP-67 ou HP-97 ?

Tous deux ont la même précision : le HP-67 est d'un format de poche, tandis que le HP-97, qui se pose d'une imprimante, est portatif : il ne mesure que 22,8 cm x 20,3 cm.



Les
nouveaux
HP-67
et
HP-97

Détail important : les cartes de ces deux calculateurs sont entièrement compatibles. N'hésitez pas à demander une démonstration à Hewlett-Packard, ou à l'un de ses distributeurs agréés.

HEWLETT PACKARD
France: B.P. 70, 91401 Orsay Cedex - Tél. 907 78 25

Calculateurs disponibles chez les distributeurs agréés Hewlett-Packard :

Ar-en-Provence : Ets Allouen - 35, cours Mirabeau • Amiens : Ets Robert Ledoux - 5, rue des Trois Cailloux • Angers : Librairie Richer - 6-8, rue Chaparonnier • Annecy : Unice Lides - 4, avenue de Chevannes • Aubervilliers : E.A.C. - 15, rue Louis Fourier • Avignon : Camille - 46, rue des Lices • Beauvais : Ets Robert Ledoux - 43, rue Carnot • Besançon : Ets Dubich - 18, rue de Belfort • Bordeaux : Bernadet - 8, rue Vital-Carles • Interurban - 66, rue Fondaudou • Boulogne : Ets Compta France - 3, rue de la Reine • Clermont-Ferrand : Librairie Neyral - 3, bd Teissière • Dijon : Librairie de l'Université - 17, rue de la Liberté • Fécamp : O.M.B. - 29, rue St Etienne • Grenoble : Unice Lides - 55, bd Joseph Valéry • Harfleur : O.M.B. - R.N. 13bis, Confrérie l'Orchère • Le Havre : O.M.B. - 37, rue Louis Brindeau • Lille : Ets Catry - 38, rue Faidherbe • Limoges : Librairie Baraud - 5, place Fournier • Lyon : Franc - 62, rue de la République • Numéral - place d'Albion • Dom - Passage de l'Argue • Dom - 274, rue de Créqui • Lyon Tassin • Unice Rondelet - 57, av. Victor Hugo • Marseille : Calculs Actuels - 49, rue du Paradis • Metz : Prudent Châton - 20-22, rue Ste Marie • Standing Bureau - 101, rue aux Armes • Montpellier : Librairie Sauramps - 2, rue St Guilhem • Mulhouse : Ets Dubich - 21, rue Louis Pasteur • Ets Dubich - 9, rue Saint Antoine • Nancy : Ets Ritter - 1, place Carnot • La Maison du Bureau - 5, rue de l'Armée Patton • Nantes : Fradet - 8, rue du Commerce • Nantes St-Etienne • Unice Leglaye - 21, rue de la Dutée • Nemilly : Mabe-Tables à Dessin Unice - 164, av. Gnl de Gaulle • Nice : Sorbonne Papeterie 33, rue Gioffredo • Nîmes : Sté Organobureau - 1010, route de Montpellier • Orléans : Ets Olivier - 1, rue des Minimes • Paris : Sotemeca - 8, rue St Martin • Franc - 6, bd de Sébastopol • La Règle à Calcul - 65, bd St Germain • Maubert Electronique - 49, bd St Germain • Ets Durier - 132, bd St Germain • Franc - 136, rue de Rennes • Lamarino Fine - 90, rue d'Assas • Franc - 26, av. de Wagram • L.P.S. Bureau - 46, rue Laffitte • Comé - 43, rue du Moulin des Prés • Bureau Sélection - 26, rue Robert Lindet • St Dimas - 12, rue A. Chabrière • A. Lamarino - 116, rue de la Pompe • Les Techniciens Associés - 154, rue Cardinet • Pau : Sté Gagnebin S.A. - 106, bd Tournasse • Poitiers : Ets Beaulieu - Z.I. de la République - R.N. 10 Nord • Puteaux : Banlieue Ouest Mécanographie - 4, rue des Bas Rogers • Reims : Equipement Bureau Champagne - 7, cours J. B. Langlet • Equipement Bureau Champagne - 12, rue Montcaumon • Rennes : Vicat - 25, place du Colombier • Rosen : Scripta - 27, rue Jeanne d'Arc • Unice Rodess - 28, quai Cavellier de la Salle • Saint-Etienne : Detroit - 3, av. de la Liberté • St-Jean-de-la-Ruelle : Ets Olivier - rue Henri Dunant • St-Pierre-des-Corps : Papeterie Marlet - 11, rue Martin Audenet • Strasbourg : Ets Messelmoser - 35, rue du Vx Marché aux Vins • Toulouse : Castela - 20, place du Capitole • S.I.C. - 64, rue Matabiau • Toulon : S.P.C.E. Photo Liberté - 3, place de la Liberté • Tours : Papeterie Marlet - 23, rue de Bordeaux • et dans les grands magasins suivants : Au Printemps, R.H.V., Galeries Lafayette.

Des dérogations par milliers

Les étudiants ne pourront pas, toutefois, reprocher au secrétariat d'Etat une attitude qu'un seul président d'université a contestée. M. Marcel Jomtowicz, président de Paris-XIII (Villetaneuse), a en effet pris l'initiative de refuser cette « hiérarchisation » des établissements fondée sur la date de clôture de l'accueil : il a décidé, au début de septembre, de rouvrir les inscriptions réglementairement closes le 31 juillet. Ses collègues, en revanche, ont respecté la lettre d'une réglementation quelque peu malmenée : ils ont accepté que les étudiants non encore inscrits sollicitent une dérogation pour être accueillis dans une université après le 31 juillet. Traditionnellement accordées à quelques centaines d'étudiants empêchés ou malades en juillet, ces dérogations ont été délivrées par milliers ces dernières semaines. Il n'est même plus nécessaire de les faire valoir par le rectorat, comme c'était l'usage. Pour la chancellerie, cette entorse à la règle a au moins le mérite d'éviter la réouverture officielle des inscriptions, opération qui serait la preuve flagrante de la mauvaise coordination des opérations d'accueil des bacheliers.

Les présidents des universités parisiennes restent-ils sous le choc des restrictions budgétaires de la rentrée 1978 ? On pourrait croire que la menace financière encourrant l'arrêt de la « déséctorisation » — pas de subvention pour les dépassements d'effectifs — les a rendus plus pressés de déclarer closes les inscriptions, contribuant ainsi indirectement à la migration des étudiants à travers la capitale, plus vers la périphérie. Ceux-ci ont d'abord tenté de trouver une place dans les centres parisiens. Les établissements périphériques n'ont connu un fort afflux d'étudiants qu'une ou deux semaines plus tard.

MATELAS • SOMMIERS • ENSEMBLES
EPEDA
multispirale
présente toutes
ses literies chez
CAPELOU
DISTRIBUTEUR
LIVRAISON TRÈS RAPIDE
EXPOSITION ET CENTRE D'ESSAI
Seule adresse de vente :
37, AVENUE DE LA RÉPUBLIQUE
PARIS XI^e Métro Parmentier
Tél. 357.46.35

Centre **ISTH** Centre
AUTEUIL - TOLBIAC
Institut privé des Sciences et
Techniques humaines
médecine
Expérience pédagogique depuis 1953
• Enseignement annuel 7h30 hebdo
Groupes de 10 et par CHU
Contrôles blancs écritures et TD
• Année complète de formation
méthodologique (année 0)
Recyclage cours et exercices
pour bacheliers B, C et D
AUTEUIL 5, Av. Jean-Henry
75016 Paris - Tél. 224.10.72
TOLBIAC 63, Av. d'Italie
75013 Paris - Tél. 588.63.91

502 من الأصل

ISSEC

formation continue des cadres

1100 cadres à l'ISSEC pour l'année 1976-1977

1100 cadres, ingénieurs, dirigeants d'entreprise de toutes dimensions et de tous les secteurs de l'économie ont participé ou suivent encore actuellement les programmes de l'ISSEC pour l'année 1976-1977.

Créé il y a 10 ans, par l'ESSEC, et étroitement associé à cette grande école de gestion, l'ISSEC propose des programmes de perfectionnement organisés par modules — ou « crédits » — de quatre mois, à raison d'une journée par quinzaine.

L'ISSEC est membre du GERME (CNOF - CRC - ECE - ISSEC)

Des programmes intensifs sans absence prolongée hors de l'entreprise

• Les cours de chaque crédit de perfectionnement, enseignés tous les quinze jours sont donnés par journées complètes et ont lieu, pour les programmes d'automne 1977 à partir du 4 octobre dans les nouveaux locaux de l'ISSEC,

35, bd Sébastopol - 75001 PARIS.

Au cœur de la capitale entre le Centre Beaubourg et le Forum des Halles.

PERSONNEL

1. Techniques de base de la fonction personnel - 2. Structures et communications - 3. Relations de travail - 4. Droit du travail - 5. Direction du personnel par l'encadrement.

FORMATION

1. Méthodes en formation permanente - 2. Pratiques et formation des formateurs - 3. Organisation et gestion de la formation.

MARKETING

1. Marketing fondamental - 2. Chef de produit - 3. Marketing des produits industriels - 4. Méthodes d'analyse en marketing - 5. Etudes et recherches en marketing - 6. Marketing et marchés étrangers - 7. Direction des ventes - 8. Communications publicitaires - 9. Distribution et merchandising - 10. Politiques de marketing - 11. Anglais en marketing et négociation.

COMPTABILITE ET CONTROLE DE GESTION

1. Comptabilité générale de gestion - 2. Comptabilité analytique et comptabilité budgétaire - 3. Contrôle de gestion - 4. Pratiques et informations comptables - 5. Fiscalité des entreprises.

FINANCE

1. Techniques de gestion financière - 2. Analyses financières et évaluation des sociétés - 3. Financement des entreprises - 4. Finances internationales - 5. Décisions et politiques financières - 6. Anglais en économie et finance.

PRODUCTION

1. Eléments fondamentaux de la gestion de production - 2. Techniques de planification et contrôle - 3. Conception d'un système de production - 4. Production et gestion de personnel.

SECRETARIAT GENERAL

1. Fonctions spécifiques du secrétariat général - 2. Droit général des affaires - 3. Droit des sociétés.

ORGANISATION

1. Techniques d'organisation - 2. Structures d'organisation - 3. Objectifs, contrôle et motivation - 4. Mise en place d'un système d'organisation.

RELATIONS HUMAINES

1. Expression orale - 2. Conduite de réunion et travail en groupe.

INFORMATIQUE

1. Méthodes quantitatives pour la gestion - 2. Eléments de base d'informatique.

GESTION DE LA P.M.E.

1. Diriger une P.M.E. - 2. Création d'entreprise et vocation d'entrepreneur.

L'ENTREPRISE ET L'ENVIRONNEMENT

1. Maîtrise de l'environnement : évolutions économiques - 2. Introduction à la gestion de l'entreprise - 3. Stratégies de l'entreprise.

ISSEC automne 1977

(début des cours : 4 octobre 1977)

au cœur de Paris
entre le
Centre Beaubourg
et le
Forum des Halles

des programmes
nombreux et complets

un rythme équilibré des cours
tant pour l'individu
que pour l'entreprise

marketing, comptabilité,
finance, contrôle, organisation,
production, personnel,
langues vivantes

ISSEC

Les diplômes de spécialité ISSEC

L'ISSEC délivre un titre de spécialité dans les huit fonctions suivantes de l'entreprise :

PERSONNEL, FORMATION, MARKETING,
CONTROLE DE GESTION, FINANCE, PRODUCTION,
SECRETARIAT GENERAL, ORGANISATION

Les diplômes ISSEC, homologués par l'Etat depuis 1976, sont des diplômes de perfectionnement supérieur, du niveau d'une grande école de gestion dans la discipline considérée. Les demandes d'accession aux différents diplômes sont réservées aux actionnaires de l'ISSEC ayant subi avec succès au minimum quatre crédits de perfectionnement, qui totalisent, avec la préparation du mémoire, près de cinq cents heures de travail, et ce, dans un délai maximum de trois ans. Toute demande d'accession à un diplôme est accompagnée d'un projet de mémoire détaillé. Lorsque ce plan a été approuvé, un professeur du groupe ESSEC est chargé de suivre, en qualité de conseiller, les travaux de recherche du candidat.

La formation ISSEC : deux formules

Les crédits ISSEC peuvent être suivis selon deux formules :

• Soit à raison d'un ou plusieurs crédits par session : chaque crédit représente neuf journées de huit heures étalées sur quatre mois ; cette formule est particulièrement adaptée aux cadres en activité ; elle évite les absences prolongées et permet l'application immédiate et progressive, dans l'entreprise, des formations reçues. Deux sessions par an, en Octobre et en Mars.

• Soit à raison d'un crédit par mois : dans ce cas, les crédits représentent dix-huit demi-journées bloquées sur un mois ; il est donc possible de suivre une option complète en quatre mois ; — l'une ou l'autre formule peuvent être aisément adaptées aux besoins des demandeurs d'emploi.

Centres associés à Limoges, Nîmes, Orléans.

Centre de Langues ESSEC/ISSEC à Paris
Langues enseignées : Anglais, Allemand, Espagnol, Arabe, Russe, Brésilien

Demandez les programmes détaillés de l'ISSEC.

INSTITUT SUPERIEUR DES SCIENCES ECONOMIQUES
ET COMMERCIALES

Etablissement Privé d'enseignement supérieur

35, bd Sébastopol - 75001 PARIS - Tél. 233.21.88

Demande d'information : session automne 1977

M., Mme _____

Société _____

Adresse _____

Tél. _____

☐ Je désire recevoir le programme de perfectionnement de l'ISSEC

☐ Je désire un rendez-vous au centre d'orientation de l'ISSEC

☐ Je désire un rendez-vous au centre de langues ESSEC/ISSEC

A renvoyer à

ISSEC

35, boulevard Sébastopol - 75001 PARIS

Tél. 233.21.88

M.

مكتبة الامم المتحدة

JUSTICE

UN COLLOQUE DE L'O.C.D.E. SUR LES FLUX TRANSFRONTIÈRES DE DONNÉES INFORMATIQUES

Souveraineté nationale et paradis de données

Vienne. — Comment maîtriser le flux sans cesse croissant d'informations qui circulent, aujourd'hui, à chaque instant, à travers le monde ? Quelles conséquences pourrait avoir une réglementation internationale sur la liberté d'accès à ces informations ? Ce sont les deux questions fondamentales qu'ont examinées, du 20 au 23 septembre, les quelque trois cents participants au colloque que l'O.C.D.E. vient d'organiser, à Vienne, avec le concours du gouvernement autrichien sur le thème : « Flux de données transfrontières et libertés individuelles ».

L'inégalité devant l'information contribue de nos jours à restreindre la marge de liberté et de décision des individus comme des nations. Même entre États développés, des conditions de dépendance existent qui peuvent être considérées comme des limitations à la souveraineté nationale. Quelques exemples illustrent cette situation par leurs côtés absurdes, et à pu établir qu'en France — cela est valable aussi pour d'autres pays européens — une entreprise industrielle accède plus facilement aux données économiques concernant la France en s'adressant aux organismes nationaux, à Stockholm, les comptes ont une banque de données de tous les immeubles d'habitation de la ville. Quand arrive un appel, le responsable de l'agence d'intervention peut immédiatement s'installer dans son véhicule : en quelques secondes, il dispose, grâce à un secteur de microfilm, de la topographie exacte des lieux et du sinistre. La banque des données du central suédois est implantée aux États-Unis.

« La protection de la vie privée n'est qu'un point particulier d'un problème beaucoup plus général qui, lui-même, ne concerne pas seulement la protection des libertés, mais encore l'avenir de la démocratie, car il s'agit de la libre circulation de l'information et de son partage entre les hommes », a fait remarquer M. Louis Joinet, magistrat au ministère français de la justice, vice-président du sous-groupe de l'O.C.D.E. et président du groupe d'experts du Conseil de l'Europe. Comment, partant de la protection de la vie privée, en est-on arrivé à poser la question de l'avenir de la démocratie ?

Au début des années 70, les spécialistes des organismes internationaux se sont avant tout soucieux de la protection de la vie privée. Cette approche reconnaissait à un citoyen le droit d'empêcher le secret sur ses problèmes d'ordre individuel. A partir de 1973, on prit conscience du fait qu'il y avait un lien entre le fichage dans le secteur public et l'accès du citoyen à l'information administrative.

Ces deux étapes ont déjà été franchies ou vont l'être par un certain nombre de pays qui ont promulgué des lois en ce sens ou qui s'apprêtent à le faire (1). Ces législations internes propres à chaque pays sont devenues insuffisantes aujourd'hui pour plusieurs raisons. Elles ne permettent pas à tout citoyen, qu'il soit, quelle que soit sa race ou ses opinions, d'avoir accès à l'information qui le concerne. Un Français, par exemple, pourra accéder dans l'avenir à un fichier qui se trouve en France, mais s'il travaille dans une entreprise, il ne sera pas en mesure de le faire, puisqu'il ne pourra pas invoquer la loi française ni celle du pays étranger.

20 % par télétraitement

Les flux d'informations transfrontières, même limités aux individus, ne cessent de s'accroître à cause du développement très rapide des réseaux internationaux de données numériques. Il sera donc nécessaire de compléter les lois existantes par des conventions internationales qui répondraient aux exigences du plus grand nombre de nations possibles. A défaut, l'on risquerait de voir naître des « paradis de données ». Cette proposition, notamment présentée par la délégation française, que dirigeait M. Philippe Lemoine, chargé de mission au ministère de l'Industrie, du Commerce et de l'Artisanat, a rencontré la faveur des Européens. En revanche, les Américains se sont montrés réservés, tout en reconnaissant qu'il y a des problèmes généraux à discuter.

Les Américains semblent craindre que la mise en place d'une structure juridique d'ordre international sur le simple problème de la « vie privée » ne soit le début de la « vie privée ».

Au cours de cette réunion, des divergences ont apparemment surgi entre Européens et Américains. La délégation la plus importante de ce symposium avec trente membres, le retrait, à la dernière minute, du communiqué final et certains commentaires de couloirs qui ont accompagné cette décision semblent confirmer le fait. Le résultat de cette confrontation d'idées n'en reste pas moins positif, affirmant les responsables du colloque, dans la mesure où, sans doute pour la première fois, elle a permis qu'un vaste échange d'opinions ait lieu publiquement sur ce thème.

De notre correspondante
« cheval de Troie » dans l'organisation de la maîtrise du flux global des données transfrontières. Une troisième étape fait apparaître que l'information est devenue en moins de dix ans une marchandise, un bien qui a une valeur considérable et qui n'est appréhendé ni d'une manière économique ni d'une manière juridique. Un véritable marché de fichiers, beaucoup plus encore que d'informations technologiques et scientifiques, s'est installé sur le globe. Ce marché n'emprunte que dans 20 % des cas le chemin du télétraitement. Dans les autres, des voyageurs transportent à travers les frontières des boîtes de fichiers perforés, etc. Selon les réglementations internationales actuelles, le voyageur n'est imposable par le service des douanes que sur le matériel qu'il transporte et non sur les informations qu'il lui-même contient. L'un des fichiers les plus célèbres atteint quelque 2 ou 3 milliards de francs de valeur intrinsèque. Ces faits acquièrent une dimension plus grave encore au niveau des sociétés de services — de plus en plus nombreuses — qui ont pour seule activité les transferts de données. « Rester dans l'expectative risque d'accroître le déséquilibre entre exportateurs majoritaires d'informations et ceux qui impor-

RUPTURE AU CONGRÈS DES CONSEILLERS PRUD'HOMMAUX

L'alliance des salariés et des petits patrons

Vittel. — Peu après midi, samedi 24 septembre, plus de trois cents délégués salariés C.G.T. et C.F.D.T. se sont levés et ont quitté la salle des débats, où la prud'homie française réunissait son congrès depuis trois jours. C'était l'incident grave et malgré plusieurs tentatives de conciliation, seuls allaient rester encore dans la salle les délégués employeurs et quelques délégués salariés appartenant aux syndicats minoritaires F.O., C.G.C., C.F.T.C. Par la suite, la C.G.T., largement majoritaire avec 70 % d'élus chez les conseillers prud'homaux et la C.F.D.T. (15 % environ) publiaient un commu-

La prud'homie française est en effet malade. Sérieusement malade. Totallement bloquée. Ce sera bien le seul mérite de ce vingt-quatrième congrès tumultueux que d'avoir révélé publiquement une crise qui, manifestement, n'a fait que croître et s'aggraver depuis déjà plusieurs années. On pense bien que ce n'est pas seulement pour ne pas avoir à se prononcer contre un vote présenté — en l'occurrence le vote 19 émis par le conseil de Chartres proposant la désignation des conseillers prud'homaux et non leur élection — que les syndicats C.G.T. et C.F.D.T. ont pris le risque, même minime, de torpiller une forme de juridiction tenue pour « essentielle ».

Certes, ce fameux vote 19, adopté la veille en commission de travail après une longue bataille, était considéré comme « inacceptable » par les deux syndicats. Ceux-ci y voyaient une « mise en cause totale de la juridiction prud'homale dans son principe et son essence ». Dénonçant avant le congrès ce qu'ils considéraient comme « la politique de démantèlement des conseils de prud'homaux préparée par le Conseil national du patronat français et le gouvernement », les deux syndicats avaient fait savoir qu'ils ne l'accepteraient pas. Ils s'étaient déclarés prêts à la rupture. Mais peut-être à ce moment-là la menace n'était-elle que formelle dans la mesure où les délégués

salariés pouvaient espérer rester majoritaires.

En fait, ils ne l'étaient plus. La crise, latente, devenait évidente, ouverte après bien des années d'une sourde bataille d'influence, d'un affrontement politique permanent. Cette crise de la prud'homie française, c'est avant tout l'histoire d'une institution bloquée. Elle fut dès l'instant que son principe essentiel, sacro-saint, le partenariat, se trouva contesté. La juridiction prud'homale — deux cent quarante-sept conseillers, six mille quatre cent soixante-dix conseillers représentés par une ou plusieurs sections (industrie, commerce, agriculture) dans tous les départements français sauf six (Ariège, Gers, Lot-et-Garonne, Corse et la Réunion) — fonctionne dans sa forme actuelle selon les règles établies au début du siècle, en 1905 précisément.

Pendant des décennies, la force de cette juridiction fut, outre son caractère presque corporatiste, sa grande efficacité en raison du crédit de confiance que les plaignants, en majorité des salariés, accordaient à la prud'homie. Cette confiance fut également de trouver des hommes, conseillers « patrons » ou conseillers salariés, capables, au nom de l'honneur qui leur était attaché, de consacrer presque bénévolement à cette tâche, et en « faisant leur idéologie ou leur style », quand il s'agissait de

Juste entre pairs mais aussi entre professionnels, les conflits qui leur étaient soumis. Cette juridiction-là, par bien des aspects, pourrait apparaître vieillotte, archaïque ou trop idyllique. Force est, au contraire, de constater que la confiance des justiciables ne s'est jamais démentie. En 1976, les prud'homaux ont eu à examiner soixante-quinze mille affaires, alors que les tribunaux civils n'en avaient que dix-neuf mille. Ce chiffre est à retenir car sur quarante mille. Encore faut-il préciser que ce « succès » aurait été plus net si les conseillers prud'homaux avaient obtenu ce qu'ils l'unanimité employeurs et salariés réclament depuis des années aux autorités de tutelle (justice, travail, agriculture) : l'extension territoriale et l'extension de compétence.

Mais ce succès permanent de l'institution explique l'ampleur de la crise traversée. Alors que les justiciables maintenaient leur confiance aux prud'homaux, voilà que les prud'homaux eux-mêmes se faisaient plus confiance entre eux. Les deux parties s'accusaient mutuellement d'avoir voulu dévoyer à leur profit le principe absolu du partenariat.

Grief fondé ? Certainement oui dans la mesure où les modifications de structures intervenues dans le monde du travail ne se sont pas reproduites sans dommages au sein de l'institution. D'un côté, les syndicats C.G.T. et C.F.D.T., d'autant plus forts que les élections de conseillers ont lieu au scrutin majoritaire et non proportionnel, ont fait un premier reproche au C.N.P.F. et au gouvernement : avoir voulu écarter de l'instance prud'homale les petits patrons, afin de leur substituer des cadres supérieurs, spécialistes des questions juridiques. Avec la volonté de mieux contrôler une instance consulaire, comme trop favorable aux justiciables salariés. Second reproche : la volonté, d'ailleurs concrétisée dans le projet de réforme gouvernemental de créer un troisième collège de conseillers prud'homaux, celui des cadres.

Majorité C.G.T.
Les syndicats C.G.T. et C.F.D.T. redoutent que ces conseillers cadres ne se retrouvent, au moment de juger, plutôt du côté des employeurs que de celui des salariés. Enfin, troisième grief, et là les syndicats majoritaires y voient la preuve de « l'offensive patronale » : ce projet de désignation des conseillers salariés « choisis par un magistrat, le premier président de la cour d'appel, sur des listes établies par les organisations syndicales les plus représentatives ». La définition est trop floue pour ne pas, aux yeux des syndicats majoritaires, prendre l'aspect d'une véritable tentative de démantèlement d'un quasi-monopole.

C'est justement à ce niveau que le patronat conteste le fonctionnement du système d'instance prud'homale, qui, pour lui, par le scrutin majoritaire, aboutit à ce quasi-monopole syndical. La nette majorité obtenue par la C.G.T. aux élections, la présence dans les conseils de prud'homaux de syndicalistes plutôt que de vrais salariés face à de vrais patrons, sont choses mal admises. Mais l'essentiel des griefs tient à cette espèce d'alliance traditionnelle qui s'opère au sein des conseils entre les petits patrons et les salariés contre les représentants des grandes entreprises.

Là est véritablement le point central du conflit : « Si les grandes entreprises, et le C.N.P.F., insistent contre le fait que les différends qu'elles peuvent avoir avec leurs salariés soient jugés par tel petit industriel ou tel petit commerçant de leur ville, il ne doit pas apparaître, au premier plan, à l'arrière, que les organisations de salariés — et singulièrement la C.G.T. — s'élèvent contre la perspective que l'ensemble des travailleurs de France soient dans un proche avenir jugés en fonction des seuls orientations émanant du C.N.P.F. et de ses seuls intérêts des grandes entreprises. Un tel alignement — auquel concourraient évidemment le quantitatif de matières totales ou de monopoles — signifierait à brève échéance la mort de la prud'homie en tant que juridiction populaire, et au mieux une sorte de survie en tant que rouage sans âme et sans dimension humaine des structures judiciaires de notre pays. C'est ce que nous refusons catégoriquement. » Cet extrait d'une intervention d'un délégué salarié C.G.T. prononcée juste avant la rupture résume bien l'enjeu d'un conflit dont on voit mal maintenant comme il pourra se résoudre.

PIERRE GEORGES.

MÉDECINE

AUX ENTRETIENS DE BICHAT

La pilule reste la meilleure méthode de contraception

Rien ne symbolise plus les changements profonds de l'exercice médical des vingt dernières années que les problèmes de contraception. Il ne s'agit plus là de guérir ni de prévenir une maladie, d'atténuer une souffrance ou de protéger des épidémies, mais de contraindre un processus physiologique normal dans un but social. D'autre part, les prescriptions par le médecin ne résultent pas de sa décision personnelle mais d'une demande sans équivoque de personnes bien portantes. On a même pu parler de « démedicalisation » la contraception, de la

thode, contre plusieurs millions en Angleterre et aux États-Unis.

● LA PILULE. — Cinquante millions de femmes dans le monde utilisent cette méthode, dont deux millions en France. Une certaine de marques différentes sont proposées sur le marché, la tendance actuelle allant vers les produits de moins en moins coûteux et vers des associations variables au cours du cycle d'ovulation et de grossesse.

Le docteur Mauvais-Jarvis, président d'un comité d'embryologie, a déclaré récemment qu'il n'y avait « aucune méthode actuellement utilisable n'associant l'efficacité, l'innocuité et la simplicité. En outre, si les différents solutions ont permis de résoudre les demandes des populations à haut niveau socio-économique, elles se sont révélées dans une certaine mesure une solution à la démographie galopante dans les pays sous-développés ».

Il a rappelé qu'en France, la contraception est « largement diffusée chez les femmes en milieu urbain, mais la méfiance et le refus de l'usage de la pilule sont encore très répandus dans les zones rurales ». Chaque méthode a fait ensuite l'objet d'une évaluation :

● LES MOYENS MÉCANIQUES. — Chez l'homme, le préservatif reste une méthode très utilisée (50 millions en France) et sûre chez l'homme, mais la méfiance et le refus de l'usage de la pilule sont encore très répandus dans les zones rurales. Chaque méthode a fait ensuite l'objet d'une évaluation :

● LA CONTRACEPTION MASculINE. — De nombreuses substances hormonales destinées à bloquer la fabrication des spermatozoïdes sont à l'étude, mais leur efficacité est douteuse, car elles agissent à retardement (de l'ordre de trois mois après le début du traitement), et elles s'accompagnent d'inhibition de l'activité sexuelle de telle sorte que la pilule masculine a peu de chances d'être développée.

En revanche, la vasectomie, qui consiste en une interruption chirurgicale des canaux déférents (qui conduisent les spermatozoïdes du testicule aux canaux éjaculateurs), est une méthode efficace et sûre, mais elle est pratiquement irréversible. Cet inconvénient, précisait le docteur Jardin (Paris), peut être atténué par la conservation de sperme par congélation, qui garde un pouvoir fécondant pendant plusieurs années. En France, où la vasectomie reste aux yeux de la loi une mutilation, on estime à moins d'un millier le nombre d'hommes stérilisés par cette mé-

thode, contre plusieurs millions en Angleterre et aux États-Unis.

● LA PILULE. — Cinquante millions de femmes dans le monde utilisent cette méthode, dont deux millions en France. Une certaine de marques différentes sont proposées sur le marché, la tendance actuelle allant vers les produits de moins en moins coûteux et vers des associations variables au cours du cycle d'ovulation et de grossesse.

Le docteur Mauvais-Jarvis, président d'un comité d'embryologie, a déclaré récemment qu'il n'y avait « aucune méthode actuellement utilisable n'associant l'efficacité, l'innocuité et la simplicité. En outre, si les différents solutions ont permis de résoudre les demandes des populations à haut niveau socio-économique, elles se sont révélées dans une certaine mesure une solution à la démographie galopante dans les pays sous-développés ».

Il a rappelé qu'en France, la contraception est « largement diffusée chez les femmes en milieu urbain, mais la méfiance et le refus de l'usage de la pilule sont encore très répandus dans les zones rurales ». Chaque méthode a fait ensuite l'objet d'une évaluation :

● LES MOYENS MÉCANIQUES. — Chez l'homme, le préservatif reste une méthode très utilisée (50 millions en France) et sûre chez l'homme, mais la méfiance et le refus de l'usage de la pilule sont encore très répandus dans les zones rurales. Chaque méthode a fait ensuite l'objet d'une évaluation :

● LA CONTRACEPTION MASculINE. — De nombreuses substances hormonales destinées à bloquer la fabrication des spermatozoïdes sont à l'étude, mais leur efficacité est douteuse, car elles agissent à retardement (de l'ordre de trois mois après le début du traitement), et elles s'accompagnent d'inhibition de l'activité sexuelle de telle sorte que la pilule masculine a peu de chances d'être développée.

En revanche, la vasectomie, qui consiste en une interruption chirurgicale des canaux déférents (qui conduisent les spermatozoïdes du testicule aux canaux éjaculateurs), est une méthode efficace et sûre, mais elle est pratiquement irréversible. Cet inconvénient, précisait le docteur Jardin (Paris), peut être atténué par la conservation de sperme par congélation, qui garde un pouvoir fécondant pendant plusieurs années. En France, où la vasectomie reste aux yeux de la loi une mutilation, on estime à moins d'un millier le nombre d'hommes stérilisés par cette mé-

MORT DE NOËL BAYON

Nous apprenons la mort, survenue brutale, le 24 septembre, à l'hôpital Cochin, de notre confrère Noël Bayon, président de l'Association nationale des journalistes d'information médicale.

Chroniqueur médical à l'Aurore, collaborateur de nombreuses revues, le Spectateur du monde, Tonus et, durant de longues années, de la Gazette médicale, Noël Bayon, âgé de soixante-sept ans, avait tout sa vie à double passion qui l'animait : celle de la médecine et celle de l'information. Après avoir commencé des études médicales, son goût de la littérature et de l'écriture l'avait fait à se lancer dans une tâche d'information pédagogique dont il avait fait sa spécialité. Ses écrits, ses conférences, ses émissions de radio, ses livres, ont été pour lui une véritable œuvre.

Exercant inlassablement son rapprochement de deux mondes jusqu'aux derniers jours de sa vie, Noël Bayon, ce grand homme de la médecine et de la littérature, a été pour nous une véritable source d'inspiration. Ses écrits, ses conférences, ses émissions de radio, ses livres, ont été pour lui une véritable œuvre.

Exercant inlassablement son rapprochement de deux mondes jusqu'aux derniers jours de sa vie, Noël Bayon, ce grand homme de la médecine et de la littérature, a été pour nous une véritable source d'inspiration. Ses écrits, ses conférences, ses émissions de radio, ses livres, ont été pour lui une véritable œuvre.

Exercant inlassablement son rapprochement de deux mondes jusqu'aux derniers jours de sa vie, Noël Bayon, ce grand homme de la médecine et de la littérature, a été pour nous une véritable source d'inspiration. Ses écrits, ses conférences, ses émissions de radio, ses livres, ont été pour lui une véritable œuvre.

Exercant inlassablement son rapprochement de deux mondes jusqu'aux derniers jours de sa vie, Noël Bayon, ce grand homme de la médecine et de la littérature, a été pour nous une véritable source d'inspiration. Ses écrits, ses conférences, ses émissions de radio, ses livres, ont été pour lui une véritable œuvre.

Le Monde ECOLOGIE

Les dangers de la pollution

Charente-Loire ou cr

autobiographie de J

Lorraine

Hotel Sofitel... l'amour du monde

هكذا من الأصل



Le Monde

DE L'ECONOMIE

Un tournant courageux de la politique monétaire

Le changement radical de la doctrine inspirant la politique monétaire française depuis la guerre est un des aspects les plus méconnus du plan Barre alors qu'il en est certainement l'un des plus essentiels.

par EDMOND ALPHANDERY (*)

La politique monétaire poursuivie depuis la guerre s'est caractérisée par la volonté déclinée de fournir aux agents économiques de l'argent à bon marché. Pour cela les taux d'intérêt sur le marché du crédit étaient fixés à des niveaux très bas. Les taux d'intérêt réels, c'est-à-dire la différence entre le taux nominal payé par l'emprunteur et le taux d'inflation qu'il anticipait, étaient presque nuls et bien souvent négatifs. Cela était rendu possible grâce à une politique de refinancement bancaire pratiquement automatique à des taux eux aussi contrôlés et naturellement peu élevés.

Il est facile de montrer que cette politique incitait à l'inflation et qu'elle en est probablement en France la source première. En effet, des taux d'intérêt « administrés », c'est-à-dire fixés arbitrairement par les autorités monétaires à un niveau plus bas que celui qui aurait résulté du jeu des marchés, créent un déséquilibre inflationniste tant dans le secteur des biens et des services que dans celui de la monnaie.

Les taux bas facteur d'inflation

Cet écart (gap) inflationniste trouve naturellement sa contrepartie dans un excès de crédit et d'encasement. Car le taux d'intérêt peut être considéré comme le prix des services. Or, sur un marché, on ne peut pas contrôler le prix et la quantité à la fois. On en contrôle la quantité, et le prix devient endogène au système, c'est-à-dire se détermine par son fonctionnement. On bien on contrôle le prix, mais alors c'est la quantité qui est endogène. C'est pourquoi, lorsque les autorités monétaires administrent le taux d'intérêt, le stock de monnaie tend à augmenter, ce qui entraîne une hausse des prix. Le lien entre la politique monétaire et l'inflation est donc évident. C'est pourquoi, lorsque les autorités monétaires administrent le taux d'intérêt, le stock de monnaie tend à augmenter, ce qui entraîne une hausse des prix. Le lien entre la politique monétaire et l'inflation est donc évident.

La thèse selon laquelle les taux d'intérêt élevés seraient inflationnistes et qu'il faudrait des taux bas pour freiner l'inflation est donc fautive. Elle se fonde sur une approche partielle de l'inflation par les coûts ; et elle ne tient pas compte de l'équilibre macro-économique. Si l'on accepte cette analyse d'une inflation structurelle engendrée par ce type de politique économique keynésienne, alors on peut se demander pourquoi, dans un pays comme la France, on a assisté depuis 1945 à des périodes durant lesquelles le taux d'inflation s'est sérieusement ralenti.

Pour répondre à cette question, il convient de faire la distinction essentielle entre le régime de taux de change fixes dans lequel nous avons vécu depuis Bretton Woods jusqu'en 1973 et le système actuel de flexibilité des monnaies. Dans le système de taux de change fixes, l'administration des taux d'intérêt à un niveau inférieur à l'équilibre spontané sur les marchés des capitaux a un double effet. L'écart inflationniste engendré par l'exercice de la demande est partiellement résorbé par une augmentation des achats à l'étranger. Ce qui s'accompagne d'un déficit de la balance commerciale. Simultanément, les faibles taux d'intérêt incitent les capitaux à émigrer. Ce double mouvement crée un déficit de la balance des paiements. Celui-ci amortit les tensions inflationnistes au niveau de l'équilibre des biens et des services. Du point de vue monétaire, la conséquence est de freiner la progression de la masse monétaire, dont la contrepartie en devises diminue.

Il est donc clair qu'en taux de change fixes il y a des mécanismes automatiques qui tendent à rapprocher le taux d'inflation interne du taux d'inflation international. Les taux de change fixes corrigent ainsi plus ou moins d'eux-mêmes les erreurs de politique monétaire. Lorsque le déficit de la balance des paiements devient trop important, alors il faut dévaluer, et la croissance trop élevée de la quantité de monnaie ne peut être freinée que par un excédent direct du crédit bancaire, qui conduit les banques à un refinancement arbitraire puisque les taux sont eux aussi administrés.

En taux de change flexibles, la politique monétaire devient en revanche un jeu quotidien beaucoup plus dangereux.

Regardons ce qui se passe lorsque, comme ce fut le cas à partir du second semestre de 1975, on cherche à maintenir le taux d'intérêt au-dessous de son niveau d'équilibre.

L'écart inflationniste engendre un excès de la demande à l'extérieur et, par conséquent, un déficit des échanges extérieurs qui est suivi, à plus ou moins longue échéance, par la chute du franc. Celle-ci doit, en toute logique, s'accompagner d'un relâchement ultérieur progressif de l'équilibre des échanges. Mais si le taux d'intérêt continue à être maintenu artificiellement au-dessous de son niveau, il est aisé de prévoir la suite. On assiste alors à une dévaluation continue du franc sur le marché des changes qui accompagne la hausse des prix intérieurs résultant de l'écart inflationniste qui ne trouve plus de mécanismes auto-correcteurs. Le taux d'inflation écarté en France supérieur au taux d'inflation international, la compétitivité des produits français est alors préservée par une chute parallèle du franc.

Ce scénario n'a plus cours aujourd'hui parce que le gouvernement français a courageusement changé le cap de sa

politique monétaire en décembre 1976. Suivant le chemin tracé par l'Allemagne, les États-Unis et la Suisse, il a décidé de définir sa politique monétaire en termes quantitatifs et non plus en termes de taux d'intérêt. Il a pris l'engagement de limiter l'augmentation de la masse monétaire en 1977 à 12,5 %. Parallèlement, on a vu une période d'élevation du taux d'intérêt sur le marché monétaire. Celui-ci était tombé à moins de 7 % en fin de 1976. Il fléchit aujourd'hui entre 8,5 et 9 %.

Le gouvernement a choisi une politique monétaire qui correspond à ce qu'enseigne la théorie économique moderne. Il doit persister dans cette direction en supprimant, en particulier, la sélectivité du crédit qui affaiblit le contrôle quantitatif par l'établissement de taux privilégiés pour certaines opérations, et qui, au surplus, engendre des distorsions injustifiées. Il ne doit pas non plus se laisser décourager par la modestie des résultats obtenus jusqu'à présent en matière de prix. Car dans un pays qui connaît depuis quatre ans un rythme d'inflation supérieur, en moyenne, à 10 %, on ne saurait pas attendre des résultats magiques.

Creusot-Loire au creux de la vague

La signature du contrat de livraison de deux centrales nucléaires à l'Iran par le groupe Creusot-Loire, qui devait intervenir le 18 septembre, a une fois encore été repoussée. Un souci supplémentaire pour les responsables de ce groupe puissant qui, touché avec retard par la crise de la sidérurgie, va procéder à un redéploiement de sa branche métallurgique.

« Je vous disais, il y a un an, que les résultats de l'exercice 1976 de l'Etat étaient décevants », a-t-il dit. « Ainsi, comment l'inflation a-t-elle évolué ? » M. Jean Forquet, président de Creusot-Loire, lors de l'assemblée générale de la firme l'ont été. Au plan comptable, l'exercice de 1976 se solde sans bénéfice net. Dans la réalité, compte tenu d'une reprise de provision, pour un montant de 63,9 millions de francs, c'est en fait une perte qui a été enregistrée contre un bénéfice net de 48,5 millions de francs en 1975.

Parlons que les propos du président Forquet ont fait naître quelques sourires aussi apitoyés qu'entendus dans les milieux industriels. Dans, on ne dément pas le pronostic d'un déficit de l'énergie nucléaire sans s'attirer des rancunes, et ce d'autant qu'il a fallu mener un combat long et difficile pour y parvenir. « La triomphante du baron Empain », a-t-il écrit à l'occasion de la firme l'ont été. Au plan comptable, l'exercice de 1976 se solde sans bénéfice net. Dans la réalité, compte tenu d'une reprise de provision, pour un montant de 63,9 millions de francs, c'est en fait une perte qui a été enregistrée contre un bénéfice net de 48,5 millions de francs en 1975.

réacteurs nucléaires en France ? Ne s'est-il pas assuré le rôle de maître d'œuvre industriel dans la construction de surrégénérateurs au travers du contrôle de la société Novatome ? N'est-il pas un temps été en posture de racheter Alstom à la C.G.E. ? Bien que l'opération ne se soit pas faite, puisque Alstom a finalement fusionné avec les Châtelains de l'Atlantique pour donner naissance à Alstom-Atlantique, le groupe Creusot-Loire semblait avoir le vent en poupe. Il n'est jusqu'à la crise qui semblait le favoriser. N'est-il pas producteur d'acier spécialisés intégrés vers l'aval et fabriquant ces biens d'équipement dont les pays en voie de développement devaient être si demandeurs ? Comment expliquer, dans ces conditions, les piètres résultats de 1976 ?

PHILIPPE LABARDE

(Lire la suite page 24.)

(1) La Compagnie financière de Creusot-Loire détient 51,5 % du capital de Creusot-Loire. Son capital est détenu à parts égales par Marine-Wendel et Schneider S.A. La responsabilité de la gestion a été confiée à Schneider S.A.

Une autobiographie de Jacques Rueff : « De l'aube au crépuscule »

UN institut d'économie politique de New-York, qui porte le nom de son seul fondateur, M. Lewis Lehman, a entrepris de publier en anglais les œuvres complètes de M. Jacques Rueff. Cette initiative répond à une intention : amener les lecteurs anglo-saxons à reconnaître, sur quelques sujets fondamentaux touchant la politique économique et monétaire, leurs jugements et leurs idées reçues trop exclusivement influencés par leurs propres auteurs, et notamment par John Maynard Keynes, auquel M. Jacques Rueff n'a pas cessé depuis le début des années 20 de s'opposer.

Le régime intellectuel de Keynes n'est plus, de l'autre côté de la Manche et de l'Atlantique, sans partage : il a été au moins partiellement battu en brèche par la vague extraordinaire qu'a connue le « monétarisme » de Milton Friedman. Pour remettre en doute le nouveau credo l'étude de la pensée de M. Jacques Rueff n'est pas non plus inutile : on ne peut pas être moins « monétariste » que lui, au sens que l'on donne aujourd'hui à ce terme, car il s'intéresse aux mécanismes de régulation monétaire, non à la quantité de monnaie en circulation.

A cette occasion, l'académicien français a été amené à écrire une autobiographie qui vient de paraître en France sous le titre : *De l'aube au crépuscule* (1). Le titre pourrait être trompeur. L'autobiographie en question ne laisse

pratiquement aucune place à ce qu'il est convenu d'appeler la vie personnelle. L'auteur nous dit d'emblée qu'un double appétit de réflexion et d'action a dominé son existence. Son nouveau livre est en quelque sorte la pensée et la carrière de Jacques Rueff expliquées par Jacques Rueff. Les premières pages sont consacrées à l'influence du père, mais le parti pris par l'auteur veut que les confidences soient réduites au minimum. Juste pour expliquer le rôle décisif que ce père médecin, éprouvé de la médecine scientifique, a joué dans le développement intellectuel de son fils. Le mot appétit, cité plus haut, ne paraît pas, une fois refermé le livre, trop fort. Même si M. Jacques Rueff est peu prodigue de renseignements sur sa propre personne, il ressort de son récit une extraordinaire impression de « solide santé » (l'expression revient à deux ou trois reprises sous sa plume), et il y prend un plaisir à plaisir. A propos de la guerre, qu'il a commencée en 1915 (il avait dix-huit ans), comme aspirant sous-lieutenant et lieutenant d'artillerie, il écrit : « Je vais dire quelques choses qui fera surcroît bien des lecteurs. Cet internatier guerrier fut pour moi un immense bonheur. »

Beaucoup de ses contemporains se vantent de tout savoir des idées directrices et du cursus honorum suivi par M. Jacques Rueff. En pourtant la lecture de l'autobiographie donne la

tentation de s'adresser aux actuels dirigeants, pas seulement à ceux de la France, pour leur dire : « Comme nous des historiens ! Pourquoi tant d'échecs, essayez de nous conduire-ils pas à jeter un regard neuf sur les politiques que vous suivez et qui manifestement sont incapables de sortir vos pays, même ceux qui sont réputés le plus sagement gouvernés, de la récession, du chômage et de l'inflation ? » A travers les pages de son livre, Jacques Rueff ne cesse, sans en avoir l'air, de les interpellé et de leur écrire : « Chiche ! »

Le premier plan de notre horizon

S'il est un enseignement qui se dégage du raisonnement et de l'expérience accumulée par M. Jacques Rueff, c'est qu'on s'étonne vainement d'attirer l'inflation par la bande. C'est un assaut frontal qu'il faut faire. Toute sa vie M. Jacques Rueff répète qu'une situation monétaire est résistable en quelques semaines ou ne l'est jamais. C'est ce qu'il avait appris une première fois en participant, jeune inspecteur des finances, à la politique de stabilisation du franc menée avec un grand succès par Raymond Poincaré. Le jeune inspecteur avait été chargé d'une tâche précise : rechercher quel serait le cours optimum auquel il convenait d'arrêter l'ascension du franc, qui ne cessait de monter sur le marché des changes après la longue période de baisse qu'il avait connue antérieurement. Tenant compte du fait qu'un franc stabilisé à un niveau trop élevé entraverait la production et créerait du chômage, M. Rueff recommanda un cours qui se révéla par la suite bénéfique pour l'économie du pays. La France évita la grave erreur qu'avait commise une année auparavant la Grande-Bretagne (et plus précisément Winston Churchill, alors chancelier de l'Echiquier), de rétablir la parité-or avant la guerre. Le résultat fut que les prix anglais ne correspondaient plus au niveau international, d'où un chômage permanent.

On admire l'aplomb avec lequel M. Jacques Rueff, trente-deux ans plus tard, présente au général de Gaulle son programme d'assainissement de l'économie française, qui devait passer dans l'histoire sous le nom de plan Finay-Rueff. Alors que, en réalité, le général de Gaulle choisissait la version « forte » de ce plan, c'est-à-dire celle qui était préconisée par M. Rueff (la

Les listes de nationalisations

LES discussions que les trois partis de gauche viennent d'avoir sur les nationalisations, et qui ont eu les graves conséquences que l'on sait, ont été principalement axées sur le nombre des entreprises, filiales des grands groupes, à faire passer du secteur privé au secteur public. Il s'agit là, en effet, d'un problème considérable car, au-delà des chiffres cités par les uns et les autres, se profile l'enjeu véritable : quelle serait, en cas de victoire électorale de l'opposition, la tonalité dominante dans l'économie française. Mixte, elle l'est déjà (comme toutes les économies modernes), mais il est clair qu'elle changerait subrepticement de nature si l'ensemble des sociétés d'Etat, dont le personnel jouirait d'un statut plus ou moins privilégié (au regard, notamment, de la stabilité de l'emploi), venaient à occuper une place considérable par les uns comme déjà trop importante et par les autres comme tout juste suffisante pour conduire aux mutations souhaitées.

Cependant, l'affaire du « seuil » n'est pas la seule qui soit déterminante. Le tour qu'on prit les négociations est une nouvelle illustration du divorce qui existe souvent entre les méthodes de la politique et les préoccupations des responsables de l'activité économique. Certes, le chef d'entreprise est très intéressé de savoir quelle sera la liste des « nationalisables », mais ce qui peut-être lui importe plus que la longueur de celle-ci, c'est son caractère extensible ou non. Le simple fait qu'on n'a pas cessé, depuis quelques semaines, d'avancer des chiffres différents ne peut pas ne pas laisser une impression d'incertitude.

S'il est une chose qui est indispensable à la vie économique, c'est un minimum de sécurité, faute de laquelle les meilleures réformes n'aboutissent qu'à l'arrêt. Des investissements et recul de la production et des échanges, comme on l'a vu si souvent dans les pays plus divers. A la limite, une liste relativement longue de nationalisations fixée ne varierait pas de mieux accueillie qu'une liste plus courte mais soumise à d'éventuelles révisions.

PAUL FABRA

(Lire la suite page 24.)

Lorraine

Metz
Nancy

Réservation
Réservation Centrale Paris
Tél : 657 11 43 Télex : 200432
ou dans un des 35 hôtels Sofitel
ou dans les agences de voyages.

Hotel Sofitel *** L'amour du métier.

صك زامن الأمل

MONNAIES

Doit-on redéfinir une nouvelle parité du franc C.F.A.?

Les ministres des finances africains et français des pays membres de la zone franc se sont réunis la semaine dernière à Paris pour se concerter à la veille de l'assemblée annuelle du F.M.I. et de la Banque mondiale qui se tient à Washington du 26 au 30 septembre. Les problèmes internes à la zone qui regroupent, outre la France, les six pays de l'Union monétaire ouest-africaine (UMOA : Bénin, Côte-d'Ivoire, Haute-Volta, Niger, Sénégal et Togo) et les cinq pays représentés au sein de la Banque des Etats de l'Afrique centrale (Gabon, Cameroun, Tchad, Empire centrafricain, Congo), n'ont guère été abordés. Mais, en marge des réunions officielles, plusieurs questions sont débattues dont celle du taux de change.

PARLER de la zone franc, c'est nécessairement faire appel à l'histoire, et, en tout cas, remonter à 1939, date à laquelle la France restaura le contrôle des changes sur toutes les opérations commerciales ou financières avec l'étranger. C'est sans doute dans un souci d'efficacité et d'homogénéité qu'elle étendit quelques mois plus tard, cette réglementation à ses colonies. La zone franc était née et pouvait donc fonctionner comme le résultat d'un accord bilatéral, mais, pour pouvoir en dire, par la France à ses partenaires (1).

A l'origine, la zone franc était déjà une grande famille. Cependant, son importance ne s'est accrue progressivement qu'à partir de l'accession à la souveraineté nationale des pays africains membres. La zone franc, qui est, bien entendu, une union monétaire, est à la fois un groupement commercial et une communauté au sein desquels le « pays centre », la France, joue le rôle de banquier et de trésorier. Les pays africains, de leur côté, lui fournissent à l'ancienne métropole une partie des matières premières nécessaires au fonctionnement de son économie.

Sur le plan de la garantie monétaire, des évolutions importantes ont eu lieu, principalement pour les Etats de l'Ouest africain qui ont, rappelés, conclu deux traités avec la France. Le traité de 1962 stipulait : « La République française assure le libre

convertibilité (2) ». Au contraire, celui de décembre 1973 se borne, pour l'essentiel, à signaler que la France s'engage à apporter à l'UMOA son concours pour lui permettre d'assurer la libre convertibilité de sa monnaie, c'est-à-dire, la possibilité pour le franc C.F.A. d'être changé en d'autres devises sans difficulté.

A la lumière de ces deux traités, quels enseignements est-on en droit de tirer ? Il ressort que : En 1962, la responsabilité de la garantie du franc C.F.A. incombait à la République française ;

— Depuis 1974, au contraire, elle incombe aux Etats membres de l'UMOA. En clair, la garantie du franc C.F.A. dépend aujourd'hui, à titre principal, de la situation des économies des Etats de l'Union (3).

L'évolution actuelle de la zone franc n'est ni un signe de rejet de la coopération par les pays africains ni une sorte de « maquillage » de la part de la France en vue de se retirer de l'Union. Il y a, en effet, de bonnes raisons qui poussent à penser que l'autonomie progressive des Etats de l'UMOA s'explique par leur attitude à exercer (progressivement) leur souveraineté monétaire. Cet objectif n'est pas d'ailleurs l'un des principaux fondements de la coopération dans ce domaine ?

C'est pourquoi, il ne nous paraît pas nécessaire de nous demander : « A qui profite la zone franc ? », car, une telle

préoccupation tiendrait plus à satisfaire un besoin intellectuel que la compréhension du réel, c'est-à-dire, un problème véritablement posé dans la vie de tous les jours.

As risque de contredire certains esprits nous dirons simplement que la zone franc présente intérêt pour tous les pays concernés. Pourquoi ? A-t-on alors enregistré, dans un passé récent, certaines évolutions contraires ? Citons seulement les pays qui nous intéressent directement. Il s'agit du Mali qui est à moitié « sorti ». Mais, il semble que cet Etat choisit le jour entre l'Union monétaire et son autonomie totale. La Mauritanie, pour sa part, s'est totalement retirée de l'Union. De tous ces changements, l'individu (expert ou non), donne sa propre interprétation, car, aucune formation de source assez officielle n'a apporté les éclaircissements, pourtant nécessaires, à l'opinion publique. Mais il y a plus inquiétant : rien ne permet d'affirmer aujourd'hui que de telles évolutions ne se produiront plus. On se souvient des questions soulevées lors du voyage, en Afrique, de l'ancien président Georges Pompidou.

A partir de cette analyse, on est donc en droit de se demander maintenant : « Qui croit à l'existence de la zone franc, et surtout, qui a l'initiative des réformes ? »

L'initiative des réformes

Certains Etats sont « partis » très tôt (c'est le cas de la Guinée) et d'autres par la suite. Le *moniteur africain* souligne, à juste titre, la liberté de choix en ces termes : « Ce traité n'est pas un ghetto : tout Etat ouest-africain peut y être admis, de même que tout membre peut en retirer ou être exclu s'il n'observe pas ses engagements ».

Qu'il s'agisse de réformes ? On pourrait tout de suite penser qu'elle devrait venir iniquement des pays africains. C'est une vue de l'esprit. L'initiative de la France ne serait pas un outrage au groupement. Des dispositions particulières pourraient être prises pour envisager une nouvelle parité du franc C.F.A. Que la question se pose.

un nombre croissant de personnes en prennent conscience dans tous les Etats de l'UMOA. Pourquoi ? A cause de la vie chère. En effet, une fraction importante de nos importations proviennent encore de l'ancienne métropole.

Imaginons un instant qu'on révalue la valeur du franc C.F.A. : les investissements internationaux seront certainement réduits, mais il y a lieu de penser que cette réduction ne sera pas très forte. En effet, les salaires dans l'UMOA sont si bas que même relevés (en termes de monnaies étrangères) ils continueront de paraître alléchants aux investisseurs étrangers. D'autre part, s'il est vrai que les investisseurs étrangers s'attachent au profit, d'autres éléments (tels que : la stabilité politique, la liberté de transfert des bénéfices, la stabilité du franc C.F.A. et aussi l'utilité économique attendue de l'investissement considéré) sont également pris en compte pour déterminer la nature de l'opération et le pays dans lequel l'investissement présente le plus d'intérêt. Par ailleurs, l'inflation essentiellement importée de la France par le canal de nos importations diminue en grande partie dans nos Etats. Le pouvoir d'achat de l'Union s'accroît donc d'autant et redonne, par la même occasion, une impulsion aux échanges commerciaux avec la France. Mais certains experts voient dans cette réévaluation du franc C.F.A. une remise en cause de la zone franc. Au contraire, cette opération technique nous paraît indispensable pour le maintien de toutes les autres formes de coopération qui existent entre la France et ses anciennes colonies. La raison est très simple. L'essentiel de cette coopération semble reposer sur l'union monétaire.

Comment la parité du franc C.F.A. avait-elle été déterminée à l'époque coloniale ? Sans doute un certain arbitraire a pu jouer, mais il a fallu cependant tenir compte d'une comparaison entre les prix internationaux et les prix établis dans les anciennes colonies. Que constate-t-on aujourd'hui ? Bien qu'il y ait toujours une situation d'équilibre sous développement, on note cependant un certain progrès de ces différents Etats. Pourquoi ne pas tenir compte des progrès réalisés par ces économies pour modifier la valeur actuelle de leur monnaie ?

Notre exemple prend plus de valeur lorsque nous nous appuyons sur le fonctionnement de la zone franc :

Rappelons que c'est la dévaluation, le 17 octobre 1968, du franc français qui a porté la valeur du franc C.F.A. de 1,70 F à 2 F métropolitains. En général, le franc C.F.A. a toujours suivi le même sort monétaire que le franc français. Mais la réforme qui, en décembre 1968, porta en France, création du nouveau franc devenu le franc par la suite, ne fut pas appliquée au franc C.F.A. ; si bien que celui-ci vaut actuellement 2 centimes français (0,02 FF).

Une réévaluation décidée à un moment opportun n'aurait aucune conséquence néfaste, car nos exportations ne dépendent pas du cours de notre monnaie. L'avantage de la réévaluation s'incriminerait non seulement à l'actif des Etats africains, mais également au profit de l'Europe et particulièrement de la France dans une période où les pays industrialisés cherchent en vain à se protéger contre les « exportations sauvages » des pays en développement. Une telle disposition aujourd'hui préparent demain les pays africains aux modifications de parité indispensables.

Au total, la coopération peut s'analyser comme une organisation. On l'a vu, une organisation suppose une certaine liberté de ses membres. Cette liberté peut ne pas être utilisée par toutes les parties soit par hésitation, soit par appréhension à l'égard d'un ou de plusieurs membres influents ou supposés tels. Dans une telle situation, chaque partenaire devrait pouvoir déterminer implicitement sa contribution en plus de ses attributions légales. En, cela bien sûr, dans la mesure où la disposition aujourd'hui préparée demain les pays africains aux modifications de parité indispensables.

Le compte d'opérations (l'avance du compte français) n'intervient qu'en dernier ressort (art. 6).

FRANÇOIS KOUADIO
(Etudiant soviétique en doctorat.)

(1) Maurice Scholier : *Les Relations économiques et financières internationales*, Ed. Masson.

(2) *Moniteur africain*, n° 656 du 25 avril 1974 (Dakar, Sénégal).

(3) Article 3 de la Convention du compte d'opérations du 4 décembre 1973 (S.C.E.A.D.). Le compte d'opérations (l'avance du compte français) n'intervient qu'en dernier ressort (art. 6).

Une autobiographie de Jacques Rueff

(Suite de la page 23.)

Cela ne signifie évidemment pas que toutes les idées se valent et que l'analyse de la réalité donne des résultats arbitraires. Ce qui soutient la conviction de M. Jacques Rueff, c'est que, dans une économie d'échange libre, les phénomènes économiques n'ont pas la rigidité qu'on leur prête. Ils sont au contraire « fluides » et capables d'adaptation spontanée grâce aux mécanismes de régulation (de la même nature que la cybernétique) qui les caractérisent. C'est à travers la mécanique des prix que l'équilibre se rétablit à moins que l'on s'ingénie à entraver systématiquement son action. Dès les premières années qui suivirent la première guerre mondiale, Jacques Rueff s'opposa sur ce point à John Maynard Keynes, qui croyait au contraire à la régulation spontanée de l'économie par une quelconque « main invisible » de l'Etat. Il expliquait qu'il suffisait que les monnaies européennes redevenaient convertibles pour que cesse la fameuse rareté du dollar, que les économistes d'obédience keynésienne qualifiaient pour leur part de structurelle.

De même il avait annoncé, comme on le sait, la chute finale du système monétaire international appelé « gold exchange standard ». Mais la maîtrise des événements — c'est un point sur lequel il insistait beaucoup — implique que l'on soit conscient des mécanismes qui les régissent. Il écrit dans une des lettres qu'il adresse au général de Gaulle (le 5 mai 1961) : « Sur la crise du dollar, le président Kennedy a tout dit dans son message du 6 février 1961. Mais il ne sait pas qu'il l'a dit. Et, à ma connaissance, personne ne l'a jamais dit qu'il l'a dit. » De l'époque où il était conseiller financier à l'ambassade de Londres (en 1930), Jacques Rueff n'a cessé d'adresser, quand les circonstances le lui imposaient, des lettres ou des notes au ministre des finances ou éventuellement au chef du gouvernement de l'époque pour attirer leur attention sur les désordres économiques ou financiers régnants et les mesures à prendre pour en venir à bout. Lui, haut fonctionnaire, a reçu de l'Etat plusieurs missions importantes dans sa vie (il a représenté la France dans plusieurs conférences internationales et inspiré à diverses reprises sa politique). La raison profonde en est sans doute que très tôt il s'est préparé à la mission qu'il s'était lui-même donnée.

L'erreur de l'emprunt d'Etat

Ce n'est pas seulement sur le plan des principes, mais aussi sur celui des détails de son agencement, que l'on juge une politique économique. Le livre de Jacques Rueff pousse constamment le lecteur à comparer la réalité d'aujourd'hui à ce qu'elle devrait ou pourrait être. Il remarque, par exemple, qu'une des plus graves erreurs que puisse commettre un ministre des finances est de penser que la première tâche du Trésor est de lancer un emprunt d'Etat pour « éponger » les ressources existantes. Mais ce faisant, l'Etat contribue au maintien d'un niveau élevé des taux d'intérêt, obstacle majeur à toute reprise économique. Une telle pratique est d'autant plus injustifiée que l'émission de bons du Trésor, « dans un pays civilisé », permet à l'Etat de se procurer toutes les disponibilités dont il peut avoir besoin auprès des banques. Avant l'été, le gouvernement avait obtenu le soutien financier de la Banque mondiale. Ce qui recommande Jacques Rueff, c'est en définitive à peu près le contraire de ce qu'il se fait aujourd'hui dans les grands pays. Il maintient qu'une politique d'endettement excessif est incompatible avec la lutte contre l'inflation, tout en n'apportant qu'une stimulation illusoire à l'activité économique.

Confiance dans la force des idées

Cette confiance dans la force des idées est à l'origine de plusieurs fois une fois aux yeux de ses nombreux détracteurs comme une naïveté ou une sorte de naïveté. Parce que, en 1930, il avait soutenu dans *The Times* que, premièrement, le chômage anglais était causé par le niveau trop élevé des salaires réels par rapport au niveau des autres pays et, deuxièmement, que cette situation était due à l'existence d'une indomitable loi économique dans son livre ainsi que sur lequel il fut accusé d'insulter la classe ouvrière. Sur ce point, qui alimentait si longtemps les controverses, il s'explique dans son livre ainsi que sur quelques autres (dont la politique déflationniste de Pierre Laval qu'il fut amené à recommander parce que le Parlement avait interdit au gouvernement la seule solution qui lui paraissait raisonnable : la dévaluation du franc). Aujourd'hui, on comprend mieux ces phénomènes. Le fait que le gouvernement offre des exonérations fiscales aux entreprises qui acceptent d'embaucher des jeunes est, par exemple, une reconnaissance implicite du fait que des charges salariales trop élevées constituent un obstacle à l'emploi.

C'est l'Ordre social, qu'il publia en 1965, que Jacques Rueff considère comme le plus important de ses ouvrages. Toute sa vie, il aura été habité par l'idée que l'ordre, lorsqu'il existe, n'est jamais fortuit. Cela est vrai pour la société dont l'ordre est voulu par l'homme, ordre que notre auteur appelle pour cette raison « prométhéen ». Cela est vrai aussi pour les structures indépendantes de toute volonté humaine et que l'auteur appelle « jupitériennes » : structures physiques, biologiques, etc. La montée de l'ordre dans l'univers, tel est le thème du livre qu'il publia il y a une dizaine d'années sous le titre *Dieux et les Rois*. Il l'évoque à nouveau dans une comédie bariolée, *La Création du monde*, qui est son œuvre la plus récente et que la première chaîne de télévision diffusera à la fin de cette année.

PAUL FABRA.

Creusot-Loire au creux de la vague

(Suite de la page 23.)

Pour les responsables de Creusot-Loire, la réponse tient en un mot : métallurgie. Cette branche représente encore les deux tiers du chiffre d'affaires de Creusot-Loire et 82 % du chiffre d'affaires consolidé du groupe. Mais les pertes enregistrées ne sauraient être comparées à celles des grands groupes sidérurgiques tels l'Union ou le Wendel. Creusot-Loire a payé avec un temps de retard les effets de la crise qui a touché ce secteur.

Balancier

Curieux destin que celui de ce groupe né en 1970 de la fusion des C.A.F.I. (Compagnie des ateliers et forges de la Loire) et de la S.F.A.C. (Société des forges et ateliers du Creusot). Pendant les premières années de son existence, la branche mécanique a donné bien des soucis : restructuration, réaménagement, sont survenus. La métallurgie, elle, a été la grande gagnante. En 1975 fut l'année charnière : la branche mécanique atteignit enfin l'équilibre. Un an plus tard était la métallurgie qui à son tour était équilibrée. Creusot-Loire est donc au mouvement de balancier perpétuel ? N'y a-t-il pas là de quoi s'interroger sur le bien-fondé de la constitution du groupe ?

Certes pas, répondent les dirigeants de Creusot-Loire. Si la C.A.F.I. et la S.F.A.C. n'avaient pas fusionné, leur situation serait aujourd'hui bien délicate. Ce rapprochement nous a permis d'atteindre la taille normale pour être présents sur le marché mondial. Plus encore que les débouchés qu'il offre — la branche mécanique consomme 15 % de tôles fortes, 20 à 25 % des pièces de forges, 30 % des pièces de moules, produites par la branche mécanique — le rapprochement des deux activités qui du reste cohabitent dans les deux entreprises fusionnées, a permis le passage d'un flux technique considérable, affirmé-on. Bref, si Creusot-Loire n'existait pas il faudrait l'inventer.

Au demeurant, les responsables de Creusot-Loire ne sont pas pessimistes. « L'activité mécanique doit être normalement rentable pour peu que nous poursuivions nos efforts de spécialisation, de sous-traitance et que nous mettions l'accent sur la technique ». Le développement de cette branche devrait permettre un réajustement « naturel » du groupe Creusot-Loire sans qu'aucune activité soit sacrifiée.

Que pèse le nucléaire dans ce projet de développement ? En 1980 le programme français devrait représenter

25 % environ de la branche mécanique. Ce pourcentage marque bien les limites de la spécialisation de Creusot-Loire dans ce domaine d'activités très particulier. Incontestablement le groupe bénéficie dans ce secteur d'atouts non négligeables. Son monopole de fait pour la construction de réacteurs d'abord. Un carnet de commandes bien garni et étalé dans le temps, ensuite. Reste que l'expérience prouve que le nucléaire réserve parfois des surprises. D'abord, un certain retard pris dans la construction de Fessenheim en témoigne, et nul n'a oublié les difficultés financières rencontrées par le groupe alsacien K.W.U. Creusot-Loire est-il à l'abri de sensibiles mésaventures ? A ce propos bien des rumeurs ont longtemps circulé. Selon certains, Creusot-Loire, dans son désir d'obtenir des commandes d'E.D.F., aurait sous-estimé à des prix exagérés les coûts de construction, ce qui aurait entraîné des pertes énormes. Est-ce à dire que les commandes d'E.D.F. n'ont pas été rentables ? Sur ce point les dirigeants du groupe restent discrets, peut-être tout simplement parce qu'il est difficile d'apprécier le résultat global d'une opération de longue haleine. Notons cependant qu'en quatre ans, de janvier 1973 à janvier 1977, le prix du kilowatt nucléaire installé a progressé de 90 %.

Cela dit, Creusot-Loire entend bien ne pas limiter son activité nucléaire à l'Elecrag. L'exportation n'avait-elle pas été l'une des raisons invoquées par les pouvoirs publics pour lui conserver son monopole ? Le groupe d'ores et déjà vendit deux centrales à l'Afrique du Sud. L'affaire fit assez de bruit. Il s'agissait, en revanche, des pires difficultés à conclure un contrat de même ampleur avec l'Eran. L'exportation de centrales nucléaires n'est plus du seul ressort du commerce.

Redéploiement

Si la métallurgie devrait poursuivre sur sa lancée, il n'en va pas de même pour la métallurgie : « Nous n'avons pas été plus malins que les autres, explique un des responsables de cette branche. Lorsque la crise a frappé la sidérurgie nous avons pensé qu'il s'agissait d'une dépression cyclique comme en connaît cette industrie. Nous avons donc pris des mesures pour réduire nos coûts et nos stocks, et aménager certaines de nos structures. Aujourd'hui nous sommes convaincus qu'il s'agit de tout autre chose. C'est à un véritable redéploiement qu'il faut procéder par la mise d'un ambitieux programme d'investissement ».

PHILIPPE LABARDE

VOIX ET EXPRESSION

parler avec aisance, se faire écouter, maîtriser l'émotion, convaincre, décider.

Tous renseignements : C.E.S.D.E.L. de 14 h. 30 à 19 h. 24, rue Henri-Barbusse - 75005 - Téléphone : 335-18-10 - 335-15-82

FONCTION PERSONNEL RELATIONS HUMAINES

1 soir par semaine 1 samedi tous les 15 jours pendant 3 mois

Sans interrompre votre activité professionnelle

Autres cours : PRISE DE DECISIONS, MARKETING, GESTION FINANCIERE, ECONOMIE

Possibilité de prise en charge par l'employeur

CNOF-CSSE

14 rue Monsieur le Prince 75006 Paris (Métro Odéon) Tél. 329.70.50

Etablissement privé d'enseignement supérieur reconnu par l'Etat

50 من الأصل

ENTREPRISES DE MAIN-D'ŒUVRE

AFFAIRES

Un rapport du Plan conclut en faveur d'un abaissement des cotisations de Sécurité sociale

Le commissariat au Plan a remis, il y a quelques semaines, au premier ministre, le rapport que le conseil central de planification du 4 avril dernier lui avait demandé d'établir sur l'incidence éventuelle qu'aurait un abaissement des cotisations de Sécurité sociale sur l'action des entreprises de main-d'œuvre. Les auteurs du rapport — dont les résultats sont, il est vrai, assez aléatoires — concluent cependant en faveur d'une telle réforme.

ALLÈGER les charges sociales des entreprises de main-d'œuvre par une réduction des cotisations et à favoriser à la fois l'emploi, la stabilité des prix et les exportations : ces objectifs peuvent être atteints simultanément en six ans : telle est la conclusion d'un rapport confidentiel intitulé « Assiette des charges sociales et industrie de main-d'œuvre » remis à M. Edgar Faure, alors ministre des affaires sociales, par la majorité des législateurs dans le programme dit de Provis, examinés favorablement dans deux rapports (l'un de M. Bontin, l'autre de M. Granger), déposés dès 1973 par le gouvernement, programmes dans une loi par le Parlement.

En démontrant l'inverse — avec plusieurs réserves il est vrai — le rapport du Plan devait réconforter les adeptes de cette formule, y compris la gauche qui l'a insérée dans son programme. Et il ne serait pas étonnant que M. Barre et la majorité, en réactualisant eux aussi le programme de Provis, rappellent leur vieille promesse. L'intérêt social et économique d'une refonte du financement de la Sécurité sociale n'est pas mince, à l'heure où l'on essaie de lutter contre le chômage : selon les avis des rapporteurs, 100 000 à 400 000 emplois pourraient être créés en six ans grâce à l'application de cette mesure — du moins si des correctifs sont prévus à l'égard des entrepreneurs individuels.

Tous ceux qui défendent l'idée d'une réduction des cotisations assises sur les salaires estiment que cet aménagement renforcerait la compétitivité des entre-

prises françaises face aux concurrents étrangers, atténuerait la pénalisation dont souffrent les industries de main-d'œuvre et améliorerait la situation de l'emploi. Les adversaires reprochent à cette formule de rendre plus difficiles l'investissement et la mécanisation et de gêner le dynamisme des entreprises de pointe, souvent exportatrices.

Sans entrer dans les détails de la réforme, les rapporteurs ont essayé de mesurer les effets économiques d'une telle modification, en testant par simulation (sur la base d'un modèle mathématique) deux solutions différentes. Au préalable, ils ont dû toutefois définir ce qu'ils entendaient par « entreprise de main-d'œuvre ». Ils en ont donné une définition assez large. Ont été rangées dans cette catégorie toutes les firmes dont les salariés représentent plus de 65 % de la valeur ajoutée. Un tel critère, le secteur économique couvert est plus large que celui « auquel on se réfère habituellement ». On y trouve, certes, des branches réputées comme entreprises de main-d'œuvre (textile, habillement, cuir, bois, industries polygraphiques), où la valeur ajoutée, par tête, est faible, la qualification du personnel, en général, peu élevée et le solde commercial vers l'étranger négatif. Mais on y trouve aussi des secteurs à forte valeur ajoutée par tête, à qualification parfois importante et à solde commercial positif, tels que la mécanique, le verre, l'automobile. La définition retenue englobe encore la construction aéronautique et navale, la fonderie, la construction électrique, la construction électronique.

Les rapporteurs ont procédé à une simulation pour évaluer quels seraient les effets d'une réforme partielle du financement de la Sécurité sociale, en supposant que les comportements des travailleurs et des salariés ne se modifieraient pas profondément.

Deux projets de réforme hypothétiques ont été envisagés :

● Diminution de dix points du taux des cotisations prélevées sur les salaires

— soit 54 milliards de francs — et création, en contre-partie, d'une sorte de taxe assise sur la valeur ajoutée non déductible à l'exportation (à la différence de la T.V.A. actuelle).

● Suppression de la partie des cotisations qui sert à financer les allocations familiales proprement dites (non plafonnées), soit 22 milliards de francs, et leur remplacement par une majoration de l'impôt sur le revenu (13 milliards de francs) et des impôts indirects sur l'essence, le tabac, l'alcool (9 milliards).

Au total, indique le rapport, quelle que soit la formule retenue « les résultats sur l'économie française sont positifs. Ces mesures, par les transferts qu'elles entraînent, auraient un effet positif sur l'emploi. Elles ne modifieraient guère les grands équilibres mais auraient un effet favorable sur les industries exportatrices ».

Dans le cas des cotisations assises sur la valeur ajoutée (cotisations sur salaires ramennées de 34 % à 24 %, taxe égale à 3,5 %), cette mesure permettrait à court terme « une baisse marquée de l'inflation » (disons plus exactement un abaissement relatif du niveau des prix), une hausse des exportations et aurait peu d'effet sur l'emploi. Mais, à moyen terme, au bout de trois ans, elle relancerait l'investissement et, « de 1977 à 1982, on observerait une création de 100 000 emplois (dont 120 000 pour l'industrie) », une « légère amélioration du solde commercial » avec l'étranger (+ 7 milliards) et aucun effet négatif sur les prix, au contraire. Parmi les secteurs industriels les plus favorisés, il y aurait les transports, les télécommunications, le bâtiment, les biens d'équipement ; en revanche, le textile, notamment le commerce, ne serait pas avantagé et les nombreux petits entrepreneurs individuels qui n'ont pas de salariés seraient au contraire pénalisés puisque n'ayant pas de personnel, ils ne bénéficieraient pas du tout de la réduction des cotisations et seraient, en revanche, frappés par la nouvelle taxe.

Dans le cas d'un allourdissement des impôts, on observe, à court terme, « une augmentation rapide des exportations » et « une chute de la consommation intérieure », puis, « la plus forte ponction fiscale conduit à une baisse du revenu disponible de 1 % (c'est-

à-dire avant que la réforme ait décollé tous ses effets) ». Mais, « dès la seconde année », on note « une forte relance par l'investissement sans effet inflationniste » et « la consommation privée, après quatre ans, retrouve un niveau supérieur » à celui observé au départ. « En six ans, 180 000 emplois supplémentaires sont créés (100 000 dans l'industrie et 80 000 dans le bâtiment) ». Les secteurs les plus avantagés : les commerces, le bâtiment, les transports, les services, les biens d'équipement.

Ces résultats « favorables » dans les deux cas « mais d'ampleur relativement modeste (30 000 emplois nouveaux créés par an) par rapport à l'importance des transferts opérés » peuvent cependant varier en fonction des comportements des Français. Et le rapport fait état d'autres simulations qui essaient de tenir compte de ces facteurs. Les créations d'emploi (180 000 en six ans) pourraient être ramennées à environ 110 000 si, par exemple, les entreprises ne réduisent pas totalement les allègements des charges sur les prix ou si les ménages et les salariés, notamment, réclament des hausses de salaire pour compenser le relèvement des impôts. En sens inverse, si les entreprises modifient leur politique d'investissement et utilisent des techniques moins capitalistiques dans les usines nouvelles, l'effet sur l'emploi peut être beaucoup plus important : plus 400 000 environ. Entre 110 000 et 400 000 l'écart est, on le voit, assez grand et certaines administrations qui ont participé à cette étude se sont demandées si un résultat aussi aléatoire pouvait servir de point de départ pour étudier une réforme si importante. Avec prudence, les rapporteurs ont finalement estimé qu'une réduction des cotisations assises sur les salaires pouvait être favorable. En insistant sur les incertitudes possibles et les risques de dérapage ils invitent même indirectement le pouvoir politique à promouvoir, en cas de réforme, soit une application plus progressive et étalée dans le temps, soit des mesures spécifiques notamment à l'égard des entrepreneurs individuels.

JEAN-PIERRE DUMONT.

(1) Dans la loi d'orientation sur le commerce et l'artisanat du 21 décembre 1973, l'article 10 prévoit « un aménagement de l'assiette des cotisations sociales (...) ». Cet objectif sera atteint au plus tard le 31 décembre 1977. Le rapport Bontin au Conseil économique et social a été analysé dans le Monde du 12 février 1974; report Granger, confidentiel — dans le Monde du 20 mai 1975.

Renault premier exportateur

« **L**e Moci (Moniteur du commerce international) vient de publier un numéro consacré aux « leaders de l'exportation française ». Il s'agit des 1 562 entreprises qui, en 1976, ont réalisé un chiffre d'affaires à l'exportation d'au moins 10 millions de francs. Ces firmes, avec un total de 235 milliards de francs (2,5 millions de salariés), ont assuré plus des trois quarts de toutes les ventes françaises de marchandises. Les treize premières ont réalisé le quart du chiffre d'affaires global des « leaders ». Ce sont : Renault, Peugeot, Air France, Dassault-Breguet Aviation, Citroën, Chrysler France, Thomson-CSF, Chargeurs réunis, I.B.M. France, Michelin, Aérospatiale-SNIA, Rhône-Poulenc et Cressat-Lohr.

Le Moci donne également, dans un tableau que nous reproduisons ci-dessous, le chiffre d'affaires consolidé (en milliards de francs) à l'exportation des grands groupes industriels français

1 - Renault	29,9
2 - PSA Peugeot-Citroën	16,3
3 - Cie Générale d'Électricité	7,6
4 - Rhône-Poulenc	6,2
5 - Peugeot-Ugine-Euhmann	5,3
6 - Thomson-Brandt	4,9
7 - Dassault-Breguet Aviation	4,6
8 - Alsthom-Atlantique	4,5
9 - Cressat-Lohr	4,4
10 - Valloire	4,0
11 - Chrysler-France	4,0
12 - IBM-France	3,2
13 - Michelin	3,0
14 - Saint-Gobain - Font-B-Mous	2,9
15 - Sals (Aérospatiale)	2,9
16 - Sacler	2,8
17 - Cie Française des Pétroles	2,8
18 - Usinor	2,7
19 - Dumez	2,7
20 - Elf Aquitaine	2,7
21 - Babcock-Wilf	1,9
22 - Schenck	1,9
23 - Spil-Baudouin	1,7
24 - CDF-Chimie	1,5
25 - Philips France	1,5
26 - Saecma	1,3
27 - Serep	1,1
28 - Chantiers de La Ciotat	1,1
29 - C.I.I. Honeywell Bull	1,1
30 - Grands Travaux de Marseille	1,0

pour l'année 1976. Sauf pour Renault, Peugeot et le secteur des travaux publics, il s'agit, en principe, des seules exportations de départ de France, ce qui exclut les ventes des filiales étrangères. Celles-ci peuvent être très importantes pour certains groupes (par exemple 2,1 milliards pour Peugeot-Ugine-Euhmann) et pour le secteur pétrolier.

* Librairie du commerce international, 10, avenue d'Iéna, 75783 Paris, CEDEX 162.

Travail Temporaire: l'ère de la sécurité.

146 Entreprises* de Travail Temporaire, représentant 893 bureaux en France et plus de la moitié du chiffre d'affaires de la profession, vous offrent désormais la garantie d'une Société de Caution Mutuelle: la SOCAMETT.

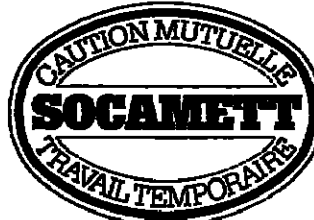
AFTEC - 01880 MEXIMIEUX
ALLO CHAUFFEUR - 75010 PARIS
ALLO SERVICE TEMPORAIRE
75010 PARIS
ALSACE SERVICES -
67000 STRASBOURG
APPEL SERVICES - 68200 MULHOUSE
ARMOR MARINE
76650 PETIT-COURBONNE
ATENA - 75011 PARIS
B.E.D.I. - 75001 PARIS
BIMO INTERIM - 44100 NANTES
B.I.P.T.I. - 75010 PARIS
BIS - 75008 PARIS
BUREAU INTERIM PARISIEN (B.I.P.)
75010 PARIS
B.W. INTERIM - 75014 PARIS
CANAL INTERIM
59174 LA SENTINELLE
CARLEC - 75011 PARIS
CENTER - 75011 PARIS
CENTRAL INDUSTRIE
75011 PARIS
CENTRAL INTERIM - 75002 PARIS
CENTRALE TEMPORAIRE
38000 GRENOBLE
C.F.L. - 75008 PARIS
CLOTADENNE D'INTERIM
13600 LA CIOUAT
CONTACT INDUSTRIE - 75010 PARIS
CONTACT OFFICE - 75010 PARIS
CONTI SERVICE - 13003 MARSEILLE
C.R.I. (Centre Régional Intermédiaire)
69006 LYON
C.R.I.T. INTERIM - 92700 COLOMBES
D.H.E. - 75001 PARIS
DIJON SERVICES - 21000 DIJON
ECCO - 69008 LYON
ECLAIR COURRIER
EROMA FRANCE - 72000 LE MANS
EROM INTERIM - 75010 PARIS
EUROPE INDUSTRIE - 75011 PARIS
EUROPE INTERIM - 75003 PARIS

EUROPE SECRETARIAT
75002 PARIS
E.V.S. INTERIM
93190 LIVRY-GARGAN
FRANCE SERVICE - 69001 LYON
FRANCE SUPPLEANCE
75002 PARIS
FONCTION TECHNIQUE
BENELUX - 75009 PARIS
F.P.S. - 21000 DIJON
GAMA - 75009 PARIS
GESTION 2000 - 75481 PARIS CEDEX
GROUPE PARISIEN DE SERVICES
75009 PARIS
HOTEL SECRETAIRE
75002 PARIS
I.B.L. - 92000 NANTERRE
I.B.V. - 84500 BOULENE
I.B.V. - 26000 VALENCE
I.C.A.T. - 92800 PUTEAUX
I.L.E. DE FRANCE INFORMATIQUE
75010 PARIS
INFORMATIQUE INTERIM
59000 LILLE
INFRA SERVICES - 51100 REIMS
INTER CORPORATION - 69002 LYON
INTERDOMUS S.E. - 75001 PARIS
INTER ENTREPRISE - 75010 PARIS
INTEREXPRESS - 75009 PARIS
INTERIM MEDICAL
68000 LYON
INTERIM CENTRE MARSEILLE
13002 MARSEILLE
INTERIM CENTRE PYRENEES
64000 PAU
INTERIM CENTRE ROUEN
76000 ROUEN
INTERIM CENTRE TOULON
83100 TOULON
INTERIM EXTENSION NORD
95100 ARGENTEUIL
INTERIM EXTENSION OUEST
95400 ARNOVILLE

INTERIM NATION - 75012 PARIS
INTERIM SUD-EST
69200 VENISSIEUX
INTERIM SUD-OUEST
33000 BORDEAUX
INTER INFORMATIQUE
(PACT-INTERIM) - 75002 PARIS
INTERIX - 75001 PARIS
INTERST - 92106 BOULOGNE
INTERIUD - 28000 VALENCE
INTERTRA (A.B.C. SERVICES - T.P.A.)
75017 PARIS
I.P.B. (IMMEDIAT POLY BUREAU),
(POLY-INTERIM, PANSERVICE,
OPERA-INTERIM, PER-INTER,
PROVENCE SERVICE)
75018 PARIS
IVATEC - 75009 PARIS
J.B.M. BUREAU MEDICAL
75008 PARIS
KELLY SERVICES - 75008 PARIS
LABORIM - 75017 PARIS
LATAC - 75009 PARIS
LOCAMAIN - 93200 SAINT-DENIS
MANPOWER CADRES
75010 PARIS
MANPOWER FRANCE
75009 PARIS
MAXPLAN - 75012 PARIS
M.B.L. FRANCE - 75002 PARIS
MEDICAL INTERIM TECHNIC
38330 SAINT-ISMIER

MINERVE - 75116 PARIS
MINERVE ATLANTIC INTERIM
44000 NANTES
MINERVE NORMANDIE INTERIM
76000 ROUEN
M.T.S. SERVICES FRANCE
75017 PARIS
NOVASAM (A.V. SERVICES)
75010 PARIS
ODB - 75002 PARIS
OFFICE COMPTABLE INTERIMAIRE
75010 PARIS
OLYMPIE INTERIM
67000 STRASBOURG
ORGANIMA - 94150 RUNGIS
PARIS-EST PERSONNEL - 75010 PARIS
PAU SERVICES - 64000 PAU
PHILORGA - 45000 ORLEANS
PHINEC INTERIM - 13015 MARSEILLE
PLUS INTERIM - 75009 PARIS
PRATIC SERVICES - 75009 PARIS
PRESTA-FRANCE - 31000 TOULOUSE
PRESTATION INDUSTRIE BUREAU
75010 PARIS
PREST OFFICE - 78000 VERSAILLES
PROMOTION ET DISTRIBUTION
PUBLICITAIRE - 75010 PARIS
P.S.I. - 76100 ROUEN
QUALITRA - 75008 PARIS
R.A.S. - 69100 VILLEURBANNE
REGIE INTERIM - 75002 PARIS
REGIE INTERIM INDUSTRIE
75002 PARIS
RENFORT SERVICE (R.S.I.)
75011 PARIS
RHONE ALPES SERVICES
38100 GRENOBLE
RHONE ALPES - 75002 PARIS
SAITEC - 75009 PARIS
S.B.L. - 67000 STRASBOURG
SECRETAN EXPRESS SERVICES
94300 VINCENNES
SECRETARIAT SERVICES
31000 TOULOUSE

SECRETARIAT VOLANT
75008 PARIS
SECRETARIAT WORKS SERVICE
(S.W.S.) - 31000 TOULOUSE
SELECTION INTERIM SUPPLEANCE
75011 PARIS
SEREP - 78410 AUBERGENVILLE
S.E.T.T. - 06000 NICE
S.E.T.T. - 75001 PARIS
SIGMA T.I. - 67000 STRASBOURG
SKOR - 75009 PARIS
SOCIETE D'INTERIM INDUSTRIEL
92300 LEVALLOIS-PERRET
SOCIETE GENERALE DE SERVICES
77000 MELUN
SOCIETE GENERALE D'INTERIM
93200 SAINT-DENIS
SOCIETE LYONNAISE D'INTERIM
69002 LYON
SOCIETE - 93130 NOISY-LE-SEC
SOGICA - 75004 PARIS
SO. I.O. SER. - 57500 SAINT-AVOUD
SOTRAM - 75008 PARIS
S.P.M. - 69002 LYON
S.P.M. INDUSTRIE - 69002 LYON
STICMA - 75001 PARIS
SUPPLY - 51100 REIMS
TECH-FRANCE - 75017 PARIS
TECHNIQUE ET REGIE (T.E.R.)
75010 PARIS
TEFFRA - 59000 LILLE
TESEP ENTREPRISE
75008 PARIS
TODEPA S.A. - 75010 PARIS
T.O.I.S. - 13001 MARSEILLE
TROYES SERVICE - 10000 TROYES
UNIVERSAL SECRETARIAT
75008 PARIS
VERALLER SERVICES
78000 VERSAILLES
VOTRE BUREAU RANDSTAD
75003 PARIS
YVES TRUCHOT S.L.P.S.
69003 LYON



Société de Caution Mutuelle des Entreprises de Travail Temporaire, Société coopérative de Caution Mutuelle à capital variable régie par la loi du 13 mars 1877 agréée par la Chambre Syndicale des Banques Populaires sous le numéro F 473.87, rue Saint-Lazare - 75009 PARIS - Tél. : 285.72.11 (5 lignes groupées).

* (donc au 1/9/77)

حکومتی الاصل

La France pourrait, à peu de frais, se doter d'un bon régime des fondations

par MICHEL POMEY (*)

Si l'on estime, à la lumière des exemples étrangers et dans la perspective d'une société à la fois pluraliste et concertée, qu'il y a lieu de développer, en France, le système des fondations privées reconnues d'utilité publique — lesquelles sont, comme l'on sait, l'institution type du mécénat — la question qui se pose essentiellement est de savoir si notre droit le permet. A cet égard, et contrairement à une opinion répandue même chez les juristes, la réponse est affirmative. En effet, bien que la chose soit encore peu connue et peu pratiquée, il existe en France tout un régime de droit des fondations qui a permis la création et le fonctionnement dans des conditions tout fort satisfaisantes.

La preuve évidente en est d'ailleurs fournie par la multiplication récente et la qualité des initiatives en ce domaine ; par exemple, pour s'en tenir à quelques-unes des plus marquantes : la Fondation Royumont (1964), la Fondation Maeght (1964), la Fondation pour la recherche médicale française (1965), la Fondation de France (1969), la Fondation Elf-Air France (1973), la Fondation de la vocation (1973), la Fondation Del Duca (janvier 1975), etc., sans oublier celle authentique et toujours jeune fondation qu'est l'Institut Pasteur avec ses prix Nobel.

La vraie difficulté

Pour créer une fondation, il faut et il suffit de :

- Disposer, en permanence, de ressources certaines, susceptibles d'être affectées au financement, au départ comme à l'avenir, en principe perpétuel ;
- Établir des statuts conformes aux statuts-types proposés par le Conseil d'État et prévoyant, notamment, les conditions de nomination et de renouvellement du conseil d'administration ;
- Obtenir, du gouvernement, un décret, pris après avis du Conseil d'État, reconnaissant d'utilité publique la fondation, lui donnant, par là même, l'existence juridique, et approuvant ses statuts ainsi que sa dotation initiale.

Dès lors que les buts sont bien d'intérêt général et non caractère lucratif, et que les statuts sont bien conformes, sous réserve des adaptations justifiées, la seule vraie difficulté est de garantir le financement de la fondation, en tout état de cause et à un niveau suffisant, dès son lancement. C'est ce que montre l'expérience.

Pour le reste, les contraintes et tutelles de caractère administratif pesant sur les fondations — qui ne s'exercent d'ailleurs qu'en matière statutaire ou patrimoniale, non sur les affaires courantes — s'avèrent en fait n'être que des formalités, parfois un peu longues, mais sans rien d'arbitraire, bienveillantes même.

Un régime fiscal acceptable

Désormais, elles ont la latitude de les placer en toutes valeurs cotées en France ou à l'étranger, et même en immeubles de rapport, quitte à savoir faire appel, à cet effet, à tous experts financiers.

Quant au régime fiscal, enfin, il est loin d'être aussi mauvais qu'on le prétend. L'État a déjà consenti d'appréciables avantages aux fondations reconnues d'utilité publique, — de placer leurs fonds en valeurs dites de « père de famille », ce qui, dans le climat de crises monétaire et d'inflation que l'on sait, les avait conduites à la ruine.

même les entreprises peuvent-elles déduire de leurs bénéfices imposables les versements qu'elles font à des fondations, et ce à concurrence de 1 % de leur chiffre d'affaires (ce qui est déjà considérable), voire 2 % ? Enfin, lorsqu'elles ne sont pas en concurrence avec des entreprises lucratives, elles peuvent échapper, pour leurs éventuelles activités rémunérées, à la T.V.A. comme à la taxe professionnelle.

Si ce régime des fondations n'est pas plus connu, c'est, sans doute, parce qu'il ne relève pas d'une loi — comme il y a, par exemple, une loi des associations — mais de la seule jurisprudence administrative du Conseil d'État (section de l'intérieur) dans des conditions très exceptionnelles qui ne sont pas sans évoquer la Common Law et les Charity Commissioners britanniques.

Et si ce régime n'est pas plus pratiqué, c'est, en définitive, que, pour des raisons qui tiennent à la psychologie comme à la philosophie sociales, personne ou presque — André Malraux mis à part et M. Michel Debré — n'y a jamais vraiment cru et ne s'y est vraiment intéressé.

Une loi d'ensemble vraiment dangereuse...

Pour améliorer la situation, une loi des fondations est donc tout à fait urgente.

Certes, elle permettrait de leur mieux faire connaître, mais au prix d'une cristallisation de leur régime qui ne permettrait plus au Conseil d'État de l'adapter à la situation et n'hésite pas à le faire, avec l'évolution générale comme avec les circonstances particulières. Ainsi a-t-il pu assouplir les règles de gestion d'un bien d'œuvre et permettre l'introduction dans le droit français, avec la Fondation de France, des trusts charitatifs anglo-saxons, ou, avec la Fondation Elf-Air France, des fondations d'entreprises sans dotation en capital, etc. Tous progrès décisifs qu'une loi ne varierait pas sans doute sans permis.

Aussi bien, s'il s'agit de mieux faire connaître les fondations, comment-il surout de multiplier les publications de toute nature à leur sujet et d'abord au J.O., lequel, actuellement, ne publie les décrets de fondation que par extraits ! S'il s'agit d'améliorer leur régime dans des domaines relevant, au-delà du Conseil d'État, du seul législateur (par exemple : en matière de capacité juridique ou de fiscalité), il y a lieu de prévoir non une loi générale, mais des lois particulières.

Ainsi, sur le plan proprement juridique, pourrait-on penser à un texte qui permettrait, expressément, la création de fondation par testament, ce que, actuellement, le Conseil d'État admet, mais ce que refuse encore la Cour de cassation. Mais, en la matière, au-delà du juge ou du législateur, il y a une réelle difficulté pratique : l'absence, le plus souvent, après la disparition du donateur, et malgré les exécuteurs testamentaires, de personnes vraiment capables d'entreprendre et de mener à bien toutes les diligences, aléatoires d'ailleurs, qui resteraient nécessaires pour réaliser effectivement la fondation conçue sur le testament.

En outre, le problème n'est pas sans solution pratique, depuis la création de la Fondation de France. En effet, celle-ci a, statutairement, vocation, sous réserve de son propre accord, à servir d'intermédiaire pour la création, fût-ce post-mortem, de toute fondation soit non autonome, c'est-à-dire en son sein, soit autonome. Il suffit donc désormais de s'adresser à elle. (1)

De même en ce qui concerne le délicat problème de « adaptation aux circonstances des charges et conditions initialement approuvées aux dons et legs faits à des fondations. A défaut d'une

loi sans doute insuffisante d'une modification par le Conseil d'État, des statuts-types, prévoyant à l'avance, par une espèce de contrat d'adhésion, l'accord du donateur aux modifications qui, sous le contrôle de cette haute assemblée, seraient reconnues nécessaires, par la fondation bénéficiaire, pour mieux répondre à la fois aux circonstances nouvelles et à l'esprit des dispositions libérales du bienfaiteur. C'est d'ailleurs ce que prévoient les statuts particuliers de certaines des fondations les plus récentes (Fondation Del Duca, Fondation nationale des arts graphiques et plastiques).

...mais des réformes fiscales sont nécessaires

En revanche, en matière fiscale, les quelques réformes bien délimitées qui s'imposent requièrent, elles, des dispositions législatives expresses.

La première réforme consisterait à exonérer de tous impôts tous les revenus de tous placements de toute fondation d'intérêt public. Une telle exonération a d'ailleurs été déjà prévue pour les Caisses de crédit mutual. A défaut, du moins devrait-on limiter le taux d'imposition réel à, par exemple, 10 % au total.

La deuxième réforme consisterait à permettre aux particuliers de déduire de leurs revenus imposables de l'année les versements qu'ils font à des fondations, à concurrence non pas seulement de 1 %, comme actuellement, ce qui est encore trop faible (plus, il est vrai, 0,5 % au bénéfice de la seule Fondation de France...), mais de 5 %, comme dans beaucoup d'autres pays d'Europe occidentale, l'Allemagne par exemple ; sans qu'il soit nécessaire d'aller jusqu'à 10 %, soit 10 % comme aux États-Unis, mais dans un contexte tout différent.

La troisième réforme fiscale consisterait à permettre aux entreprises de déduire de leurs bénéfices imposables leurs versements aux fondations (voir aux autres établissements d'intérêt général), à concurrence au total de 3 % de leur chiffre d'affaires, comme actuellement, mais sans leur imposer d'en réserver 2 % aux seuls organismes de recherche scientifique agréés.

La quatrième réforme consisterait à accorder, à toutes les fondations reconnues d'utilité publique, quel que soit leur objet et, par conséquent, sans argument spécial, l'exonération de tout droit de mutation sur tout don ou legs reçu par elles.

Quant à l'adaptation, parfois nécessaire, de la T.V.A. et de la taxe professionnelle au cas des fondations qui, dans la poursuite même de leur objet statutaire désintéressé, se voient amenées à réaliser des opérations de caractère lucratif, elle devrait pouvoir résulter de la simple pratique administrative et de la jurisprudence fiscale du Conseil d'État (section de l'intérieur).

Sous réserve de l'accord du ministre des finances, les quatre propositions ci-dessus de réformes fiscales, à la fois limitées et décisives, devraient pouvoir intervenir sans grande difficulté, par exemple dans le cadre d'une loi de finances.

Ceci supposé fait, et compte tenu, par ailleurs, des pouvoirs traditionnels du Conseil d'État en la matière, la France se trouverait alors dotée, sans grand bouleversement, d'un des meilleurs régimes de fondations qui puissent être, à la fois sages, efficaces et offrant toutes garanties contre tous abus. (2)

Resteraient alors à la mettre en œuvre, pleinement.

Ce qui est un autre problème, non plus de droit mais de disponibilités financières et de mentalité, c'est-à-dire d'économie et de politique générales.

(1) La Fondation de France s'est révélée par ailleurs être un bon support pour le lancement, en accord avec les intéressés, de toute souscription d'intérêt national.

(2) Ce qui n'a pas toujours été le cas aux États-Unis jusqu'au Tax Reform Act de 1969.

(*) Maître des requêtes au Conseil d'État.

POINT DE VUE

Apologie de l'émigration

par JÉRÔME SINCHAL (*)

J'AI trente ans, je ne suis pas chômeur : dois-je me considérer comme un privilégié ? Faut-il s'extasier partout qu'on se lamente sur la grande misère du sous-emploi des jeunes et qu'on en vient à louer l'action du gouvernement consistant à dispenser — temporairement ? — les chefs d'entreprise de payer les cotisations sociales afférentes à « la rémunération des salariés qui seront embauchés avant l'âge de vingt-cinq ans ». En être arrivé à faire admettre comme une mesure sociale une action aussi rétrograde montre assez à quel point la mystification, à quel renversement de perspective, on peut aboutir par la manipulation de cet extraordinaire jeu de tarots que constitue l'économie dite « politique ».

J'ai trente ans, je ne suis pas chômeur, ni suicidaire, mais je me sens une irrésistible vocation d'émigré. Car, à cet âge, avec un diplôme de l'Université, et pour reprendre le langage de mes bailleurs de fonds, la chance d'exercer des fonctions d'économiste auprès des responsables d'entreprises, cette chance peut aussi vous donner quelque dépôt, quand, situé de ce côté-ci de la barrière, vous voyez encore un horizon bouché.

La cartellisation organisée

Les faits sont simples : le patronat français a les yeux fixés sur ces négociations avec la direction des prix ; il joue avec elle depuis des années le ballet d'un continuel relèvement de ses barèmes sous les hypocrites dénominations de « contrat de programmation », « engagement de modération », etc. Ces pratiques ont pour corollaire la cartellisation des professions françaises sous l'égide des pouvoirs publics, et pour conséquence la non-transparence des prix pratiqués entre fabricants et au stade du négoce de gros ; non-transparence qui elle-même se traduit dans la non-répercussion des baisses réelles de prix producteurs dans les prix de détail. La cartellisation en vue de négocier sans cesse des hausses de tarifs implique également une tendance à la rétention des rythmes de production et au désengagement vis-à-vis des marchés extérieurs soumis aux fluctuations de la compétition internationale.

On peut se passer de détails de la démonstration complémentaire ayant trait au quatrième niveau : des taux d'intérêt élevés, résultant de cette absurde conception que l'inflation vient (entre autres) d'un excès de consommation et que pour freiner cet excès il faut augmenter le prix du recours au crédit. Chacun sait pourtant que plus le loyer de l'argent est substantiel plus les banques ont « intérêt » à prêter ; qu'elles trouvent toujours des artifices pour tourner les réglementations restreignant la progression des encours ; et qu'en définitive le crédit aux particuliers n'a jamais autant contribué à favoriser la « digestion » des hausses de prix (exemple de l'automobile), n'a jamais été aussi florissant (cartes de crédit ou de découvert systématique, leasing...), qu'en ces temps actuels où les taux sont de 15-20 %. Mais à ce prix-là on prête à tout, aux particuliers, aux salariés, pas aux entreprises pour lesquelles on donnera l'impression de consentir un sacrifice considérable en accordant du 10-12 %. Il devient alors évident que les investisseurs qui

empruntent à ce taux ne peuvent pas se pas espérer un relèvement de leurs prix moyens de vente pour compenser, au moins en partie, l'alourdissement de leurs charges financières ; on sait où cela mène depuis que la sidérurgie française en a fait la triste et spectaculaire expérience : avec un endettement égal à un an de chiffre d'affaires et des prix les plus élevés d'Europe, cette industrie se trouve aujourd'hui en déconfiture, et licencie, alors même qu'elle n'a pas réussi en 1976 à couvrir tous les besoins en acier du pays.

Les effets des attitudes négatives des décideurs en matière économique, les sacrifices qu'elles entraînent, sont davantage supportés par la jeunesse que par les autres générations.

Dans un tel contexte, nul ne peut s'étonner du paradoxe présenté par ceux qui, au C.N.P.F., cherchent à démontrer les bienfaits d'une nouvelle forme de protectionnisme, exorcisés par la magie du verbe de la plus haute autorité de l'État qui l'a rebaptisé « libéralisme organisé ». A ce point, la boucle est refermée, après bien des contournements, le C.N.P.F. vient de trouver son terrain d'entente avec le parti communiste : le rideau se lève ainsi sur le troisième acte du ballet de la politique collectiviste des prix et de l'emploi ; où il sera démontré que les importations ne sont utiles que pour autant qu'elles ne fassent pas obstacle aux prétentions des fabricants français à faire payer leurs marchandises toujours plus cher ; les patrons, en brandissant le spectre fantastique et effrayant du chômage, ont réussi enfin l'union sacrée avec leur plus intransigeant opposant.

Pourtant, à la longue, le chômeur de base qui, selon l'appréciation du professeur Barre, « est bien capable de comprendre qu'une monnaie qui s'émiette est un facteur de désorganisation pour l'économie », finit également par se rendre compte que ce n'est pas réellement pour lui procurer du travail que l'on veut freiner les achats à l'étranger. Bien au contraire, les chiffres montrent presque toujours que la réduction des importations en France s'accompagne d'une progression du nombre des sans-travail.

À la vérité, diminuer les entrées de marchandises étrangères n'a pas pour but, comme on voudrait le faire accroire, de transférer à des ouvriers de chez nous des travaux réalisés hors de nos frontières, mais simplement de faire subsister de ce côté-ci des pratiques de prix d'ententes qui s'épanouissent encore mieux en l'absence de contestation de l'étranger et dans un climat de pénurie.

Ce qui est désespérant, c'est de constater que, sur cette question, les gouvernements de la France eux-mêmes semblent adopter la maxime de Machiavel, qu'il est plus prudent pour un prince d'être lâche que libéral ; et ne marquent pas de se féliciter, dès qu'ils en ont l'occasion, des réductions du déficit extérieur qui n'ont pourtant pas d'autre origine que la diminution des importations et l'appauvrissement du pays.

Cartellisation et néo-protectionnisme, crédit exorbitant qui déprécie l'avenir, gestion d'une économie de pénurie, inflation et chômage ; voilà dans quel Hexagone de politique économique se trouve inscrit le jeune Français en 1977. Quel choix lui est offert dans un tel milieu lorsque, émergent de l'adolescence, il se met en quête d'un emploi ? S'inscrire au chômage ? Ou, si la chance la favorise, accepter cette pitoyable entrée dans la vie professionnelle comme un être immature, subventionné, amputé du droit syndical ? Ou encore : répondre à cet appel cynique d'une société de travail par l'interim, image grimaçante dans le miroir : « Vous aimez un métier, Manpower vous attend ».

(*) Economiste d'entreprise.

New York par charters Pan Am : le confort des vols réguliers à un prix charter.

A partir de 1.590 F*
(Sous réserve d'homologation gouvernementale.)

Les week-ends de 4 jours
hôtel compris
Excursion possible à Washington.

Départs Paris : 27 octobre
- 28 octobre
- 10 novembre
- 11 novembre.

Ce prix comprend : le transport aérien, les transferts, le séjour dans un hôtel confortable, les petits déjeuners, la visite de la ville.

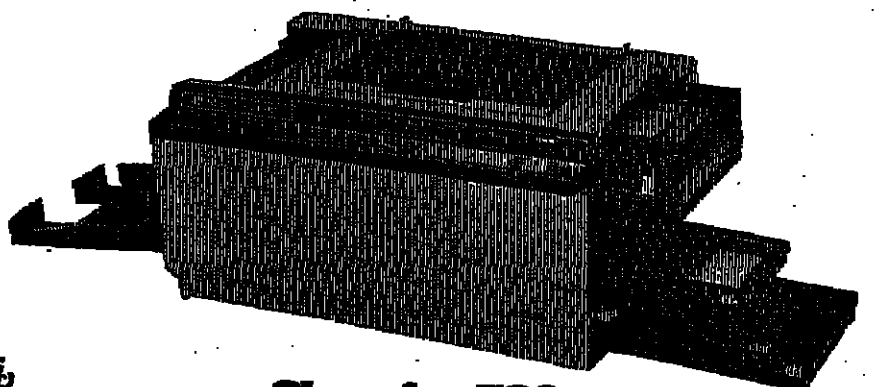
* Taxes et assurance annulation non incluses.

Voyez sans tarder un Agent de voyages.



PAN AM

6 secondes.



Sharpfax 730, le préchauffage en moins le microprocesseur en plus.

Le SHARPFAX 730 est le premier photocopieur sur papier ordinaire à utiliser le nouveau système SCP qui permet au mono-toner de se fixer directement sur la copie par simple pression : plus de préchauffage, un seul produit utilisé, donc une maintenance simplifiée.

Avec le SF 730, SHARP adapte au photocopier la technique des calculateurs : un microprocesseur règle et vérifie à tous les stades le bon fonctionnement de l'appareil ainsi que le contrôle de ses fonctions.

Et comme tous les SHARPFAX,

le 730 est de faibles dimensions, d'un entretien économique et d'une grande souplesse d'emploi. Vous découvrirez le 730 au SICOB 4302, Zone C, Niveau 4, SHARP/IBM 151-153, avenue Jean-Jaures - 93300 AUBERVILLIERS - Tél. 834.93.44

Sharp, n'attendez que le temps de la photocopie.

هكذا من الأصل

LE SICOB

XXVIII^e SALON INTERNATIONAL DE L'INFORMATIQUE, DE LA COMMUNICATION ET DE L'ORGANISATION DE BUREAU

L'avenir de la télécopie

En France, près de tiers des entreprises de plus de mille salariés ignorent l'existence de la télécopie, possibilité qui leur est offerte d'émettre ou de recevoir des documents reproduits à distance par le canal du réseau téléphonique. Et cette méconnaissance est encore plus grande dans les sociétés à personnel plus réduit : près de 50 % pour le groupe des sociétés de deux cents à mille salariés. Pourtant, vingt-cinq mille établissements environ se déclarent intéressés (intérêt - incontestable - ou - certain -) par l'acquisition d'un télécopieur, lorsqu'on leur en expose les principales caractéristiques, alors que le parc français était évalué à environ cinq mille machines à la fin de 1976 (1). Il y a donc là, apparemment, un marché potentiel de quinze mille à vingt mille appareils dans les quelques années à venir. Est-ce suffisant pour faire « décoller » cette activité, dont la phase industrielle, entamée vers le début de cette décennie, marque encore le pas en Europe? Certains ne le pensent pas, et notamment l'administration française des télécommunications, qui ne voit de salut que dans un marché de plus de cent mille appareils par an, créé de toutes pièces par l'appartenance d'un produit bon marché, comme ce fut le cas pour les calculatrices de poche. Mais, pendant qu'en France on mûrit cette stratégie - à la japonaise -, les Japonais ont déjà plus de cent mille télécopieurs en service, et élargissent le marché européen par multinationales interposées. Et les Américains ne sont pas en reste.

QUELQUES chiffres, tout d'abord, sont éloquentes. Fin 1976, il y avait aux Etats-Unis environ 160 000 télécopieurs en service, c'est-à-dire déjà un peu plus que de télécopieurs, dont la pénétration du marché avait pourtant commencé à la fin des années 30 (mais les Etats-Unis sont relativement « sous-développés » en matière de réseaux télé). Au Japon, le parc de 100 000 machines déjà cité s'explique en partie par l'utilisation de l'écriture idéographique, qui la rend impropre à la transmission télégraphique par caractères, et constitue donc un handicap pour le télé. En Europe, il n'y a que 18 000 télécopieurs en service, dont 6 000 en Allemagne fédérale, autant en Grande-Bretagne et 5 000 en France environ. Mais tout cela n'est qu'un début. Que prévoit-on pour les années à venir?

Aux Etats-Unis, on s'attend à une progression annuelle de l'ordre de 20 %, faisant passer le parc à plus de 350 000 en 1980. Au Japon, le rythme de croissance annuelle sera du même ordre et conduira à un parc de plus de 200 000 unités à la même époque. En Europe, on pense progresser de 30 % par an mais, partant de plus bas, on n'aura en 1980 qu'un parc d'environ 50 000 appareils, soit moins de 9 % du parc des « deux grands » réunis. Situation bien plus défavorable que pour le télé, où l'Europe (plus de 200 000 appareils dont plus de 100 000 en Allemagne et plus de 50 000 en France et en Grande-Bretagne) « fait le poids » devant les Etats-Unis et le Japon (mais concernant ce dernier, nous avons vu pourquoi).

Une chose est donc claire : c'est que l'industrie européenne, si elle veut survivre dans ce domaine, sera conduite à exporter, en « amorçant la pompe » par un fort marché intérieur. Cela s'est déjà produit, dans le passé, pour le télé, où Sagem (France), Siemens (Allemagne) et Olivetti (Italie) ont acquis des positions intéressantes à l'exportation.

Trois minutes pour une feuille

Tournons-nous alors du côté de la performance, c'est-à-dire, dans une certaine mesure, vers le long terme. Trois minutes pour transmettre une feuille de papier, c'est encore long, et le « télécopieur-minute » sera le bienvenu pour les utilisateurs. Or il est déjà là, POLEN LLORET. (Lire la suite page 28.)

LA NÉCESSAIRE MUTATION DE L'INDUSTRIE PAPETIÈRE

Le papier : c'est la « matière première » du secteur verbal, et, naturellement, comme celle de l'acier, est un des baromètres de la civilisation. C'est aussi une industrie deux fois millénaire.

En ce qui concerne la production, l'importance du gisement « forêt-cellulose » a été, au cours de ces dernières décennies, le facteur déterminant de la puissance industrielle. Et cette raison a fait que les pays nordiques (scandinaves et américains), alliant à la fois la richesse forestière et la capacité d'industrialisation, sont devenus, à partir de la conception d'une « technologie de masse », les grands pays papetiers du monde.

Si les protections douanières de l'entre-deux-guerres ont pu laisser croire un temps qu'il était possible à d'autres d'importer la technologie et les matières premières, et de faire en même temps les mêmes produits de façon concurrentielle, la dureté des temps présents a révélé les vraies difficultés.

Pour la France, comme pour ses voisins, qui sont en gros ceux de la Communauté, il y a en fait

deux problèmes dont les effets s'ajoutent :
● A la suite d'une envolée de la consommation mondiale de papier en 1973-1974 et des investissements qui se sont mis en place un peu partout pour y faire face, les effets de la crise mondiale ont brusquement fait apparaître une chute de la demande et, de ce fait, une concurrence acharnée entre tous les producteurs ;
● Si cette crise actuelle tend à éclipser provisoirement le problème des matières premières, dont l'acuité dominait tous les autres il y a seulement deux ans, la question se pose de savoir si les pays de la zone tempérée peuvent, à l'avenir, faire les mêmes papiers, et aux mêmes prix que les pays disposant, à leur portée, d'une matière première homogène, en important tout ou partie de cette matière première et en utilisant la même technologie.

La conception d'une technologie est la conséquence d'un certain équilibre économique. La technologie nordique de masse reposait sur un équilibre qui appartenait au passé. Les impératifs actuels : économie de matières, environnement, coût de l'énergie, doivent entraîner une réflexion nouvelle « papetiers-construc-teurs », en vue de revoir et d'adapter un « modèle papetier » aux besoins réels des producteurs.

C'est peut-être à cet égard la chance de la France (principal pays forestier de la C.E.E.) de relancer sa construction mécanique et de concevoir des outils nouveaux, plus économiques et plus souples, valorisant à la fois ses matières fibreuses nationales, et ses connaissances scientifiques ;
● Au niveau des produits papetiers, la crise appelle, là aussi, une réflexion. S'il est clair qu'à l'avenir on pourra difficilement faire les mêmes produits aux mêmes prix que les fournisseurs et concurrents, on peut imaginer de réaliser des produits différents : ce pourrait être, d'une part, des produits répondant aux mêmes besoins, mais utilisant d'autres matériaux de base (remplacement du kaolin par le carbonate de calcium) ou les utilisant en pro-

portion différente, ou réutilisant les vieux papiers. Ce pourrait être, aussi, des produits nouveaux tournés vers d'autres marchés que les classiques « impression-écriture » et « emballage » : papier destiné à l'habitat, aux besoins sanitaires et ménagers, etc.

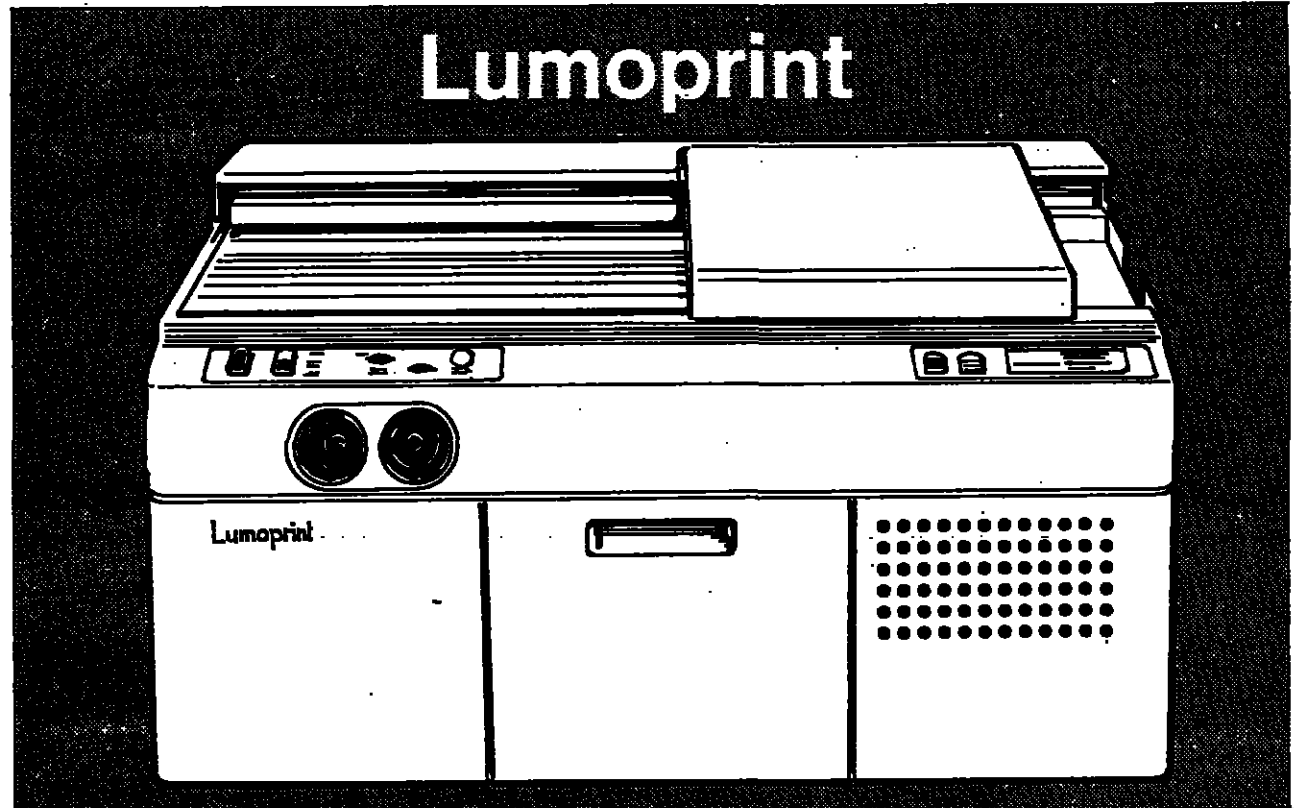
L'accumulation des problèmes qui assègent notre industrie, loin de l'affaiblir, peut être une source de renouveau. Les techniques papetières sont anciennes : il y a eu peu d'études scientifiques. Le sujet est donc plein de promesses, et, pour une fois, les pouvoirs publics ont découvert qu'un secteur classique avait la possibilité de jouer sur la recherche pour promouvoir son expansion. Une action thématique programmée, commune au C.N.R.S. et au centre technique du papier, a donné, depuis dix-huit mois, des résultats prometteurs.

Gageons donc que, au prix d'un vigoureux effort industriel, scientifique et financier, notre pays saura montrer qu'il peut résoudre ses problèmes, ouvrir des voies nouvelles aux autres et sauvegarder son indépendance.

PIERRE COGNARD, Directeur du centre technique de l'industrie des papiers, cartons et celluloses.

Economie et recherche

A ces deux questions, il est possible de faire deux réponses : chacune suppose une bonne liaison entre économie et recherche.
● La conception d'une techno-



Photocopieur LX4 sur papier ordinaire. Il est en tous points extraordinaire.

Nous sommes la plus grande marque allemande de photocopieurs. Et nous avons choisi de ne fabriquer que des photocopieurs. Quand on ne fabrique que des photocopieurs, il faut qu'ils sortent de l'ordinaire. C'est, nous le pensons, le cas de notre modèle LX4. Jugez-en plutôt.

Double alimentation : en multicopies et en continu. Les photocopieurs LUMOPRINT sont les premiers à avoir été conçus pour fonctionner en double alimentation des originaux. Ainsi le LX4, outre le système classique d'exposition sur glace, est doté d'un système supplémentaire de reproduction rapide. L'avantage pour l'utilisateur est énorme et évident : on peut interrompre un processus de multicopies en cours sans déplacer l'original, présenter un autre original en continu, copier, puis remettre les multicopies en route. Sans manipulation ni perte de temps.

Pas de préchauffage, 30 copies par minute. La rapidité : un des maîtres-mots du LX4. N'ayant pas de préchauffage, il livre sa 1^{re} copie en un temps record.

Et en continu, chaque copie prend 2^e soit 30 copies à la minute.

Dans l'ordre et bord à bord. Quant aux copies elles-mêmes, leur sortie, innovation majeure, se fait dans l'ordre, grâce à un dispositif de réception inversée : fini le temps perdu à assembler les documents de plusieurs pages, impossibles les erreurs lors des impressions recto-verso. Ensuite, le LX4 imprime bord à bord : supprimés les risques de voir disparaître des lignes sur un plan ou des zéros dans un tableau chiffré.

Système antibourrage. Enfin, le LX4 s'arrête automatiquement après la 1^{re} copie mal placée : finies les catastrophes du « bourrage ».

Maintenance Lumoprint. Nous avons des agences et des succursales dans toute la France. Le LX4 bénéficie donc d'un service après-vente extrêmement rapide.

18.750 F hors taxes.* Et avec tous ces perfectionnements et ces prestations, qui le rendent comparable à des photocopieurs beaucoup plus importants, le LX4 ne coûte que

18.750 francs h. t. Mais si vous préférez, nous pouvons vous le louer. Vous le voyez, quand on ne fabrique que des photocopieurs, ils doivent sortir de l'ordinaire à tous points de vue. A propos, le LX4 est très beau, aussi. Mais cela, vous l'avez remarqué.

* Prix appliqué au 3^e Février 1977

Lumoprint

La qualité allemande en photocopie.

Envoyez-moi une documentation complète.

Société _____

Personne à contacter _____

Adresse _____

N° Postal _____ Tél. _____

Lumoprint France S.A.
6/6, rue du 4 Septembre.
92130 Issy-les-Moulineaux. Tél. 645.21.91

SICOB - Niveau 4, zone E, stand 4501

FRENCH ORDINATEURS

de l'ordinateur à l'ordinateur

"Un livre ahurissant... Un livre terrible qui laissera les citoyens interloqués..."

René-Victor Pihès (Le Monde).

"Un livre étonnant..."

Michel Chevalier (La Croix)

"Édifiant..."

Jean Maron (Le Canard Enchaîné)

"(...) une bombe..."

Rene Backmann (Le Nouvel Observateur)

Éditions ALAIN MOREAU
3 bis, quai aux Fleurs - 75004 PARIS

مكتبة الأمل

L'avenir de la télécopie Du service informatique à l'ingénierie de systèmes

par JEAN CARTERON (*)

(Suite de la page 27.)

Or il est déjà là, construit par la firme japonaise Ricoh, et commercialisé au Japon et aux Etats-Unis, ainsi qu'en Europe par la société Kalle-Infotec, du groupe allemand Hoechst. En Europe, trois ans de commercialisation de ce produit lui ont permis d'occuper une partie du marché, qui représenterait de l'ordre de 10 % du parc, mais davantage concernant le volume d'information transmise, puisqu'il est plus rapide. Et, récemment, une autre machine japonaise « ultra-rapide » (moins de trente secondes) a été introduite par Tokyo Shibaura Electric Co. Bien sûr, cela ne va pas sans promesses techniques (« compression numérique » des données transmises, plutôt que modulation de fréquence ou d'amplitude) qui se répètent sur les prix (quatre à cinq fois plus élevés que pour un appareil « 3 minutes »). Ainsi, certains se demandent si ces télécopieurs ne sont pas une « artillerie lourde », au propre comme au figuré (150 kilos au lieu de 20 kilos, mais gros calibre, c'est-à-dire fort débit de transmission), et de ce fait canonisés au début à la transmission massive de courrier, alors que les télécopieurs « 3 minutes » servaient aux transmissions « au coup par coup » pour le secrétariat courant. Mais si les prix des « télécopieurs-minutes » baissent, alors tout peut se trouver bouleversé.

L'avenir est donc fortement conditionné par la technologie et les accords commerciaux des grands groupes multinationaux, dans lesquels les Japonais jouent désormais un grand rôle. Mais il est aussi conditionné par l'infrastructure des postes et télécommunications des pays concernés, et par la psychologie et le sens économique des utilisateurs. Devant quels choix ces derniers se trouvent-ils placés ?

Le prix de la location

En Europe, par exemple, les utilisateurs disposent en général de services postaux efficaces, plus efficaces que ceux des Etats-Unis, où l'acheminement d'une lettre prend couramment quatre jours. Ils ont un réseau télégraphique étendu qui leur permet de transmettre le contenu d'une page 210x297 millimètres à 400 kilomètres (distance moyenne à l'intérieur d'un pays) pour la somme de 4 à 6 F en six minutes environ. Mais, cette page, il faut la frapper sur un clavier perforateur (coût de la main-d'œuvre). Pour faire la même chose avec un télécopieur six minutes, il faut payer la taxe téléphonique qui, dans les mêmes conditions, sera de l'ordre de 12 F, mais on évitera la frappe du texte (si celui-ci figurait déjà sur un document dactylographié, ou un manuscrit lisible...). Le meilleur compromis économique n'apparaît pas clairement, d'autant plus qu'il doit porter non sur un cas

particulier mais sur une statistique des communications prévues par l'entreprise candidate. Naturellement, le « télécopieur - trois minutes » améliore significativement l'aspect économique : encore faut-il que la location de l'appareil ne soit pas trop chère (ordre de grandeur 300 F à 400 F par mois). Pour le « télécopieur-minute », le prix de location devient le point sensible : plus de 1.300 F par mois. Il faut prévoir d'amortir cette redevance fixe sur mille copies par mois au moins pour que le prix de transmission de la page tombe en dessous de 4 F (il y a aussi une redevance proportionnelle au nombre de pages transmises). Bien sûr, tous ces chiffres ne sont que des ordres de grandeur pour permettre de « cadrer » le problème et ne peuvent suppléer à l'expérience pratique des utilisateurs et de leurs fournisseurs.

Poste électronique

L'expérience des utilisateurs qui ont franchi le pas de la télécopie permet de tirer les conclusions suivantes, qui n'ont rien d'indicatif concernant le futur. D'abord, les gros des transmissions porte sur des textes dactylographiés ou des manuscrits (80 % de l'ensemble) et beaucoup moins sur des graphiques ou dessins, comme pourrait croire un néophyte. De même, le néophyte candidat à la télécopie, sous-estime son rôle, réel dans la transmission de manuscrits. Ensuite, la part la plus importante des transmissions se fait entre établissements d'une même entreprise (80 % environ), alors que le néophyte pense en premier lieu à communiquer avec les clients. Enfin, le nombre moyen de pages transmises par mois et par appareil ne dépasse pas actuellement quatre cent cinquante, ce qui n'est pas une charge excessive, même pour un photocopieur six minutes (capacité limite de l'ordre de trois fois ce chiffre).

Ce profil de l'utilisateur moyen, qui vient d'être esquissé, n'est-il pas appelé à changer dans les années qui viennent ? C'est fort possible. Le développement de réseaux de transmission de données (Transpas, etc.) peut influencer le développement de la télécopie. Des sociétés de « télécopie à façon » peuvent être créées, en même temps que se développent déjà dans les principaux pays industriels des réseaux publics de télécopies. Enfin, on peut même imaginer, à terme, que ces réseaux finissent par prendre une extension suffisante pour qu'on en vienne à parler de « poste électronique ». Mais il semble à première vue qu'il y aurait un effort massif disproportionné avec celui que la France a consenti ces dernières années pour son téléphone ou son telex.

POLEN LLORET.

(*) Synthèse documentaire sur la « télécopie ». Institut Raymond, 1976.

COMBIEN de Français sont aujourd'hui conscients de la place déjà considérable et continuellement croissante que prend, même dans l'industrie la plus classique, la vente des services liés au produit fabriqué et vendu ? Savent-ils par exemple que le problème actuel n'est plus de vendre des rails ou des wagons, mais un métro complet avec toute la connaissance du métier de constructeur, aussi bien au plan de l'exploitation qu'à celui de l'ingénierie de construction en y incluant la formation du personnel, etc. ? Ce qui est vrai de la construction électrique, du pétrole ou de la chimie, l'est encore plus de l'industrie informatique où le prix de fabrication n'est déjà plus qu'une faible fraction du prix de vente. Ce mouvement en profondeur n'a pas seulement modifié les entreprises industrielles concernées, il a suscité la création d'entreprises dont l'objet même est la fourniture de ce service : ingénierings ou bureaux d'études dans l'industrie et le bâtiment, sociétés de services en informatique.

Le développement de ce type nouveau d'entreprise a surpris et dérangé beaucoup d'habitues de pensée, si bien que certains y ont vu un phénomène passager lié à une phase transitoire de l'évolution de l'informatique et destinée à s'éteindre lorsque celle-ci serait devenue une industrie majeure comme les autres. Or illustrant parfaitement le danger de prévoir l'avenir par une référence à ce qui fut, le secteur des services a démenté ces prévisions. Non seulement il a connu une vive croissance : phénomène que chacun a pu constater, mais son rôle est devenu de plus en plus important. C'est cette situation et les raisons qui l'expliquent qu'il est nécessaire d'approfondir si l'on veut aussi bien connaître le présent que pressentir le futur.

Une perspective dynamique

Si le nom générique de « services informatiques » désignait correctement l'ensemble de ce secteur professionnel dans les années 60, il faut savoir que, en 1977, divers métiers s'y sont dessinés. Nous mettrons d'abord à part tout ce qui concerne les services de traitement : le métier de ces entreprises est si bien différencié des autres qu'elles relèvent aujourd'hui d'une section syndicale professionnelle qui leur est propre. Si notre propos était d'établir des classifications, nous devrions présenter les diverses composantes des services : formations, conseil, assistance, produits-programmes, réalisation de logiciels, etc. Si nous nous plaçons, en revanche, dans une perspective dynamique et prospective, c'est l'émergence de ce que nous nommerons l'ingénierie informatique qui doit retenir notre attention. Nous entendons par là la responsabilité de la conception, de la réalisation et de la mise en service de systèmes informatiques. Dans les années 60, ce qu'il fut alors convenu d'appeler les S.S.C.I. (1) ont accueilli la maîtrise des techniques, mais en engageant rarement leur responsabilité,

agissant en conseil et assistance de clients qui cherchaient d'ailleurs à l'époque souvent leur voie. Divers facteurs ont conduit l'évolution. D'une part, un certain nombre de sociétés d'études ont gagné la maîtrise nécessaire dans la conduite des projets tandis qu'elles accédaient à un niveau de taille et de moyens leur permettant d'accroître leurs engagements. D'autre part, la complexité croissante des systèmes qu'engendraient la téléinformatique et la micro-informatique rendait de plus en plus importante la part de conception et d'architecture cependant que l'extension des applications amenait à l'informatique un nombre croissant d'utilisateurs ayant besoin d'une structure capable de prendre en charge ces tâches et cette responsabilité.

Cette évolution n'a rien que de très normal : elle est une nouvelle illustration de la loi de séparation des tâches et de spécialisation imposée par la complexité technique de l'économie contemporaine. Ce qui a été étonné certains, c'est que cette responsabilité soit souvent assumée non par les entreprises puissantes que sont les grands constructeurs d'ordinateurs ou certains grands industriels, mais par cette structure plus légère que sont les sociétés d'études en informatique. Plutôt que d'en analyser les raisons, restons au niveau des faits en examinant les relations nouvelles qui se sont effectivement développées entre les sociétés d'ingénierie informatique (S.I.I.) et les autres parties prenantes.

En 1977, l'industrie informatique n'est plus seulement I.B.M., C.I.L., H.B., C.D.C., etc. C'est aussi toute l'industrie des périphériques, celle des télécommunications, celle de l'électronique. Les systèmes actuels impliquent l'appel à des matériels très divers qui parfois doivent être spécialement adaptés (terminaux). Pour réaliser ces ensembles complexes et coûteux il y a deux voies : la solution type I.B.M. où un industriel unique pile la solution à ses standards et aux éléments de sa gamme, et celle qui consiste à construire le système le mieux adapté par appel à ce que propose l'ensemble de l'industrie. C'est ainsi qu'aujourd'hui, en proportion croissante, des systèmes sont réalisés par des groupements industriels où se trouvent toujours une ou plusieurs sociétés d'ingénierie informatique. Toujours fournisseur responsable du logiciel, parfois maître d'œuvre, ce type d'entreprise est maintenant intégré au tissu industriel informatique.

De nouveaux rapports

On ne peut aujourd'hui concevoir une usine, un complexe de production, un système de transport, etc., sans devoir y intégrer une part croissante d'informatique à tous les niveaux, de la gestion aux automatisations en passant par le contrôle de production ou les systèmes de sécu-

rité. Les ingénierings et les industriels concernés ont d'abord créé en leur sein des services informatiques destinés à faire face à ces besoins. Avec le temps et l'expérience, après certaines découvertes techniques ou financières, beaucoup d'entre eux ont découvert la complexité de l'informatique, le nombre des technologies qu'elle met en œuvre, la spécificité de ce métier et l'intérêt de faire appel dans ce domaine comme dans les autres aux gens dont c'est le métier. De nouveaux rapports s'établissent aujourd'hui entre les S.I.I., l'industrie au sens le plus large et les ingénierings assembleurs, conduisant à leur association dans des groupements.

Optimisme

Si l'attitude du tissu industriel et économique vis-à-vis d'un nouveau secteur est significative, en finale, c'est le client qui décide. Aujourd'hui, il n'aime plus d'appel d'offres important de réseau ou de système informatique sans que des S.I.I. soient consultées : parfois elles sont seules consultées ; de plus en plus souvent c'est à elles que les opérations sont confiées, malgré la concurrence avec des industriels ou des constructeurs renommés. Il y a à cela deux raisons essentielles : la compétence générale et sectorielle qu'elles ont acquise et le souci croissant des utilisateurs de garder plus de liberté dans le choix de leurs solutions. Le grand apport des S.I.I. à l'informatique d'aujourd'hui, c'est de constituer une alternative au monolithisme des « grands », un élément de flexibilité, un facteur de concurrence pour la recherche du meilleur, un milieu favorable à l'innovation.

Tout cela c'est le présent, sinon le passé, et nous avons promis de parler du futur. Nous réglerons d'abord rapidement le problème de l'avenir des services informatiques autres que d'ingénierie pour dire qu'il est clair qu'ils répondent à des besoins permanents sinon croissants. Formation, assistance, conseil, seront toujours nécessaires, et nous n'apporterons pas grand-chose en nous étendant sur ce sujet. Il est autrement plus passionnant (et plus risqué) d'interroger sur l'avenir de l'ingénierie informatique. Notre premier avis est qu'elle ne survivra que si elle sait dépasser la seule maîtrise des technologies informatiques par l'expertise dans des métiers : banques, hôpitaux, transport, etc., en d'autres termes, si elle sait passer de l'ingénierie informatique à l'ingénierie de systèmes. Pourquoi ? Parce que, si une entreprise peut naître sur une pure maîtrise de techniques, elle n'assure sa survie et son développement que si elle s'ancre sur des marchés.

Que deviendront alors ses relations avec les autres composantes industrielles de l'informatique ? Elle leur apportera davantage, les soutiendra d'une part de risques et les aidant à pénétrer de nouveaux secteurs. En même temps, elle risquera d'être ressentie comme plus concu-

rente. Il est probable que quelques groupes industriels chercheront à s'intégrer, c'est-à-dire à créer ou à prendre le contrôle de telles équipes pour en faire un élément de leur stratégie propre. Mais, outre que ceci est une forme de reconnaissance de l'importance de ce secteur, c'est aussi un type de décision qui démontre partiellement en s'accomplissant les originalités et les atouts de ce qu'elle recherche. C'est pourquoi on peut diagnostiquer deux choses sans trop de risques de se tromper : celles que puissent être les tentations de l'intégration, il restera toujours un secteur indépendant de l'ingénierie de systèmes, car cette indépendance est une de ses raisons d'être. D'autre part, les sociétés « passant sous contrôle » devront conserver en partie leur personnalité sous peine de se détruire elles-mêmes.

Cet optimisme est fondé sur deux constatations : la première, c'est que la spécialisation et la séparation des tâches sont la règle en économie moderne. Le métier d'ingénierie de systèmes existe puisqu'il a conquis sa place sous sa forme actuelle d'ingénierie informatique. Il répond à un besoin spécifique qui ne peut que se renforcer en se différenciant des autres. La seconde, c'est que le renouvellement de l'industrie se fait beaucoup à partir de cellules à taille humaine, qui sont le siège d'innovation et de créativité. Si l'ingénierie de systèmes sait rester une structure souple et vivante, elle saura toujours apporter à l'industrie, et plus rapidement que l'inertie industrielle ne le permet, les éléments d'adaptation dont elle a besoin. Même si par certains côtés, et c'est inévitable, elle se trouve parfois en compétition avec ses partenaires industriels, objectivement, elle concourt à leur développement : cette concurrence, quand elle existe, ne les atteint pas dans leurs œuvres vives, mais dans leurs tentations d'expansions périphériques, sinon de domination, qui ne sont pas toujours bonnes conseillères.

Pas de rupture

L'ingénierie de systèmes, fille et alliée du service informatique, devra peu à peu, en filie majeure, accentuer sa personnalité et se développer séparément du reste du service informatique, car ses modes d'action et ses contraintes diffèrent. Mais cette individualisation ne signifie pas rupture : les deux activités auront en effet encore longtemps besoin de s'épauler et de mettre en commun leurs moyens et leurs connaissances qui restent largement semblables, même si leur mise en œuvre impose des modalités d'action indépendantes.

Un dernier mot pour conclure : cette analyse se fonde sur l'hypothèse que joueront normalement les lois de l'économie et de la compétition. Or, chacun de nous sait que, pour des raisons multiples, l'Etat joue un rôle important dans l'industrie informatique. En ce sens, l'avenir de l'ingénierie de systèmes est en partie dans ses mains.

(1) Sociétés de services et de conseil en informatique.

AUJOURD'HUI LES PHOTOCOPIES CONTRASTEES NE SONT PLUS UN PRIVILEGE

Le nouveau copieur automatique "Assistant" vous garantit la qualité de contraste réservée jusqu'ici à quelques photocopieurs beaucoup plus gros et plus chers.

Les copies nettes et contrastées ne sont plus le privilège de quelques copieurs. En effet, 3M a mis au point un petit copieur automatique équipé du procédé "Cool-Fax": l'"Assistant". Le 832 "Assistant" permet d'obtenir, à sec, des copies denses et parfaitement contrastées, identiques à l'original. Cette qualité du contraste, le 832 "Assistant" la doit au nouveau système à froid mis au point par 3M: le "Cool-Fax". Un procédé qui supprime le pré-chauffage et permet d'obtenir la première copie immédiatement.

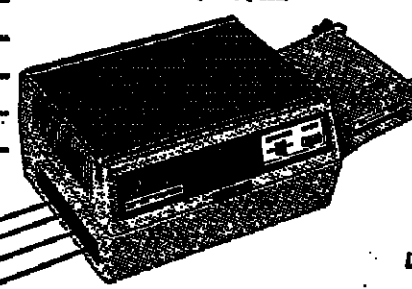
En outre, l'"Assistant" offre tout ce que vous pouvez exiger aujourd'hui d'un copieur compact: le silence, 6 copies par minute, un entretien très simplifié et surtout des copies d'une grande finesse.

Monsieur, Madame _____
Fonction _____
Société _____
Adresse _____
Ville _____ Code postal _____
Téléphone _____

désire recevoir de plus amples informations sur le copieur "Assistant" 3M.

3M FRANCE Bd de l'Oise 95000 CERGY. Tél. (1) 031 61 61 N° Stand SCOB 5304 et 5305.
Niveau 5, Zone C.

3M



مكتبة من الأصل

Le « bureau du futur » n'est pas pour demain

II. - Des machines alibi

par RÉMY GENTON (*)

Dans un premier article (« Le Monde » du 24 septembre), on a décrit ce qui pourrait être le bureau du futur et indiqué qu'il supposait une réorganisation des tâches et une modification des attitudes auxquelles les esprits ne sont pas prêts. Certaines innovations sont pourtant acceptées : celles qui ne dérangent pas.

LES années 80 approchent et sont volontiers annoncées comme une plate-forme de changement des modes de travail au bureau. Certains pronostiqueurs - futurologues, convaincus de la justesse de leurs vues, ont d'ores et déjà modifié leur vocabulaire. Admirateurs de l'informaticisme, ils ont adhéré à un langage « moderne ».

Le terme « bureautique » est né : il désigne des ensembles de systèmes de gestion de l'information écrite-orale-visuelle, transmise éventuellement par satellite et se jouant des frontières. Ainsi la technologie est-elle génératrice d'attitudes dualistes qui conduisent à soutenir deux « philosophies » : 1) Celle du bureau sans papier ; 2) Celle du bureau pour servir, sans papier, sans machine.

La première est la plus séduisante. Elle est fondée sur l'idée que l'information doit être accessible à tout moment, partout, par tout le monde. Elle est fondée sur l'idée que l'information doit être accessible à tout moment, partout, par tout le monde.

La seconde est la plus réaliste. Elle est fondée sur l'idée que l'information doit être accessible à tout moment, partout, par tout le monde. Elle est fondée sur l'idée que l'information doit être accessible à tout moment, partout, par tout le monde.

La troisième est la plus pragmatique. Elle est fondée sur l'idée que l'information doit être accessible à tout moment, partout, par tout le monde. Elle est fondée sur l'idée que l'information doit être accessible à tout moment, partout, par tout le monde.

La quatrième est la plus cynique. Elle est fondée sur l'idée que l'information doit être accessible à tout moment, partout, par tout le monde. Elle est fondée sur l'idée que l'information doit être accessible à tout moment, partout, par tout le monde.

La cinquième est la plus optimiste. Elle est fondée sur l'idée que l'information doit être accessible à tout moment, partout, par tout le monde. Elle est fondée sur l'idée que l'information doit être accessible à tout moment, partout, par tout le monde.

La sixième est la plus pessimiste. Elle est fondée sur l'idée que l'information doit être accessible à tout moment, partout, par tout le monde. Elle est fondée sur l'idée que l'information doit être accessible à tout moment, partout, par tout le monde.

La septième est la plus réaliste. Elle est fondée sur l'idée que l'information doit être accessible à tout moment, partout, par tout le monde. Elle est fondée sur l'idée que l'information doit être accessible à tout moment, partout, par tout le monde.

La huitième est la plus optimiste. Elle est fondée sur l'idée que l'information doit être accessible à tout moment, partout, par tout le monde. Elle est fondée sur l'idée que l'information doit être accessible à tout moment, partout, par tout le monde.

La neuvième est la plus cynique. Elle est fondée sur l'idée que l'information doit être accessible à tout moment, partout, par tout le monde. Elle est fondée sur l'idée que l'information doit être accessible à tout moment, partout, par tout le monde.

La dixième est la plus pragmatique. Elle est fondée sur l'idée que l'information doit être accessible à tout moment, partout, par tout le monde. Elle est fondée sur l'idée que l'information doit être accessible à tout moment, partout, par tout le monde.

La onzième est la plus optimiste. Elle est fondée sur l'idée que l'information doit être accessible à tout moment, partout, par tout le monde. Elle est fondée sur l'idée que l'information doit être accessible à tout moment, partout, par tout le monde.

La douzième est la plus pessimiste. Elle est fondée sur l'idée que l'information doit être accessible à tout moment, partout, par tout le monde. Elle est fondée sur l'idée que l'information doit être accessible à tout moment, partout, par tout le monde.

La treizième est la plus réaliste. Elle est fondée sur l'idée que l'information doit être accessible à tout moment, partout, par tout le monde. Elle est fondée sur l'idée que l'information doit être accessible à tout moment, partout, par tout le monde.

La quatorzième est la plus optimiste. Elle est fondée sur l'idée que l'information doit être accessible à tout moment, partout, par tout le monde. Elle est fondée sur l'idée que l'information doit être accessible à tout moment, partout, par tout le monde.

La quinzième est la plus cynique. Elle est fondée sur l'idée que l'information doit être accessible à tout moment, partout, par tout le monde. Elle est fondée sur l'idée que l'information doit être accessible à tout moment, partout, par tout le monde.

La seizième est la plus pragmatique. Elle est fondée sur l'idée que l'information doit être accessible à tout moment, partout, par tout le monde. Elle est fondée sur l'idée que l'information doit être accessible à tout moment, partout, par tout le monde.

Le « bureau du futur » n'est pas pour demain

II. - Des machines alibi

par RÉMY GENTON (*)

entreprises accueillent avec satisfaction certaines catégories d'outils : le photocopieur et la machine à calculer et proposent un essai... habitant de certaines autres (la machine à mémoire, le télécopieur). Faut-il croire au dualisme du « bon » et du « mauvais » outil, de l'utile et de l'inutile, qui privilégierait la réussite des premiers et pénaliserait les seconds nommés ?

Le « bon » outil, parce qu'il accomplirait justement sa fonction et parce qu'il gommerait les obligations et les contraintes que ressent son utilisateur, serait l'outil complet auquel on voudrait une reconnaissance toute particulière, invitant à son surcroît. N'en est-il pas ainsi du photocopieur et des petits outils de calcul, qui séduisent plus que de raison ? En effet, ne dérangent en rien les principes de la bureautique, mais tout au contraire en les servant, le copieur simplifie la fonction traditionnelle du carbone ; il est un « carbone moderne électronique » qui répète fidèlement le message ; il devient producteur de copies égales à l'original. Outil flatteur, il « arrange », et on lui en sait gré en l'utilisant abondamment.

A l'inverse de l'outil « arrangeant », animal auxiliaire de l'homme, l'outil qui « dérange » des habitudes et des coutumes au milieu professionnel, en l'invitant à un nouveau rituel ou geste, ne peut être perçu, en dépit de ses « aptitudes » fonctionnelles, que comme un outil perturbant. Il serait, en effet, et avant tout un « modificateur de coutumes », contrairement d'un générateur de nouvelles, non nécessairement acceptées... La machine à écrire à mémoire, comme bien des outils conceptuellement novateurs, et un outil « dérangeant », un « outil à problèmes ».

En revanche, dans le domaine de l'élaboration du message écrit, l'automatisation et les systèmes sont ressentis comme dangereux pour l'ordre administratif établi.

Le marché des copieurs lui-même se caractérise aujourd'hui par un double mouvement, d'une part favorable à l'implantation de machines de « centrale » de plus en plus puissantes et multi-complètes, mais appelant, d'autre part, des « outils de commodité », aussi peu encombrants que possible et destinés à un véritable usage de bureau, individuel. Si, en matière de photocopie, duplication, les grosses machines intègrent plusieurs fonctions apparentées à des systèmes et connaissent un développement que ne contrarie nullement celui des plus petites, c'est que la multiplication du message écrit n'affecte en rien les routines bureaucratiques, mais au contraire les flatte ; de plus, au service de cette fonction, la demande attend encore et toujours plus de performances et plus de confort.

En revanche, dans le domaine de l'élaboration du message écrit, l'automatisation et les systèmes sont ressentis comme dangereux pour l'ordre administratif établi.

Le « village global » de McLuhan

Autre outil à la recherche du succès commercial, le télécopieur s'apparente, lui, à la poste électronique. Il est fondamentalement un modificateur de coutumes et vient heurter de plein fouet une institution : la poste. Pour l'instant, il « dérange » une activité tertiaire, encore mal initiée au concept et mal préparée dans ses schémas routiniers à intégrer une telle révolution.

En même temps, le télécopieur incarne déjà ce que pourrait être, probablement, une société entrant dans l'ère des échanges à distance, celle des communications dépersonnalisées. Il est à la fois une annonce du bureau du futur et une préfiguration du monde des « nations câblées », voire du « village global » de Marshall McLuhan.

Par ce rapide détour sur les outils, nous avons cherché à éclairer la complexité des rapports de l'homme aux outils du bureau et la manière dont ceux-ci peuvent, selon les représentations qui s'y rattachent, aisément ou non s'insérer dans leur univers professionnel.

Des résistances inquiétantes

Les résistances de l'univers administratif à certaines catégories d'outils sur lesquels il pourrait s'appuyer utilement sont inquiétantes dans la mesure où elles ne sont pas le fruit de « raisons dédaignées » d'appréhension ou de refus des technologies offertes. Trop souvent, dans le positif comme dans le négatif, les vues de l'esprit et les états émotionnels individuels l'emportent sur la raison collective. Dans l'univers du bureau, la réussite commerciale des outils-systèmes se voit gratifiée ou pénalisée par l'irrationalité des conduites et la conservation des habitudes.

Dans un tel contexte, les machines à papier prolifèrent et régissent en maître, ordonnent et justifient les « méthodes ». L'on a des copieurs pour copier et l'on copie parce que l'on a des copieurs ; l'on a des machines à écrire pour dactylographier et l'on tape parce que l'on a des machines. Quelque part dans l'histoire — on ne sait plus très bien quand, où, et comment, — « tout cela » a commencé. Une chose est certaine, c'est que « cela » existe et ne semble guère préoccuper l'univers tranquille des bureaux. Certes, des réflexions sur le sujet

(*) Directeur d'un Institut spécialisé dans l'étude des matériels de bureau de l'informaticisme.

Un accueil tiède

Durant le même temps, des dizaines de milliers de copieurs toujours plus perfectionnés ont pénétré, eux, sans aucune difficulté dans les entreprises ; de même, les machines à calculer s'acquièrent par millions : il s'en serait vendu plus de quatre millions pour la seule année 1976.

Enfin, les télécopieurs (outils qui permettent de transmettre une lettre d'un point à un autre en moins d'une à trois minutes) ne connaissent qu'un accueil tiède malgré l'exceptionnelle séduction dont ils peuvent être porteurs. Force est de constater que les

Le Crédit Industriel et Commercial cherchait une solution à ses besoins de copies. Océ lui a proposé un système adapté.

Quand vous jetez un coup d'œil à vos besoins en matière de photocopies, vous vous apercevez qu'ils ont changé avec le temps.

C'est maintenant le moment de vous intéresser à une solution rationnelle entièrement adaptée à vos besoins : La gamme Océ : une gamme de photocopieurs, duplicateurs qui vous donne, jour après jour, des copies, toutes très nettes. Océ va vous aider à analyser vos besoins, puis vous recommander l'équipement qui correspond à votre volume de copies, à la vitesse que vous demandez, aux formats dont vous vous servez et à votre budget, bien sûr.

Le C.I.C. a fait un choix réfléchi. Il est satisfait d'Océ.

Copieurs, duplicateurs, tireuses de plans, microfilms.

Océ-Photo S.A.
27, rue Cuvier - 93107 Montreuil Cedex - Tél. 374.11.35.
Antennes - Bordeaux - Grenoble - Lille - Lyon - Marseille - Montreuil
Nancy - Nantes - Paris - Rouen - Strasbourg - Toulouse

Nos copieurs seront en démonstration au Sicob, niveau 5, zone E, stand 5500.

Copieurs Océ : un choix réfléchi. Océ

Sur le même principe, 28 langues à votre disposition : allemand, anglais, espagnol, français, italien, japonais, néerlandais, portugais, russe, suédois, suisse, tchèque, turc, vietnamien, yiddish.

En échange de ce bon, vous recevrez gratuitement une brochure illustrée et un disque ou une cassette de démonstration.

En participant aux dialogues, vous apprendrez très vite, vous enrichirez votre vocabulaire et vous perfectionnerez votre accent.

Et dans 3 mois, vous commencerez déjà à parler couramment...

En échange de ce bon, vous recevrez gratuitement une brochure illustrée et un disque ou une cassette de démonstration.

En participant aux dialogues, vous apprendrez très vite, vous enrichirez votre vocabulaire et vous perfectionnerez votre accent.

Et dans 3 mois, vous commencerez déjà à parler couramment...

En échange de ce bon, vous recevrez gratuitement une brochure illustrée et un disque ou une cassette de démonstration.

En participant aux dialogues, vous apprendrez très vite, vous enrichirez votre vocabulaire et vous perfectionnerez votre accent.

Et dans 3 mois, vous commencerez déjà à parler couramment...

En échange de ce bon, vous recevrez gratuitement une brochure illustrée et un disque ou une cassette de démonstration.

En participant aux dialogues, vous apprendrez très vite, vous enrichirez votre vocabulaire et vous perfectionnerez votre accent.

Et dans 3 mois, vous commencerez déjà à parler couramment...

En échange de ce bon, vous recevrez gratuitement une brochure illustrée et un disque ou une cassette de démonstration.

En participant aux dialogues, vous apprendrez très vite, vous enrichirez votre vocabulaire et vous perfectionnerez votre accent.

SPORTS

TENNIS

Une Coupe Porée pas comme les autres

Le cadre d'autrefois et les manières d'aujourd'hui : la formule peut s'appliquer au petit théâtre de verdure de la Côte Catalane, où s'est disputée la Coupe Porée en cette fin de semaine, et aux attitudes anti-sportives des compétiteurs sur le court. Le temps n'est plus où, dans ces lieux, sur ce même court, les joueurs en flanelle blanche faisaient assaut de générosité, remettaient des balles, criaient des « Joli ! bien joué ! », se tapaient sur l'épaule en riant de toutes leurs dents. Sirs Dollar est passé par là, et, mainte-

nant, c'est la lutte au couteau de chaque côté du filet, qu'il faut à ce que le champion numéro 1, c'est-à-dire celui qui devrait monter l'exemple, et l'occurrence Guillermo Vilas, remonte vainqueur de Forest-Hill, se montre le plus mal touché de tous. Ainsi, les incidents, les contestations, les abandons, les refus de se serrer la main, auront abondé dans cette Coupe Porée qui était pour nous, jadis, une dernière friandise d'arrière-saison après nos tournois de plage et qui présentait l'avantage de faire vivre les spectateurs, en majorité

du Racing Club (trois mille dimanche 25 septembre), de plain-pied avec les joueurs. Mais ceux-ci, uniquement motivés par les sommes fabuleuses que dispense le tennis professionnel, sont-ils encore intéressants sur le plan humain ? Prenons en exemple l'Argentin de Vilas. Le petit Argentin était un garçon charmant, modeste, poète à ses heures, il y a seulement deux ans. Sous la coupe de son coach-joueur Ilie Năstase, il a, certes, perfectionné sa technique, bien qu'il ait à démontrer sur terre battue une autorité qu'il n'a pas et sur terre battue un jeu de volée auquel il répugne toujours. Mais sans doute l'Argentin a-t-il également appris à son poulain l'art de la controverse sur les points litigieux qu'il savait si bien pratiquer lui-même, et qui doit être la méthode courante dans les tournois « pros » de Bâton-Rouge ou de Des Moines. On n'a jamais mieux vu la nouvelle face de Vilas qu'au cours des incidents qui ont émaillé la demi-finale qu'il a disputée contre Patrick Proisy Déjà, samedi, avant la pluie, l'Argentin avait refusé d'admettre qu'une de ses balles avait traversé le filet. Il était même allé menacer l'arbitre de chaise — bon annonceur, mais débordé et tolérant que tout le monde s'en mêle — de se retirer du tournoi (la recette de la finale : oui !).

Mais, à la reprise de la partie, dimanche, malgré l'arbitrage sans discussion d'Henri Pellizzari, il commença à « chinoiser » dès que Proisy accrocha la troisième set. Le plus fort d'est que ce dernier, qui jouait magnifiquement, rappelait

sa grande période de Roland-Garros 1972, n'était pas particulièrement secouru par la galerie, laquelle n'a jamais beaucoup pris son côté « grippe-point ». Un Français tenant tête à Vilas : le spectacle n'était pas si courant ! De toute façon, reconnaissons que, lorsque Vilas — sûrement saturé de tennis — parvint à reprendre la direction des opérations au quatrième et au cinquième set, il le fit d'une manière tellement frénétique qu'il mérita alors tous les applaudissements.

Un dernier enseignement sur le plan technique : le « lift » qu'on inculquait glorieusement à tous nos jeunes, sans distinction de morphologie, n'est pas forcément la panacée, avec ou sans requête miracle (voir d'autre part). Un jeu plat, un revers coupé, sans parler du don de l'improvisation et de l'art de brouiller les cartes à la volée, peuvent parfaitement dérouter le lit-teur-rémouleur de balles. Un Borotra de la grande époque — celui qui avait laissé sur place le grand Ellsworth Vines — n'aurait fait qu'une bouchée de Vilas d'aujourd'hui.

OLIVIER MERLIN.

COUPE PORÉE

SIMPLES MESSIEURS
Demi-finales. — Roger-Vasselin (Fr.) b. Huguette (Esp.), 3-6, 6-3, 6-0 ; Vilas (Arg.) b. Proisy (Fr.), 3-6, 6-2, 7-5, 6-1, 6-2.
SIMPLES DAMES
Demi-finales. — Mlle Fuchs (Fr.) b. Mlle Guedy (Fr.), 6-2, 6-0 ; Mlle Bouchard (Fr.) b. Mlle Bouchard (Fr.), 6-3, 6-3 et abandon.
Finale. — Mlle Bonicelli b. Mlle Fuchs, 2-6, 7-5, 6-2.

CYCLISME

Les sprinters ont été surpris par un grimpeur

En changeant de sens, Paris-Tours a aussi changé de signification. Par le passé, ce grand prix d'automne donnait lieu à une course rectiligne vers la Vallée de la Loire et s'adressait en priorité aux routiers sprinters. Dans sa forme nouvelle, il met en valeur les difficultés de la vallée de Chevreuse, située en fin de parcours et favorise les coureurs plus compacts. Paris-Tours perpétue une certaine tradition qu'il convient peut-être de maintenir et Tours-Versailles correspond mieux à l'esprit du cyclisme moderne qu'il faut sans doute préserver.

Partagés entre ces tendances contradictoires, les organisateurs envisagent d'alterner les deux formules, selon un compromis qui garantirait mieux l'avenir de la célèbre classique. Il est certain que la victoire de Joop Zoetemelk, obtenue dimanche 25 septembre au terme d'une épreuve de qualité, plaide en faveur des dispositions actuelles. Le champion néerlandais, qui est l'homme en forme du moment, n'était pas assuré de faire échec aux sprinters sur les routes plates de Touraine. L'accumulation dans les 35 derniers kilomètres de plusieurs côtes, dont celle des sept tournois, lui a donné la possibilité de distancer le peloton avec l'aide de Kuiper et de Muijnck, puis de conserver l'essentiel de son avantage. La performance qu'il a réalisée en la circonstance apparaît d'autant plus significative que Tours-Versailles s'est déroulée à une allure très rapide, la moyenne horaire atteignant 44,531 kilomètres.

Dans sa première partie, l'épreuve avait été marquée par une longue échappée solitaire d'Eddy Merckx, qui comptait jusqu'à dix minutes d'avance sans jamais croire toutefois à la réussite de son entreprise. En d'autres temps, celui qu'on appelait le « cannibale » n'aurait pas agi de la sorte, sans proscrire la riposte immédiate de ses adversaires. Cette manœuvre de diversion prit fin au 110^e kilomètre, peu avant Brion et Merckx dut faire appel à toutes ses ressources pour garder le contact dans la côte de la Madeleine, cependant que Raymond Poulidor, son vieux rival, s'efforçait de l'aider d'attacher au-delà du 220^e kilomètre, et franchissait en tête le mur de Touraine-Versailles. Poulidor, qui avait déjà passé dimanche une excellente journée, il a contribué à la réussite de son équipier Zoetemelk, et n'a pas raté sa sortie.

JACQUES AUGENDRE.

MOTOCYCLISME

Hors des sentiers battus

De notre envoyé spécial

Iberpéreg. — Douzième et dernière épreuve du championnat du monde de trial (1), le Grand Prix de Suisse a vu la victoire du Suédois Ulf Karlsson sur Honda. Une victoire inattendue, qui donne au pilote suédois la deuxième place au classement général, derrière le Finlandais Trip Vesterinen, champion du monde pour la deuxième année consécutive. Vesterinen, qui pilote une Bultaco, avait été, l'an passé, le premier pilote non britannique à coiffer la couronne mondiale dans cette discipline, où les Anglais ont dominé pendant de longues années. Avec la deuxième place de Karlsson, les pilotes nordiques ont-ils définitivement renversé la vapeur ? Grand animateur de cette fin de saison, l'Anglais Shepperd a cependant donné tous ses adversaires par les possibilités de sa machine à moteur quatre temps répétée jusqu'au moins souple en trial. Et pourtant, comme en vitesse et en endurance, les soucis des organisateurs d'aller moto et écologie les conduisent certainement à plus ou moins long terme, à entreprendre les moteurs deux temps, beaucoup trop polluants et bruyants. Ce serait un nouveau avenir pour le trial et un moyen d'intéresser le public à un sport qui réclame de grandes aptitudes physiques. On l'a vu dimanche, sur le parcours de 15 kilomètres tracé dans la montagne, à 1 500 mètres d'altitude, au-dessus d'Obervass. Un parcours que les concurrents étaient censés couvrir quatre fois, mais qu'ils ne purent effectuer que trois fois avant la nuit. Seul, le vainqueur, Ulf Karlsson, réussissait à boucler les 45 kilomètres en un peu moins de cinq heures, ses suivants étant pénalisés pour des retards.

Dans une course de ce genre, chaque pilote a son style bien particulier. Martin Lampkin, l'ex-mineur gallois, déjà deux fois champion du monde, tire sur son guidon avec toute sa puissance de géant roux. Malcolm Rathmell, qui termina ce Grand Prix du Suisse avec seulement 1,2 point de pénalisation de plus que Karlsson, a appris le trial en Angleterre, où, garde forestier, il avait choisi la moto pour surveiller les hectares de forêts dont il avait la charge. Tous les spectateurs, enfin, ont apprécié les exploits du prodige américain Bernie Schreiber, qui, pour sa première saison en championnat du monde, termina septième. Encore ne put-il participer aux deux premiers Grands Prix, car il n'avait pas les dix-huit ans requis.

PATRICE VANONI.

RUGBY

Un nouveau barème de sanctions

Les responsables du rugby, réunis le 24 septembre en bureau fédéral et en comité directeur à Angoulême, ont consacré l'essentiel de leurs travaux à la lutte contre le jeu dur et déloyal. Un nouveau barème de sanctions a notamment été mis au point. Il se traduit par une aggravation notable des peines qui étaient infligées jusqu'à présent aux joueurs brutaux ou indisciplinés. Le tarif minimum pour un joueur exclu est maintenant de deux matches de suspension. La peine passera à trois matches en cas de plaçage à retardement ou coups de poing répétés. Le coup de pied au sol coûtera quatre matches. En cas de sortie du terrain de la victime, le joueur exclu sera suspendu pour six matches. Les coups de langage à l'encontre de l'arbitre en cas d'exclusion vaudront trois matches. La bousculade du directeur de jeu coûtera six mois de suspension, et la peine sera doublée en cas de tentative de noie de l'arbitre.

Dans le même ordre d'idées, les membres du comité directeur de la F.F.R. ont décidé d'accorder un dernier sursis au « bouclier d'autisme » qui sera inévitablement supprimé au premier incident.

FOOTBALL

Le F.C. Tours fait recette

De notre envoyé spécial

Tours. — Battu 1-0 sur son terrain, samedi 24 septembre, par le Paris F.C., le Football Club de Tours n'en conserve pas moins la première place au classement général du groupe B de la deuxième division, les autres prétendants, Lille et le Red Star, ayant, aux aussi connus des défaites inattendues. Quelques peu paralysés par ce titre de leader, les « amateurs » tourangeaux ont échappé devant les professionnels parisiens. Pourtant s'il fallait parler, on miserait sur les jeunes loups de Touraine plutôt que sur les vieux renards de l'Île-de-France.

Ces jeunes loups manquent certainement d'expérience, ils n'ont pas le « métier » de ceux qui, comme Bernard Lach ou René Charrier, ont blanchi sous le harnais de la première division et font encore les beaux vieux jours du F.C. Mais l'enthousiasme et la joie de jouer, ça ne s'invente pas, comme le rappelle une ancienne gloire du football français, Fred Astor, qui s'est établi à Tours depuis bientôt trente ans. Quant à leur manque d'expérience, il ne les empêche pas de se battre vers le stade de Grandmont. Fred Astor s'attend à y retrouver un peu de cet esprit amateur qui l'animait en son temps. « Vous comprenez, ils ne sont pas contaminés par le professionnalisme », dit-il sans ambages.

Les joueurs du F.C.T., qui se recrutent pour moitié dans la région jusqu'à présent, ont été habitués à voir se déplacer autant de spectateurs, même si, selon les conventions de la Fédération française de football, ils peuvent percevoir des primes.

Chacun d'entre eux a un métier ou une situation d'étudiant qui le met à l'abri de tout soupçon. La mairie en compte un certain nombre parmi ses employés, mais ce n'est que justice de la part d'une municipalité qui a si bien pris les choses au sérieux que son maire, M. Jean Royer, ancien candidat à la présidence de la République, est devenu le président du club.

Cela vaut au F.C.T. de bénéficier d'une subvention annuelle (550 000 F) au moins égale à celle qui va aux prestigieux basketteurs de l'ASPO. Cela lui vaut aussi d'envisager son avenir avec sérénité. On l'on rêve pas sur les bords de la Loire. « Nous n'en sommes pas à masochiser nos adversaires au point de nous croire déjà en première division », dit sagement M. Jacques Bols, secrétaire général du club. Mais si l'occasion s'en présentait ? On verrait, on ferait ses comptes, on n'aurait pas à l'aventure. Ce que l'on sait, c'est que le maire-président continue de bâtir et que dans un an le complexe sportif des bords du Cher, avec son stade de dix mille ou douze mille places, permettra de voir plus grand qu'aujourd'hui.

Le vieux stade de Grandmont, dont la tribune couverte ne comprend que six cents places, déborda sous la pression d'un public toujours plus nombreux. Ils étaient six mille samedi, malgré la pluie. A Tours, jusqu'à présent, on était habitué à voir se déplacer autant de spectateurs, même si, selon les conventions de la Fédération française de football, ils peuvent percevoir des primes.

FRANÇOIS SIMON.

LES RÉSULTATS

Basket-ball

Pour la troisième fois consécutive, la Touraine a remporté le titre européen en battant en finale, le 24 septembre à Liège, l'Union soviétique 74 à 61. Après son ultime succès devant l'Australie (89 à 71), l'équipe de France a pris la consécration et s'est qualifiée pour les Jeux olympiques de 1980.

Cyclisme

TOURS-VERSAILLES
1. Zoetemelk (P-B), les 239 km en 5 h 42 min 58 s ; 2. Muijnck (B.), 44,531 km ; 3. Kuiper (P-B), m.t. ; 4. De Vlaeminck (B.), 4 h 1 min 1 sec ; 5. Dangillou (Fr.), 4 h 1 min 1 sec ; 6. Van Katwijk (P-B), 4 h 1 min 1 sec ; 7. Van Katwijk (P-B), 4 h 1 min 1 sec ; 8. Pevenga (B.), 10. Van Katwijk (P-B.).

Football

CHAMPIONNAT DE FRANCE DE DEUXIÈME DIVISION (septième journée)
GROUPE A
Toulon b. Angoulême 1-1 ; Martignac b. Besançon 2-1 ; Haguenau b. Angers 1-0 ; Châteauroux b. Amiens 1-0 ; Alès b. Auxerre 3-0 ; Fontenay-lez-Toulon 1-1 ; Angoulême b. Bourges 2-0 ; Arles b. Saint-Denis 0-0 ; Spinal b. Béziers 1-0 ; Clermont 1-1 ; Martignac 1-0 ; 2. Ajaccio et Epinal, 10 ; 4. Toulon ; 5. Besançon, Angers et Auxerre, 9 ; 6. Besançon, Angers et Saint-Denis, 8 ; 11. Châteauroux et Arles, 7 ; 12. Béziers et Haguenau, 5 ; 13. Alès et Fontenay-lez-Toulon, 3 ; 14. Fontenay-lez-Toulon, 1.

GROUPE B
Paris F.C. b. Red Star 1-0 ; Quimper b. Tours 3-1 ; Guingamp b. Lille 1-1 ; Dunkerque et Limoges 4-1 ; Châteauroux b. Rennes 2-0 ; Angoulême b. Orléans 2-0 ; Poissy b. Nîmes 0-0 ; Brest et Guingamp 0-0 ; 2. Clermont 1-1 ; 3. Châteauroux, Red Star et Dunkerque, 10 ; 4. Lille et Guingamp, 9 ; 5. Paris F.C. et Lens, 8 ; 6. Brest, Angoulême et Boulogne, 7 ; 12. Quimper et Poissy, 6 ; 14. Rennes, 5 ; 15. Rouen, 4 ; 16. Guingamp, Clermont et Limoges, 3.

Handball

CHAMPIONNAT DE FRANCE DE PREMIÈRE DIVISION (première journée)
POULE A
St. mazzoli U.C. b. Besançon 15-15 ; Paris U.C. b. Nîmes 27-21 ; Orléans b. Toulon 22-21 ; Evry b. Poissy 21-21 ; Strasbourg b. Cannes 26-24 ; 2. A.S.P.T.T. Metz b. Nantes 20-14 ; 3. Dijon b. Stade nantais E.C. 21-15 ; 4. Saint-Maur b. Villeneuve 22-10 ; 5. Vichy b. Grenoble 26-15 ; Mulhouse b. Altkirch 16-14 ; 6. Clermont 16-14.

Hippisme

Le prix de Bellevue, disputé à Longchamp et réservé pour les paris couplés gagnant et placé, a été gagné par Two's Company suivi de Seine de l'Orme et de Fridonia. La commission gagnante est 5-3-1.

LISEZ

Le Monde des Philatélistes

Jeu à treize

CHAMPIONNAT DE FRANCE DE PREMIÈRE DIVISION (quatrième journée)
POULE A
XIII catalan b. Arignou 21-19 ; Limoux b. Lézignan 20-13 ; Roanne b. Pamiers 18-15 ; Saint-Estève b. Pia 20-13 ; Toulouse b. Villeneuve 24-11 ; 6. Roanne 18-15 ; 7. Limoux 20-13 ; 8. Saint-Estève 20-13 ; 9. Toulouse 24-11 ; 10. Villeneuve 24-11 ; 11. Pamiers 18-15 ; 12. Pia 20-13 ; 13. Roanne 18-15 ; 14. Lézignan 20-13 ; 15. Arignou 21-19 ; 16. XIII catalan 21-19 ; 17. Limoux 20-13 ; 18. Saint-Estève 20-13 ; 19. Toulouse 24-11 ; 20. Villeneuve 24-11 ; 21. Pamiers 18-15 ; 22. Pia 20-13 ; 23. Roanne 18-15 ; 24. Lézignan 20-13 ; 25. Arignou 21-19 ; 26. XIII catalan 21-19 ; 27. Limoux 20-13 ; 28. Saint-Estève 20-13 ; 29. Toulouse 24-11 ; 30. Villeneuve 24-11 ; 31. Pamiers 18-15 ; 32. Pia 20-13 ; 33. Roanne 18-15 ; 34. Lézignan 20-13 ; 35. Arignou 21-19 ; 36. XIII catalan 21-19 ; 37. Limoux 20-13 ; 38. Saint-Estève 20-13 ; 39. Toulouse 24-11 ; 40. Villeneuve 24-11 ; 41. Pamiers 18-15 ; 42. Pia 20-13 ; 43. Roanne 18-15 ; 44. Lézignan 20-13 ; 45. Arignou 21-19 ; 46. XIII catalan 21-19 ; 47. Limoux 20-13 ; 48. Saint-Estève 20-13 ; 49. Toulouse 24-11 ; 50. Villeneuve 24-11 ; 51. Pamiers 18-15 ; 52. Pia 20-13 ; 53. Roanne 18-15 ; 54. Lézignan 20-13 ; 55. Arignou 21-19 ; 56. XIII catalan 21-19 ; 57. Limoux 20-13 ; 58. Saint-Estève 20-13 ; 59. Toulouse 24-11 ; 60. Villeneuve 24-11 ; 61. Pamiers 18-15 ; 62. Pia 20-13 ; 63. Roanne 18-15 ; 64. Lézignan 20-13 ; 65. Arignou 21-19 ; 66. XIII catalan 21-19 ; 67. Limoux 20-13 ; 68. Saint-Estève 20-13 ; 69. Toulouse 24-11 ; 70. Villeneuve 24-11 ; 71. Pamiers 18-15 ; 72. Pia 20-13 ; 73. Roanne 18-15 ; 74. Lézignan 20-13 ; 75. Arignou 21-19 ; 76. XIII catalan 21-19 ; 77. Limoux 20-13 ; 78. Saint-Estève 20-13 ; 79. Toulouse 24-11 ; 80. Villeneuve 24-11 ; 81. Pamiers 18-15 ; 82. Pia 20-13 ; 83. Roanne 18-15 ; 84. Lézignan 20-13 ; 85. Arignou 21-19 ; 86. XIII catalan 21-19 ; 87. Limoux 20-13 ; 88. Saint-Estève 20-13 ; 89. Toulouse 24-11 ; 90. Villeneuve 24-11 ; 91. Pamiers 18-15 ; 92. Pia 20-13 ; 93. Roanne 18-15 ; 94. Lézignan 20-13 ; 95. Arignou 21-19 ; 96. XIII catalan 21-19 ; 97. Limoux 20-13 ; 98. Saint-Estève 20-13 ; 99. Toulouse 24-11 ; 100. Villeneuve 24-11 ; 101. Pamiers 18-15 ; 102. Pia 20-13 ; 103. Roanne 18-15 ; 104. Lézignan 20-13 ; 105. Arignou 21-19 ; 106. XIII catalan 21-19 ; 107. Limoux 20-13 ; 108. Saint-Estève 20-13 ; 109. Toulouse 24-11 ; 110. Villeneuve 24-11 ; 111. Pamiers 18-15 ; 112. Pia 20-13 ; 113. Roanne 18-15 ; 114. Lézignan 20-13 ; 115. Arignou 21-19 ; 116. XIII catalan 21-19 ; 117. Limoux 20-13 ; 118. Saint-Estève 20-13 ; 119. Toulouse 24-11 ; 120. Villeneuve 24-11 ; 121. Pamiers 18-15 ; 122. Pia 20-13 ; 123. Roanne 18-15 ; 124. Lézignan 20-13 ; 125. Arignou 21-19 ; 126. XIII catalan 21-19 ; 127. Limoux 20-13 ; 128. Saint-Estève 20-13 ; 129. Toulouse 24-11 ; 130. Villeneuve 24-11 ; 131. Pamiers 18-15 ; 132. Pia 20-13 ; 133. Roanne 18-15 ; 134. Lézignan 20-13 ; 135. Arignou 21-19 ; 136. XIII catalan 21-19 ; 137. Limoux 20-13 ; 138. Saint-Estève 20-13 ; 139. Toulouse 24-11 ; 140. Villeneuve 24-11 ; 141. Pamiers 18-15 ; 142. Pia 20-13 ; 143. Roanne 18-15 ; 144. Lézignan 20-13 ; 145. Arignou 21-19 ; 146. XIII catalan 21-19 ; 147. Limoux 20-13 ; 148. Saint-Estève 20-13 ; 149. Toulouse 24-11 ; 150. Villeneuve 24-11 ; 151. Pamiers 18-15 ; 152. Pia 20-13 ; 153. Roanne 18-15 ; 154. Lézignan 20-13 ; 155. Arignou 21-19 ; 156. XIII catalan 21-19 ; 157. Limoux 20-13 ; 158. Saint-Estève 20-13 ; 159. Toulouse 24-11 ; 160. Villeneuve 24-11 ; 161. Pamiers 18-15 ; 162. Pia 20-13 ; 163. Roanne 18-15 ; 164. Lézignan 20-13 ; 165. Arignou 21-19 ; 166. XIII catalan 21-19 ; 167. Limoux 20-13 ; 168. Saint-Estève 20-13 ; 169. Toulouse 24-11 ; 170. Villeneuve 24-11 ; 171. Pamiers 18-15 ; 172. Pia 20-13 ; 173. Roanne 18-15 ; 174. Lézignan 20-13 ; 175. Arignou 21-19 ; 176. XIII catalan 21-19 ; 177. Limoux 20-13 ; 178. Saint-Estève 20-13 ; 179. Toulouse 24-11 ; 180. Villeneuve 24-11 ; 181. Pamiers 18-15 ; 182. Pia 20-13 ; 183. Roanne 18-15 ; 184. Lézignan 20-13 ; 185. Arignou 21-19 ; 186. XIII catalan 21-19 ; 187. Limoux 20-13 ; 188. Saint-Estève 20-13 ; 189. Toulouse 24-11 ; 190. Villeneuve 24-11 ; 191. Pamiers 18-15 ; 192. Pia 20-13 ; 193. Roanne 18-15 ; 194. Lézignan 20-13 ; 195. Arignou 21-19 ; 196. XIII catalan 21-19 ; 197. Limoux 20-13 ; 198. Saint-Estève 20-13 ; 199. Toulouse 24-11 ; 200. Villeneuve 24-11 ; 201. Pamiers 18-15 ; 202. Pia 20-13 ; 203. Roanne 18-15 ; 204. Lézignan 20-13 ; 205. Arignou 21-19 ; 206. XIII catalan 21-19 ; 207. Limoux 20-13 ; 208. Saint-Estève 20-13 ; 209. Toulouse 24-11 ; 210. Villeneuve 24-11 ; 211. Pamiers 18-15 ; 212. Pia 20-13 ; 213. Roanne 18-15 ; 214. Lézignan 20-13 ; 215. Arignou 21-19 ; 216. XIII catalan 21-19 ; 217. Limoux 20-13 ; 218. Saint-Estève 20-13 ; 219. Toulouse 24-11 ; 220. Villeneuve 24-11 ; 221. Pamiers 18-15 ; 222. Pia 20-13 ; 223. Roanne 18-15 ; 224. Lézignan 20-13 ; 225. Arignou 21-19 ; 226. XIII catalan 21-19 ; 227. Limoux 20-13 ; 228. Saint-Estève 20-13 ; 229. Toulouse 24-11 ; 230. Villeneuve 24-11 ; 231. Pamiers 18-15 ; 232. Pia 20-13 ; 233. Roanne 18-15 ; 234. Lézignan 20-13 ; 235. Arignou 21-19 ; 236. XIII catalan 21-19 ; 237. Limoux 20-13 ; 238. Saint-Estève 20-13 ; 239. Toulouse 24-11 ; 240. Villeneuve 24-11 ; 241. Pamiers 18-15 ; 242. Pia 20-13 ; 243. Roanne 18-15 ; 244. Lézignan 20-13 ; 245. Arignou 21-19 ; 246. XIII catalan 21-19 ; 247. Limoux 20-13 ; 248. Saint-Estève 20-13 ; 249. Toulouse 24-11 ; 250. Villeneuve 24-11 ; 251. Pamiers 18-15 ; 252. Pia 20-13 ; 253. Roanne 18-15 ; 254. Lézignan 20-13 ; 255. Arignou 21-19 ; 256. XIII catalan 21-19 ; 257. Limoux 20-13 ; 258. Saint-Estève 20-13 ; 259. Toulouse 24-11 ; 260. Villeneuve 24-11 ; 261. Pamiers 18-15 ; 262. Pia 20-13 ; 263. Roanne 18-15 ; 264. Lézignan 20-13 ; 265. Arignou 21-19 ; 266. XIII catalan 21-19 ; 267. Limoux 20-13 ; 268. Saint-Estève 20-13 ; 269. Toulouse 24-11 ; 270. Villeneuve 24-11 ; 271. Pamiers 18-15 ; 272. Pia 20-13 ; 273. Roanne 18-15 ; 274. Lézignan 20-13 ; 275. Arignou 21-19 ; 276. XIII catalan 21-19 ; 277. Limoux 20-13 ; 278. Saint-Estève 20-13 ; 279. Toulouse 24-11 ; 280. Villeneuve 24-11 ; 281. Pamiers 18-15 ; 282. Pia 20-13 ; 283. Roanne 18-15 ; 284. Lézignan 20-13 ; 285. Arignou 21-19 ; 286. XIII catalan 21-19 ; 287. Limoux 20-13 ; 288. Saint-Estève 20-13 ; 289. Toulouse 24-11 ; 290. Villeneuve 24-11 ; 291. Pamiers 18-15 ; 292. Pia 20-13 ; 293. Roanne 18-15 ; 294. Lézignan 20-13 ; 295. Arignou 21-19 ; 296. XIII catalan 21-19 ; 297. Limoux 20-13 ; 298. Saint-Estève 20-13 ; 299. Toulouse 24-11 ; 300. Villeneuve 24-11 ; 301. Pamiers 18-15 ; 302. Pia 20-13 ; 303. Roanne 18-15 ; 304. Lézignan 20-13 ; 305. Arignou 21-19 ; 306. XIII catalan 21-19 ; 307. Limoux 20-13 ; 308. Saint-Estève 20-13 ; 309. Toulouse 24-11 ; 310. Villeneuve 24-11 ; 311. Pamiers 18-15 ; 312. Pia 20-13 ; 313. Roanne 18-15 ; 314. Lézignan 20-13 ; 315. Arignou 21-19 ; 316. XIII catalan 21-19 ; 317. Limoux 20-13 ; 318. Saint-Estève 20-13 ; 319. Toulouse 24-11 ; 320. Villeneuve 24-11 ; 321. Pamiers 18-15 ; 322. Pia 20-13 ; 323. Roanne 18-15 ; 324. Lézignan 20-13 ; 325. Arignou 21-19 ; 326. XIII catalan 21-19 ; 327. Limoux 20-13 ; 328. Saint-Estève 20-13 ; 329. Toulouse 24-11 ; 330. Villeneuve 24-11 ; 331. Pamiers 18-15 ; 332. Pia 20-13 ; 333. Roanne 18-15 ; 334. Lézignan 20-13 ; 335. Arignou 21-19 ; 336. XIII catalan 21-19 ; 337. Limoux 20-13 ; 338. Saint-Estève 20-13 ; 339. Toulouse 24-11 ; 340. Villeneuve 24-11 ; 341. Pamiers 18-15 ; 342. Pia 20-13 ; 343. Roanne 18-15 ; 344. Lézignan 20-13 ; 345. Arignou 21-19 ; 346. XIII catalan 21-19 ; 347. Limoux 20-13 ; 348. Saint-Estève 20-13 ; 349. Toulouse 24-11 ; 350. Villeneuve 24-11 ; 351. Pamiers 18-15 ; 352. Pia 20-13 ; 353. Roanne 18-15 ; 354. Lézignan 20-13 ; 355. Arignou 21-19 ; 356. XIII catalan 21-19 ; 357. Limoux 20-13 ; 358. Saint-Estève 20-13 ; 359. Toulouse 24-11 ; 360. Villeneuve 24-11 ; 361. Pamiers 18-15 ; 362. Pia 20-13 ; 363. Roanne 18-15 ; 364. Lézignan 20-13 ; 365. Arignou 21-19 ; 366. XIII catalan 21-19 ; 367. Limoux 20-13 ; 368. Saint-Estève 20-13 ; 369. Toulouse 24-11 ; 370. Villeneuve 24-11 ; 371. Pamiers 18-15 ; 372. Pia 20-13 ; 373. Roanne 18-15 ; 374. Lézignan 20-13 ; 375. Arignou 21-19 ; 376. XIII catalan 21-19 ; 377. Limoux 20-13 ; 378. Saint-Estève 20-13 ; 379. Toulouse 24-11 ; 380. Villeneuve 24-11 ; 381. Pamiers 18-15 ; 382. Pia 20-13 ; 383. Roanne 18-15 ; 384. Lézignan 20-13 ; 385. Arignou 21-19 ; 386. XIII catalan 21-19 ; 387. Limoux 20-13 ; 388. Saint-Estève 20-13 ; 389. Toulouse 24-11 ; 390. Villeneuve 24-11 ; 391. Pamiers 18-15 ; 392. Pia 20-13 ; 393. Roanne 18-15 ; 394. Lézignan 20-13 ; 395. Arignou 21-19 ; 396. XIII catalan 21-19 ; 397. Limoux 20-13 ; 398. Saint-Estève 20-13 ; 399. Toulouse 24-11 ; 400. Villeneuve 24-11 ; 401. Pamiers 18-15 ; 402. Pia 20-13 ; 403. Roanne 18-15 ; 404. Lézignan 20-13 ; 405. Arignou 21-19 ; 406. XIII catalan 21-19 ; 407. Limoux 20-13 ; 408. Saint-Estève 20-13 ; 409. Toulouse 24-11 ; 410. Villeneuve 24-11 ; 411. Pamiers 18-15 ; 412. Pia 20-13 ; 413. Roanne 18-15 ; 414. Lézignan 20-13 ; 415. Arignou 21-

LETTRES ARTS ET SPECTACLES

Cinéma

« Furtivos », de José-Luis Borau

Cela se passe dans une forêt, une belle forêt aux couleurs de l'automne. Un brancien vit là avec sa mère, possessive et jalouse. La mère ne peut supporter la fille, évadée d'une maison d'éducation surveillée, qu'il a ramené de la ville et épousée. Il y a aussi le gouverneur de la province qui vient chasser avec ses amis.

Ces personnages, mis en place, vivent une sorte de drame paysan et naturaliste. La violence des passions éclate en même temps que la violence physique. Comme le film vient d'Espagne, il faut y regarder de plus près. Surtout si l'on sait — et il faut le savoir — que, tourné en 1974, il fut longtemps interdit par la censure franquiste. Il a eu, depuis, un grand succès au Festival de San Sebastián, et il est écrit, un peu avant la mort de Franco, avec un grand succès.

Furtivos n'est pas le premier film de José-Luis Borau, mais c'est le premier film que nous voyons de lui, en France. On ne peut pas le comprendre sans se référer à une phrase d'un ancien discours de Franco :

« La paix de l'Espagne passe par la paix de nos forêts. » Alors, évidemment, c'est plus clair. La forêt, la belle forêt d'automne, près de Ségovie, où José-Luis Borau a placé ses personnages, est rien moins que tranquille. C'est, comme la vieille mère du brancien — qui fut la nourrice du gouverneur, — une Espagne barbare entretenue avec ses enfants des rapports secrets, clandestins, de corruption. Comme Carlos Saura (mais c'est sa seule ressemblance avec lui) José-Luis Borau procède par parabole pour dénoncer les tabous sexuels, l'oppression religieuse, le pouvoir et la bureaucratie impuissante à maintenir autre chose qu'une apparence d'ordre. Les liens de domination et de dépendance, entre le gouverneur et les branciens, sont vus, sont représentés par une séquence de chasse au cerf. A vrai dire, bien des choses restent pour nous spectateurs français, inexplicables. Mais ce film au style tranchant comme un couteau affûté, semé de pièges à loup, de cadavres d'animaux et de meurtres, édifié par son étrange sauvagerie, ses grands décors d'orage dévastateur. Pour l'ensemble, il a été élu le plus ténébreux et le plus pourrissant de la société franquiste. Et il nous donne envie de connaître les autres films de José-Luis Borau.

JACQUES SICLIER.

« NICKELODEON » de Peter Bogdanovitch

Dans les années 1910, les Américains pouvaient, pour un nickel, entrer dans les salles de cinéma. C'était l'époque d'une industrie naissante dont des compagnies déjà puissantes cherchaient à assurer le monopole en empêchant — au besoin par la force, la destruction du matériel — de petites sociétés indépendantes de tourner et d'exploiter leurs propres films.

Nostalgie, on le sait, du passé cinématographique, Peter Bogdanovitch a fait, cette fois, loin dans le temps, pour rester à côté d'un sujet passionnant, « la guerre des brevets », dont il veut mieux aller chercher l'histoire dans les livres de Georges Sadoul en sortant de la salle. Bogdanovitch n'a pas eu qu'un prétexte à refaire les mises en scène de films burlesques ou d'aventures qu'on trouvait alors dans des conditions pittoresques. Mais ce qui était, autrefois, artisanal, est chez lui très concis, très étudié, très perfectionné. Du rétro doré sur tranches, de brillantes exécutives de style qui font, d'abord, beaucoup rire et qui finissent par laisser, à force de se répéter, — J. S.

JEAN DE BARONCELLI.
* Voir « les films nouveaux ».

RADIO-TÉLÉVISION

La mort de Lucie Faure

Mme Lucie Faure, épouse du président de l'Assemblée nationale, est décédée dimanche 25 septembre, vers 17 heures, dans sa propriété de Boissière-le-Bertrand, en Seine-et-Marne. Après avoir déjeuné en compagnie de ses deux filles, Mme Faure a été prise d'un malaise car-

diac. M. Edgar Faure, qui participait à une réunion politique à Landivisiau, dans le Finistère, a pu regagner sa résidence de Seine-et-Marne en fin d'après-midi. Le président de la République, le premier ministre et le ministre de l'Intérieur ont aussitôt adressé des lettres

de condoléances à M. Edgar Faure, alors que M. Jacques Chirac se rendait à Boissière-le-Bertrand.

Les obsèques de Lucie Faure auront lieu mercredi 28 septembre, à 11 heures, en l'église Sainte-Croix, 23 bis, rue Las-Cases, Paris-VII.

Écrivain d'abord

« Lucie » ! Le monde politique n'était pas seul à désigner affectueusement par son prénom l'épouse du président de l'Assemblée nationale. Les milieux littéraires usaient aussi de cette familiarité, et elle s'en enchantait. Si brillante qu'elle se soit montrée dans ses fonctions officielles, l'approche des hommes et des secrets d'Etat la passionnait moins, au fond, que le litté- rature. « Je suis d'abord écrivain », disait-elle ; c'est le rôle le plus important de ma vie.

Une sorte de jardin secret ? Les thèmes abordés dans ses sept romans reflétaient moins son expérience à l'hôtel de Lassay qu'une curiosité intimiste pour les choses du cœur. Et son sens éclairé du bonheur dans l'équilibre n'excluait pas un goût certain pour les cas morbides, qu'il s'agisse d'homosexualité mal assumée (les Passions interdites), de psychanalyse (Autre Personne), de jalousie délirante (le Malheur fou), de suicide (Mardi à l'aube), ou de parricide (Un crime si juste).

Mais la complexité psychologique des sujets était compensée par un souci extrême de la clarté et une espèce de candeur optimiste, que la fréquentation du Tout-État n'avait pas entamée. A partir d'intrigues et d'analyses soigneusement composées, elle déployait un style limpide, émaillé de maximes, dans la grande tradition moraliste.

La création romanesque laissait place chez elle pour une attention continue aux réalités et aux idées de son temps. La revue la Nef, qu'elle a fondée avec Robert Aron, était vraiment son œuvre personnelle. Elle composait elle-même les sonnets avec, un écrivain consommé. Certains numéros spéciaux ont fait date : sur la guerre

R. POIROT-DELPECH.

● Dans une lettre à M. Edgar Faure, M. Valéry Giscard d'Estaing écrit notamment : « D'abord de son intelligence, l'ouverture et la fermeté de son jugement, la sensibilité de son talent en faisaient par elle-même une personnalité exceptionnelle. Sa présence à nos côtés sur les longs chemins de la vie et sa vue personnelle des problèmes, des idées et des hommes l'ont conduite à exercer une influence dont nous avons tous mesuré la portée. »

Une grande dame

C'était une grande dame et une forte personnalité. Lucie Faure était née en 1908 dans une famille de la bourgeoisie traditionnelle parisienne ; son oncle, Julien Cain, fut directeur des bibliothèques de France et membre de l'Institut. A vingt-trois ans, en 1931, elle épousa le jeune avocat Edgar Faure, de cinq semaines son cadet. Compagne pendant près d'un demi-siècle d'un homme particulièrement brillant devenu un personnage politique de tout premier plan, elle sut toujours être pour son mari un soutien et une inspiratrice sans cependant s'effacer, sans jamais renoncer à être elle-même.

Elle n'était pas de celles à qui le pouvoir tourne la tête. Parfaite hénésie dans les palais officiels où elle savait donner avec réception à la fois justesse et détente, elle préférait cependant les cercles plus restreints, les petits salons d'amis, les échanges intellectuels vifs et ouverts. Là elle était plus à l'aise, Madame la Présidente, mais une journaliste, une romancière, une femme aussi, exceptionnellement informée par la familiarité avec ceux qui faisaient l'histoire, à l'esprit aiguisé

PRESSE

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DE L'ALLIANCE EUROPÉENNE DES AGENCES DE PRESSE

L'alliance européenne des agences de presse a tenu, le jeudi 22 septembre, son assemblée générale annuelle à Zurich. Une quarantaine de délégués des agences de vingt-trois pays européens ont étudié notamment un projet de réseau européen, l'organisation des codes de travail des dépêches, divers problèmes de télécommunications, les nouveaux médias et leur impact sur les agences, la coopération des agences européennes avec celles du monde arabe et du tiers-monde.

M. Jolie Jolles, directeur général de l'A.N.P. (La Haye), a été élu nouveau président de

L'alliance. Le comité comprend MM. Claude Roussel (A.F.P. Paris), Gunter Postachke (A.D.N. R.D.A. Berlin), Sándor Barcs (M.T.I. Budapest), et Willy Verweij (Belga, Bruxelles). Secrétaire permanent.

● Les Petits Juniors de l'été-7 jours, périodique pour enfants lancé il y a quelques mois, vient de porter de seize à vingt-quatre son nombre de pages, proposant à ses lecteurs trois histoires complètes, des jeux, ainsi que vingt autocollants (prix 5 francs).

« Son jardin secret : l'écriture »

D'une grande culture et d'un goût très sûr, elle avait fondé la revue la Nef, qu'elle dirigeait de façon attentive et réfléchie, choisissant avec grand soin le thème de chaque numéro, demandant des articles à des auteurs parfois très éloignés de l'univers politique et mondain dans lequel elle évoluait habituellement. Elle avait ainsi, dans les milieux les plus divers, des relations non officielles qui lui permettaient de briser la routine de la presse d'information et d'apporter à ses lecteurs des textes publics entièrement requis par leurs responsabilités. Mais son véritable jardin secret, c'était l'écriture. « J'étais une romancière », dit-elle à Bertrand Poirot-Delpech, « on m'a dit que j'étais une femme et de mère — elle était demeurée très proche de ses deux filles — se donnaient libre cours.

Le courage avec lequel elle a fait face depuis plusieurs années à la cruelle maladie qui devait finalement l'emporter aura été sa dernière élégance.

PIERRE VIANSSON-PONTÉ.

LUNDI 26 SEPTEMBRE

CHAÎNE I : TF 1

19 h. 5. Feuilleton : Recherche dans l'intérêt des familles ; 19 h. 43. Une minute pour les femmes ; 19 h. 45. En bien, raconte.



SALT LECLANCHÉ
L'énergie longue durée.

20 h. 30. FILM (l'avenir du futur) : LES CHOSES DE LA VIE, de Cl. Sautet (1970), avec R. Schneider, M. Piccoli, L. Massari, G. Lari-gau, J. Bouise (rediffusion).

Vieilles d'un gros accident d'automobile, un homme revit des moments de sa vie amoureuse avant de mourir à l'hôpital. L'idée de la mort dans la civilisation de l'automobile et les problèmes sentimentaux d'un cadre de quarante ans. Perfection technique de la réalisation, excellente interprétation.

Vers 22 h. Débat : Les transports de l'an 2000.

Avec MM. Jean Dupuy, directeur général de la S.N.C.F. ; Hubert Curien, président du Centre national d'études spatiales ; Jean-Claude Martin, directeur général adjoint d'Air France ; Jean-Albert Grégoire, ingénieur en automobile, et Mme Levesneur-Ragot, chercheur au C.N.R.S.

23 h. Journal.

CHAÎNE II : A 2

18 h. 35. Jeu : Des chiffres et des lettres ;

CHAÎNE III : FR 3

18 h. 45. Pour les jeunes ; 19 h. 40. Tribune libre : le philosophe Kostas Axelos ; 20 h. les Jeux.

20 h. 30. FILM (cinéma public) : LA RONDE, de R. Vadim (1964), avec M. Dubois, C. Giraud, V. Lagrange, A. Karina, J.-Cl. Brialy, J. Fonda, M. Ronet, C. Spaak, B. Noël, F. Bérre.

Dans le Paris de 1914, une prostituée s'offre une femme de chambre, qui cède au fils du patron, qui donne l'homme d'une femme mariée... et ainsi de suite jusqu'à ce que la ronde se termine par un retour à la prostitution.

Le pièce d'Arthur Schnitzler avait inspiré à Max Ophüls un film baroque et mélancolique. Vadim s'est contenté de fabriquer, en enchaînant des gravures libertines dans des décors luxueux.

22 h. 15. Journal.

FRANCE - CULTURE

20 h. « Bili le Kid », d'Yves Lebeau, avec Judith Magre et Michel Lemaire. Réalisation : J. Rollin-Weiss ; suivi de « Feu vert aux réalisateurs », avec A. Barron et J. Parnis ; « Divagations sur la piste du roman-télé », d'un sentiment (rediffusion) ; 21 h. Concerto du Festival d'Avignon 1977 ; 22 h. 30. Entretiens avec Jean Rostand (rediffusion).

FRANCE - MUSIQUE

20 h. 30. Fragments de la musique... Chœurs de la Radio-Télévision bulgare. Maîtrise de Radio-France, dir. M. Porret, avec D. Fischer-Dieskau, E. Andor, Z. Baray ; Christus, oratorio de Liszt ; 23 h. Musique curatée ; 0 h. 10. L'automne des compositeurs et des interprètes.

MARDI 27 SEPTEMBRE

CHAÎNE I : TF 1

12 h. 15. Jeu : Réponse à tout ; 12 h. 30. Midi premier ; 13 h. 15. Escapade donc avec nous ; D'aventures en aventures.

Avec M. Maurice Clavel, philosophe, et le peintre Luc Simon.

A 14 h. 50. Série : La cloche tibétaine (rediffusion) ; 18 h. A la bonne heure : la nervosité ; 18 h. 35. Pour les petits ; 18 h. 40. L'île aux enfants ; 19 h. 5. Feuilleton : Recherche dans l'intérêt des familles ; 19 h. 43. Une minute pour les femmes ; 19 h. 45. En bien, raconte.

20 h. 30. Variétés : Show machine ; 21 h. 30. Le monde sans frontières : la Grèce, les regards de l'histoire, par Cl. Fléouret et R. Mathoulis ; 22 h. 5. Emission littéraire : Pleine page, de P. Sipriot.

Avec Mme Muriel Cerf (Héroglyphes de nos fins dernières), M. Paul Guich (Notre drôle d'époque comme si vous y étiez), Sébastien Japrisot (L'été meurtrier), Pierre-Jean Béné (Les Enfants du parc).

23 h. 25. Journal.

CHAÎNE II : A 2

13 h. 35. Magazine régional ; 13 h. 50. Feuilleton : Les enfants des autres (rediffusion) ; 14 h. 5. Aujourd'hui madame ; à 15 h. Série : Kolak ; 15 h. 55. Aujourd'hui magazine ; 17 h. 55. Feuilleton : Les mémoires d'art, la mode ; 18 h. 25. Pour les jeunes : Dorothée et ses amis ; 18 h. 40. C'est la vie ; 18 h. 55. Jeu : Des chiffres et des lettres ; 19 h. 45. Souvenir : La joie de vivre.

20 h. 30. Les dossiers de l'écran. FILM : LA DOLCE VITA, de F. Fellini (1960), avec M. Mastrolanni, A. Ekberg, A. Aimee, M. Noël, Y. Fureux, L. Barker, A. Cuny (N. rediffusion).

Un journaliste de la presse à scandales, vicié et érotisé, gravité, à Rome, dans les milieux du cinéma et des riches cités. Il prend conscience de la pourriture de cette société et de son propre néant.

Fellini avait « fruit et dent » et son cinéma de fantaisies. Une chronique de mœurs met l'accent sur les tares profondes de la bourgeoisie romaine et la crise de la civilisation occidentale.

22 h. Débat : Décadence d'une société.

CHAÎNE III : FR 3

18 h. 45. Pour les jeunes ; 19 h. 40. Tribune

CHAÎNE I : TF 1

Libre : L'ordre des Rose-Croix ; 20 h. les Jeux ; 20 h. 30. FILM (westerns, policiers, aventures) : LES PRAIRIES DE L'HONNEUR, d'A. McLaglen (1964), avec J. Stewart, Cl. Corbett, R. Forsyth, K. Ross, Ch. Robinson (rediffusion).

Pendant la guerre de Sécession, un fermier éduqué anti-esclavagiste, qui veut rester à l'écart du conflit et avec sa famille, se trouve obligé de prendre les armes.

Andrew McLaglen s'est efforcé d'imiter le John Ford des chroniques sentimentales et abouti à un aboutissement décevant. Quelques belles scènes tout de même.

22 h. 10. Journal.

FRANCE - CULTURE

7 h. 2. Poésie : Roger Munier (et à 14 h. 19 h. 55, 23 h. 30) ; 7 h. 5. Matinales ; 8 h. Les chemins de la connaissance, la Paix et la Parole (rediffusion) ; à 8 h. 32. « 1912 » (rediffusion) ; 8 h. 50. Sagesse d'ailleurs, sagesse des autres ; 9 h. 7. Matinée de l'actualité ; 10 h. 45. Étranger, mon ami ; 11 h. 1. Festival d'Avignon 1977 ; 12 h. 5. Paris pris ; 12 h. 45. Panorama ;

13 h. 30. Livre parcouru varié ; 14 h. 5. Un livre des voix : « Le Simorg », de O. Vahedi ; 14 h. 45. Les après-midi de France-Culture... magazine international ; à 15 h. 25. Anthologie (M.-A. Asturias) ; à 15 h. 35. La Loulou ; à 16 h. 35. En direct avec Pierre Bourdieu ; 17 h. 30. Festival d'Avignon 1977 ; 18 h. 30. Feuilleton : « Le Nuage noir », de F. Hoyle. Adaptation E. Noël, réalisation C. Mourche (rediffusion) ; 19 h. 25. Sciences : les parasites ;

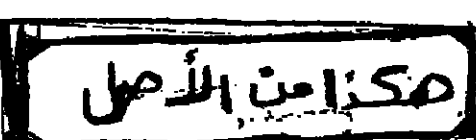
20 h. Dialogues : « Occitanie aujourd'hui », avec Robert Lafont et Georges Frêche ; 21 h. 15. Festival d'Avignon 1977 ; 22 h. 30. Entretiens avec Jean Rostand (rediffusion).

FRANCE - MUSIQUE

7 h. 3. Quotidien musical ; 9 h. 2. Instrumentales ; 9 h. 30. Le régime du jeu ; à 10 h. 45. Répétition ; 12 h. La chanson ; 12 h. 40. Jazz classique ;

13 h. 15. Stéréo postale ; 14 h. Mélodies sans paroles... musique ancienne ; Vienna sans Beethoven ; à 15 h. 30. Symph. en 96 en mi bémol majeur (Haydn) ; à 15 h. 32. Œuvres de P. Berwald. Dvorak, Debussy, Respighi ; 17 h. Studio 107 ; 18 h. 2. Soirée, magazine musical ; 19 h. 5. Jazz time ; 19 h. 45. Conversation souterraine ;

20 h. 30. Orchestre symphonique de Boston, direction S. Ozawa, avec M. Pollak, piano ; « Concerto pour piano et orchestre en la majeur, K. 488 » (Mozart) ; « Oiseau de feu » (Stravinski) ; 23 h. Musique givrée ; 0 h. 10. L'automne des compositeurs et des interprètes.



ARTS ET SPECTACLES

Expositions

L'ère de l'habitat compact

(Suite de la première page.)

Le pavillon de l'Esprit Nouveau n'était qu'une vision, inspirée par un esprit de générosité romantique qui est peut-être un des principaux ressorts de l'œuvre de Le Corbusier. Une utopie réalisable, si on le voulait bien. Les organisateurs du Salon de Bologne l'ont reconstruit avec les meubles créés par l'architecte tels qu'ils figuraient à l'époque (1).

A côté du pavillon, dont l'architecture est typique du modernisme 1925 que l'on retrouve dans différentes villas de Le Corbusier, l'exposé d'une autre proposition révolutionnaire : le plan Voisin pour Paris, du nom du mécène de l'architecte, avec ses super-tours qui dominaient une part du territoire de la capitale tressée d'autoroutes urbaines et de voies piétonnières quotidiennes. C'est le mythe de la mécanisation de l'environnement qui avait contradictoirement fasciné Le Corbusier et qui était un manifeste de foi en l'avenir de la civilisation moderne. Car si le pavillon avait été exposé au sol, ainsi qu'il est reconstruit à Bologne, il était destiné à être monté sur des « méga-structures » qui sont proches de nos actuelles tours d'habitation, tant récusées. Le plan Voisin n'a pas été réalisé. Mais ses sous-produits l'ont été à satiété dans nos grands ensembles. Cinq ans après, les promesses se sont concrétisées. On a construit, on a détruit, sacrifié et, sous prétexte de modernisme, on a vu l'espace vital de l'homme dans la cité se réduire. La vie dans les tours pose des problèmes psychiques auxquels nul n'avait

pensé et les coûts d'entretien sont très élevés. Si bien que le « modernisme » en architecture n'a pas bonne presse. On s'en méfie. L'industrialisation du logement dont Le Corbusier était le héros loitait espérer une baisse des coûts grâce aux constructions en grandes séries. On sait aujourd'hui que c'est loin d'être vrai. C'est presque le contraire. Et en même temps, l'espace de l'habitat s'est réduit et appauvri esthétiquement tandis que les « gadgets » s'y multipliaient.

Le mécontentement des consommateurs

C'est cette situation que semblent vouloir améliorer les artistes-décorateurs qui tiennent leur salon au Grand Palais. Et c'est plutôt positif, car l'équipement de la maison n'avait pas suivi le renouvellement du logement. Le titre de l'exposition prend des allures de manifeste : « Habiter c'est vivre ». Les architectes-décorateurs s'intéressent au cadre de la vie domestique et proposent des solutions. Le logement contemporain entre en effet dans une phase nouvelle. Après avoir été longtemps quantitatives, les priorités sont désormais de nature qualitative.

C'est la réponse des producteurs aux consommateurs, qui ont ces dernières années manifesté leur mécontentement contre le logement social dont les seuls critères d'évaluation étaient du côté du nombre. H.L.M. sacrifiées et délaissées : on mesure les conséquences d'une conception élémentaire du logement, qu'il va falloir améliorer, « réhabiliter », parfois détruire et

reconstruire pour répondre à une légitime exigence de qualité.

En cinquante ans, la « rationalisation » du logement a débouché — mais les naïfs ne s'y attendaient pas — à un rétrécissement. Le système veut que les maîtres d'ouvrage définissent les normes de l'habitat par rapport aux coûts et que les architectes conçoivent les formes avant de les construire. Lorsque l'usage veut se loger, les meubles qu'il trouve sur le marché sont souvent trop grands, disproportionnés. Le problème se pose par les « designers » dans l'exposition du Grand Palais est d'« ajuster » équipements et mobilier aux maigres espaces des logements. Et aussi, tant que faire se peut, au pouvoir d'achat des usagers.

Car même la qualité du meuble connaît cette étrange « réduction » sous un maillage moderniste de couleurs et de formes à la mode. Des équipes d'architectes flanquées de leurs « designers » conçoivent et proposent, dans le langage rationnel des sciences humaines, des ensembles de meubles pour différentes « fonctions » et « séquences » de ce qui est supposé être la vie moderne : « études d'habitabilité » de « cellules » H.L.M., mobiliers intégrés, éléments « meublants » polyvalents, vendus en « kit », systèmes « escamotables » qui déploient des trésors d'ingénierie pour donner aux mêmes espaces plusieurs fonctions.

Répondant à la « problématique du quotidien », le « design » récupère le langage de la mode pour présenter des maisons circulaires en spirale autour d'une cheminée ; des maisons-huites, de loin les plus intéressantes, très en vogue aux Etats-Unis parmi les intellectuels marginaux, avec leurs toiles en bois et leurs formes de sculptures abstraites asymétriques ; des maisons structure-gonflable, pour vivre au cœur d'un courant d'air domestique, loin de la pollution ; des maisons sous-marines, bulles transparentes pour coloniser les fonds marins...

Mais partout l'amélioration esthétique et fonctionnelle des équipements cache le fait essentiel de la réduction des espaces dans notre cadre de vie quotidien, réduction qu'aménage — ou dissimule — du mieux qu'il peut le « design ». Il y a cinquante ans, Le Corbusier annonçait une révolution du monde moderne. Aujourd'hui, nos « designers » sont en pleine « réforme ». Ils tentent d'adapter la consommation aux réalités du monde industriel, lequel nous prépare peut-être, sans que nous nous en doutions, la « révolution » de l'« habitat compact ».

JACQUES MICHEL

(1) Ces meubles sont édités par une entreprise italienne, Cassina, dans une collection de meubles consacrée aux maîtres du vingtième siècle.

Jazz

URBAN SAX à la Biennale

Seize saxophonistes étaient annoncés. C'est finalement un nombre de vingt et un que les membres de l'ensemble français Urban Sax, en collaboration avec leurs instruments le condamnèrent pour qu'ils puissent de faire résonner à travers les lieux d'exposition de la Biennale, ont pu en file indienne dans l'auditorium du musée, où les attendait un public nombreux.

Sans cesse de jouer, les saxophonistes se séparent peu à peu en quatre groupes situés à chaque coin de la salle, puis, au cours du concert, ils se rejoignent sur une seule ligne frontale, provoquant jusqu'à dans leurs déplacements d'interférences sonores acoustiques.

Gilbert Arzmann, l'ingénieur de cette étonnante aventure collective, dirige les musiciens avec des gestes discrets et précis. Des sonorités imaginées par Arzmann, — à l'intérieur d'unions con-

nus, de subtiles fluctuations, qui seules permettent des instruments à vent —, il résulte une musique infiniment et obsédante, qui, sans en agencer comme un exercice, éroge l'insolence par son atmosphère l'angoisse de la cité moderne. Une musique qui présente une rare force d'impénétration et qui, pour être « réceptive », a le mérite de s'écouter noblement des conceptions américaines. — D. C.

* Musée d'art moderne, 11, avenue du Président-Wilson, tous les vendredis, 18 h. 30.

* Le groupe Urban Sax a enregistré chez Cobra (OOB. 37004).

Musique

Le Zaïre et le Gabon au Festival d'automne

Le visage et le corps peints, les pieds nus et vêtus d'un pagne de raffia, les femmes Ekonda, venues de l'équateur, font leur apparition sur les plates du Cirque d'hiver. Une quinzaine d'entre elles tiennent un petit arc qui leur permettra ultérieurement d'évoquer des scènes de chasse. Deux autres jouent du ridoir et d'un hochet, instruments auxquels s'ajouteront par intermittence un tam-tam et un tambour à fente. Il s'agit du Bobongo, un spectacle rituel à prédominance vocale, avec mimas, danses, exercices acrobatiques, au cours duquel sont invoqués les esprits des ancêtres et les génies de la nature.

On se sent tout d'abord un peu voyeur. Impossible d'oublier le public qui entoure et surplombe la piste. On est aussi gêné par les résonances artificielles de l'amplification électrique (un mal bien évidemment nécessaire en ce vaste espace). Mais, vite, le charme opère : on se laisse emporter par les rythmes, subjuguer par la beauté des polyphonies vocales.

En seconde partie, cinq percussionnistes et chanteurs prennent place. Arrivent soudain, un hochet à la main, quatre danseurs d'un aspect extraordinaire, le corps recouvert de multiples colliers et peaux de bête, et portant chacun à la nuque un cône de plumes imposant et largement ouvert. Ce sont les « Balobwila », une association de danseurs du pays Hemba. Sans que jamais l'intérêt musical s'en trouve altéré, le mimodrame se poursuit cette fois jusqu'à certaines pratiques d'initiation : l'une, par exemple, se fait percer la joue avec une aiguille, l'autre, après s'être allongé, se fait piler des feuilles sur le dos, sans souffrance.

Si les manifestations présentées aux Bouffes-du-Nord ne sont pas aussi spectaculaires que celles du Cirque d'hiver, elles ont l'avantage de pouvoir être suivies avec une concentration quasi optimale, grâce aux dimensions plus restreintes du théâtre, et surtout grâce à une excellente acoustique.

L'ensemble de balafons du Gabon qui ouvre le programme, permet de saisir mieux que tout autre le principe fondamental de la polyrythmie africaine. Sur la pulsation régulière d'un hochet, un premier balafon installe un cycle rythmique, le second un autre, et ainsi de suite, la complexité naissant de la superposition de tous ces cycles. Le rythme formé, plus grande qu'on ne l'imagine généralement, est corroboré ici par des coups de sifflet annonciateurs de changements, donnés par une des deux danseuses-chanteuses. Il s'agit de balafons portatifs autorisant les déplacements, et les instrumentistes ne se font pas faute d'en user. Ici encore, les limites ne sont pas précises entre musique, danse, mime, récitatif et chant.

Nous retournerons au Zaïre avec l'improvvisation « Eanga Nkale », en s'accompagnant d'une petite « senza » à six lames de fer et au résonateur en calabasse. Puis les chants Sukuta, des chants qui, dit-on, sont apparus dans les années 60 au temps de la rébellion.

Malgré l'enthousiasme de la plus grande partie du public, certains ont critiqué la trop grande durée de certaines interprétations. Il faut au contraire, pensons-nous, féliciter les organisateurs de n'avoir pas succombé à la facilité en réduisant à des dimensions de consommation occidentale courante des musiques qui s'étendent en réalité sur des jours entiers, voire des semaines. L'analyse de leurs structures formelles et l'étude du contexte dans lequel elles ont pris naissance ne suffisent pas. Ce n'est que par une immersion dans ce temps autre que nous avons une chance de nous approcher de la façon dont elles sont originellement vécues.

DANIEL CAUX.

* Jusqu'au 29 septembre, Cirque d'hiver, 110, rue Amelot : Zaïre, Bouffes-du-Nord, 209, faubourg Saint-Denis : Gabon et Zaïre. À partir du 30 septembre : Niger, Madagascar, Nigeria, Mali.

THEATRE des NOUVEAUTES
24, Bd Poissonnière - 770.52.76

Apprends-moi Céline
de et avec **MARIA PACOME**

Mise en scène de Gerard VERGEZ
Décor de Jacques NOEL
avec **DANIEL AUTEUIL - ANNIE NOEL**
GERARD CHAMBRE - COLETTE TEISSEIRE

LOCATION THEATRE ET AGENCES

NOUVEAU CARRE
SILVIA MONFORT

THEATRE - MUSIQUE
du 27 septembre au 2 octobre
SALLE PAPIN 20h30

PIERROT LUNAIRE
SCHOENBERG
Anna RINGART mezzo-soprano
et le groupe CONTRASTES

5, RUE PAPIN, PARIS 3^e LOCATION 277 88 40

COMPAGNIE RENAUD-BARRAUT

THEATRE D'ORSAY
HAROLD ET MAUDE
Colin Higgins - Jean-Claude Carrière
en alternance
les mardis 27 septembre - 4 et 18 octobre

LA VIE OFFERTE
par Madeleine Renaud et Jean-Louis Barrault
PETIT ORSAY
MADAME DE SADE
Mishima - Pleyre de Mandiargues
mise en scène Jean-Pierre Granval
en alternance
les jeudis 6 - 13 - 20 - 27 octobre

LES LIBERTES DE LA FONTAINE
par Jean-Louis Barrault
7, quai A-France - tél. 548.38.53 et agences

CENTRES CULTURELS
ETRANGERS

CENTRE CULTUREL SUÉDOIS
11 rue Payenne-3^e
Jusqu'au 4 novembre
tous les jours de 14 h. à 18 h.
PEINTURES
PETER WEISS
vernissage
lundi 26 septembre, à 18 heures.

CENTRE CULTUREL ALLEMAND
GRIETZ-INSTUT
17 avenue d'Iéna - 10^e
Du 29 septembre au 14 octobre,
lundi au vendredi, de 10 h. à 20 h.
EXPOSITION
COLLAGES ET DESSINS
PETER WEISS
Vernissage en présence de l'artiste
mercredi 28 sept., de 18 h. à 20 h.
ENTREE LIBRE

CONCERTS
Radio France

ORCH. NATIONAL DE FRANCE

RADIO-FRANCE
Dir. Janos KOMIVES
L. KOMIVES - L. MINDARGOLLE
Grand Auditorium
Mercredi 28 septembre
à 20 h 30
FRANÇOIS BAYLE
Location : RADIO-FRANCE, Salle et Agences

Passage du XX^e siècle
mercredi 28 septembre
20 h 30
orchestre de paris
direction
Daniel Barenboim
Boulez - rituel
Berio - sintonia
avec
les Swingle Singers II
THEATRE DES CHAMPS-ELYSEES
loc. 225.44.36 et Durand

MERCREDI
SAINT-SÉVERIN - MAC-MAHON - ACTION LA FAYETTE
OLYMPIC ENTREPOT

HARLAN COUNTY U.S.A.
une autre Amérique...
un film de Barbara Kopple
OSCAR HOLLYWOOD 1977
DE QUEL COTÉ ÊTES-VOUS !

MERCREDI

GERARD DEPARCIEU
MOU MING
DITES LUI QUE JE L'AI ME
un film de CLAUDE MILLER
CLAUDE PIER-LI
JACQUES DENIS
DOMINIQUE ARPIN
CHRISTIAN CLAVIER

هكذا من الأصل

	La ligne	La ligne T.O.
OFFRES D'EMPLOI	43,00	42,10
DEMANDES D'EMPLOI	10,00	11,44
IMMOBILIER	30,00	34,32
AUTOMOBILES	30,00	34,32
AGENDA	30,00	34,32
PROP. COMM. CAPITAUX	30,00	31,52

ANNONCES CLASSEES

	Le m/m col.	T.C.
ANNONCES ENCADRES	24,00	27,45
OFFRES D'EMPLOI	5,00	5,72
DEMANDES D'EMPLOI	20,00	22,88
IMMOBILIER	20,00	22,88
AUTOMOBILES	20,00	22,88
AGENDA	20,00	22,88

REPRODUCTION INTERDITE



emplois internationaux

emplois internationaux

emplois internationaux

TOTAL
COMPAGNIE FRANCAISE DES PETROLES

La Direction des Services Techniques de TOTAL CONSTRUCTION recherche pour assurer la

DIRECTION DE PROJET
BATIMENT ET GENIE CIVIL
un ingénieur grande école

40 ans minimum, ayant une forte expérience dans la réalisation d'opérations importantes.

Le titulaire dirigera la conception de programmes de construction, essentiellement outre-mer. Il définira la mission des diverses sociétés intervenant sur les projets (ingénierie, entreprises). Il assurera le contrôle technique et budgétaire des réalisations.

Les candidats auront une très bonne pratique de l'anglais. Ils ne seront pas rebutés par de fréquentes missions à l'étranger et devront même envisager des déplacements de longue durée en famille.

Si ces perspectives vous intéressent, envoyer votre C.V. manuscrit + photo au Service Recrutement - 5 rue Michel-Ange 75781 PARIS CEDEX 16 sous référence 77038.

Moyen-Orient

Groupe international de services aux entreprises, spécialiste de la restauration collective (8000 personnes dans le monde).

La croissance rapide de notre filiale en ARABIE SAOUDITE nous conduit à pourvoir le poste de :

directeur général adjoint

Les excellentes perspectives de carrière au sein du groupe et la situation matérielle attrayante qui sont proposées ne sauraient convenir qu'à un homme d'expérience, désireux mener avec succès une carrière opérationnelle, sur un terrain difficile.

Homme de 35 ans minimum, il peut prouver sa réussite dans une fonction globale à l'étranger. Sa formation supérieure, sa maîtrise de l'anglais sont indispensables. Une connaissance du Moyen-Orient et une expérience hôtelière constituent des atouts.

Adresser C.V. détaillé avec photo et lettre manuscrite à No 28201 CONTEXTE PUBLICITE 20, Avenue de l'Opéra 75040 PARIS CEDEX 01, qui transmettra.

COTE AFRICAINE

Importante société minière de plus de 6000 personnes développant ses activités dans la prospection et l'exploitation de substances minérales, recherche

INGENIEUR
EXPLOITATION MINES

En étroite collaboration avec le directeur de la division, ce cadre de haut niveau apportera son assistance sur le plan technique (perfectionnement des méthodes d'exploitation, conseils auprès des unités de production dans le choix des équipements et du matériel) et sur le plan gestion (établissement des prévisions budgétaires et investissement en matériel). En outre, il aura un rôle de liaison entre la direction et la division et les différentes unités de production. Ce poste conviendrait à un ingénieur Mines ayant une dizaine d'années d'expérience de l'exploitation des mines à ciel ouvert. La rémunération fonction de la compétence des candidats est assortie d'avantages substantiels (villa équipée, voiture, école, soins médicaux gratuits, polyclinique, 2 mois de congés annuels, ...).

Adresser lettre manuscrite, c.v. et photo s/ réf. 1065/M à Axial Publicité, 91, Bld Saint-Honoré 75008 Paris, qui transmettra.

Dans le cadre du démarrage de son Service COKERIE D'EL-HADJAR - ANNABA, la S.N.S. recherche parmi les émigrés Algériens en FRANCE.

*** Secteur Batterie Four à Coke :**

- Enfournement.
- Défournement.
- Conducteurs wagon coke.
- Conducteur arrache-porte.
- Gaziers.
- Régulateurs cokerie (gaz chauffage).
- Opérateurs poste de commande.
- Contremaîtres exploitation.
- Chefs d'équipe exploitation.
- OPHQ exploitation.
- Maçons fumistes four à coke.
- OPHQ fumistes four à coke.

*** Secteur Préparation Manutention Charbon :**

- Contremaîtres fabrication.
- Chefs d'équipe fabrication.

*** Secteur Production Traitement Gaz :**

- Contremaîtres.
- Chefs d'équipe.

Pour tous ces postes il est exigé une solide expérience. Il sera offert une rémunération selon compétence et de nombreux avantages sociaux.

Les candidats intéressés peuvent écrire à :
ONAMO - BMTAS - 9, RUE GUENOT 75011 PARIS REF/B/DU/SNS.
ou à : SNS/Direction du Personnel Service Emploi - BP N° 25 BIRMANDREIS - ALGER.

IMPORTANTE ENTREPRISE NATIONALE ALGERIENNE

recherche pour l'implantation de son système d'information de gestion

CONSEILLERS EN ORGANISATION ET SYSTEMES COMPTABLES

PROFIL :

- Expertise comptable - I.C.G. - ESSEC ou équivalent.
- Expérience d'au moins 5 ans dans les domaines suivants :
 - Comptabilité analytique.
 - Budget.
 - Comptabilité générale.
 - Stocks.
- Une expérience dans la mise en place de systèmes comptables dans l'industrie pétrolière (forage et transport d'hydrocarbures) sera appréciée.
- Bonnes connaissances en informatique de gestion.

ILS AURONT POUR MISSION :

- d'assister les cadres nationaux chargés de l'application des systèmes.
- d'implanter le système comptabilité analytique et budgétaire dans des unités spécifiques ;
- de participer à la conception d'un guide comptable analytique spécifique à chaque unité.

IL EST OFFERT :

- de bonnes conditions de travail ;
- un contrat de 2 ans renouvelable ;
- un logement ;
- une rémunération intéressante.

Les demandes, qui devront être reçues au plus tard le 7 octobre 1977, devront être accompagnées de C.V., indiquer le numéro de téléphone pour contact et porter sur l'enveloppe la mention « CONSEILLERS ».

Les candidats seront convoqués pour interview du 10 au 15 octobre 1977.

Ecrire n° 7571 « LE MONDE » Publicité, 5, rue des Italiens, 75427 PARIS (9^e), qui transmettra.

ARMEMENT
— pleine expansion —
recherche

CADRE

pour être ADJOINT du Directeur d'exploitation. Connaissances problèmes conférences, règlements litiges et anglais exigés. Expérience lignes régulières COA souhaitée.

Poste en France puis à l'étranger dans proche avenir.

Ecrire avec CV détaillé manuscrit référence 5700 à I.T.P., 31, Bd Bonne Nouvelle 75002 Paris q.t.

Centre africain d'études monétaires

DIRECTEUR GÉNÉRAL

Durée du contrat : 5 ans, possibilité de renouvellement pour une nouvelle période de 5 ans.

Traitement : 35.000 dollars des Etats-Unis par an pendant les deux premières années de fonctionnement du Centre, plus indemnités et autres avantages, notamment une voiture avec chauffeur et un logement gratuit.

Lieu d'affectation : Dakar (Sénégal).

Attributions générales : sous la direction du conseil d'administration, le Directeur Général sera chargé des tâches ci-après :

- 1) Élaborer le programme d'activités, le budget et les comptes prévisionnels du Centre et de ses organes et les présenter au conseil d'administration ;
- 2) Assurer la communication des décisions du Centre et de ses organes aux membres de l'association et veiller à l'application de ces décisions ;
- 3) Exercer les fonctions du conseil d'administration que celui-ci pourra lui déléguer ;
- 4) Entreprendre tous les travaux et études et assurer tous les services relatifs aux objectifs du Centre qui pourront lui être confiés par le conseil d'administration ; faire des propositions au conseil en vue de l'aider à atteindre ses objectifs ;
- 5) Recueillir et étudier des renseignements sur les questions relevant de ses attributions. Dans l'accomplissement de cette tâche, il pourra demander à tout membre de l'association de lui communiquer les renseignements pertinents ;
- 6) Examiner les moyens permettant d'atteindre les objectifs du Centre. Il pourra prendre des décisions à propos de toute question particulière qui semble mériter un examen soit de sa propre initiative, soit à la demande d'un membre de l'association, présentée par l'intermédiaire du conseil d'administration.

Titres requis : diplôme de hautes études universitaires et grande expérience professionnelle dans le domaine monétaire et bancaire.

Langues : anglais ou français, une bonne connaissance de l'autre langue serait un avantage.

Expérience : au minimum sept années d'expérience dans le domaine monétaire et bancaire.

Les personnes intéressées qui ont répondu à l'annonce précédente peuvent à nouveau poser leur candidature. Les candidatures doivent parvenir à la Banque centrale du pays dont le candidat est un ressortissant au plus tard le 15 octobre 1977.

Note. — Les intéressés pourront se procurer les statuts du Centre africain d'études monétaires auprès de la Banque centrale de tout pays membre de l'Association des Banques centrales africaines.

REPUBLIQUE UNIE DU CAMEROUN

LA DIRECTION CENTRALE DE L'INFORMATIQUE ET DE LA TELEINFORMATIQUE recherche

ingénieurs ou universitaires

CHEFS DE PROJETS EXPERIMENTES Réf. A/193

- matériel IBM 370 sous OS/VS1
- pratique du PL1 ; connaissances CICS
- expérience de l'analyse et de la programmation de projets en télétraitement

INGENIEURS SYSTEME EXPERIMENTES Réf. B/193

- matériel IBM 370 sous OS/VS1
- bonnes connaissances de télétraitement et des langages Assembleur, PL1 et COBOL (important réseau de terminaux fonctionnant sous CICS/VS, RES, APL/VS)

Résidence à YAOUNDE ou DOUALA

- contrat de 2 ans renouvelable
- 2 mois de congés par an (frais de voyage payés)
- logement de fonction.

Adresser C.V. détaillé, photo et prétentions en précisant la référence du poste à AXIAL Publicité, 81, Faubourg Saint-Honoré 75008 Paris.

THE CLEM CORPORATION S.A.

recherche pour l'Afrique du Nord

UN INGENIEUR GENIE CHIMIQUE
pour étude et développement Complexes Pétrochimiques, G.N.L.

UN ARCHITECTE DIPLOME

PLUSIEURS INGENIEURS GEOMETRES

PLUSIEURS INGENIEURS ELECTRICIENS
(Electromécanique et Réfrigération)

PLUSIEURS INGENIEURS MECANICIENS
(Diesel et Engins de Génie Civil)

Logement fourni
Minimum 10 ans d'expérience et diplôme requis.

Ecrire avec C.V. à :

The Clem Corporation S.A.
20, avenue Général-de-Longueville - Boîte 14, 1150 BRUXELLES (Belgique).

Importante Société Industrielle implantée en TUNISIE

recherche

INGENIEUR

pour tenir les fonctions de

Contrôleur de gestion

Après une période de mise au courant de 6 mois à Tunis, le candidat retenu sera affecté à SPALX.

Ce poste conviendrait à un jeune ingénieur de NATIONALITE TUNISIENNE, diplômé d'une grande école, ayant 25 ans minimum et dégage des obligations militaires.

Rémunération attractive

Grandes possibilités de développement de carrière

Ecrire C.V. et prétentions n° 35.070 CONTEXTE Publicité, 20, av. Opéra, Paris-1^{er}, qui transmettra.

SPIE BATIGNOLLES

recherche pour

SON ACTIVITE LIGNES T.H.T.

INGENIEURS

FORMATION T.P. ET ELECTRICITE

devant assurer la direction de chantiers de lignes T.H.T. en AFRIQUE, AMERIQUE DU SUD ET PROCHE-ORIENT

Ils seront responsables, auprès de la Direction Générale, de la gestion administrative et technique d'affaires importantes. Une expérience dans des fonctions identiques est nécessaire. Aptitude indispensable.

CONDUCTEURS DE TRAVAUX T.H.T.

Hommes d'expérience, ils assisteront les Directeurs de chantiers. Leur mission de commandement et d'organisation comporte des responsabilités techniques et nécessite une bonne expérience des chantiers de lignes T.H.T.

Envoyer C.V. et prétentions à SPIE BATIGNOLLES lignes T.H.T., à l'attention de M. Benoît PAURE, 13, av. Morane-Saulnier, 78140 Vélizy-Villacoublay

Offres d'emplois cadres, ingénieurs, techniciens pour l'Amérique latine (Venezuela, Argentine, Brésil, Colombie, etc.) dans revue spécialisée des A.L.S. (E.S.P. 423-09 PARIS).

Jeune homme possédant D.U.T. ou B.T.S. option aéronautique pour centre recherche Choc-d'ivoire. Possibilité effectuer service national en coopération. Ecr. ORSTOM, 24, rue Bayard, PARIS (8^e).

Recherches

DIRECTEUR DE CHANTIER

pour ALGERIE

ayant très bonne expérience sur organisation et gestion chantiers de grands ouvrages. Adresser C.V. et photo à n° 1452 SPERAN, 12 rue Jean-Baptiste 92087 PUTEAUX

TED LAPIDUS TRICOT embauche

DIRECTEUR TECHNIQUE

pour notre entreprise tunisienne

Ce cadre aura la responsabilité totale de la réalisation des programmes de fabrication

organisation et formation

Résidence agréable

Rémunération intéressante

Adresser lettre manuscrite et curriculum vitae détaillé à

TEEN PLUS

140, rue Montmartre 75002 PARIS

MANAGEMENT CONSULTANCY

Qualified Accountants (20-35) required for North Africa. Projects include design of management information systems, capital investment appraisal, develop. of computer systems, investigation and audit work. Attractive remuneration package with large capital services.

Please send C.V. to ref. n° 76725 REGIE PRESSE

85 bis, rue Réaumur, Paris-2^e

ABIDJAN

DIRECTEUR

expérience multibranches et organisation.

Ecrire avec C.V. manuscrit à : n° 7 8153 M. Régis-Presse 85 bis, rue Réaumur, Paris-2^e

URGENT

par Etablissement Enseignement Supérieur Algérien

PLUSIEURS PROFESSEURS PRINCIPAUX

Ingénieurs diplômés. Age min. 28 a., expér. 3 a., dont 1 an enseign. Physique, Technologie, Maintenance. Avantages divers. Env. C.V. + photo, n° 1 02131 A REGIE-PRESSE.

OFFRES PREMIER EMPLOI

INSEGE propose à des DEBUTANTS (TES) de 1^{er} emploi (moins de 25 a., 3 à 5 a. étud. supér.), un entraînement, rémunéré de 5 mois à la vie de l'entreprise, formation théorique et personnelle (orient. rech. d'emploi), format. prat. en entrép., contacts assurés avec « anciens ». Envoyer lettre motivée et C.V. d'urgence 65 rue T.204, « le Monde » Pub. 5, r. des Italiens, 75427 Paris 9^e

حکومت اسلامی

emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

DIRECTEUR D'USINE

REGION ABBEVILLE LE TREPONT

est recherché par une société industrielle française pour prendre la direction et assurer le développement de son unité de production décentralisée comprenant 500 personnes.

Ce poste convient à un ingénieur diplômé, de forte personnalité, dynamique et enthousiaste, très compétent dans les techniques et les moyens de mise en œuvre en mécanique et en fonderie.

Il faut impérativement avoir déjà fait preuve de réussite en tant que Directeur d'usine, notamment en matière de gestion de la production au sens prévisionnel et du quotidien.

Il doit être un chef et un animateur d'homme.

REMUNERATION ELEVÉE + LOGEMENT ET VEHICULE.

Les personnes intéressées envoient leur curriculum vitae, photo (récemment prise), C.V., photo (récemment prise) et rémunération souhaitée sous pli fermé à : CLSP 2, av. Pasteur, 13005 Paris.



UN (OU UNE) CONTROLEUR DE GESTION UN INGENIEUR RESPONSABLE DES APPROVISIONNEMENTS

Titulaire du DECS et/ou diplômé d'une grande école commerciale (HEC - ESSEC...).

Sous l'autorité du Directeur Financier, il ou elle sera responsable de l'établissement et du suivi des budgets, bénéficiera d'un solide support informatique. Une première expérience dans la fonction est indispensable.

Ingénieur A.M. ou équivalent.

Il assurera la gestion et le contrôle des approvisionnements et des stocks de matières premières, sera responsable des magasins. La diversité des références et fournisseurs, l'animation d'une équipe d'acheteurs, nécessite une expérience confirmée à un poste d'approvisionnement acquis de préférence dans une entreprise de fabrication mécanique de moyenne ou grande série.

Postes rapidement évolutifs pour candidats de valeur.

Pour les 2 postes, écrire avec C.V. et prétentions à : No 28776 CONTEXTE PUBLICITE, 20, Avenue de l'Opéra, 75001 PARIS CEDEX 01, qui transmettra.

contrôleur de gestion

Société industrielle en forte expansion - + 1000 personnes, 200 km de Paris - recherche

Le poste : sous le Chef du Service, il définit le rôle du contrôleur de gestion (France et filiales) en relation avec la mise en place informatique, évalue les travaux de contrôle à partir de l'analyse des budgets, des réalisations, des prix de revient et des prix de vente, conseille et assiste la hiérarchie dans ses fonctions de gestion.

L'homme : HEC, ESSEC, ESC ou Maîtrise de Gestion, ayant exercé complètement une fonction de contrôleur de gestion (2 ans minimum). Anglais courant.

Présenter dossier de candidature sous pli fermé à : CORBIN S.A., 57, rue du Temple, 75004 Paris.

BANQUE HERVET recherche pour sa succursale de CHATEAUXROUX EXPLOITANT CONFIRMÉ

- Diplômé de l'enseignement supérieur.
 - Expérience bancaire 3 ans minimum.
- Mission : gestion et suivi de la clientèle "entreprises" existante, prospection et développement du fonds de commerce actuel.

Adresser C.V. manuscrit, photo et prétentions à : **BANQUE HERVET** Direction du Personnel, 127, avenue Charles-de-Gaulle, B.P. 154, 92201 Neuilly-sur-Seine.

STERIA Méditerranée

recherche

PROGRAMMEURS

Niveau D.I.T.

2 ans d'expérience

COBOL, Assemblage

Adresser C.V. et prétentions à :

STERIA - C. de Notre-Dame, 13006 MARSEILLE

Bureau d'ingénierie pour

Rennes INGENIEUR THERMIQUE

SAINT-ETIENNE

ATTACHES COMMERCIAUX

pour développer la promotion

et la vente d'appareils

d'analyse médicale automatisés

Tous secteurs

Envoyer C.V. manuscrit

et photo à :

SERVA S.P. 22 MC MONACO

Important Cabinet de Conseils

Juridiques et Fiscaux

recherche

pour département du Nord

CONSEILS FISCAUX

EXPERIMENTES

Situation cadre

et 43 M Régie France

85 bis, rue Némour, Paris-21

responsable de formation

Rattaché au Chef du personnel des établissements industriels et travaillant en étroite collaboration avec le service central de Formation du Groupe, il aura à proposer, après une analyse des besoins, des actions de formation destinées à l'ensemble des catégories de personnel. Il aura également à animer certaines d'entre elles.

Le candidat que nous souhaitons rencontrer aura une formation supérieure et une première expérience de la fonction formation en milieu industriel. Le lieu de travail est situé à Clermont-Ferrand.

Merci d'envoyer votre curriculum vitae avec photo à :

MSD

MERCK SHARP ET DOHME-CHIBRET
Direction des Relations du Travail
3, avenue Hoche - 75008 PARIS

MERCK SHARP et DOHME-CHIBRET

Filiale de l'un des tout premiers laboratoires pharmaceutiques mondiaux recherche pour son établissement industriel de Clermont Ferrand :

chef du service de conditionnement

(EFFECTIF 150 PERSONNES)

Le candidat que nous souhaitons rencontrer aura acquis une bonne expérience du conditionnement pharmaceutique.

Il sera Pharmacien ou Ingénieur Arts et Métiers.

La pratique courante de l'Anglais serait appréciée.

L'expansion du Groupe permet une réelle possibilité d'évolution dans le cadre de sa politique de développement.

Merci d'envoyer votre dossier de candidature avec curriculum vitae détaillé et votre photographie à :

MSD

MERCK SHARP & DOHME - CHIBRET
Direction du Personnel
200, Boulevard Etienne Clémentel
63100 CLERMONT-FERRAND.

Nous prions les lecteurs répondant aux « ANNONCES DOMICILIAIRES » de vouloir bien indiquer soigneusement sur l'enveloppe le numéro de l'annonce les intéressant et de vérifier l'adresse, selon qu'il s'agit de « Monde Publicité » ou d'une agence.

IMPORTANT GROUPE MINIER

recherche pour une de ses filiales implantées en BRETAGNE :

1 INGENIEUR

d'une Grande Ecole des Mines pour être l'adjoint au Directeur.

Le candidat devra avoir une expérience de 5 à 10 ans d'exploitation en mines métalliques et connaître le traitement de minerai.

1 COMPTABLE ANALYTIQUE

ayant une expérience de 5 à 10 ans d'Aide-Comptable d'une P.M.E.

Envoyer C.V. et prétentions sous N° 15173 B à ELWU Publicité, 17, rue Lebel, 94500 Vincennes, qui transmettra.

IMPORTANT SOCIÉTÉ TÉLÉCOMMUNICATIONS

recherche

INGÉNIEUR courant fort

spécialiste en équipe primaire et secondaire

Le candidat retenu sera chargé :

- d'études et de réalisation de données ;
- du suivi des affaires ;
- de la mise en œuvre sur chantiers (France et étranger).

Expérience nécessaire de quelques années dans le domaine de l'ingénierie.

Langue anglaise souhaitée.

Lieu de travail habituel : Orléans

Adresser C.V. et prét. sous N° 28226 CONTEXTE PUBLI, 20, Avenue de l'Opéra, Paris (16^e), qui transmettra.



emploi international

IMPORTANT SOCIÉTÉ MAROCAINE CASABLANCA - RECHERCHE POUR SON USINE MATÉRIEL DE CONSTRUCTION

INGÉNIEURS GRANDES ÉCOLES DÉBUTANTS

Nationalité marocaine.

Trois postes sont à pourvoir :

- ENTRETIEN (dominante électricité), réf. N 183 AM.
- FABRICATION (électromécanique), réf. OW 184 AM.
- ETUDES PROCÉDES (électromécanique), réf. FX 185 AM.

Après une formation complète, ces candidats sont appelés à évoluer au sein de l'entreprise vers de larges responsabilités.

Envie en précisant référence souhaitée.

4, rue Massenet, 75016 Paris, discrétion absolue

etap

La CNAN

recrute

pour l'Institut Supérieur Maritime de BOU-ISMAIL :

- 1) Des Capitaines ou long cours.
- 2) Des Officiers Mécaniciens 1^{re} classe.
- 3) Des Enseignants de Radio-Électricité.

— Logement assuré et vacances scolaires.

CONDITIONS

- être titulaire du Baccalauréat et du Brevet de Capitaine ou long cours ou d'officier mécanicien 1^{re} classe,
- avoir navigué au moins 7 ans,
- expérience dans la formation appréciée,
- âge 35/48 ans.

Adresser candidature avec C.V. détaillé à :

I. S. M. — B.P. 24 BOU-ISMAIL — ALGÉRIE.

Importante Société Industrielle implantée en TUNISIE

recrute

ASSISTANT DE GESTION

Ce poste conviendrait à un JEUNE TUNISIEN, âgé de 22 ans minimum et libéré des obligations militaires, niveau d'études : deuxième année de l'enseignement supérieur.

Expériences 2 à 3 ans dans le domaine du contrôle de gestion.

Bonne rémunération. Situation d'avenir.

Env. C.V. et prét. en numéro 28.071. CONTEXTE PUBLI, 20, av. de l'Opéra, 75001 PARIS, qui transmettra.

Moteurs fractionnaires monophasés

Développement commercial international

Le marketing et la vente des moteurs électriques de notre fabrication nécessitent des connaissances techniques. Et vous les avez grâce à votre formation d'ingénieur.

Mais il faut également avoir pratiqué une forme de commerce international, celle qui vous mène d'un bout du monde à l'autre, à la recherche de nouveaux marchés, à la découverte de nouveaux besoins auxquels puissent répondre nos fabrications. C'est votre cas.

Venez prendre la direction commerciale de notre société (CA 200 millions de francs, 2000 personnes) filiale d'un des premiers groupes industriels français. Vous habitez Rouen mais voyagerez évidemment beaucoup, vos connaissances linguistiques (anglais, allemand, espagnol) facilitant les contacts que vous développerez dans les milieux industriels les plus divers.

Nous avons confié au cabinet de recrutement SIRCA le soin d'étudier les candidatures. Envoyez leur rapidement sous référence 77133 M.

Sirca
64, rue la Boétie 75008 - Paris -

550 من الأصل

emplois régionaux

NOTRE GROUPE PHARMACEUTIQUE

- recherche pour ses services :
- 1) - NIVESE - ALLIER
 - 2) - BOUCHES-DU-RHÔNE
 - 3) - LOIR-ET-CHER - INDRE - OREUSE
 - 4) - SEINE-MARITIME - en partie
 - 5) - SEINE - OISE
 - 6) - AIN - SAOÛRE-ET-LOIRE
 - 7) - MEURTHE-ET-MOSELLE
 - 8) - INDRE-ET-LOIRE
 - 9) - Sud du MAINE-ET-LOIRE

DÉLÉGUÉS MÉDICAUX

- Les candidats devront résider dans le secteur.
- Le baccalauréat est demandé et une expérience de un ou deux ans serait souhaitable.
- Véhicule personnel indispensable.
- Il est prévu un stage à notre Siège Social. Ce stage, d'une durée de 2 mois env., sera rémunéré.

Envoyer C.V. man. et photo, sous réf. 2.855, à :

Organisation et publicité

2, rue de Valenciennes, 75001 PARIS

INGÉNIEUR CHEF DE FABRICATION

La Société (374 p. 51 M. de CA HT) fabrique des pièces mécaniques en moyenne ou grande série pour la construction automobile et le matériel agricole. Le poste convient à un ingénieur de formation type AM ou BTS + perfectionnement de plus de 28 ans possédant une expérience de direction d'atelier dans l'usinage moyen et grand série.

Lieu de travail : Châtelleraut. Ne pas envoyer de C.V.

28, rue Marbeuf, 75008 Paris vous adressera note d'information et documents sur demande.

Ref. 718 M.

Organisme de Crédit

(Région Pays de Loire) recherche

RESPONSABLE FORMATION ET INFORMATION

Importance de l'établissement : 700 personnes. Expérience formation permanente souhaitée.

Envoyer lettre manuscrite, C.V., photo et présentations au 7, rue de Valenciennes, 75001 Paris, qui transmettra.

Ref. 718 M.

SOCIÉTÉ DE FABRICATION DU PETIT MATÉRIEL ÉLECTRIQUE

(Décolletage et moulage plastique) (200 personnes) en pleine expansion

recherche pour METZ

DIRECTEUR DE PRODUCTION

(Réf. 736) ayant une réelle expérience de la gestion d'une entreprise moyenne et capable, en liaison directe avec le P.D.G., d'organiser et de réaliser tout ce qui touche à la fabrication.

Le poste, de niveau élevé, convient à un homme ayant déjà occupé des fonctions de direction et obtenu des résultats dans une entreprise analogue.

Envoyer avec curriculum vitae et photo à :

OREST

57, rue Pierre-Perrin, 57000 METZ.

en rappelant la référence.

IMPORTANT GROUPE DE RETRAITE ET DE PRÉVOYANCE

recherche pour son bureau régional de

LILLE

ASSISTANTE SOCIALE D.E.

Adjointe à la déléguée sociale régionale

30 ans minimum - Expérience professionnelle.

Intéressée par problèmes personnes âgées. Qualités administratives.

Véhicule indispensable - Poste à CADRE.

Env. lettre manuscrite, C.V. et photo à n° 28.921.

CONTEXTE Publiée, 20, av. Opéra, 75004 Paris Cedex 01, qui transmettra.

Ref. 718 M.

Ref. 718 M.

Ref. 718 M.

Ref. 718 M.

Ref. 718 M.

Ref. 718 M.

Ref. 718 M.

Ref. 718 M.

Ref. 718 M.

Ref. 718 M.

Ref. 718 M.

Ref. 718 M.

Ref. 718 M.

Ref. 718 M.

Ref. 718 M.

Ref. 718 M.

Ref. 718 M.

Ref. 718 M.

Ref. 718 M.

Ref. 718 M.

Ref. 718 M.

Ref. 718 M.

Ref. 718 M.

Ref. 718 M.

Ref. 718 M.

Ref. 718 M.

Ref. 718 M.

Ref. 718 M.

Ref. 718 M.

Ref. 718 M.

Ref. 718 M.

Ref. 718 M.

Ref. 718 M.

Ref. 718 M.

Ref. 718 M.

Ref. 718 M.

Ref. 718 M.

Ref. 718 M.

Ref. 718 M.

Ref. 718 M.

Ref. 718 M.

Ref. 718 M.

Ref. 718 M.

Ref. 718 M.

IMPORTANT GROUPE ALIMENTAIRE

de dimension européenne

recherche

CADRE DE HAUT NIVEAU

pour compléter et animer son organisation marketing. Bonne formation et solide expérience dans la gestion marketing et la vente de produits de grande consommation.

Aptitude à la motivation d'une équipe.

Connaissance souhaitable de l'anglais et de l'allemand.

Age minimum : 30 ans.

Possibilité d'évolution ultérieure.

La Société est située en province dans un cadre privilégié.

Écrire avec C.V., détaillé à M. R. ROCHE, 92200 NEUILLY, qui transmettra.

Ref. 718 M.

IMPRIMERIE

située dans ville agréable Centre-Ouest

effectif : 200 personnes, recherche

JEUNE INGÉNIEUR OU ÉQUIVALENT

pour prendre en charge : service méthodes, contrôle qualité, prix de revient, laboratoire des encres.

Expérience souhaitée des encres, peintures et vernis. Formation technique supérieure (écoles d'ingénieurs, chimie, etc.). Age minimum, 25 ans.

Adr. cur. vite détaillé à L.P.A. M. GENEVAY, 11, square Jeanin, 75016 PARIS.

Ref. 718 M.

FABRIQUE BIJOUTERIE LYON

recherche

pour son siège

RESPONSABLE EXPORT

Formation supérieure.

Anglais très courant.

30 ans environ.

Expérience voyages professionnels.

POSTE A CHER ET APPEL A SE DEVELOPPER

Rémunération environ 70 000 francs, selon expérience.

Env. lettre manuscrite, C.V., photo et présentations au 7, rue de Valenciennes, 75001 Paris, qui transmettra.

Ref. 718 M.

Ref. 718 M.

Ref. 718 M.

Ref. 718 M.

Ref. 718 M.

Ref. 718 M.

Ref. 718 M.

Ref. 718 M.

Ref. 718 M.

Ref. 718 M.

Ref. 718 M.

Ref. 718 M.

Ref. 718 M.

Ref. 718 M.

Ref. 718 M.

Ref. 718 M.

Ref. 718 M.

Ref. 718 M.

Ref. 718 M.

Ref. 718 M.

Ref. 718 M.

Ref. 718 M.

Ref. 718 M.

Ref. 718 M.

Ref. 718 M.

Ref. 718 M.

Ref. 718 M.

Ref. 718 M.

Ref. 718 M.

Ref. 718 M.

Ref. 718 M.

Ref. 718 M.

Ref. 718 M.

Ref. 718 M.

Ref. 718 M.

Ref. 718 M.

Ref. 718 M.

Ref. 718 M.

Ref. 718 M.

Ref. 718 M.

Ref. 718 M.

Ref. 718 M.

Ref. 718 M.

Ref. 718 M.

Ref. 718 M.

Ref. 718 M.

Ref. 718 M.

Ref. 718 M.

Ref. 718 M.

Ref. 718 M.

Ref. 718 M.

Ref. 718 M.

Ref. 718 M.

Ref. 718 M.

Ref. 718 M.

Ref. 718 M.

Ref. 718 M.

Ref. 718 M.

Ref. 718 M.

Ref. 718 M.

Ref. 718 M.

offres d'emploi

offres d'emploi



M.I.D. SOCIÉTÉ DE CONSEIL

Spécialisée dans le développement des entreprises de produits industriels, du bâtiment et de biens d'équipement des ménages.

- Vous souhaitez vous intégrer à une équipe performante (20 personnes), soudée mais ouverte aux apports extérieurs.
- Vous désirez accéder à terme à des responsabilités et devenir partenaire de notre société.
- Vous avez au minimum 2 ans d'expérience dans une entreprise ou dans une société de conseil.

Vous pouvez avec nous :

- Acquérir une expérience variée
- Intervenir à haut niveau auprès d'entreprises dynamiques
- Réaliser des actions débouchant sur des résultats concrets
- Participer à l'évaluation et à la mise en place d'activités nouvelles
- Développer et dynamiser les équipes commerciales de nos clients.

Pour cela il faut :

- Être diplômé d'une grande école (de préférence scientifique)
- Avoir une personnalité à la hauteur de vos diplômes
- Être dynamique mais rigoureux
- Ne pas être dénué du sens de l'humour
- Une bonne connaissance de l'anglais et/ou allemand.

Une réunion d'information sera organisée afin de vous présenter nos activités. Nous vous en aviserons dès que vous aurez fait parvenir votre curriculum vitae et une lettre de candidature manuscrite à :

MARKETING/INNOVATION/DÉVELOPPEMENT POUR L'INDUSTRIE - 51, rue Pierre - 92110 CLICHY



INGÉNIEUR INFORMATICIEN

DEBUTANT ou CONFIRME

Libre immédiatement pour participation à la réalisation de logiciel de système en temps réel.

Écrire avec C.V. sous référence No 29

FRAMETA - 251, rue de Valenciennes - 75740 PARIS CEDEX 15.

GROUPE RETRAITE ET PRÉVOYANCE

recherche pour son

SERVICE INFORMATIQUE

(2 IBM 370/158 - DOS - CICS - DL 1)

GESTIONNAIRES DE BASES DE DONNÉES

Ce poste nécessite des connaissances solides en SYSTÈME et en ANALYSE.

Formation INGÉNIEUR ou études supérieures.

Bonne expérience dans la conception et la mise en place d'ensemble de données complexes.

Envoyer lettre manuscrite avec curriculum vitae et photo, sous le numéro 28.921, à CONTEXTE P.

20, av. Opéra, 75004 PARIS CEDEX 01, qui transmettra.

Ref. 718 M.

Ref. 718 M.

Ref. 718 M.

Ref. 718 M.

Ref. 718 M.

Ref. 718 M.

Ref. 718 M.

Ref. 718 M.

Ref. 718 M.

Ref. 718 M.

Ref. 718 M.

Ref. 718 M.

Ref. 718 M.

Ref. 718 M.

Ref. 718 M.

Ref. 718 M.

Ref. 718 M.

Ref. 718 M.

Ref. 718 M.

Ref. 718 M.

Ref. 718 M.

Ref. 718 M.

Ref. 718 M.

Ref. 718 M.

Ref. 718 M.

Ref. 718 M.

Ref. 718 M.

Ref. 718 M.

Ref. 718 M.

Ref. 718 M.

Ref. 718 M.

Ref. 718 M.

Ref. 718 M.

Ref. 718 M.

Ref. 718 M.

Ref. 718 M.

Ref. 718 M.

Ref. 718 M.

Ref. 718 M.

Ref. 718 M.

Ref. 718 M.

Ref. 718 M.

Ref. 718 M.

Ref. 718 M.

Ref. 718 M.

Ref. 718 M.

Ref. 718 M.

Ref. 718 M.

Ref. 718 M.

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

SOCIÉTÉ INTERNATIONALE
recherche
DIRECTEUR FINANCIER

Salaires annuels à partir de 180.000 F selon expérience et capacités.
Ce poste, nouvellement créé, dans une société en pleine expansion, offre de multiples possibilités de promotion à tout candidat disposé à donner le meilleur de lui-même. Le poste à pourvoir nécessite certains déplacements. Le candidat souhaité devra avoir deux à quatre ans d'expérience professionnelle dans un cabinet d'expertise ou une formation similaire. Toute candidature requiert :

- des compétences techniques en matière comptable et des connaissances en droit et fiscalité (diplômé d'une école commerciale) ;
- un travail en étroite collaboration avec la direction et la participation à toute prise de décision d'ordre financier ;
- la faculté de s'adapter à tout progrès et toute innovation ;
- une parfaite connaissance de l'anglais (écrit et parlé).

Toute la correspondance se fera en anglais et les entretiens seront conduits en anglais et en français.

Veuillez adresser lettre de candidature avec curriculum vitae complet au n° 1621, « LE MONDE » Publ. 5, rue des Italiens, 75227 PARIS (9^e).

SOCIÉTÉ D'INGÉNIEURIE INFORMATIQUE INDUSTRIELLE TEMPS REEL
AU TOUT PREMIER PLAN SUR SON MARCHÉ
recherche**PLUSIEURS INGÉNIEURS CONFIRMÉS
GRANDE ÉCOLE****INGÉNIEURS
COMMERCIAUX**

Résultats prouvés domaine informatique.
Fortes personnalités.
Sont négociateurs pour introduction dans les secteurs publics et privés notamment application des télécommunications France et étranger.

réf. SC 003

**INGÉNIEURS
CHARGES D'AFFAIRES**

Expérience prouvée étude de systèmes à base d'automatismes et mini-ordinateurs dans domaine, maintenance commande de procédés industriels, réseau de téléinformatique avec responsabilité de définition, suivi de réalisation et mise en place de projets.

réf. 031

**INGÉNIEURS
LOGICIENS**

Pour encadrement de projets informatiques de process avec responsabilités sur conception, démarrage et réalisation des applications.

réf. SL 023

POUR TOUTES CES POSTES, LANGUE ANGLAISE INDISPENSABLE.
Déplacements possibles : FRANCE et ÉTRANGER.
Lieu du travail : BANQUE SUO CREDIT PARIS
AVANTAGES SOCIAUX - RESTAURANT D'ENTREPRISE, etc...

Adresser C.V. très détaillé, photo et prétentions à No 28.973 CONTEXTE PUBLICITE 20, av. Opéra 75040 PARIS CEDEX 01, qui transmettra.

Notre société est la filiale française d'un puissant groupe international.
Elle a une vocation européenne et développe un C.A. de plus de 750 millions de francs.
Nous recherchons quelques

**jeunes
diplômés
de très
haut niveau**X, Mines, ECP, ESE,
HEC, ESSEC, MBA, INSEAD

Bilingues anglais et de préférence italiens d'une double formation. Nous avons des opportunités à PARIS ou en province, les postes à pourvoir comportent de réelles responsabilités et sont conçus comme une préparation à des fonctions de management.

Plus encore qu'une très solide formation théorique, les candidats auront une forte personnalité et un goût prononcé pour les réalités industrielles et économiques.

Toutes informations sur cette offre seront données confidentiellement en téléphone de lundi au vendredi de 9 h à 12 h 30 - 13 h 30 à 18 h par INFORMATION CARRIÈRE SVP 11-11 qui donnera un rendez-vous aux candidats choisis.

Information Carrière

SVP 11-11

Référence : 201

On peut aussi adresser son dossier à :
SVP RESSOURCES
HUMAINES
65, avenue de Wagram
75017 PARIS

analyste - programmeur

Une expérience de 3 à 5 ans de programmation lui permet de prendre maintenant en charge des analyses organiques assez complexes.

Réf. B/3321

programmeur

Il a l'expérience de la programmation ou une formation technique de bon niveau (DUT...)

Réf. B/3322

Ces postes offrent de réelles possibilités d'évolution dans un travail de conseil dont la variété et le niveau de responsabilité soutiennent l'intérêt.
Réponses et discrétion assurées à 120 lettres man., CV, photo, réim. adressés à réf. à M. Collet.

bernard juliet psycom

83, avenue Charles de Gaulle 92200 Neuilly

Premier Fabricant Européen
d'Aliments du Bétail**SANDERS**

recherche

pour postes de responsables de productions animales, en région, avec large délégation de responsabilités au niveau du développement des ventes

VÉTÉRINAIRES

ayant le goût et le sens des contacts humains et acceptant mobilité en France et à l'étranger.

- Formation technique complémentaire assurée par l'entreprise.
- Possibilités de développement de carrière suivant aptitudes.

Adresser curriculum vitae et photo à :

SANDERS S.A.

Service du Personnel

17, quai de l'Industrie

91200 ATHIS - MONS.

**INGÉNIEUR
ELECTRO-
MECANICIEN**

Une filiale d'un très important groupe industriel français spécialisé dans la fabrication et la vente de petit matériel électromécanique recherche pour son "Département Recherche et Développement" un INGÉNIEUR expérimenté dans les techniques de petites imprimantes.

Ce poste conviendrait à un candidat de solide expérience et/ou formation technique, ayant acquis la pratique des petites imprimantes pendant plusieurs années.

Le salaire annuel de l'ordre de 90.000 Francs sera fonction de l'expérience acquise.

Le poste est à pourvoir à PARIS.

Le dynamisme et l'importance de cette Société permettrait à un candidat de valeur de réelles perspectives d'avenir.

Ecrire sous N° 41181, Havas Contact, 156, bd Haussmann, 75008 Paris.

NOUS RECHERCHONS POUR UNE FIRME
INTERNATIONALE DE CONSEILS AUX
ENTREPRISES, souhaitant renforcer
son Bureau de Paris :**CONSULTANT en RECRUTEMENT
de HAUT NIVEAU**

Ce poste convient :

- soit à une personnalité souhaitant mettre son expérience des affaires et ses connaissances à la disposition des Entreprises, pour la recherche et la constitution d'équipes de Direction performantes.

- soit à un Consultant plus jeune, ayant déjà fait ses preuves dans le domaine du recrutement, et désireux s'associer à l'expansion en France d'un Groupe International.

Grande autonomie. Rémunération importante incluant participation. Anglais courant souhaitable.

Ecrire à Psychologie Appliquée JUSTET, Service Psychologie appliquée JUSTET, 2, rue des Dardanelles 75017 Paris

GROUPE de PRESSE IMPORTANT

recherche

**JEUNES GENS AYANT UNE VOCATION
de
JOURNALISTES**

— Sciences PO - Ecole Normale ou autodidactes de haut niveau capables subir l'entraînement de la rédaction pour un public difficile.

En politique : conservateurs modernes.
En morale : traditionnels sans conformisme.
En littérature : classiques : « Un classique est un romantique qui a appris son métier. »

Appointements : de 70 000 à 180 000 F par an selon le degré d'expérience.

PROMOTIONS ULTIMEURES SELON TALENT.

Secrét assuré - Lettre de candidature manuscrite et C.V. sous numéro 708.061 à REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Beaumartin, 75002 PARIS, qui transmettra.

REVUE INTERNATIONALE

recherche

**JOURNALISTES
de
GRANDE CLASSE**

ou bien

**JEUNES GENS de
FORMATION TRÈS POUSSÉE**

Niveau : Sciences Po - Agrégation prêts à apprendre les techniques difficiles du journalisme de haut niveau.

Adresser lettre manuscrite - curriculum vitae, sous n° 708.061 REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Beaumartin, Paris-2^e, qui transmettra.

**organisation
et gestion**

E.130,000

Banque Américaine. Le Bureau Parisien d'une des premières banques mondiales recherche un attaché de direction pour l'ensemble des services qui assurent le traitement des opérations bancaires (240 personnes). Rattaché au Directeur de la division, il sera chargé de faire évoluer les méthodes de travail à l'intérieur de la division, d'améliorer les systèmes administratifs existants et d'assurer un rôle de liaison avec les autres divisions de la banque. Il étudiera le fonctionnement des services, aidera à définir les besoins, animera des groupes de travail et sera personnellement responsable de certains projets.

Le poste convient à un homme de 30 ans minimum ouvert aux problèmes humains et ayant pratiqué l'organisation, la gestion ou l'audit dans un contexte international. Sa formation supérieure devra avoir été complétée par une expérience comptable et une bonne maîtrise financière et informatique. La pratique courante de l'anglais est indispensable.

Ecrire à J.N. CRÉTÉ s/réf. M 6201

**international senior
auditor**

E.110,000

Le bureau européen d'Audit Interne d'un des plus importants groupes industriels américains en pleine expansion en Europe recherche un Senior Auditor. Celui-ci fera partie d'une équipe internationale de haut niveau de 8 personnes et sera chargé de missions d'audit opérationnel et financier. Il interviendra dans les filiales commerciales et industrielles européennes. Il vérifiera l'existence des systèmes et procédures de contrôle interne et étudiera leur efficacité. Basé à Bruxelles, il sera amené à effectuer de nombreux déplacements en Europe.

Ce poste s'adresse à un candidat ayant une solide formation comptable complétée par une expérience de 4/5 ans d'audit acquise de préférence dans un cabinet international. La maîtrise de l'anglais est indispensable, celle de l'allemand souhaitable. Il offre la possibilité d'élargir son expérience internationale, de se familiariser avec les systèmes et procédures d'un groupe et sera un tremplin pour occuper un poste opérationnel dans les 2/3 ans qui suivent.

Ecrire à G.C. FULCONIS s/réf. M 6701

Adresser C.V. détaillé en spécifiant la référence et le nom à Tour Maine-Montparnasse, 33, avenue du Maine, 75755 Paris cedex 15. Discretions absolues garanties.

IMPORTANTE COMPAGNIE D'ASSURANCES

recherche

JEUNES INGÉNIEURS

DIPLOMÉS :
ENSAM - ECAM - ICAM - IDN - ou équivalent)
POUR L'INSPECTION EN PROVINCE
des risques industriels

(Incendie - Perte d'Exploitation
Bris de Machines - Responsabilité Civiles)
Haute formation technique assurée.

Revoir références CV et prétentions à n° 29.388
Contesse Publ. 20, av. Opéra, Paris-1^{er}, qui transmettra.

**DIRECTEUR
DU PERSONNEL**

PARIS

Filiale d'un groupe Français de 1500 personnes, la Société a un effectif de 600 personnes réparti en deux usines.

Elle fabrique du matériel pour l'aéronautique et exporte 30 % de sa production.
Elle recherche pour son siège un Directeur du Personnel âgé de plus de 35 ans ayant une bonne expérience de la fonction.

26 rue Marbeuf 75008 Paris vous adressera note d'information et de candidature sur demande.
réf. 743 M.

Le Monde**INFORMATION-EMPLOI**

Afin d'aider nos lecteurs à la recherche d'un emploi, nous publions à nouveaux quelques informations pratiques. Elles doivent être, bien entendu, adoptées par chacun à sa situation particulière.

**PRÉPARATION DES ENTRETIENS N° 4
LE PREMIER EMPLOI**

Le premier emploi peut être essentiel pour l'évolution de votre carrière. Définissez le secteur d'activité, le type d'entreprise et la fonction qui seraient les plus adaptés à vos motivations. Puis, dans votre recherche, choisissez, dans la mesure du possible, un poste en fonction des critères suivants :

- La nature et la qualité de la formation qui vous sera donnée et l'expérience que vous pourrez acquérir en fonction de votre objectif ;
- L'intérêt du travail proposé ;
- Le degré de mobilité interne du personnel ;
- L'image de l'entreprise.

Les stages en entreprise comme les emplois temporaires, quels qu'ils soient, sont importants : ils constituent un début d'expérience qui n'est pas négligeable : c'est un premier contact avec la réalité professionnelle qu'il est bon de mettre en valeur selon le poste proposé. Les activités extra-scolaires (organisation de manifestations, enquêtes, poste tenu au sein du bureau des élèves, etc.) sont également des informations utiles.

CREUSOT-LOIRE



recherche pour développer
l'Unité de gestion
D'UN ENSEMBLE INTERNATIONAL DE
SOCIÉTÉS COMMERCIALES
en forte expansion

**X-Mines - H.E.C...
bilingues ou trilingues**

ayant une formation économique, âgés d'au moins 28 ans et ayant de 2 à 5 ans de pratique des techniques comptables, financières et budgétaires.
Il s'agit de postes d'entrée dans le Groupe, comportant des responsabilités personnelles immédiates et devant évoluer vers des fonctions opérationnelles.

Les dossiers de candidatures
— sous Réf.M.1355 — seront traités
confidentiellement par M. TAVIER,
CREUSOT-LOIRE
8, rue de la Rochefoucauld 75009 Paris

MOLYSLIP FRANCE

EST UN GROUPE CHIMIQUE
EN PLEINE EXPANSION

Vous êtes jeune, diplômé de l'Enseignement Commercial Supérieur ou vous pouvez justifier d'une expérience réussie dans la vente de produits industriels.

Nous recherchons :

UN COLLABORATEUR

Pour animer notre réseau de ventes
en France et à l'étranger

Une bonne connaissance de l'anglais ou de l'allemand serait souhaitable.
La rémunération sera de l'ordre de 70.000 F/an, proportionnelle par la suite à son action au sein de la Société.

Adr. lettre man. C.V., photo sous le n° 28.741 à CONTEXTE Publ. 20, av. Opéra, Paris-1^{er}, qui tr.

Pour activités en Formation Permanente
le Réf.M.1355 — seront traités
confidentiellement par M. TAVIER,
CREUSOT-LOIRE
8, rue de la Rochefoucauld 75009 Paris

PROFESSEUR CONSULTANT

- en Comptabilité ;
- en Contrôle de Gestion ;
- en Economie.

Adresser curriculum vitae plus précis, à G.F.S.M. Grande-Ville-Vignes - 92230, Châtigny-Malabry.

مكتبة من الأصل

offres d'emploi

BUREAU ADMINISTRATIF PARISIEN
D'UNE IMPORTANTE SOCIÉTÉ INDUSTRIELLE
IMPLANTÉE AU GABON

recherche

UNE COLLABORATRICE

pour :

ADMINISTRER LE PERSONNEL EXPATRIÉ

Cette fonction implique :

- une expérience confirmée de gestion du personnel expatrié de préférence ;
- une parfaite maîtrise du Secrétariat de Direction ;
- de bonnes notions en droit du travail ;
- un esprit d'organisation poussé ;
- une aptitude à prendre des initiatives.

Situation intéressante - Statut CADRE.
Lieu de travail : PARIS (10^e).
Ecrire C.V. manuscrit, lettre, photo à :
S.E.I., 32, rue de Dunkerque, 75009 PARIS.

offres d'emploi

LEASE INFOR recherche
PROGRAMMEURS
IBM
connaissances, polyvalentes.
Tél. R.V. : 2057245.

TRADUCTEURS CONFIRMÉS
— Français, anglais, coréen.
— Français, anglais, japonais.
— Français, russe.
Connaissances techniques et
scientifiques, pouvant dactylo-
graphier dans les langues in-
diquées.

Ecr. et envoyer modèles de
trappe en langues étrangères à
ECLAIR COURRIER, Service
International, 23-25, avenue Franklin-Roosevelt,
75008 PARIS.

Niveau PUBLIC RELATION
pour grand standing
Ecr. et téléphoner à S.A.F.P.
PUBLICITE, 2, rue Marceau,
75001 Paris qui transmettra.

ÉTUDES 2
Télévision, cinéma, radio.
Ecr. et téléphoner à S.A.F.P.
(Impasse Bouvier) : 271-24-48.

54 J.G. ALLIQUANT
recherche urgent

PUPITRE QUALIFIÉ
IBM 2/15 connaissant GAP II

Ecr. avec prêt. et C.V. à S.M.
ALLIQUANT, 115, av. P.-V.
Coudrier, 92029 GENTILLY, à
l'at. du service informatique.

NUMERIC
Pour service après-vente
recherche

AGENTS TECHNIQUES
5 ans exp. dans maintenance
NUCLEAIRE ET MEDICALE
Trav. intéressant et varié. Dipl.
Adresser C.V. manuscrit à :
NUMERIC, B.P. 503
78005 VERSAILLES - CEDEX

DES COLLABORATEURS
recherche pour
S.M. publications électroniques
souhaitant écrire des articles
dans ses colonnes. — Pour tous
renseignements, à :
S.M. publications, 200-33-05, poste 240.
AVERTISSEMENT

PHILIPAR
NAVRE des déceptions qui ont
été provoquées en son nom
informe les personnes ayant
répondu à l'annonce du 22 sep-
tembre VENDEUSE faubourg
du Temple qu'elle est vic-
times d'un mauvais plaisant
non encore identifié.

PLAINTES A ETE DEPOSEE.
Pour Société d'électronique

A.T.P. ET A.T.3
domaine équipement profession-
nel de communication et ampli-
fication. R.F., transistors,
B.F., vidéo, H.F., V.H.F. (con-
naissances élémentaires en logi-
que). — Ecrire au laboratoire
S.A.F.P., 42, rue des Boulets
(Impasse Bouvier), 371-24-48.

EMERY AIR FREIGHT ROISSY
rech. par son service commercial

UN DEMARCHEUR
HOMME OU FEMME

— Connaissances fret aérien et
anglais courant indispensables.
— Permis de conduire V.L. obli-
gatoire.
— Très forte personnalité et
excellente présentation, anglais
fluente, avantages, position
cadre. Salaire sans limite.
Env. C.V. manuscrit et photo à
5207 ROISSY-AEROPORT.
Réponse assurée.

Recherchons
TECHNICIEN
COORDONNATEUR
PLANNING
pour gestion programmes.
PERT et linéaire.
Anglais souhaitable.
Adr. C.V. et prêt. à n° 1439
SPERAN, 72017 PUTEAUX.

secrétaires

TRES IMPORTANTE SOCIÉTÉ
PARIS (16^e)
recherche pour son

Service Commercial Export

UNE SECRÉTAIRE
STENO-DACTYLO

EXPERIMENTÉE, FORMATION B.T.S.S.
Bilingue français-anglais.
POSTE ÉVOLUTIF
Nombres avantages sociaux.
Horaire souple. Restaurant entreprise, etc.

Ecrire en adressant C.V. photo et prêt. n° 29.202.
CONTEXTE Publ. 20, av. de l'Opéra, PARIS (1^{er}).

SITUATION STABLE
ET D'AVENIR
pour JEUNE FEMME
SECRÉTAIRE DACTYLO
ALLEMANDE
Notions anglaises

recherche par Société
Instruments de contrôle
en pleine expansion

près GARE EST et NORD
Doit être initiée à tous
travaux de bureau,
contacts téléphoniques et directs
avec clients ou fournisseurs.
Relations humaines agréables,
esprit d'initiative, bonne
rémunération. Avantages sociaux
27 mois - Prime bilan.

Adr. C.V. manuscrit, présentations
et références, à n° 28.079.
CONTEXTE PUBLI, 20, av. de l'Opéra, Paris-1^{er}, q.t.

GALERIE D'ART
recherche
SECRÉTAIRE-VENDEUSE
Excellent anglais, dactylo.
Ecr. lettre manuscrite, LELoup,
16, RUE SÉGUIER, PARIS-6^e.

STE OMERA RECHERCHE
POUR ARGENTUIL

SECRÉTAIRES STENO-
DACTYLOS

Bilingue anglais, expérimentée,
pour diriger secrétariat direc-
tion commerciale. Angl. parlé
et écrit couramment exigé.

Avantages sociaux

Envoyer C.V. et présentations à
STE OMERA, 2, rue Ferdinand
Berthod - 92100 ARGENTUIL
ou tél. 30 91-22-48

Sténodactylo

On STENO-DACTYLO environ
25 ans, libre de toute com-
pagnie des commissaires-priseurs.
54 - 39 - 72

MI-TEMPS
Recherche
STENO-DACTYLO

SOCIÉTÉ GREY
34, rue DUMONT-D'URVILLE
75016 Paris. Tél. 260-34-00, p. 206

représentation offres

REYNOLDS

RECRUTONS

POUR RÉGION PARISIENNE

UN REPRÉSENTANT EXCLUSIF

- Statut V.R.P. pour visiter et développer une clientèle existante en papeterie, maisons de presse, tabacs...
- Plusieurs années d'expérience et une personnalité affirmée sont nécessaires pour réussir à ce poste.
- La rémunération mensuelle garantie pendant la période d'essai est de 3.300 F et, en fonction des résultats, peut ensuite dépasser 4.000 F.
- La voiture est fournie et entièrement à la charge de la Société.
- Lettre manuscrite de candidature et C.V. avec photo sont à adresser à :
ETS REYNOLDS S.A. - B.P. 832
28006 VALENCE CEDEX - Réf. P.O.

Eminence

recherche

REPRÉSENTANT EXCLUSIF

pour région

Nord - Pas-de-Calais

Ecrire avec C.V. et photo, Direction Commerciale,
2, rue Jean-Goujon, PARIS (9^e).

REYNOLDS

RECRUTONS

POUR RÉGION PARISIENNE

UN REPRÉSENTANT EXCLUSIF

- Statut V.R.P. pour le département : articles publicitaires et promotionnels.
- Clientèle existante et à développer.
- Plusieurs années d'expérience et une personnalité affirmée sont nécessaires pour réussir à ce poste.
- Une activité antérieure dans la spécialité serait appréciée mais n'est pas indispensable.
- La rémunération mensuelle garantie pendant la période d'essai est de 3.300 F et, en fonction des résultats, peut ensuite dépasser 4.000 F.
- La voiture est fournie et entièrement à la charge de la Société.
- Lettre manuscrite de candidature et C.V. avec photo sont à adresser à :
ETS REYNOLDS S.A. - B.P. 832
28006 VALENCE CEDEX - Réf. P.O.

SITUATION SURE
Clientèle existante
et potentielle importante

offerte à PARIS à

REPRÉSENTANT
EXCLUSIF
en articles de papeterie

La Société,
de renommée internationale,
par ses produits sérieux
et son dynamisme promo-
tionnel, propose :
— Salaire fixe plus commissions.
— Voiture.
— Ambiance de travail stimu-
lante.

Le territoire :
PARIS, RÉGION PARISIENNE

Adressez C.V. et photo avec
n° 41 197 HAVAS CONTACT
136, rue Hausmann 75008 Paris

formation professionnelle

L'Institut de Formation Permanente de l'U.E.R.
Sciences Humaines Cliniques de l'Université
PARIS-VII propose, à partir du lundi 3 octobre,
des stages destinés aux travailleurs de la Santé,
Santé mentale et du secteur social :

1. Formation clinique des praticiens de la santé et de la santé mentale.
2. Communication et langage du corps.
3. Formation et perfectionnement à l'analyse psychodynamique et à la dynamique de groupe.
4. Initiation à la thérapie par le cri.
5. Initiation au psychodrame.
6. Perfectionnement aux techniques projectives (T.A.T. Village, Borschach).
7. Vieillesse, nouvel âge.
8. L'U.E.R. peut étudier la mise en place de stages particuliers.

Renseignements et inscriptions : INSTITUT DE
FORMATION PERMANENTE U.E.R. Sciences
Humaines Cliniques, UNIVERSITÉ PARIS-VII,
Centre Gœtze, 13, rue de Saintoull, PARIS-9^e.
Tél. : 336-12-41 - 331-13-88.

RENTREE SCOLAIRE 77-78
Formations professionnelles
chefs de jour ou de nuit :

● PROGRAMMEUR D'EXPLOI-
TATION SUR IBM 3
niveau Bac

● OPERATEUR PUPITREUR
D.O.S. Niveau 1^{er} ou 2nd

Si vous êtes
BON EN Dessin
CRÉATIF
ATTIREZ PAR LE CUR.

MODELISTE
Chaussures/Marqueterie.
Formation rémunérée.
UN AN À PARIS.
A.P.I.C., 1, rue Joseph-Sans-
beur, 75006 Paris. — 522-39-48.

capitales ou
proposés com.

Pour la commercialisation en
AFRIQUE
d'un produit
de grande consommation
breveté internationalement
nous recherchons
une maison intéressée.
D'autres groupes de produits
disponibles.

Offre vos chiffres n° 707.572 M.
à REGIE-PRESSE, 85 bis, rue
Réaumur, 75001 Paris, qui transmettra.

Recherchons Sociétés ou Agenc.
Commerciale pouvant régier :
vente en location de bâtiments
industriels dans les secteurs bois,
eau et gaz, et le Monde Pub.
5, r. des Italiens, 75227 Paris-9^e.

demandes d'emploi

DIRECTION

DES RELATIONS PUBLIQUES

J'ai 47 ans, une formation supérieure en publicité,
l'assurance actuellement la Direction des Relations
Publiques d'une Société de services internationaux.
Ouvr. à l'exportation, implantée dans plus de
20 pays.
En 9 ans, j'ai créé et affirmé son image de marque
en France et à l'étranger.
Je peux remplir cette mission pour vous.
Si une démarche correspond à vos objectifs de
développement, je souhaite vous rencontrer.
Pour un premier contact et un dossier complet
sur mon expérience vous pouvez écrire au n° 2888 à
ORGANISATION ET PUBLICITE
2, rue Marengo, 75001 PARIS, qui transmettra.

NÉGOCIATEUR FINANCIER

(Cambiste)

PARIS, 31 a

Marché des changes : expérience de l'arbitrage.
Devise et des relations bancaires (Crédit Inter-
bancaire).
Bonne connaissance anglais parlé, écrit. Solide
formation universitaire.
recherche
poste à caractère financier ou bancaire.
Ecrire n° 4.597 à « Le Monde » Publicité,
5, rue des Italiens, 75227 PARIS-9^e.

JEUNE FEMME

BIBLIOTHECAIRE

3 ans expérience labo.
Maîtrise Biochimie - Génétique
D.E.A. Immunologie - publication
Anglais courant.

recherche poste

DOCUMENTALISTE SCIENTIFIQUE

Téléphone 360-67-50 de 14 h. à 20 h.

H., 28 ans, DUT JOURNALISME

disponible rapidement

FRANÇAIS

BILINGUE

ANGLAIS

— ANGLAIS - ESPAGNOL COURANT ;
— notions allemand, italien, portugais ;
— 4 ans expérience professionnelle dans

TÉLÉVISION - PRESSE

ÉDITION

PRATIQUE DU SECRÉTARIAT DE REDACTION

cherche

POSTE RESPONSABILITÉ

PRESSE - ÉDITION - MILIEU DIPLOMATIQUE.

Ecrire n° T 81.632 M. REGIE-PRESSE,

85 bis, rue Réaumur, Paris (2^e), qui transmettra.

JEUNE CADRE SUPÉRIEUR

Français

ACTUELLEMENT

DIRECTEUR ADMINISTRATIF

FINANCIER

COMMERCE

AU MAROC

Anglais/Allemand

Ancien chargé de mission services commerciaux

ambassade, intéressé par toutes offres travail

responsabilité à l'étranger dans entreprise dyna-

mique.

Ecrire M. du MAS, 4, pl. Bel-Air, CASABLANCA.

SERVICE APRÈS VENTE

CADRE DIRECTION TECHNIQUE, 41 ans

— mécanique, électronique, périphérique, micro-

processeurs ;

— exp. de toute la structure d'un réseau national

• implantation des locaux, organisation mé-

thodique ;

• recrutement, rémunération, formation tech-

niques ;

• gestion pièces détachées ;

• procédures techniques et administratives ;

• aspect commercial de l'après-vente ;

• élaboration et suivi des budgets ANGLAIS

recherche poste à responsabilité toutes branches.

Ecrire n° T 81.632 M. REGIE-PRESSE,

85 bis, rue Réaumur, PARIS (2^e).

CHEFS D'ENTREPRISE

L'Agence Nationale Pour l'Emploi

vous propose une sélection de collaborateurs :

• INGÉNIEURS toutes spécialisations

• CADRES administratifs, commerciaux

• JOURNALISTES (presse écrite et parlée)

NEO-CADRE FINANCIER. — 31 ans -

Formation universitaire - Bonnes con-

naissances anglaises - Marché des changes - Expe-

rience de l'arbitrage des devises et des

relations bancaires.

RECHERCHE : poste financier Paris (Sec-

tion D).

ATTACHE DIRECTION COMMERCIALE. —

Exp. Prof. - Anglais courant - Sens de

l'organisation - Grande habitude du contact

humain et de l'animation des équipes de

vente.

Etudier toutes propositions Paris - Rég.

Parisienne (Section E).

ASSISTANTE DE DIRECTION. — 47 ans -

Formation secrétariat de direction - Bilingue

anglaise - D.U.T. gestion du personnel.

Secondaire Chef d'entreprise - Possibilité

relations humaines, personnel (Section E).

CADRE ADMINISTRATIF (F). — Grande

expérience T.P. Bâtiment - Services géné-

raux - Super-marchés - Assurances.

RECHERCHE : situation PME (Section B).

S'adresser à : ANPE

AGENCE SPÉCIALISÉE DES INGÉNIEURS ET

CADRES 12, rue Blanche 75436 PARIS

CEDEX 09 tél. : 280.61.46 poste 71.

EN ILE-DE-FRANCE

UNE ANNÉE DANS LES CHANTIERS

Un certain nombre de grands travaux vont être entrepris dans les sept départements de la couronne parisienne au cours de l'année 1977-1978. En outre divers équipements seront mis en service dans le même temps. Nous présentons dans cette page les points les plus marquants du calendrier.

ESSONNE

● PARC DE PALAISEAU

Lors de sa réunion du 25 juin 1976, le comité interministériel d'aménagement du territoire a décidé la création d'un parc péri-urbain de 55 hectares, à l'est de l'Ecole polytechnique. L'acquisition par l'Etat de 19 hectares de terrains maraichers a été déclarée d'utilité publique le 19 août 1977. Dès que la question du logement des maraichers expropriés aura été résolue, l'Office national des forêts procédera aux premières plantations.

● VOIRIE

Achèvement de la voie rapide F8 entre Saint-Michel-sur-Orge et l'autoroute A10 (l'Aquitaine). Poursuite de la réalisation de la voie rapide transversale entre la ville nouvelle d'Evry, l'autoroute A10, Orsay et Versailles. Cette voie rapide devrait être achevée en 1978.

● S.N.C.F.

La réouverture de la section de la grande ceinture comprise entre Massy-Palaiseau et le Pont-de-Rungis sera effective à la fin du mois de septembre.

● BASES DE LOISIRS

Premières acquisitions de terrains pour la base de Dourdan et aménagement des bases de Draveil et d'Elampes, avec plantations et plan d'eau de 4 hectares.

● EQUIPEMENTS SOCIAUX

Trente-six centres sociaux (crèches, foyers, halles-gardiennes) seront réalisés au total entre 1977 et 1978. Parmi ceux-ci, trois centres médicaux importants à Courcouronnes, Evry et Bures-sur-Yvette.

HAUTS-DE-SEINE

● VOIRIE

Les travaux de la voie rive gauche de Seine-Sud (c'est son nom) entre Issy-les-Moulineaux et le pont de Neuilly se poursuivront cette année au niveau de Puteaux. La mise en service du nouveau pont de Puteaux est prévue pour avril 1978. La construction de la rocade A86 à Gennevilliers se poursuit. Cette section sera achevée à la fin de l'année 1979. Enfin, les travaux de reconstruction du pont de Cligny, dont une première moitié est terminée, seront poursuivis.

● RESEAU EXPRESS REGIONAL

Inauguration au mois de décembre de la grande liaison est-ouest du R.E.R. Saint-Germain-en-Laye-Neuilly-le-Grand) dont bénéficieront les habitants des Hauts-de-Seine. Raccordement à cette liaison de la ligne de Soaux (Saint-Rémy-lès-Chevreuse-Châtellain).

● METRO

Les travaux de prolongement de la ligne 10 (porte d'Antony-gare d'Orléans-Austerlitz) ont commencé en 1977. Le nouveau prolongement sera mis en service en 1980. Les travaux de prolongement de la ligne 13 bis La Fourche-Porte-de-Cligny vers Gennevilliers sont en cours. Ils seront terminés en 1980.

● S.N.C.F.

Un nouveau matériel sera mis en service le 25 septembre sur la ligne Versailles-rive droite-Saint-Lazare, via La Défense et Saint-Cloud. D'autre part, la remise en service à la fin du mois de septembre de la section de la grande ceinture située entre Massy-Palaiseau (Essonne) et Pont-de-Rungis (Val-de-Marne), via Antony (Hauts-de-Seine), facilitera les liaisons dans le sud du département. Enfin, les travaux de la ligne S.N.C.F. Cergy-Pontoise (Val-d'Oise)-Nanterre se poursuivront : ils seront terminés en 1978.

SEINE-ET-MARNE

● VOIRIE

Les travaux les plus importants concernent l'éclaircissement à trois voies de l'autoroute A5 (autoroute du Soleil) entre Saint-Germain-sur-Ecole et Ury, l'achèvement de la construction de la nationale 448 entre Melun et Corbell et la réalisation de voies nouvelles pour la desserte de la ville nouvelle de Melun-Sénart.

● TRANSPORTS

La construction d'une nouvelle gare S.N.C.F. à Méry-sur-Seine, le long de l'autoroute Paris-Lyon, permettra notamment de desservir tous les quartiers nord de Melun.

● EQUIPEMENT

L'opération la plus importante se déroulera dans la zone industrielle de Moissy, où la société Citroën construira un entrepôt de 8 000 mètres carrés.

● ENSEIGNEMENT

Implantation d'un lycée à Roissy-en-France.

● LOGEMENTS

Lancement d'un programme de mille logements à Plessy-le-Fort.

SEINE-SAINT-DENIS

● VOIRIE

Un pont sera construit entre le pont de Saint-Ouen et le pont de l'île Saint-Denis. Ce pont, sur lequel passera la rocade A 86, permettra de prolonger la rocade jusqu'à Carrefour-Pleyel. La section de la rocade A 86 entre Carrefour-Pleyel et le département des Hauts-de-Seine sera terminée en 1979.

Une section de la rocade A 87 entre la voie F 2 et l'autoroute A 1 sera mise en chantier : elle permettra de décharger la ville d'Aulnay-sous-Bois de la circulation de transit. Enfin les travaux de protection contre les nuisances de la voie B 3 seront entrepris à Bondy, Aulnay-sous-Bois et Blanc-Mesnil. La construction de murs anti-bruit va être entreprise. D'autre part, les travaux d'isolation acoustique de deux mille fenêtres vont être engagés.

● ESPACES VERTS

L'ouverture de la première tranche du parc forestier de Sevran (qui n'est ouvert, depuis le 1^{er} juillet 1977, que certains jours de semaine) sera étendue à tous les jours de la semaine. Le parc sera ouvert dans son entier au public en 1982. Une étude portant sur l'ouverture d'une seconde tranche du parc départemental de La Courneuve est en cours : des acquisitions de terrains vont être entre-

prises. Enfin la piste cyclable du canal de l'Ourcq va ouvrir sur 8 kilomètres au printemps 1978.

● EQUIPEMENT CULTUREL

Deux « antennes » de la Maison départementale de la culture vont être construites à Bobigny et Aulnay-sous-Bois. Enfin la restauration de la basilique Saint-Denis sera terminée en 1979.

VAL-DE-MARNE

● VOIRIE

Plus de cent chantiers seront ouverts cette année dans ce département. Parmi les plus importants figurent l'élargissement de la nationale 4, entre Ormesson et la Seine-et-Marne, la construction de deux viaducs franchissant la Marne, entre Créteil et Nogent, et la poursuite jusqu'en 1979 des travaux pour la réalisation de l'A 86 à travers la commune de Maisons-Affort. Il est également prévu la mise à l'étude de vingt-neuf plans communaux de circulation, dont trois seront mis en application cette année : L'Hay-les-Roses, Chevilly-la-Rue et Gentilly.

● RESEAU EXPRESS REGIONAL

La branche est du R.E.R. (Fontenay-Marne-la-Vallée) entrera en service au mois de décembre prochain.

● PISTES CYCLABLES

Les 22 premiers kilomètres de pistes cyclables, sur 1 200 prévus, seront terminés en 1978. Le nombre de pistes de stationnement pour les cycles passera de 1 000 à 2 200.

● ESPACES VERTS

Une partie du parc du Tremblay sera ouvert cet automne. Poursuite de l'aménagement des parcs de Créteil et du Morbras, à Ormesson.

VAL-D'OISE

● VOIRIE

La première tranche des travaux de la déviation de Magny-en-Vexin, sur la R.N. 14 sera terminée au cours des prochains mois. La seconde tranche sera aussitôt engagée. Les travaux de construction d'un passage sous les voies S.N.C.F. d'Erment seront engagés à la fin du premier semestre 1978. En outre, des travaux d'aménagement paysager seront entrepris le long de l'autoroute A 15 (Paris-Pontoise).

Offrez-vous le Tour du Monde

La Flotta Lauro vous propose d'effectuer un fabuleux Tour du Monde. La croisière se déroulera à bord de l'Achille Lauro, navire prestigieux de 24 000 t équipé pour la croisière au long cours : piscines, cinéma, bar, salons, night-club, salles de jeux, orchestre, gastronomie, animation, services médicaux. Nous avons prévu 28 escales et de très nombreuses excursions : Gènes, Naples, Port-Saïd, Bombay, Colombo, Singapour, Bangkok, Hong-Kong, Kobe, Yokohama, Honolulu, San Francisco, Los Angeles, Acapulco, Curaçao, Guadeloupe, Barbados, Dakar, Madère, Barcelone, etc. Embarquement à Gènes le 7 janvier 1978, retour à Gènes ou Cannes le 5 avril 1978. Prix : de 32 400 F à 62 200 F.

Demandez notre brochure à votre agence de voyage ou à : CIT 5, bd des Capucins, 75002 Paris Tél. : 266.46.50

ARGENTEUIL

Contre la centrale

En 1968, entre le pont de Bezons et la future autoroute A 15, à Argenteuil (Val-d'Oise), commencent les travaux déclarés d'utilité publique et entrepris pour la déviation de la R.N. 311. Les expropriations ont lieu, mais tout le terrain ne sera pas utilisé, et les 17 000 mètres carrés libérés seront remis à la direction départementale de l'équipement (D.D.E.).

Les choses vont ensuite très vite et, avant même que ne soit réalisée l'enquête relative à la création d'une zone portuaire, la D.D.E. émet un avis favorable à l'installation d'une centrale à béton sur cet emplacement. Le Port autonome de Paris, qui s'est porté acquiescent de la zone, délivre une attestation de concession de 10 000 mètres carrés à la société Fayolle pour y construire une centrale. Son emprise montera rapidement à 12 000 mètres carrés. Concessionnaire du Port autonome de Paris, la société Fayolle a obtenu la concession de 10 000 mètres carrés à la société Fayolle pour y construire une centrale. Son emprise montera rapidement à 12 000 mètres carrés. Concessionnaire du Port autonome de Paris, la société Fayolle a obtenu la concession de 10 000 mètres carrés à la société Fayolle pour y construire une centrale. Son emprise montera rapidement à 12 000 mètres carrés.

Le comité de défense a adressé des lettres à la préfecture, à la sous-préfecture et au député de la circonscription pour protester contre l'installation de la centrale. « Mais on compte sur notre lassitude et sur les difficultés que nous rencontrerons si nous allions jusqu'en tribunal administratif », les comités de défense ont en effet toutes les peines pour faire valoir leurs droits devant le tribunal administratif. Les comités de défense ont en effet toutes les peines pour faire valoir leurs droits devant le tribunal administratif. Les comités de défense ont en effet toutes les peines pour faire valoir leurs droits devant le tribunal administratif.

Ce qui, au départ, ne devait intéresser que les défenseurs de l'environnement est aujourd'hui du ressort du ministre de l'équipement, en raison des irrégularités constatées par le comité de défense des riverains. Ils sont pourtant tous unanimes, les quelques six cents riverains, à avoir signé une pétition contre l'extension de la zone portuaire destinée à répondre à un trafic d'un million de tonnes. Ils ont même écrit au président de la République.

JACQUELINE MEILLON.

NOTRE Télex

POUR VOS COMMUNICATIONS

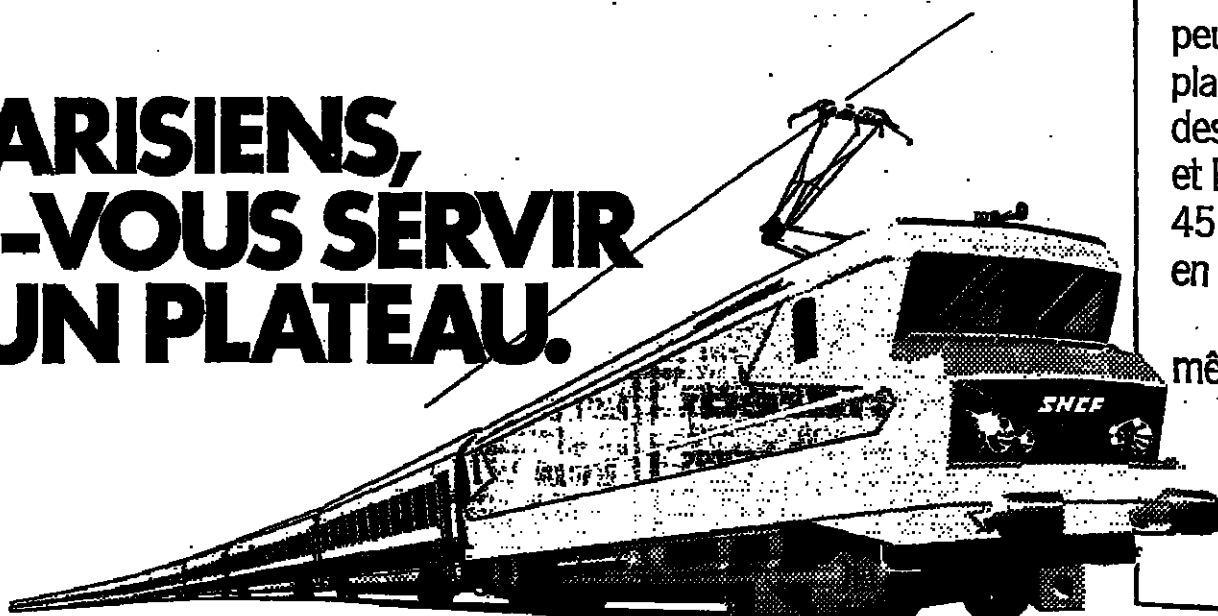
Vous nous téléphonez vos messages. Nous les télétransmettons. Vos correspondants nous répondent par télex. Nous vous les télétransmettons.

Service Télex

345.20.24 - 345.00.28

38, Avenue Daumesnil, 75012 PARIS

PARISIENS, FAITES-VOUS SERVIR SUR UN PLATEAU.



Des plateaux repas peuvent être servis à votre place dans certains trains Corail des lignes Paris-Strasbourg et Paris-Metz, au prix de 45 F en 1^{re} classe et 24,50 F en 2^e classe. Réservez votre repas en même temps que votre place.

Sous réserve de modifications.

SNCF REDECouvrez LE TRAIN.

55 من الأول

ÉQUIPEMENT

EN POINTE...

L'homme le moins cher sur l'Atlantique

De notre correspondant

Londres. — Avec le départ du premier Skytrain pour New-York, le jour de gloire est arrivé pour Alfred Laker. Patient, tenace, « Freddie », comme tout le monde l'appelle, a finalement gagné la bataille de six ans qu'il a livrée aux gouvernements et aux grandes compagnies aériennes qui ont été contraintes d'aligner leurs tarifs sur le prix de 59 livres (environ 500 F) du billet du Skytrain Londres-New-York.

Cette bataille, qui lui a coûté près de 700 000 livres en frais de procès, en recrutement de personnel, ne lui assure pas cependant une victoire définitive. Les grandes compagnies qu'il a défaits ne désespèrent pas d'être le triomphe prochain d'« Freddie », champion attardé de la libre entreprise, qui a mis toute sa fortune — son petit empire aérien — sur le succès d'une sorte d'autobus de l'air, sans places réservées, dans lequel on monte dans la limite des trois cent quarante-cinq sièges disponibles par jour.

Ce n'est pas tant la contre-attaque des compagnies qui

préoccupe « Freddie » que le succès d'une formule nouvelle. Y aura-t-il assez de gens prêts à faire la queue sans être assurés d'avoir un billet ? Si Skytrain ne réussit pas, le sera ruiné, a-t-il dit avec philosophie... Ce sera la fin d'un rêve.

L'argent n'est pas le moteur essentiel de Freddie, considéré par ses admirateurs, amis et collaborateurs comme un pionnier, un aventurier dans la tradition des grands explorateurs du temps de la grande Elizabeth. Cet « entrepreneur » a toujours aimé jouer, courir des risques, et la fortune, on le sait, sourit aux audacieux. Ainsi, en 1948, avant la grave crise de Berlin, il acheta des appareils démodés et stockés par la Royal Air Force. Il affrêta et en tira de gros bénéfices pendant le « pont aérien ». Pendant plusieurs années, il acheta, revendit, construisa avec plus ou moins de succès, plusieurs avions avant de devenir un des directeurs des British United Airways. En 1965, il créa sa propre compagnie qui « vendrait » aujourd'hui quelque 100 millions de dollars.

Le petit balayeur

Que de chemin parcouru par le jeune garçon de quatorze ans, issu d'une modeste famille et dont la vocation se dessine le jour où il vit dans le ciel le dirigeable Hindenburg et un biplan des Imperial Airways !

« Spectacle magique ! raconte-t-il. Il a commencé comme balayeur dans les usines de construction Short, en travaillant la nuit pour acquérir des connaissances techniques.

Aujourd'hui, « Freddie » est millionnaire et légendaire : mégalomane. Dans les bureaux de sa compagnie, on voit partout des affiches du patron : le

visage souriant, un peu emplié d'un homme de cinquante-cinq ans. Sur les téléphones on a fixé des étiquettes « J'aimé Laker ». La plaque d'immatriculation de sa Rolls est « FAL » (Fred Albert Laker).

L'échec du Skytrain, il n'y croit guère. « Je suis le dernier bastion de la libre entreprise dans les transports aériens et les compagnies qui m'attaquent nuisent plus à elles-mêmes qu'à Skytrain », a-t-il dit. Il prépare déjà, pour 1978, des vols à prix réduit vers l'Australie.

HENRI PIERRE.

JEAN WETZ.



La vie au bureau c'est aussi la vie.

Choisir les équipements, améliorer l'agencement, faciliter la communication, c'est œuvrer pour la qualité de la vie. Au dernier Sicoob, les exposants de 29 pays y ont contribué, 291 919 visiteurs de 110 pays en ont bénéficié.

SICOOB

SALON INTERNATIONAL DE L'INFORMATIQUE, DE LA COMMUNICATION ET DE L'ORGANISATION DU BUREAU

24.30 SEPTEMBRE 1977

(sauf le dimanche 25 septembre)

CNIT - PARIS LA DÉFENSE de 9h30 à 18h.
Convention Informatique: 19-23 Sept. 77

RELIGION

Des traditionalistes occupent temporairement l'église Saint-Jean de Strasbourg

Mgr Elchinger est bousculé

De notre correspondant

Strasbourg. — Pendant près de six heures, une centaine d'intégristes ont occupé, dimanche 25 septembre, l'église Saint-Jean, à Strasbourg.

Le « pèlerinage intégriste », qui rassemblait les fidèles venus de Paris, de Nancy, de Saverne, d'Allemagne et quelques Strasbourgeois, avait été annoncé par voie de publicité dans la presse régionale. Les fidèles se rendirent vers 11 heures en cortège à l'église Saint-Jean et annoncèrent, à la fin du dernier office de dimanche matin, qu'ils allaient célébrer une messe selon le rite de saint Pie V.

C'est à ce moment que l'évêque de Strasbourg arrivait, seul, sur les lieux. Dans un deuxième temps, les forces de l'ordre ont pénétré dans l'église. Bousculés, conspués, apostrophés, Mgr Elchinger put néanmoins se frayer un passage jusqu'au chœur, où, juste au-dessus, il s'adressa dans le tumulte à l'assemblée : « Je demande pardon à Dieu pour le scandale que vous venez de créer ; je prends rapidement la parole et je vous laisserai ensuite ; je n'empêche pas de prier, mais j'ai le devoir de protester contre ce rassemblement. Il y a des fidèles qui m'ont trahi et qui ont voulu me chasser de mon église. Il n'y a pas d'église sans évêque. Votre assemblée, la façon dont vous vous êtes

conduits, montrent que je ne peux pas me faire obéir de ceux qui sont mes frères et qui m'ont empêché de pénétrer dans mon église. Je vous laisse prier. Mais vous ridiculisez la foi du Christ par une telle manifestation.

En quittant l'église, l'évêque demanda aux forces de l'ordre de faire évacuer celle-ci dans le courant de l'après-midi : « Je ne veux pas d'église occupée en Alsace. » Mais la police n'eut pas à intervenir, les occupants se retirèrent d'eux-mêmes vers 17 heures.

A propos des incidents, l'abbé Mouroux, un des organisateurs du pèlerinage, a déclaré : « Les gens sont à bout ; les évêques sont dévotuels. Quand on n'est pas obéi, on s'en va. »

Dans un communiqué, l'évêque commentait, notamment : « Au moment où tant de jeunes cherchent du travail et des raisons d'espérer, c'est se moquer de la foi chrétienne, ainsi que du bon sens et de la fidélité des catholiques d'Alsace que d'organiser une telle manifestation, marquée par une incompréhension totale des vrais besoins spirituels des hommes et faisant passer d'une intolérance et d'un sectarisme qui sont un outrage au message de l'Evangile. » — J.-C. Ph.

Le pape a reçu les évêques de la région parisienne

« Annoncer le Christ haut et clair »

Paul VI a reçu samedi 24 septembre les quinze évêques de la région parisienne, venus à leur tour en visite ad limina. Présentant leur rapport de synthèse, le cardinal Marty, archevêque de Paris, a dit notamment : « Il est évident qu'il existe des écarts et des fautes commises par certains qui entendent se servir du concile. On rêve de Vatican III alors que d'autres se crispent sur Vatican I.

LE QUATRE-VINGTIÈME ANNIVERSAIRE DE PAUL VI

« Notre âge nous annonce l'approche de notre fin »

Les messages de vœux affluant au Saint-Siège pour le quatre-vingtième anniversaire de Paul VI, qui est né le 26 septembre, Le cardinal Giovanni Benelli, archevêque de Florence, a nettement démenti pour sa part que Paul VI ait l'intention de démissionner à cette occasion.

Dans l'allocution qu'il a prononcée, dimanche, devant des dizaines de milliers de fidèles rassemblés sur la place Saint-Pierre, le pape a dit notamment : « Il nous faut ouvrir notre âme. Nous sommes partagés dans notre esprit entre deux sentiments : l'un est relatif à notre âge, qui nous annonce par avance l'approche de notre fin dans l'ordre de la vie temporelle. (...) Ce qui nous oblige à une grande humilité. (...) Nous ressentons la fragilité d'être un humain comme le Christ le ressentait quand il était sur la croix. »

« L'autre sentiment, a ajouté le pape, concerne la papauté, celle de Pierre qui nous unit aussi comme tout mortel, mais, Pierre, comme la fondation de l'Eglise, ne peut pas mourir.

« L'Eglise reste, elle reste au milieu de la tempête de l'histoire. L'Eglise reste solide dans ce monde pour donner tout l'Evangile et le salut éternel. »

DÉFENSE

LES ÉTATS-UNIS METTENT AU POINT UNE ARME DE DESTRUCTION DES SATELLITES

Washington (A.F.P.). — Le Pentagone met actuellement au point une arme d'interception et de destruction des satellites, révèle le Washington Post, cité par l'International Herald Tribune du samedi 24 septembre. Cette arme, selon le journal, a la forme d'une tomate et un diamètre d'une trentaine de centimètres. Extrêmement maniable et lancée par une fusée, elle ne contient aucun explosif, mais est capable, par un système de guidage attiré par la chaleur dégagée par le satellite adverse, de détruire un satellite en plein vol en le heurtant de front.

L'arme, dont la fabrication a été confiée par le Pentagone à une firme de Dallas, au Texas, la Vought Corporation, au terme d'un contrat de 58,7 millions de dollars (290 millions de francs) signé au début du mois, sera opérationnelle dans deux ans environ.

LE CARDINAL MARTY EST INQUIET POUR LES HORAIRES DU CATECHISME

Le cardinal Marty a manifesté devant le conseil presbytéral de Paris son inquiétude devant l'organisation du temps scolaire qui, selon lui, ne permet pas de dégager de la place en faveur du catéchisme.

Après avoir réaffirmé le droit imprescriptible à l'exercice de la spiritualité, l'archevêque de Paris a dit : « Je suis frappé par ce fait qu'insensiblement une société nouvelle se construit, qui ne peut éliminer toute place au spirituel, en rejetant dans le domaine privé toute expression de vie religieuse. J'ai des craintes motivées en ce qui concerne l'inspiration catholétique. De fait, l'organisation des temps scolaires n'est plus dédiée au niveau national, mais par les établissements qui disposent désormais d'une certaine marge d'autonomie en application de la réforme de l'enseignement. C'est donc au chef d'établissement, en accord avec le conseil d'établissement, qu'il appartient de décider.

Le ministre de l'Éducation a cependant fixé des limites : cinq heures de classe minimum, deux après-midi minimum et quatre maximum (mercredi et samedi inclus). Les chefs d'établissement doivent, d'autre part, prendre contact notamment avec les responsables compétents dans le domaine religieux. »

Il semble qu'il y aura peu de changements cette année. Actuellement, dans les établissements de second degré, les élèves ont souvent cours le mercredi et le samedi matin. Dans l'enseignement primaire, le mercredi est entièrement libre et le samedi les enfants n'ont généralement classe que le matin.

ENVIRONNEMENT

LA CONTESTATION ANTINUCLÉAIRE

Quelque quarante mille manifestants se sont rassemblés dans le calme à Kalkar

Le grand manifestant antinucléaire organisé le samedi 24 septembre, à Kalkar, en Allemagne fédérale, dans la basse vallée du Rhin, où doit être construit un surrégénérateur, s'est déroulée dans le calme. Et pourtant quelque quarante mille manifestants, venus en majorité de Rhénanie-Westphalie, mais aussi de toutes les régions d'Allemagne et aussi de l'étranger (cinq cents environ ont été refoulés à la frontière), se sont rassemblés en face du chantier, à l'appel du comité d'action ouest-allemand pour l'environnement.

Les huit mille policiers qui avaient pris position sur les lieux et établi des barrages sur les routes menant à Kalkar ont interpellé cent douze manifestants et saisi quelques cinq mille cinq cents objets considérés comme des armes, selon les indications fournies par le ministre de l'Intérieur de Rhénanie-Westphalie.

De notre envoyé spécial

Bonn. — Le jour se lève à peine sur l'autoroute qui suit la vallée du Rhin, samedi matin, à sept heures. Des voitures de police font la « chasse aux autocars », venus de Stuttgart, Cologne et Francfort, Wiesbaden ou Coblenz. Chacun se voit blâmé d'être d'une escorte qui le somme de s'arrêter au prochain relais. Là, tout le monde débarque et passe à la fouille. Le barrage le plus solide n'est établi qu'à Marienbaum, à une dizaine de kilomètres de Kalkar. Les policiers sont en uniforme de combat : combinaison gris sombre, casque blanc à visière, masque à gaz en bandoulière. Leur tactique est aussi efficace que simple. La route est barrée par des camions qui laissent passer une voiture à la fois : examen de détail et contrôle des papiers, le tout avec politesse et même bonne humeur. Ce contrôle provoque bien sûr une queue de plusieurs kilomètres, et bon nombre de manifestants préfèrent alors partir à pied.

Les mêmes contrôles ont lieu sur la plupart des routes de l'Allemagne du Nord ainsi qu'aux frontières de la République fédérale. Un groupe de trois cents Français a été refoulé parce qu'il y avait eu un incident : c'est du moins la version policière — leur car transportait de la poudre, des billes d'acier, des casques et des pistolets d'alarme. Le samedi matin, les rues de Kalkar sont mortes. Tous les magasins de ce bourg de dix mille habitants ont baissé leurs stores. Les habitants se cachent derrière leurs portes. Dès 11 heures, plusieurs milliers de jeunes sont déjà rassemblés sur la vieille place du marché, devant l'hôtel de ville à tonnelles et à créneaux.

Dans une atmosphère de fête populaire, garçons et filles assis sur le pavé écoutent les harangues des responsables du « Mouvement fédéral des initiatives de citoyens pour la défense de l'environnement ». Ceux-ci ont le bon goût de laisser l'estrade bien souvent aux groupes de chanteurs qui attirent à cette audience des chants révolutionnaires, parfois ironiques et parfois belliqueux. Pas un policier n'est visible dans le bourg.

Sur la place, un déploiement de drapeaux rouges, avec parfois des emblèmes allant du fusil à la faucille et au marteau, témoigne du fait que toutes les variétés du marxisme-léninisme font de leur mieux pour s'infiltrer dans les mouvements écologiques. Les pancartes, cependant, révèlent des préoccupations très concrètes : « motifs de centrales nucléaires et plus de postes de travail ». Sur

TRANSPORTS

Concorde aux États-Unis

LE R.P.R. DEMANDE QUE LE GOUVERNEMENT FRANÇAIS RÉAGISSE « PAR DES ACTES »

Après les décisions de l'administration fédérale américaine autorisant Concorde à continuer à atterrir à Washington et recommandant qu'il puisse se poser sur treize autres aéroports américains, on a noté en France les réactions suivantes :

« Air France est confiant dans le jugement de la cour d'appel fédérale de l'Etat de New-York qui devrait lui permettre la mise en service de Concorde entre Paris et New-York dans les plus brefs délais. »

« Le général Jacques Mitterrand, P.-D.G. de l'Aérospatiale, trouve « intolérable » que l'administration limite à seize le nombre des aéroports où elle autorise.

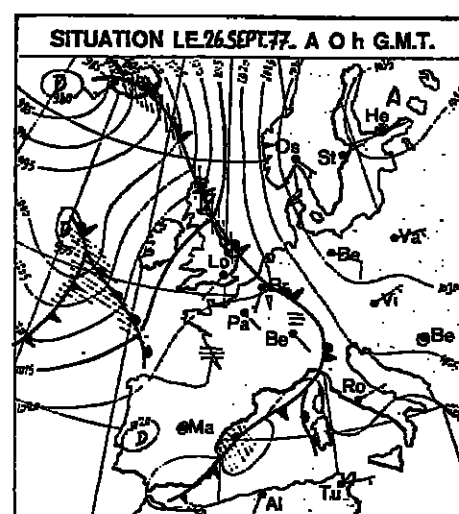
M. Claude Labbé, président du groupe R.P.R. à l'Assemblée nationale, estime que « la France ne peut accepter sans réagir par des actes, et non plus par de simples déclarations, l'échec de ses efforts pour vaincre la scandaleuse opposition du gouvernement des États-Unis à Concorde ».

M. Lucien Neuwirth, président du groupe parlementaire de soutien à Concorde, déclare : « Sans vouloir nous imposer dans le mécanisme institutionnel des États-Unis, la discrimination qui est faite à l'encontre de Concorde n'est pas admissible, et appelle, au-delà des condamnations de principe, des actions justifiées et qui sont attendues. »

محکم دلائل سے مزین

AUJOURD'HUI

MÉTÉOROLOGIE



Evolution probable du temps en France entre le lundi 26 septembre à 0 heure et le mardi 27 septembre à 24 heures :

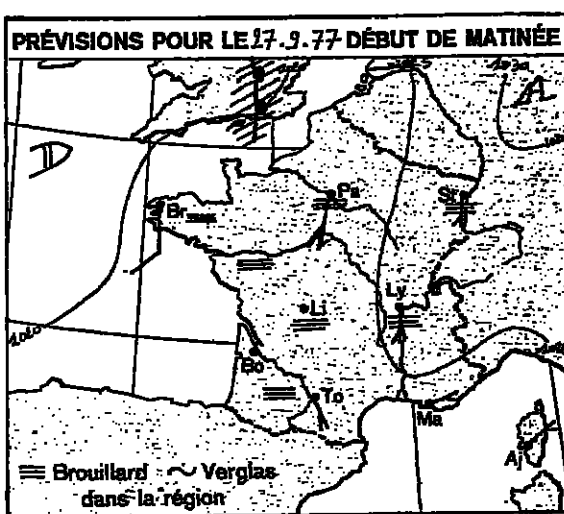
Une zone de hautes pressions persistera de la Russie à l'Espagne, et les perturbations du courant atlantique seront refoulées vers les îles Britanniques et la mer de Norvège.

Mardi 27 septembre, le temps sera généralement ensoleillé en France. Il y aura seulement des brouillards nombreux le matin et, dans la journée, des nuages passagers au voisinage de la Manche. Les vents seront faibles. Les températures

maximales seront en hausse par rapport à celles de lundi.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 26 septembre; le second, le minimum de la nuit du 26 au 27) :

Alger, 25 et 17; Amsterdam, 13 et 10; Athènes, 22 et 16; Berlin, 13 et 3; Bonn, 18 et 7; Bruxelles, 16 et 11; Casablanca, 26 et 20; Copenhague, 15 et 9; Genève, 18 et 8; Lisbonne, 25 et 19; Londres, 19 et 12; Madrid, 24 et 10; Moscou,



6 et 0; New-York, 14 et 12; Palma-de-Majorque, 23 et 15; Rome, 22 et 11; Stockholm, 13 et 3; Téhéran, 33 et 22.

Visites, conférences

MARDI 27 SEPTEMBRE

VISITES GUIDÉES ET PROMENADES. — 18 h. 41, rue Vieille-du-Temple. Mme Legrand : « Le Marais insulaire : de l'abbaye de l'Alce d'or à la maison de Nicolas Flamel » (Caisse nationale des monuments historiques).

15 h. en face du 31, rue des Francs-Bourgeois, « Promenade dans le Marais : de l'abbaye d'Albert à l'hôtel de Talard » (Mme Ferrand).

15 h. 6, rue de la Grande-Chaumière, « Le vitrail et la mosaïque ».

15 h. 1, rue de Bully, « Les salons de l'Arsenal » (Paris et son histoire).

12 h. 2, rue de la Bourse, « La Bourse au travail » (Tourisme culturel).

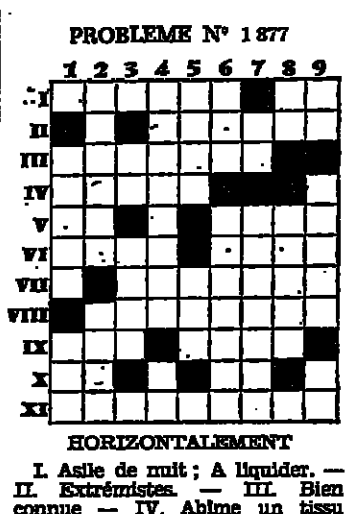
15 h. 15, port de l'église, « Saint-Germain-des-Près : passages et jardins ignorés de l'ancien village » (Visage de Paris).

CONFÉRENCES. — 20 h. 30, 38, rue de Turenne, « Techniques de développement personnel » (inscription au 277-43-31) (Centre de développement du potentiel humain).

12 h. et 20 h. 30, 13, rue de la Tour-des-Dames, « États de conscience supérieures et méditation transcendantale » (Centre de méditations transcendantales).

19 h. 30, 28, rue Bergère, M. Albert Meglin : « Les lois universelles et naturelles peuvent-elles nous rendre plus heureux : sont-elles contraignantes ? » (l'Homme et la connaissance).

MOTS CROISÉS



PROBLEME N° 1877

1. Asile de nuit; A liquider. — II. Extrémistes. — III. Bien connue. — IV. Abime un tissu défectueux. — V. Quelque chose de lyrique. — VI. Redevint vert alors qu'il était déjà bien gris. Dans le Gard. — VII. Proverbe sa détermination. — VIII. Ne disent donc mot. — IX. Faiseur de chansons; Scutien de famille. — X. Pronom. — XI. N'acceptait pas.

VERTICALEMENT

1. Ordre de départ : Est bien nourri quand la quête est bonne. — 2. Susceptibles de ne pas rester : Désert blanc. — 3. Note : Sigle. — 4. Bien bouchées; Respocté en Asie. — 5. Avec elle, il est préférable d'être du côté du manche. Points. — 6. d'un auxiliaire. Comme le coq. — 7. Divinité; Nourrit. — 8. Est très espérancieux : N'est pas de gargon. — 9. Habitantes; Sus pailier un muscle défilant; Do.

SOCIAL - ÉCONOMIE

CONFLITS ET REVENDICATIONS

La grève des agents de conduite de la S.N.C.F. sur le réseau Sud-Est est suivie de 50% à 80%

Selon la direction générale de la S.N.C.F., le mouvement de grève, déclenché le dimanche 26 septembre à 0 heure au mardi 27 septembre à 6 heures par les syndicats C.G.T., C.F.D.T., C.F.T.C. et certains autonomes des agents de conduite du réseau Sud-Est (sauf la ligne Paris-Nevers-Clermont-Ferrand), est suivi à 50 % à Paris, à 80 % à Marseille.

Dimanche, un train sur deux a été assuré sur la ligne Paris-Vintimille. Ce lundi, trois trains sur quatre étaient prévus. Pour ce qui concerne la banlieue, un train sur trois était mis en circulation, lundi comme dimanche, à partir de Paris-Lyon.

D'autre part, une certaine d'agents des Wagons-Lits ont retardé pendant une heure dimanche soir le départ du train Paris-Madrid (le Puerta del Sol) pour protester contre la décision de la S.N.C.F. d'affecter un accompagnateur pour deux voitures-lits au lieu d'un par voiture-lits comme actuellement.

Voici les prévisions de la direction de la S.N.C.F. pour le lundi 26 septembre, à partir de 13 heures :

● PARIS-LYON

13 h. 30 : Marseille (le Mistral); 14 h. 30 : Marseille; 17 h. : Marseille; 17 h. 03 : Genève-Besanccon; 18 h. 18 : Lyon; 18 h. 19 : Chambéry; 18 h. 56 : Besanccon; 19 h. 27 : Lyon; 19 h. 50 : Rome-Express; 20 h. 42 : Vintimille; 21 h. 46 : Vintimille; 22 h. 24 : Marseille; 23 h. 5 : Genève (corresp. vers Evian, Saint-Gervais et Bourg-Saint-Maurice); 23 h. 40 : Grenoble; 23 h. 53 : Venise-Berne.

En outre, les trains suivants

IMMENSE GARDE-MEUBLES BAILLY 148, AV. DU MAINE 75014 PARIS 567.43.00

EMPLOI

LES RESPONSABLES PATRONAUX DU RHONE SE FÉLICITENT DES PREMIERS RÉSULTATS DE L'ACTION MENÉE EN FAVEUR DES JEUNES.

(De notre correspondant régional.)

Lyon. — Le Groupement interprofessionnel lyonnais (GIL), antenne locale du C.N.P.F., s'est félicité au cours d'une conférence de presse, des premiers résultats de l'action menée auprès des chefs d'entreprise pour favoriser l'emploi des jeunes. Le président du GIL a indiqué qu'au cours des trois premières semaines de septembre, 2 871 embauches avaient été réalisées ou étaient sur le point de l'être dans le département du Rhône.

En dehors des embauches normales à cette époque — près d'un millier — 1 938 jeunes demandeurs d'emploi ont bénéficié des mesures exceptionnelles : 565 places sous contrat emploi-formation, 612 en stage d'entreprise et 556 en apprentissage. Dans la région Rhône-Alpes, on dénombre 60 000 demandeurs d'emploi. Le département du Rhône devrait être en mesure, affirment les responsables du GIL, de réaliser d'ici la fin de l'année les 5 000 ou 6 000 embauches susceptibles d'éponger une bonne partie des demandes émanant des jeunes. Selon les premières observations, toutes les branches d'activité ont répondu favorablement à cette opération.

Journal officiel

Sont publiés au Journal officiel du 25 septembre 1977 :

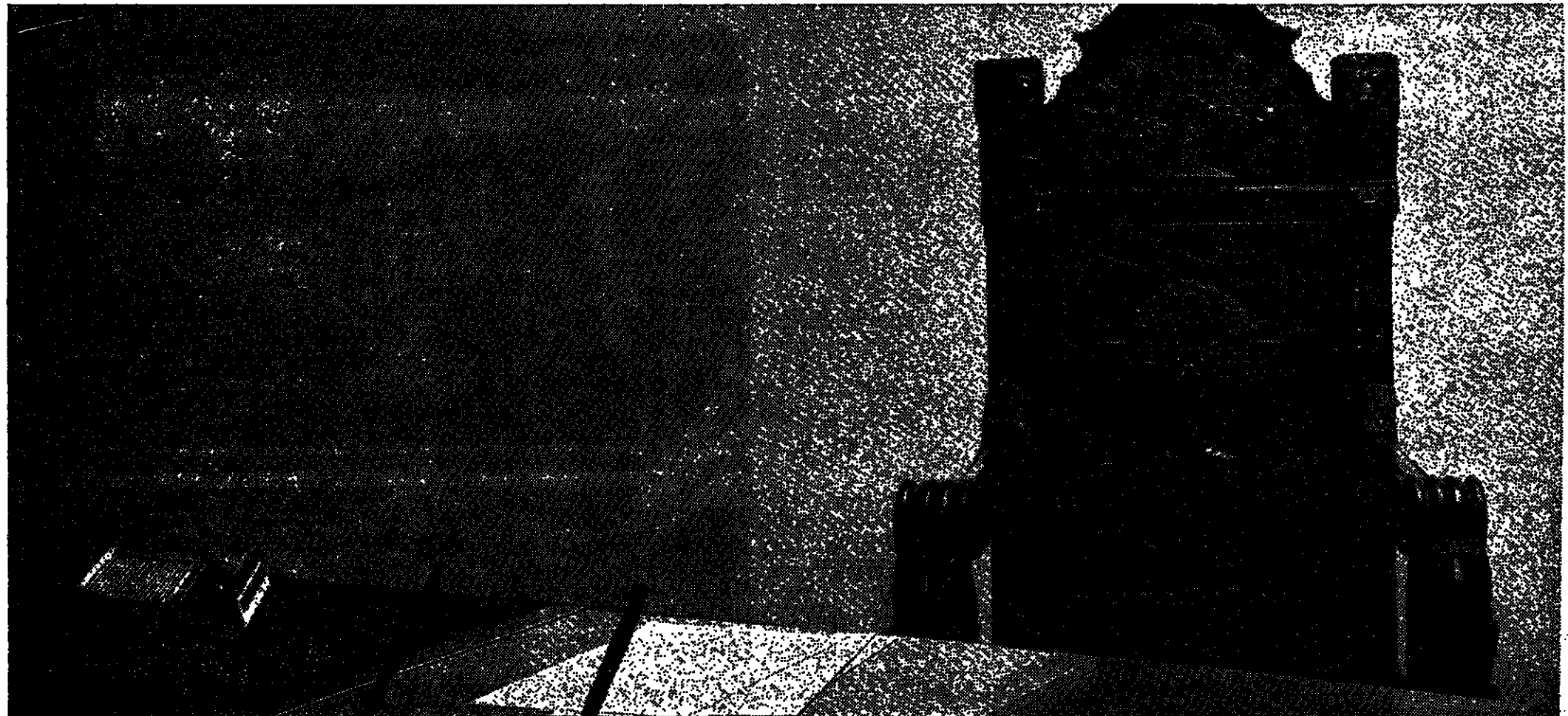
DES DECRETS

● Définissant les lignes de base droites servant à la détermination des lignes de base à partir desquelles est mesurée la largeur des eaux territoriales françaises adjacentes à la collectivité territoriale de Mayotte;

● Définissant les lignes de base droites et les lignes de fermeture des baies servant à la détermination des lignes de base à partir desquelles est mesurée la largeur des eaux territoriales françaises adjacentes au département de Saint-Pierre-et-Miquelon.

Vie pratique

● Les cartes d'identité dans les mairies. — Au mois d'octobre, une antenne de la préfecture de police, installée dans les mairies d'arrondissement (2^e, 7^e, 8^e, 9^e, 10^e, 12^e, 16^e, 18^e, 19^e, 20^e) délivrera sur-le-champ les cartes d'identité, passeports et cartes grises aux personnes domiciliées dans ces arrondissements. Les autres arrondissements de la capitale possèdent depuis le mois de juin un tel service de la préfecture de police.



Pour rester un roi en affaires, accédez dès maintenant à l'informatique répartie.

En affaires, il est difficile de se maintenir en tête. Vous devez exiger pour cela un maximum d'efficacité de chaque collaborateur, à tous les niveaux. Et à tous les postes : bureaux, usines, et entrepôts.

La solution : démocratiser votre puissance informatique. Nous vous proposons une manière simple et sans risque d'y parvenir.

Ne surchargez plus votre ordinateur central. Avec toutes les complications que cela entraîne. Confiez votre prochaine application à un système Digital Equipment qui la traitera soit en autonome, soit

en liaison avec votre ordinateur. Ce sera votre premier pas vers l'informatique répartie. Etape après étape, vous décentraliserez la puissance là où le besoin existe. Juste ce qu'il faut, quand il le faut. Vous conserverez ainsi le contrôle complet des opérations. Les résultats ne tarderont pas. Notre idée a déjà porté ses fruits dans de nombreuses grandes entreprises européennes : banques, compagnies d'assurances, industries de transformation, réseaux de distribution, compagnies de transport. Partout où une plus grande efficacité

est recherchée. Informez-vous. Digital Equipment est le pionnier de l'informatique répartie, avec une gamme d'ordinateurs couvrant tous les besoins. Notre expérience est fondée sur plus de 90.000 installations à travers le monde.

Pour recevoir notre documentation, veuillez adresser votre carte de visite à : Jean-Daniel BAIN, Digital Equipment France, 18 rue Saarinen, Silic 225, 94528 Rungis Cedex. Tél. 687 23 33, Bruxelles (02) 733 96 50, Genève (022) 93 33 11.

digital

Digital Equipment Corporation

L'informatique répartie pour une gestion efficace.

SICOB SUD 133204 Niveau 3

مكثا من الأصل

OC4

CONFLITS ET REVENDICATIONS

La grève des agents de conduite de la S.N.C.F. sur le réseau Sud-Est est suivie de 50 %

La direction générale de la S.N.C.F. a annoncé la reprise du travail des agents de conduite de la S.N.C.F. sur le réseau Sud-Est. Les agents de conduite de la S.N.C.F. ont voté la grève pour protester contre la dégradation des conditions de travail. La grève a débuté à 6 heures ce mardi 26 septembre. Les agents de conduite de la S.N.C.F. ont voté la grève pour protester contre la dégradation des conditions de travail. La grève a débuté à 6 heures ce mardi 26 septembre.

La grève des agents de conduite de la S.N.C.F. sur le réseau Sud-Est est suivie de 50 %

La direction générale de la S.N.C.F. a annoncé la reprise du travail des agents de conduite de la S.N.C.F. sur le réseau Sud-Est. Les agents de conduite de la S.N.C.F. ont voté la grève pour protester contre la dégradation des conditions de travail. La grève a débuté à 6 heures ce mardi 26 septembre.

La grève des agents de conduite de la S.N.C.F. sur le réseau Sud-Est est suivie de 50 %

La direction générale de la S.N.C.F. a annoncé la reprise du travail des agents de conduite de la S.N.C.F. sur le réseau Sud-Est. Les agents de conduite de la S.N.C.F. ont voté la grève pour protester contre la dégradation des conditions de travail. La grève a débuté à 6 heures ce mardi 26 septembre.

La grève des agents de conduite de la S.N.C.F. sur le réseau Sud-Est est suivie de 50 %

La direction générale de la S.N.C.F. a annoncé la reprise du travail des agents de conduite de la S.N.C.F. sur le réseau Sud-Est. Les agents de conduite de la S.N.C.F. ont voté la grève pour protester contre la dégradation des conditions de travail. La grève a débuté à 6 heures ce mardi 26 septembre.

La grève des agents de conduite de la S.N.C.F. sur le réseau Sud-Est est suivie de 50 %

La direction générale de la S.N.C.F. a annoncé la reprise du travail des agents de conduite de la S.N.C.F. sur le réseau Sud-Est. Les agents de conduite de la S.N.C.F. ont voté la grève pour protester contre la dégradation des conditions de travail. La grève a débuté à 6 heures ce mardi 26 septembre.

La grève des agents de conduite de la S.N.C.F. sur le réseau Sud-Est est suivie de 50 %

La direction générale de la S.N.C.F. a annoncé la reprise du travail des agents de conduite de la S.N.C.F. sur le réseau Sud-Est. Les agents de conduite de la S.N.C.F. ont voté la grève pour protester contre la dégradation des conditions de travail. La grève a débuté à 6 heures ce mardi 26 septembre.

La grève des agents de conduite de la S.N.C.F. sur le réseau Sud-Est est suivie de 50 %

La direction générale de la S.N.C.F. a annoncé la reprise du travail des agents de conduite de la S.N.C.F. sur le réseau Sud-Est. Les agents de conduite de la S.N.C.F. ont voté la grève pour protester contre la dégradation des conditions de travail. La grève a débuté à 6 heures ce mardi 26 septembre.

La grève des agents de conduite de la S.N.C.F. sur le réseau Sud-Est est suivie de 50 %

La direction générale de la S.N.C.F. a annoncé la reprise du travail des agents de conduite de la S.N.C.F. sur le réseau Sud-Est. Les agents de conduite de la S.N.C.F. ont voté la grève pour protester contre la dégradation des conditions de travail. La grève a débuté à 6 heures ce mardi 26 septembre.

La grève des agents de conduite de la S.N.C.F. sur le réseau Sud-Est est suivie de 50 %

La direction générale de la S.N.C.F. a annoncé la reprise du travail des agents de conduite de la S.N.C.F. sur le réseau Sud-Est. Les agents de conduite de la S.N.C.F. ont voté la grève pour protester contre la dégradation des conditions de travail. La grève a débuté à 6 heures ce mardi 26 septembre.

La grève des agents de conduite de la S.N.C.F. sur le réseau Sud-Est est suivie de 50 %

La direction générale de la S.N.C.F. a annoncé la reprise du travail des agents de conduite de la S.N.C.F. sur le réseau Sud-Est. Les agents de conduite de la S.N.C.F. ont voté la grève pour protester contre la dégradation des conditions de travail. La grève a débuté à 6 heures ce mardi 26 septembre.

La grève des agents de conduite de la S.N.C.F. sur le réseau Sud-Est est suivie de 50 %

La direction générale de la S.N.C.F. a annoncé la reprise du travail des agents de conduite de la S.N.C.F. sur le réseau Sud-Est. Les agents de conduite de la S.N.C.F. ont voté la grève pour protester contre la dégradation des conditions de travail. La grève a débuté à 6 heures ce mardi 26 septembre.

La grève des agents de conduite de la S.N.C.F. sur le réseau Sud-Est est suivie de 50 %

La direction générale de la S.N.C.F. a annoncé la reprise du travail des agents de conduite de la S.N.C.F. sur le réseau Sud-Est. Les agents de conduite de la S.N.C.F. ont voté la grève pour protester contre la dégradation des conditions de travail. La grève a débuté à 6 heures ce mardi 26 septembre.

La grève des agents de conduite de la S.N.C.F. sur le réseau Sud-Est est suivie de 50 %

La direction générale de la S.N.C.F. a annoncé la reprise du travail des agents de conduite de la S.N.C.F. sur le réseau Sud-Est. Les agents de conduite de la S.N.C.F. ont voté la grève pour protester contre la dégradation des conditions de travail. La grève a débuté à 6 heures ce mardi 26 septembre.

La grève des agents de conduite de la S.N.C.F. sur le réseau Sud-Est est suivie de 50 %

La direction générale de la S.N.C.F. a annoncé la reprise du travail des agents de conduite de la S.N.C.F. sur le réseau Sud-Est. Les agents de conduite de la S.N.C.F. ont voté la grève pour protester contre la dégradation des conditions de travail. La grève a débuté à 6 heures ce mardi 26 septembre.

La grève des agents de conduite de la S.N.C.F. sur le réseau Sud-Est est suivie de 50 %

La direction générale de la S.N.C.F. a annoncé la reprise du travail des agents de conduite de la S.N.C.F. sur le réseau Sud-Est. Les agents de conduite de la S.N.C.F. ont voté la grève pour protester contre la dégradation des conditions de travail. La grève a débuté à 6 heures ce mardi 26 septembre.

La grève des agents de conduite de la S.N.C.F. sur le réseau Sud-Est est suivie de 50 %

La direction générale de la S.N.C.F. a annoncé la reprise du travail des agents de conduite de la S.N.C.F. sur le réseau Sud-Est. Les agents de conduite de la S.N.C.F. ont voté la grève pour protester contre la dégradation des conditions de travail. La grève a débuté à 6 heures ce mardi 26 septembre.

La grève des agents de conduite de la S.N.C.F. sur le réseau Sud-Est est suivie de 50 %

La direction générale de la S.N.C.F. a annoncé la reprise du travail des agents de conduite de la S.N.C.F. sur le réseau Sud-Est. Les agents de conduite de la S.N.C.F. ont voté la grève pour protester contre la dégradation des conditions de travail. La grève a débuté à 6 heures ce mardi 26 septembre.

La grève des agents de conduite de la S.N.C.F. sur le réseau Sud-Est est suivie de 50 %

La direction générale de la S.N.C.F. a annoncé la reprise du travail des agents de conduite de la S.N.C.F. sur le réseau Sud-Est. Les agents de conduite de la S.N.C.F. ont voté la grève pour protester contre la dégradation des conditions de travail. La grève a débuté à 6 heures ce mardi 26 septembre.

La grève des agents de conduite de la S.N.C.F. sur le réseau Sud-Est est suivie de 50 %

La direction générale de la S.N.C.F. a annoncé la reprise du travail des agents de conduite de la S.N.C.F. sur le réseau Sud-Est. Les agents de conduite de la S.N.C.F. ont voté la grève pour protester contre la dégradation des conditions de travail. La grève a débuté à 6 heures ce mardi 26 septembre.

La grève des agents de conduite de la S.N.C.F. sur le réseau Sud-Est est suivie de 50 %

F.M.I.
L'assemblée générale s'ouvre dans l'inquiétude suscitée par la conjoncture

Les assemblées générales annuelles du Fonds monétaire international (F.M.I.) et de la Banque mondiale pour la reconstruction et le développement, qui se tiennent à Washington du 26 au 30 septembre, se sont ouvertes lundi dans un climat d'inquiétude qui contraste singulièrement avec l'optimisme nouveau dont fait preuve le président de la Banque mondiale, M. McNamara, devant le F.M.I. Ce n'est plus la grande confu-

sion sur les marchés des changes qui suscite des craintes, comme l'année dernière, mais bien la conjoncture très « décevante » régnant dans les pays industrialisés. Autres sujets de préoccupation : les « états d'âme » d'une partie de l'opinion allemande, qui serait déconçue par le cours des événements, et la montée de l'endettement international, plus particulièrement de celui des pays du tiers-monde.

De notre envoyé spécial

Washington. — Au moment où nous écrivons, on ne sait pas encore à quelle heure de la journée le président Carter viendra souhaiter la bienvenue aux délégués des quelque cent trente et un pays membres du F.M.I. et de la Banque mondiale (3500 personnes, en comptant les spouses et les invités) qui participent à l'assemblée générale annuelle de ces deux institutions. L'hôtel Sheraton, où se retrouvent les ambassadeurs des années passées. Personnalités officielles des pays d'Afrique et d'Asie, élus de leurs gouvernements nationaux (à moins qu'ils ne soient d'une autre nationalité), accompagnés de leurs familles, obéissent les gentlemen de la finance internationale, parmi lesquels de nombreux banquiers français.

Dans son discours d'ouverture, M. Johannes Witteveen, qui aura abandonné ses fonctions de directeur général du F.M.I. lors de la prochaine assemblée générale, a donné le ton. Son discours a été, en tous points, consacré aux inquiétudes que suscite la « décevante » conjoncture des pays industrialisés, comme l'avait déjà souligné samedi, au comité préparatoire (composé de vingt ministres représentant l'ensemble des pays membres, dont certains sont membres par groupes), le secrétaire général du P.O.C.E., M. Van der Stoep, en insistant sur l'importance de l'activité dans les pays européens.

La nouvelle « facilité » de crédit, qui porte le nom de M. Witteveen, a déjà recueilli près de 10 milliards de dollars, mis à sa disposition par l'Arabie Saoudite, quelques autres États pétroliers, les États-Unis, l'Allemagne fédérale, le Japon et quelques pays industrialisés moins importants (mais pas la France, qui a de bonnes raisons de garder ses réserves pour d'autres usages). M. Witteveen estime que, dans l'avenir, le F.M.I. devrait compter davantage sur ses ressources ordinaires, ce qui a amené le directeur général à exprimer les espoirs qu'il met dans les discussions en cours sur la septième augmentation des quotas. Celle-ci devrait être d'environ 50 %, tant que les Neuf

ont déjà pour leur part approuvé (avec quelques réserves allemandes, attitude classique de la part des pays créanciers).

Le plus intéressant est de noter que la dernière augmentation (de 32,5 %), décidée il y a vingt et un mois à la Jamaïque, n'est toujours pas ratifiée par un nombre suffisant de pays pour devenir exécutoire. Mais dans le monde de l'inflation, les besoins de liquidités sont si pressants qu'il ne faut pas perdre de temps pour prévoir une nouvelle émission avant que la précédente n'ait encore eu l'occasion de répondre à ses besoins. Le comité préparatoire, qui s'est réuni samedi 24 septembre toute la journée pour préparer l'assemblée générale, tiendra sa prochaine session à Mexico les 22 et 23 mars 1978, pour se prononcer sur la septième augmentation des quotas-pays.

Une réunion en aparté

Plus discrète aura été, une fois de plus, la réunion en aparté des ministres des finances des Cinq : États-Unis, France, Grande-Bretagne, Allemagne fédérale, Japon (accompagnés des gouverneurs des banques centrales et des directeurs du Trésor). Il s'est agi cette année d'un dîner qui a eu lieu au département d'État (on se souvient qu'en septembre 1976 la rencontre avait eu lieu à l'occasion d'un dîner dans un restaurant de Versailles, La Lanterne, qui avait beaucoup intrigué parce que M. Raymond Barre y avait assisté). Bien qu'aucune décision n'ait été prise, l'impression se confirme qu'il pourrait bien y avoir une nouvelle conférence « au sommet » des Sept (les Cinq plus l'Italie et le Canada) au printemps de 1978.

Les hauts fonctionnaires chargés de préparer le précédent « sommet » de Londres qui eut lieu les 7 et 8 mai dernier se rencontreront vendredi prochain à Washington pour discuter des suites qui ont été données à cette réunion, au cours de laquelle aucune décision n'avait été prise, sinon l'engagement assez imprécis des pays à position extérieure forte (Allemagne occidentale et Japon) d'atteindre les objectifs qu'ils s'étaient plus ou moins fixés au début de l'année en matière de croissance. Les hauts fonctionnaires en question (il s'agit pour la France de M. Bernard Clappier, gouverneur de la Banque de France) constateront à leur tour qu'on est loin du compte. Ce sera peut-être une nouvelle occasion pour les Américains de s'en prendre avec une particulière virulence aux Japonais, auxquels ils reprochent l'insuffisance relative de leurs importations.

La « démolition » des Allemands

Des entretiens multiples qui se déroulent en marge de la réunion de Washington, on peut retenir les deux thèmes suivants qui sont susceptibles d'imprévisibles développements. L'un est que tout le monde constate l'extrême inquiétude, pour ne pas parler de la démolition dont font preuve les Allemands sur la situation de leur pays. Tel ministre du gouvernement de Bonn a dit en substance : les habitants de la R.F.A. se posent pour la première fois des questions sur les fondements de leur société. L'autre sujet de préoccupation est la montée de l'endettement international, et plus particulièrement de l'endettement des pays du tiers-monde auprès des banques commerciales. On ne trouve plus guère de financier relevant du secteur public ou du secteur privé pour partager l'optimisme dont fait preuve le F.M.I. dans son rapport, estimant que le risque de défauts de paiements avec toutes les conséquences qui pourraient s'ensuivre avait diminué par rapport à l'année dernière.

Au cours d'une réunion à cinq qui avait eu lieu il y a deux ans en pareille circonstance à bord d'un yacht présidentiel, le *Sequoia* (vendu depuis lors par la plus

FAITS ET CHIFFRES

Affaires

● **Contrat sociétal pour B.S.N.-Gervais-Danone ?** — La marque de bière Kronenbourg sera-t-elle bientôt distribuée en J.R.S.S. ? Les responsables de la division boissons du groupe B.S.N.-Gervais-Danone l'espèrent, qui sont sur les rangs pour la réalisation d'une brasserie géante (15 millions d'hectolitres par an) à Moscou. B.S.N.-Gervais-Danone pourrait apporter son « savoir-faire », et plusieurs entreprises françaises d'équipement seraient associées à la construction de cette brasserie, qui serait édifiée par les Soviétiques. La première tranche de travaux prévus atteindrait 200 millions de francs.

Agriculture

● **La Fédération nationale des producteurs de lait (F.N.P.L.)** a décidé de s'opposer au prélèvement de la taxe de « corrépondance » mise en place depuis le 6 septembre (le *Monde* du 6 septembre). Les représentants de la F.N.P.L. viennent d'annoncer à l'occasion de l'assemblée générale de l'interprofession laitière qu'ils demanderaient à leurs fédérations départementales d'intervenir afin que soit « interdit tout prélèvement de corrépondance jusqu'à nouvel ordre ».

Énergie

● **Une nouvelle augmentation** de 5 % des prix du pétrole sera décidée lors de la prochaine conférence de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (O.P.E.P.), indique le quotidien *Wall Street Journal*, dans son édition du 25 septembre. Des contacts ont lieu actuellement à cet effet, entre les membres de l'O.P.E.P. Certains pays, précise *Wall Street Journal*, réclament une augmentation de 10 cents à 15 cents par baril, mais un compromis aurait été atteint avec une augmentation de 5 %. — (A.F.P.)

GUERRES ET CRISES 1914-1947

Ce livre fait partie de l'ensemble HISTOIRE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE DU MONDE, en six volumes sous la direction de Pierre LÉON

En souscription

jusqu'au 31 octobre 1977 Renseignez-vous chez votre libraire, ou à défaut chez A. Colin, 103, bd St-Michel, 75005 Paris - Tél. : 329.12.19

ARMAND COLIN

Préparation au concours

Médecine

PHARMACIE-DENTAIRE
● Encadrement annuel par CHU
● Année préparatoire
6 CENTRES
CEPES
Tél. 51.51.54 ou 745.69.19

PRÉPAREZ LE DIPLOME D'ÉTAT D'EXPERT COMPTABLE

Aucun diplôme exigé
Aucune limite d'âge
Demandes le nouveau guide gratuit numéro 58
ÉCOLE PRÉPARATOIRE D'ADMINISTRATION
École privée fondée en 1873
soumise au contrôle pédagogique de l'État
4, rue des Petits-Champs, 75009 PARIS - CEDEX 12

CLOTURE DES JEUX MARDI APRÈS-MIDI

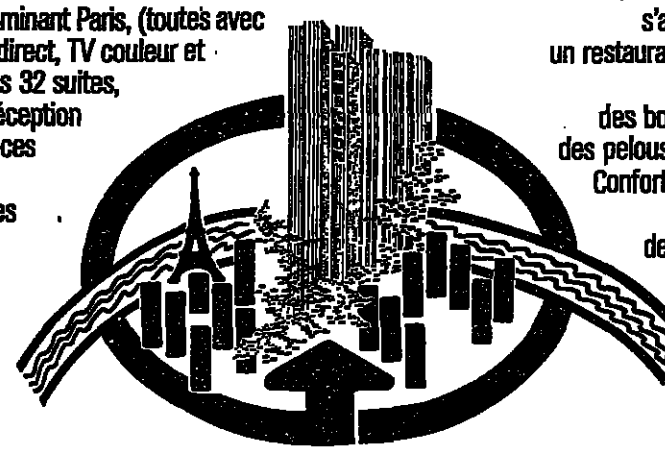
Notices à votre disposition chez les dépositaires



ne restez pas aux portes de Paris, venez à Montparnasse à l'Hôtel Sheraton

En plein cœur de Montparnasse, le Sheraton est le plus grand hôtel de la Rive Gauche avec ses 1.000 chambres vastes et silencieuses dominant Paris, (toutes avec bar, téléphone direct, TV couleur et films vidéo), ses 32 suites, ses salles de réception et de conférences spacieuses, ses 2.500 places de parking.

Le Sheraton, c'est aussi une table gastronomique réputée "Le Montparnasse 25", un bar feutré "Le Corail" où il fait bon s'attarder, "La Ruche" un restaurant à service rapide (de 7 h à 23 h), des boutiques luxueuses, des pelouses et des jardins... Confort, calme, détente et élégance. Le cœur de Paris bat vraiment au Sheraton.



pour réserver : 260 35 11

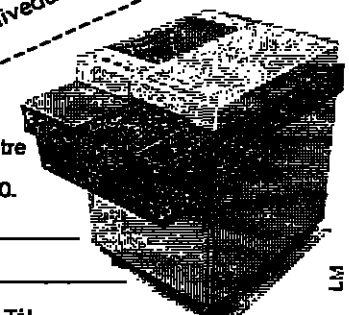
Paris-Sheraton Hotel

Parce que la compétition est forte notre copieur Océ 1700 se devait d'être le meilleur. Tant mieux pour vous.



Le copieur Océ 1700 peut vous aider à être gagnant dans bien des domaines. Vous attendez d'un copieur des copies impeccables ? Elles le sont. Vous attendez d'un copieur comme l'Océ 1700 environ 40 copies à la minute ? Vous les aurez. Vous attendez d'un copieur comme l'Océ 1700 qu'il soit fiable et qu'il n'ait besoin que d'un minimum d'entretien ? C'est fait. Et pour votre budget, la tarification de l'Océ 1700 est si simple qu'elle vous permet de connaître à l'avance le prix de revient exact de vos copies. N'est-ce pas un langage sérieux ? Le copieur Océ 1700 a été conçu par Océ. Un des grands noms de la reprographie dans le monde.

Copieurs Océ. Un choix réfléchi.



Nos copieurs seront en démonstration au Sibol, niveau 5, zone E, stand 5500

Nom _____ J'aimerais être plus amplement informé sur l'Océ 1700.
Raison sociale de l'entreprise _____
Adresse _____ Tél. _____



Océ-Photosia S.A. 27, rue Cuvier - 93107 Montreuil Cedex - Tél. 374.11.35.

Asnières : 790.61.75 - Bordeaux : 29.23.29 - Grenoble : 87.76.04 - Lille : 55.11.24 - Lyon : 20.60.34 - Marseille : 48.69.16 - Nancy : 51.42.51 - Montreuil : 657.12.24 - Nantes : 46.54.84 - Paris : 742.90.65 - Rouen : 65.22.64 - Strasbourg : 32.64.18 - Toulouse : 40.07.39.

صكزامن الأصل

Votre fils aborde un cap difficile.

Dans deux ans, il aura fini ses études. Ce sera pour lui le moment de s'installer. Il aura besoin d'argent et les emprunts ne régleront pas tout. Vous voulez pouvoir lui faire le moment venu? Avez-vous pensé aux Bons de la Caisse d'épargne Ecureuil?

Vous les achetez selon vos possibilités, vous les transmettez à votre convenance. En cas de besoin, vous pouvez vous les faire rembourser dès la fin du troisième mois de souscription, sans frais, ni formalités. Ils sont au porteur. En attendant, ils vous rapportent, en toute sécurité, un intérêt substantiel.

• Coupures de 100 à 10.000 francs. • Intérêts progressifs de 3 mois à 5 ans. • Taux: 9,75% (taux actuariel brut sur 5 ans).

Mettez votre argent du bon côté.

BONS ANONYMES DE L'ECUREUIL

L'Hôtel Lydia Playa
Port-Barcarès en Roussillon
vous offre :

Un week-end gratuit
pour organiser votre
prochain séminaire
d'hiver.

Un séminaire réussi, ça s'organise à l'avance sur place. Pour réussir celui que vous prévoyez entre le 1^{er} novembre et le 15 mars, l'Hôtel Lydia Playa vous invite en week-end ou en semaine, voyage et hébergement compris.

A bientôt
Contactez notre service
commercial.

Hôtel Lydia Playa
11440
Port-Barcarès
Tél (06) 6120102
Téléc 500517

* Pour tout séminaire
de 30 pers. et 4 jours.

VERS L'EXPERTISE
COMPTABLE

préparation au

D.E.C.S.

et à l'examen probatoire
L'ECOLE CHEZ SOI
enseignement privé à distance

1, rue Thévenard
75240 PARIS CEDEX 05
Tél : 329.21.99

SOCIAL - ÉCONOMIE

AFFAIRES

Deux administrateurs de Manufrance démissionnent

De notre correspondant

Saint-Etienne. — M. Henri Fontvieille, P.-D.G. de Manufrance, devait défendre, lundi 26 septembre, devant le tribunal de commerce de Lyon, la position du conseil d'administration de la firme stéphanoise : le plan des curateurs serait accepté à condition que soient apportés certains amendements, notamment en ce qui concerne les licenciements. C'est ce qui a été adopté, samedi 24 septembre, au cours d'une réunion à laquelle assistaient quatre administrateurs, deux ayant fait parvenir un pouvoir et deux autres étant démissionnaires.

Ces deux derniers sont MM. Maurice Pingaud et Henri Jacob. Président de la Confédération (Compagnie française du Grand-Delta), M. Pingaud estime que le conseil d'administration, désormais, ne dispose pratiquement plus d'un pouvoir. Quant à M. Jacob, transporteur, ancien président de la chambre de commerce et d'industrie de Saint-Etienne, au principal actionnaire, la responsabilité de ses décisions au principal actionnaire de la ville de Saint-Etienne, « la dégradation ne fait que s'accroître et le refus d'appliquer un plan réaliste rend la catastrophe inévitable ».

L'U.G.I.C.T.-C.G.T. a rappelé, samedi 24 septembre, au cours d'une conférence de presse, son opposition au plan des curateurs. Celui-ci, présenté par M. Valentini, directeur du département des produits manufacturés de Manufrance, apporte « la preuve que d'autres solutions sont possibles », estime la C.G.T., mais elle est en désaccord avec les solutions qu'il préconise pour l'emploi et la relance.

Les cadres cégétistes, « devant la dégradation des négociations », se sont déclarés prêts « à appliquer les formes d'action les plus dures » avec l'appui de tous les salariés.

● M. Jacques Borel, ancien P.-D.G. de la société Jacques Borel International, vient de constituer une nouvelle société : J.B. Entreprises, qui a pour objet « toutes activités de conseils et d'études commerciales, sociales et financières ».

SYNDICATS

LE MOMENT EST VENU DE RELANCER LES NÉGOCIATIONS SOCIALES

déclare M. Bergeron

« Le moment est désormais venu de relancer les négociations conventionnelles », a déclaré, le 24 septembre, à Montélimar, M. André Bergeron, le secrétaire général de F.O. à l'occasion d'une conférence de presse.

« Nous savons que des tentatives sur les négociations sociales ont été mises au point au ministère du travail et à l'hôtel Matignon. Il faut désormais les sortir ».

« Nous avons obtenu du C.N.P.F., a poursuivi M. André Bergeron, que des négociations s'engagent tout de suite en vue d'étendre la mensualisation aux quelque quatre cent mille salariés qui n'en bénéficient pas encore. Nous demandons, de plus, l'ouverture de négociations pour l'attribution d'une cinquième semaine de congés payés à tous les travailleurs ».

A L'ÉTRANGER

Les revenus aux États-Unis

DU RICHE ALASKA AU PAUVRE MISSISSIPPI...

Les États du Sud restent les plus pauvres des États-Unis, bien que les revenus continuent à y progresser plus rapidement que dans le reste du pays, indique une étude publiée par le département américain du commerce.

Selon cette étude, le revenu moyen par habitant des États-Unis a été l'an dernier de 5.390 dollars (5.695 F par mois environ), en hausse de 0,3 % par rapport à 1975. La situation variait cependant considérablement d'une région à l'autre : le revenu moyen par habitant du Mississippi, le plus faible du pays avec 4.530 dollars (4.887 F par mois), étant inférieur de plus de moitié à celui de l'Alaska, le plus riche avec 10.415 dollars (11.240 F par mois).

Sur les cinq États les plus pauvres quatre sont des États du Sud profond : le Mississippi, l'Arkansas, l'Alabama et la Caroline du Sud. Le cinquième champion de la pauvreté était le Dakota du Sud, grand État céréalière, où les revenus n'ont augmenté que de 2 % l'an dernier en raison de la baisse des cours du blé.

La Géorgie, la Caroline du Nord, la Louisiane et le Tennessee, autres États du Sud profond, figuraient également parmi les quinze États les plus pauvres avec des revenus inférieurs de 13 à 16 % à la moyenne nationale. Pourtant, le revenu par habitant des États du Sud, à l'exception de l'Arkansas, a progressé l'an dernier de 10,4 à 12 %, soit nettement plus rapidement que la moyenne nationale.

À l'autre bout de l'échelle, le Texas où le revenu par habitant est le plus élevé sont, outre l'Alaska, le district de Columbia (la capitale fédérale) avec 9.967 dollars (10.660 F par mois), le New-Jersey, 7.380 dollars (7.875 F par mois), le Connecticut, 7.356 dollars (7.853 F par mois) et l'Illinois, 7.347 dollars (7.840 F par mois). La Californie vient en septième position avec 7.033 dollars (7.530 F par mois) et l'État de New-York en dixième avec 7.019 dollars (7.524 F). — (A.F.P.)

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR	UN MOIS	TROIS MOIS	SIX MOIS
	+ Bas - Haut	Bas - au Dép.	Bas - au Dép.	Bas - au Dép.
U.S.	4,8255 4,8280	+ 45 + 50	+ 100 + 200	+ 200 + 400
£ can.	4,5946 4,5949	+ 10 + 50	+ 110 + 150	+ 270 + 300
Yen (100)	1,8460 1,8480	+ 35 + 60	+ 100 + 150	+ 250 + 300
D.M.	2,1155 2,1180	+ 50 + 100	+ 200 + 250	+ 470 + 500
Florin	1,9560 2,0888	+ 50 + 90	+ 150 + 200	+ 350 + 400
F.S. (100)	13,7280 13,7550	+ 100 + 200	+ 200 + 300	+ 350 + 400
P.S.	2,0990 2,0925	+ 30 + 120	+ 200 + 320	+ 370 + 400
£ (1 000)	5,5740 5,5840	+ 400 + 500	+ 1000 + 1200	+ 1700 + 2000
£	5,3880 5,3940	+ 120 + 200	+ 350 + 450	+ 750 + 900

TAUX DES EURO-MONNAIES

	3 1/4	4	5 1/4	6 1/4	7 1/4	8 1/4	9 1/4	10 1/4	11 1/4	12 1/4
D.M.	3 1/4	4	5 1/4	6 1/4	7 1/4	8 1/4	9 1/4	10 1/4	11 1/4	12 1/4
£ U.S.	6 1/2	7 1/2	8 1/4	9 1/4	10 1/4	11 1/4	12 1/4	13 1/4	14 1/4	15 1/4
Florin	0 3/4	1 1/4	2 1/4	3 1/4	4 1/4	5 1/4	6 1/4	7 1/4	8 1/4	9 1/4
F. suisse	5 1/2	6 1/2	7 1/4	8 1/4	9 1/4	10 1/4	11 1/4	12 1/4	13 1/4	14 1/4
£	10	15	20	25	30	35	40	45	50	55
£	5 1/2	6 1/2	7 1/4	8 1/4	9 1/4	10 1/4	11 1/4	12 1/4	13 1/4	14 1/4
F. français	7 1/4	8 1/4	9 1/4	10 1/4	11 1/4	12 1/4	13 1/4	14 1/4	15 1/4	16 1/4

Notes données ci-dessus les cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises tels qu'ils étaient indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.



Reservation : 225 99 06

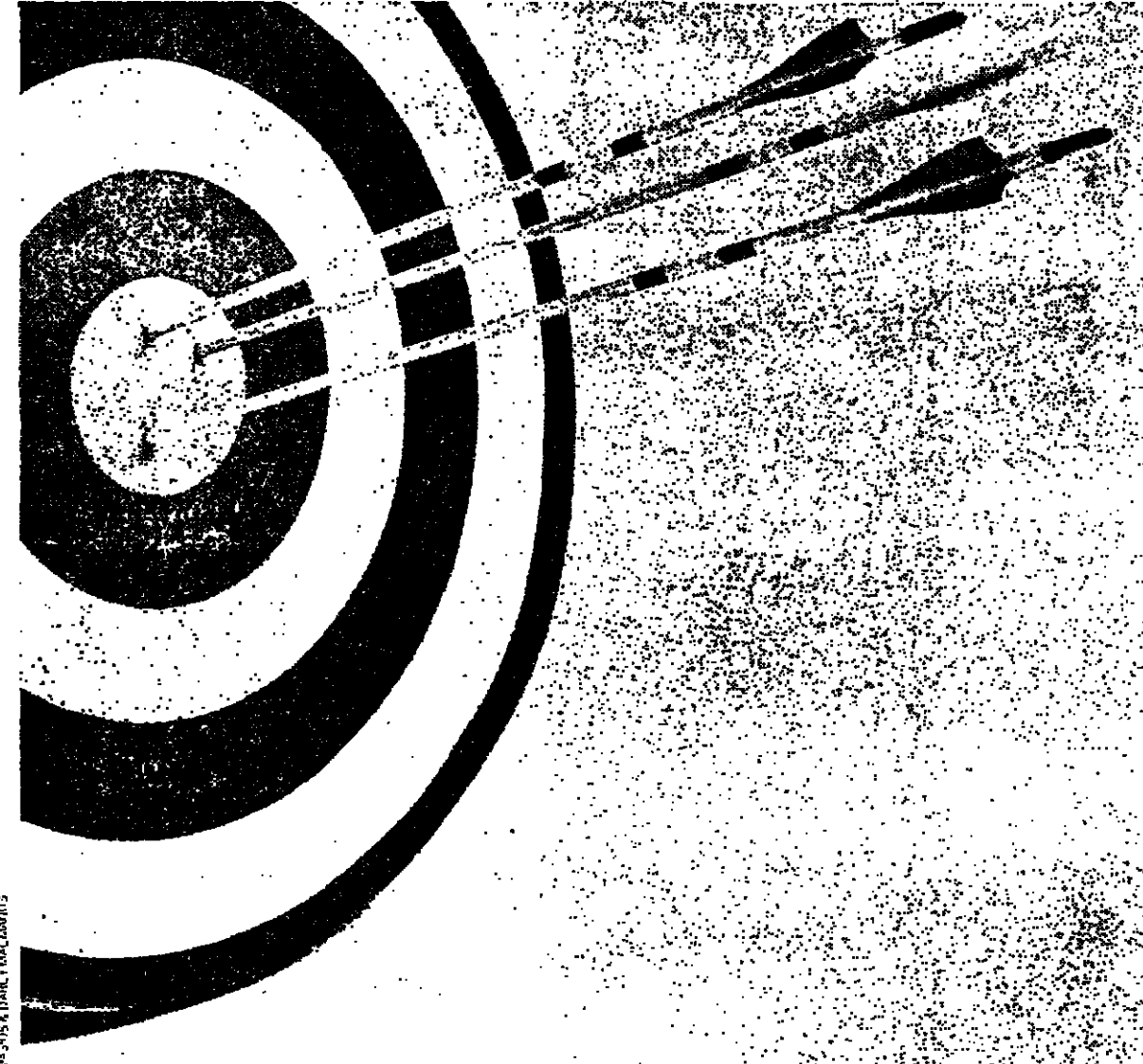
IRAN AIR

Only Sud.

PARIS-NEW YORK.

BOEING 747 SP : Lundi 13h30
Vendredi 13h30

BOEING 707 : Jeudi 18h45
Dimanche 18h45



Abecor aide votre société à atteindre les objectifs internationaux que vous vous êtes fixés.

Abecor, Associated Banks of Europe est l'association de sept banques européennes, parmi les plus importantes de leur pays. Leurs actifs totalisent près de 200 milliards de dollars, et leur grande expérience vous aide à atteindre vos objectifs financiers internationaux.

Un service mondial
Bien qu'Abecor soit un groupe européen, avec un total de 800 agences en Europe, son activité est mondiale grâce à un réseau de succursales, filiales et bureaux de représentation, dans 115 pays répartis sur les 5 continents.

Un service complet
Pour Abecor, un service bancaire doit être complet et étendu au plus grand nombre

de pays. Ses membres sont en mesure de vous fournir des informations et des conseils en matière financière, aussi bien dans les centres d'affaires locaux que dans les grandes places financières du monde.

Un service permanent
A notre époque où les affaires internationales évoluent rapidement, Abecor estime nécessaire que vous soyez tenus au courant des perspectives internationales, grâce à un contact permanent avec vos banquiers.

C'est dans ce but qu'Abecor a été créée. Si vous voulez atteindre vos objectifs, prenez contact avec Abecor et adressez-vous à la Division Internationale de la BNP, 20-22, bd des Italiens, Paris.

Dans les autres pays, adressez-vous à la banque Abecor du pays.
Banque membres d'Abecor :
Algemeine Bank Nederland
Banca Nazionale del Lavoro
Banque Bruxelles Lambert
Banque Nationale de Paris
Barclays Bank
Bayerische Hypothek- und Wechsel-Bank
Dresdner Bank

Membres associés :
Banque Internationale à Luxembourg
Österreichische Länderbank
Membre associé spécial :
Banque de la Société Financière Européenne.



La B.N.P. est la banque Abecor en France.

هكذا من الأصل

LES MARCHES FINANCIERS

Table with multiple columns and rows of financial data, including market indices and prices. The text is partially obscured by noise.

23 SEPTEMBRE - COMPTANT

Table with multiple columns and rows of financial data, including market indices and prices. The text is partially obscured by noise.

MARCHÉ A

Table with multiple columns and rows of financial data, including market indices and prices. The text is partially obscured by noise.

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

2. IDEES
— LE POINT DE VUE DE
CLAUDE AUBERT : « Un verre
plus simplement ».

3 à 8. LES ELECTIONS SENATORIALES

10 à 16. L'ÉNERGIE

— L'UNION DE LA GAUCHE

— LIBRE OPINION : « Des
témoins concernés », par
Guy Carrousselle et Claude
Rotschild.

— L'évolution de la pensée éco-
nomique du P.S. entre 1972
et 1977.

— LES NATIONALISATIONS :
les véritables différences entre
le P.S. et le P.C.

17. ÉTRANGER

— Les extrémistes de gauche en
Europe occidentale.

18. EUROPE

— TCHÉCOSLOVAQUIE : deux
milliards de la Charte 77
sont jugés pour subversion.

19. AFRIQUE

— RÉPUBLIQUE SUD-AFRI-
CAINE : quinze mille per-
sonnes ont assisté aux obsè-
ques du dirigeant noir Steve
Biko.

19. ASIE

— CHINE : M. Wei Kuo-ching
a été nommé directeur du
département politique de
l'armée.

20. ÉDUCATION

— De nombreux étudiants n'ont
pu s'inscrire dans l'université
de leur choix.

22. JUSTICE

— Les entretiens de Bichat.

22. MÉDECINE

— Les entretiens de Bichat.

22. MÉDECINE

— Les entretiens de Bichat.

22. MÉDECINE

— Les entretiens de Bichat.

22. MÉDECINE

— Les entretiens de Bichat.

22. MÉDECINE

— Les entretiens de Bichat.

22. MÉDECINE

— Les entretiens de Bichat.

22. MÉDECINE

— Les entretiens de Bichat.

22. MÉDECINE

— Les entretiens de Bichat.

22. MÉDECINE

— Les entretiens de Bichat.

22. MÉDECINE

— Les entretiens de Bichat.

22. MÉDECINE

— Les entretiens de Bichat.

22. MÉDECINE

— Les entretiens de Bichat.

22. MÉDECINE

— Les entretiens de Bichat.

22. MÉDECINE

— Les entretiens de Bichat.

22. MÉDECINE

— Les entretiens de Bichat.

22. MÉDECINE

— Les entretiens de Bichat.

22. MÉDECINE

— Les entretiens de Bichat.

22. MÉDECINE

— Les entretiens de Bichat.

22. MÉDECINE

— Les entretiens de Bichat.

22. MÉDECINE

— Les entretiens de Bichat.

22. MÉDECINE

— Les entretiens de Bichat.

22. MÉDECINE

— Les entretiens de Bichat.

22. MÉDECINE

— Les entretiens de Bichat.

22. MÉDECINE

— Les entretiens de Bichat.

22. MÉDECINE

— Les entretiens de Bichat.

22. MÉDECINE

— Les entretiens de Bichat.

22. MÉDECINE

— Les entretiens de Bichat.

22. MÉDECINE

— Les entretiens de Bichat.

22. MÉDECINE

— Les entretiens de Bichat.

22. MÉDECINE

— Les entretiens de Bichat.

22. MÉDECINE

— Les entretiens de Bichat.

22. MÉDECINE

— Les entretiens de Bichat.

22. MÉDECINE

— Les entretiens de Bichat.

22. MÉDECINE

— Les entretiens de Bichat.

Après l'acceptation par Israël d'une « présence palestinienne » à Genève

M. Dayan réaffirme le « refus de Jérusalem de négocier avec l'O.L.P. »

M. Moshe Dayan, ministre israélien des affaires étrangères, a réaffirmé la position de son gouvernement d'accepter une « présence palestinienne » au sein d'une délégation arabe unique à Genève, en réaffirmant, dimanche soir 25 septembre, au cours d'une interview accordée à Washington à la chaîne de télévision américaine C.B.S., que « rien n'était changé dans le refus d'Israël de négocier avec l'O.L.P. ». « Il n'y a pas, a-t-il dit, le moindre changement de position entre ce que nous avons accepté aujourd'hui et les prises de position antérieures du premier ministre, M. Menahem Begin ». M. Dayan a de nouveau catégoriquement repoussé toute idée de négociation avec l'O.L.P. ou portant sur la création d'un État palestinien indépendant. « Nous ne négocierons pas avec l'O.L.P. même si elle acceptait la résolution 242, et au surplus, reconnaissait l'État d'Israël », a-t-il souligné.

L'O.L.P. n'aurait pas réagi officiellement ce lundi en fin de matinée, mais un de ses porte-parole à Beyrouth a déclaré qu'elle était « le seul représentant légitime du peuple palestinien ». « Lorsque l'O.L.P. aura reçu une « invitation formelle à se rendre à Genève, a-t-il dit, elle pourra alors étudier la manière dont elle y sera représentée ». Le F.D.L.P. de M. Nayef Hawatmeh, en revanche, a réagi négativement en affirmant que la proposition américaine d'une délégation arabe unique, acceptée par Jérusalem, visait uniquement « à sauver les apparences et ne change rien sur le fond ».

Le Caire et Damas n'ont pas réagi, mais, à Amman, un porte-parole officiel jordanien a affirmé lundi que son gouvernement, tout en approuvant l'idée d'une délégation arabe unique, rejetait la condition posée par Israël pour la création de comités à base géographique pour examiner les divers aspects du conflit. « La Jordanie propose en échange la subdivision de la délégation arabe en groupes d'action pour examiner les questions essentielles, et non en comités à base géographique », a-t-il dit.

De notre correspondant
même proches de l'Organisation de libération de la Palestine. Paradoxalement, le Front travailliste-Mapam, dans l'opposition depuis l'arrivée au pouvoir de M. Begin, habituellement plus secourable aux concessions, s'élève énergiquement contre la décision du gouvernement. Le leader de l'opposition, l'ancien ministre de la Défense, M. Shimon Peres, a demandé la réunion urgente de la commission des affaires étrangères et de la défense de la Knesset (le Parlement).

Si le ministre israélien des affaires étrangères a réussi à faire admettre par son gouvernement le principe d'une délégation arabe unique, on pense à Jérusalem qu'il a dû recevoir des garanties satisfaisantes de la part des États-Unis. Mais dans les milieux israéliens de Washington on craint que l'administration Carter ne finisse par céder aux pressions arabes et n'accepte de définir l'adoption par le Conseil de sécurité d'une nouvelle résolution affirmant le droit des Palestiniens à une patrie.

« Knesset Croissant » serait immédiatement appréhendé si sa cachette présente était connue, et une partie importante de notre police la recherche », affirme M. Christian Bonnet, ministre de l'Intérieur, dans une interview publiée ce lundi 26 septembre par l'hebdomadaire allemand Der Spiegel. Il se déclare persuadé que les accusations formulées contre l'avocat lié aux activités de la Fraction armée rouge par les autorités allemandes sont fondées.

On se souvient de la déclaration de M. Dayan à la veille de son départ pour les États-Unis, affirmant que l'Europe, dans laquelle il affirmait qu'il n'était pas question qu'Israël accepte de se trouver en face d'une « délégation arabe unique à Genève. L'assouplissement de la position du gouvernement israélien, estime-t-on à Jérusalem, est purement tactique.

Le chef du gouvernement israélien selon laquelle « seule la tactique israélienne a changé, mais non la politique du gouvernement de Jérusalem ». Le journal se félicite de l'initiative de M. Begin, qui fait montre d'une souplesse que les ennemis d'Israël n'attendaient pas de lui. L'ancien ministre des affaires étrangères soutient la décision du gouvernement Begin.

De quels Palestiniens s'agit-il ? Jérusalem s'oppose toujours aussi catégoriquement à la présence officielle de l'O.L.P., mais serait disposé à discuter avec des personnalités jordaniennes.

Le franc suisse a poursuivi son ascension lundi sur les marchés des changes, battant ses records antérieurs : à Paris, son cours atteignait 2,0650 F. tandis qu'à Zurich le dollar tombait à son plus bas niveau : 2,3520 F. Les deux devises de francs français ont resté satisfaites par rapport au dollar et au deutschemark, qui se maintiennent au-dessous de 2,12 F.

Le franc suisse a poursuivi son ascension lundi sur les marchés des changes, battant ses records antérieurs : à Paris, son cours atteignait 2,0650 F. tandis qu'à Zurich le dollar tombait à son plus bas niveau : 2,3520 F. Les deux devises de francs français ont resté satisfaites par rapport au dollar et au deutschemark, qui se maintiennent au-dessous de 2,12 F.

Le franc suisse a poursuivi son ascension lundi sur les marchés des changes, battant ses records antérieurs : à Paris, son cours atteignait 2,0650 F. tandis qu'à Zurich le dollar tombait à son plus bas niveau : 2,3520 F. Les deux devises de francs français ont resté satisfaites par rapport au dollar et au deutschemark, qui se maintiennent au-dessous de 2,12 F.

Le franc suisse a poursuivi son ascension lundi sur les marchés des changes, battant ses records antérieurs : à Paris, son cours atteignait 2,0650 F. tandis qu'à Zurich le dollar tombait à son plus bas niveau : 2,3520 F. Les deux devises de francs français ont resté satisfaites par rapport au dollar et au deutschemark, qui se maintiennent au-dessous de 2,12 F.

Le franc suisse a poursuivi son ascension lundi sur les marchés des changes, battant ses records antérieurs : à Paris, son cours atteignait 2,0650 F. tandis qu'à Zurich le dollar tombait à son plus bas niveau : 2,3520 F. Les deux devises de francs français ont resté satisfaites par rapport au dollar et au deutschemark, qui se maintiennent au-dessous de 2,12 F.

Le franc suisse a poursuivi son ascension lundi sur les marchés des changes, battant ses records antérieurs : à Paris, son cours atteignait 2,0650 F. tandis qu'à Zurich le dollar tombait à son plus bas niveau : 2,3520 F. Les deux devises de francs français ont resté satisfaites par rapport au dollar et au deutschemark, qui se maintiennent au-dessous de 2,12 F.

Le franc suisse a poursuivi son ascension lundi sur les marchés des changes, battant ses records antérieurs : à Paris, son cours atteignait 2,0650 F. tandis qu'à Zurich le dollar tombait à son plus bas niveau : 2,3520 F. Les deux devises de francs français ont resté satisfaites par rapport au dollar et au deutschemark, qui se maintiennent au-dessous de 2,12 F.

Le franc suisse a poursuivi son ascension lundi sur les marchés des changes, battant ses records antérieurs : à Paris, son cours atteignait 2,0650 F. tandis qu'à Zurich le dollar tombait à son plus bas niveau : 2,3520 F. Les deux devises de francs français ont resté satisfaites par rapport au dollar et au deutschemark, qui se maintiennent au-dessous de 2,12 F.

Le franc suisse a poursuivi son ascension lundi sur les marchés des changes, battant ses records antérieurs : à Paris, son cours atteignait 2,0650 F. tandis qu'à Zurich le dollar tombait à son plus bas niveau : 2,3520 F. Les deux devises de francs français ont resté satisfaites par rapport au dollar et au deutschemark, qui se maintiennent au-dessous de 2,12 F.

Le franc suisse a poursuivi son ascension lundi sur les marchés des changes, battant ses records antérieurs : à Paris, son cours atteignait 2,0650 F. tandis qu'à Zurich le dollar tombait à son plus bas niveau : 2,3520 F. Les deux devises de francs français ont resté satisfaites par rapport au dollar et au deutschemark, qui se maintiennent au-dessous de 2,12 F.

Le franc suisse a poursuivi son ascension lundi sur les marchés des changes, battant ses records antérieurs : à Paris, son cours atteignait 2,0650 F. tandis qu'à Zurich le dollar tombait à son plus bas niveau : 2,3520 F. Les deux devises de francs français ont resté satisfaites par rapport au dollar et au deutschemark, qui se maintiennent au-dessous de 2,12 F.

Le franc suisse a poursuivi son ascension lundi sur les marchés des changes, battant ses records antérieurs : à Paris, son cours atteignait 2,0650 F. tandis qu'à Zurich le dollar tombait à son plus bas niveau : 2,3520 F. Les deux devises de francs français ont resté satisfaites par rapport au dollar et au deutschemark, qui se maintiennent au-dessous de 2,12 F.

Le franc suisse a poursuivi son ascension lundi sur les marchés des changes, battant ses records antérieurs : à Paris, son cours atteignait 2,0650 F. tandis qu'à Zurich le dollar tombait à son plus bas niveau : 2,3520 F. Les deux devises de francs français ont resté satisfaites par rapport au dollar et au deutschemark, qui se maintiennent au-dessous de 2,12 F.

Le franc suisse a poursuivi son ascension lundi sur les marchés des changes, battant ses records antérieurs : à Paris, son cours atteignait 2,0650 F. tandis qu'à Zurich le dollar tombait à son plus bas niveau : 2,3520 F. Les deux devises de francs français ont resté satisfaites par rapport au dollar et au deutschemark, qui se maintiennent au-dessous de 2,12 F.

Le franc suisse a poursuivi son ascension lundi sur les marchés des changes, battant ses records antérieurs : à Paris, son cours atteignait 2,0650 F. tandis qu'à Zurich le dollar tombait à son plus bas niveau : 2,3520 F. Les deux devises de francs français ont resté satisfaites par rapport au dollar et au deutschemark, qui se maintiennent au-dessous de 2,12 F.

Le franc suisse a poursuivi son ascension lundi sur les marchés des changes, battant ses records antérieurs : à Paris, son cours atteignait 2,0650 F. tandis qu'à Zurich le dollar tombait à son plus bas niveau : 2,3520 F. Les deux devises de francs français ont resté satisfaites par rapport au dollar et au deutschemark, qui se maintiennent au-dessous de 2,12 F.

Le franc suisse a poursuivi son ascension lundi sur les marchés des changes, battant ses records antérieurs : à Paris, son cours atteignait 2,0650 F. tandis qu'à Zurich le dollar tombait à son plus bas niveau : 2,3520 F. Les deux devises de francs français ont resté satisfaites par rapport au dollar et au deutschemark, qui se maintiennent au-dessous de 2,12 F.

Le franc suisse a poursuivi son ascension lundi sur les marchés des changes, battant ses records antérieurs : à Paris, son cours atteignait 2,0650 F. tandis qu'à Zurich le dollar tombait à son plus bas niveau : 2,3520 F. Les deux devises de francs français ont resté satisfaites par rapport au dollar et au deutschemark, qui se maintiennent au-dessous de 2,12 F.

Le franc suisse a poursuivi son ascension lundi sur les marchés des changes, battant ses records antérieurs : à Paris, son cours atteignait 2,0650 F. tandis qu'à Zurich le dollar tombait à son plus bas niveau : 2,3520 F. Les deux devises de francs français ont resté satisfaites par rapport au dollar et au deutschemark, qui se maintiennent au-dessous de 2,12 F.

Le franc suisse a poursuivi son ascension lundi sur les marchés des changes, battant ses records antérieurs : à Paris, son cours atteignait 2,0650 F. tandis qu'à Zurich le dollar tombait à son plus bas niveau : 2,3520 F. Les deux devises de francs français ont resté satisfaites par rapport au dollar et au deutschemark, qui se maintiennent au-dessous de 2,12 F.

Le franc suisse a poursuivi son ascension lundi sur les marchés des changes, battant ses records antérieurs : à Paris, son cours atteignait 2,0650 F. tandis qu'à Zurich le dollar tombait à son plus bas niveau : 2,3520 F. Les deux devises de francs français ont resté satisfaites par rapport au dollar et au deutschemark, qui se maintiennent au-dessous de 2,12 F.

Le franc suisse a poursuivi son ascension lundi sur les marchés des changes, battant ses records antérieurs : à Paris, son cours atteignait 2,0650 F. tandis qu'à Zurich le dollar tombait à son plus bas niveau : 2,3520 F. Les deux devises de francs français ont resté satisfaites par rapport au dollar et au deutschemark, qui se maintiennent au-dessous de 2,12 F.

Le franc suisse a poursuivi son ascension lundi sur les marchés des changes, battant ses records antérieurs : à Paris, son cours atteignait 2,0650 F. tandis qu'à Zurich le dollar tombait à son plus bas niveau : 2,3520 F. Les deux devises de francs français ont resté satisfaites par rapport au dollar et au deutschemark, qui se maintiennent au-dessous de 2,12 F.

Le franc suisse a poursuivi son ascension lundi sur les marchés des changes, battant ses records antérieurs : à Paris, son cours atteignait 2,0650 F. tandis qu'à Zurich le dollar tombait à son plus bas niveau : 2,3520 F. Les deux devises de francs français ont resté satisfaites par rapport au dollar et au deutschemark, qui se maintiennent au-dessous de 2,12 F.

Le franc suisse a poursuivi son ascension lundi sur les marchés des changes, battant ses records antérieurs : à Paris, son cours atteignait 2,0650 F. tandis qu'à Zurich le dollar tombait à son plus bas niveau : 2,3520 F. Les deux devises de francs français ont resté satisfaites par rapport au dollar et au deutschemark, qui se maintiennent au-dessous de 2,12 F.

Le franc suisse a poursuivi son ascension lundi sur les marchés des changes, battant ses records antérieurs : à Paris, son cours atteignait 2,0650 F. tandis qu'à Zurich le dollar tombait à son plus bas niveau : 2,3520 F. Les deux devises de francs français ont resté satisfaites par rapport au dollar et au deutschemark, qui se maintiennent au-dessous de 2,12 F.

Le franc suisse a poursuivi son ascension lundi sur les marchés des changes, battant ses records antérieurs : à Paris, son cours atteignait 2,0650 F. tandis qu'à Zurich le dollar tombait à son plus bas niveau : 2,3520 F. Les deux devises de francs français ont resté satisfaites par rapport au dollar et au deutschemark, qui se maintiennent au-dessous de 2,12 F.

Le franc suisse a poursuivi son ascension lundi sur les marchés des changes, battant ses records antérieurs : à Paris, son cours atteignait 2,0650 F. tandis qu'à Zurich le dollar tombait à son plus bas niveau : 2,3520 F. Les deux devises de francs français ont resté satisfaites par rapport au dollar et au deutschemark, qui se maintiennent au-dessous de 2,12 F.

Le franc suisse a poursuivi son ascension lundi sur les marchés des changes, battant ses records antérieurs : à Paris, son cours atteignait 2,0650 F. tandis qu'à Zurich le dollar tombait à son plus bas niveau : 2,3520 F. Les deux devises de francs français ont resté satisfaites par rapport au dollar et au deutschemark, qui se maintiennent au-dessous de 2,12 F.

Le franc suisse a poursuivi son ascension lundi sur les marchés des changes, battant ses records antérieurs : à Paris, son cours atteignait 2,0650 F. tandis qu'à Zurich le dollar tombait à son plus bas niveau : 2,3520 F. Les deux devises de francs français ont resté satisfaites par rapport au dollar et au deutschemark, qui se maintiennent au-dessous de 2,12 F.

Le franc suisse a poursuivi son ascension lundi sur les marchés des changes, battant ses records antérieurs : à Paris, son cours atteignait 2,0650 F. tandis qu'à Zurich le dollar tombait à son plus bas niveau : 2,3520 F. Les deux devises de francs français ont resté satisfaites par rapport au dollar et au deutschemark, qui se maintiennent au-dessous de 2,12 F.

Le franc suisse a poursuivi son ascension lundi sur les marchés des changes, battant ses records antérieurs : à Paris, son cours atteignait 2,0650 F. tandis qu'à Zurich le dollar tombait à son plus bas niveau : 2,3520 F. Les deux devises de francs français ont resté satisfaites par rapport au dollar et au deutschemark, qui se maintiennent au-dessous de 2,12 F.

Le franc suisse a poursuivi son ascension lundi sur les marchés des changes, battant ses records antérieurs : à Paris, son cours atteignait 2,0650 F. tandis qu'à Zurich le dollar tombait à son plus bas niveau : 2,3520 F. Les deux devises de francs français ont resté satisfaites par rapport au dollar et au deutschemark, qui se maintiennent au-dessous de 2,12 F.

Le franc suisse a poursuivi son ascension lundi sur les marchés des changes, battant ses records antérieurs : à Paris, son cours atteignait 2,0650 F. tandis qu'à Zurich le dollar tombait à son plus bas niveau : 2,3520 F. Les deux devises de francs français ont resté satisfaites par rapport au dollar et au deutschemark, qui se maintiennent au-dessous de 2,12 F.

Le franc suisse a poursuivi son ascension lundi sur les marchés des changes, battant ses records antérieurs : à Paris, son cours atteignait 2,0650 F. tandis qu'à Zurich le dollar tombait à son plus bas niveau : 2,3520 F. Les deux devises de francs français ont resté satisfaites par rapport au dollar et au deutschemark, qui se maintiennent au-dessous de 2,12 F.

MALGRÉ DES DIVERGENCES D'ANALYSE
SUR LA « RUPTURE » DE L'UNION DE LA GAUCHE

La C.G.T. et la C.F.D.T. cherchent à préserver leur unité

Les rencontres bilatérales prévues de longue date entre les organisations syndicales cette semaine — ce lundi entre la C.G.T. et la C.F.D.T., mercredi entre la FEN et le P.O., puis entre la FEN et la C.G.T. — vont, en partie, changer de nature. Même si les négociations salariales et les problèmes de l'emploi restent à l'ordre du jour, comme M. Bergeron vient de le rappeler, les deux grands syndicats ont convenu en priorité les conséquences de la suspension des négociations entre les partis de gauche sur l'actualisation du programme commun.

Ce lundi 26 septembre, au matin, une délégation de la C.G.T. conduite par M. Henri Krasucki, secrétaire confédéral, a rejoint à Moscou, où il participe à la préparation du congrès de la Fédération syndicale mondiale, le représentant de la C.F.D.T. M. Edmond Maître et les dirigeants de la C.F.D.T. Cette réunion de travail, qui a l'origine, devait être consacrée à la confrontation des objectifs et des programmes des deux centrales et sur mises à donner à la grève nationale du 24 mai, a surtout été l'occasion d'un échange de vues sur les conséquences de la « rupture » entre les trois partis signataires du programme commun. Les deux délégations, conscientes de leurs divergences d'analyse mais soucieuses, apparemment, de ne pas trop les élargir au grand jour, n'ont pas donné de conférence de presse à l'issue de leur rencontre.

M. Edmond Maître avait insisté dès samedi 24 septembre sur l'importance de la C.G.T.-C.F.D.T. « plus que jamais nécessaire », mais « en toute indépendance syndicale » : la C.G.T. avait publié un communiqué, également samedi soir, pour dénoncer « certains moyens d'information » qui cherchent « à créer un climat malade entre nos deux organisations [la C.G.T. et la C.F.D.T.] en grossissant démesurément des épisodes lointains » (allusion à des appels lancés par des organisations C.G.T. à des militants C.F.D.T. pour faire pression, en commun, sur le parti socialiste). Le ton entre les deux organisations n'est donc pas à la polémique, bien au contraire.

Pourtant leurs analyses sont loin de concorder, sauf sur la nécessité de sauvegarder l'unité de la gauche. Même si M. Edmond Maître demande au parti socialiste « de rendre plus crédible sa volonté de changer les choses, de transformer la société, de réduire les inégalités », ce qui permettrait de « surmonter la crise de confiance qui existe actuellement de la part du P.C. à son égard », le secrétaire général de la C.F.D.T. continue à affirmer que les dernières propositions du P.S. sur l'étendue des nationalisations « ne justifient pas le refus total du P.C.F. ».

Pourtant leurs analyses sont loin de concorder, sauf sur la nécessité de sauvegarder l'unité de la gauche. Même si M. Edmond Maître demande au parti socialiste « de rendre plus crédible sa volonté de changer les choses, de transformer la société, de réduire les inégalités », ce qui permettrait de « surmonter la crise de confiance qui existe actuellement de la part du P.C. à son égard », le secrétaire général de la C.F.D.T. continue à affirmer que les dernières propositions du P.S. sur l'étendue des nationalisations « ne justifient pas le refus total du P.C.F. ».

Pourtant leurs analyses sont loin de concorder, sauf sur la nécessité de sauvegarder l'unité de la gauche. Même si M. Edmond Maître demande au parti socialiste « de rendre plus crédible sa volonté de changer les choses, de transformer la société, de réduire les inégalités », ce qui permettrait de « surmonter la crise de confiance qui existe actuellement de la part du P.C. à son égard », le secrétaire général de la C.F.D.T. continue à affirmer que les dernières propositions du P.S. sur l'étendue des nationalisations « ne justifient pas le refus total du P.C.F. ».

Pourtant leurs analyses sont loin de concorder, sauf sur la nécessité de sauvegarder l'unité de la gauche. Même si M. Edmond Maître demande au parti socialiste « de rendre plus crédible sa volonté de changer les choses, de transformer la société, de réduire les inégalités », ce qui permettrait de « surmonter la crise de confiance qui existe actuellement de la part du P.C. à son égard », le secrétaire général de la C.F.D.T. continue à affirmer que les dernières propositions du P.S. sur l'étendue des nationalisations « ne justifient pas le refus total du P.C.F. ».

Pourtant leurs analyses sont loin de concorder, sauf sur la nécessité de sauvegarder l'unité de la gauche. Même si M. Edmond Maître demande au parti socialiste « de rendre plus crédible sa volonté de changer les choses, de transformer la société, de réduire les inégalités », ce qui permettrait de « surmonter la crise de confiance qui existe actuellement de la part du P.C. à son égard », le secrétaire général de la C.F.D.T. continue à affirmer que les dernières propositions du P.S. sur l'étendue des nationalisations « ne justifient pas le refus total du P.C.F. ».

Pourtant leurs analyses sont loin de concorder, sauf sur la nécessité de sauvegarder l'unité de la gauche. Même si M. Edmond Maître demande au parti socialiste « de rendre plus crédible sa volonté de changer les choses, de transformer la société, de réduire les inégalités », ce qui permettrait de « surmonter la crise de confiance qui existe actuellement de la part du P.C. à son égard », le secrétaire général de la C.F.D.T. continue à affirmer que les dernières propositions du P.S. sur l'étendue des nationalisations « ne justifient pas le refus total du P.C.F. ».

Pourtant leurs analyses sont loin de concorder, sauf sur la nécessité de sauvegarder l'unité de la gauche. Même si M. Edmond Maître demande au parti socialiste « de rendre plus crédible sa volonté de changer les choses, de transformer la société, de réduire les inégalités », ce qui permettrait de « surmonter la crise de confiance qui existe actuellement de la part du P.C. à son égard », le secrétaire général de la C.F.D.T. continue à affirmer que les dernières propositions du P.S. sur l'étendue des nationalisations « ne justifient pas le refus total du P.C.F. ».